COMMENT EN FINIR AVEC L'EXCLUSION DES FEMMES - Pages 6 et 7

## LE MONDE 2-AP diplomatic

Les Balkans sous la pression populaire

(Pages 12 et 13)

tens les organismes internationaux. En r less à l'OCDE, dans le cadre de la acces sur un Accord multilatéral sur les mements (AMI), qui vise à favoriser la most des investisseurs étrangers et à sup-les subventions accordées aux seuls perics subventions accordées aux seuls pro-re nanonaux. L'objectif des Etats-Unis Attant un traitement national et européen surs investissements en Europe, et donc programme Media) et nationaux (fonds de propriemer Media) et nationaux (fonds de a un France). Le gouvernement français, emit par le ministère des finances et sou-la tripliance des milieux de la création, cer d'obsenir une clause d'a exception tile - dans l'AMI, semblable à celle qui à sande du Canada, figure dans l'Accord de actuage nord-américain (Alena). La partie on d'étre gagnée.

are champ de bataille : l'Organisation sair de la propriété intellectuelle (OMPI), Age 3 Geneve. En décembre 1996 y ont été mera différentes propositions d'adaptation de l'adaptation de \* : aces à la « copie privée » (taxe sur les care vierges; qu'ils revendiquent avec a Mars his out dévoilé leurs objectifs en sea seam droits d'auteur et droits voisins à te an ayants droit en cèdent la gesseed grands groupes audiovisuels. Ainsi se e au remise en cauve des sociétés regroueffects et actistes et une offensive pour i privative le copyright sur le droit moral, le privative une. Washington a réussi à créer recce dans le front européen en passant un mis avec la Société britantique des auteurs, with designation par ses homologues emover, kada, lors du sommet de l'OMC en serve We a Singapour, si les droits chese res les Cédéroms ont été préservés, la transcention sur les fibres optiques et les en eller medent gier a été programmée.

### Reaction auropéenne?

427 per reguleau compresseur de la marde la culture, dont les grands water americants sont les principaux bénéfi www & Views Continent peut et doi: téagie. remoral Just's plupart de ses grands groupes walter the feet de ses gouvernements, qui se servers was abuvent de singer les pranques de l'action il abord par la création d'une vérior har arreptenne de production et de seine 3 mages Il faut savoir que, en Europe. mainte and consulter mobilisent moins . 4 ice produite intérieurs brois (PIB) a regroupe 40 Emis, ne prenduit-il e data et de ministraquer un sommer monand reages in même type que celui de Rio 74 : . .: le léveloppement durable? cases, andrew minites, chercheurs, producan president o gravatiler au toileunge du sand a ruse du drait moral, et non

an agrit. L'arrêre in de civilisation que peut The fewer linvention et la construen a marie espace public d'expression de de l'avail Un espace the state of the multiple comme marie de l'amianité, de s'afficulent de weeks where yet incal, le national et l'inter-volleg à ci avez en manère de culture. deminants on the was in meent et celu du pouvoir les stable of react d'autres combustibles.

the state of the s

the second of the second between the best persuant

The second secon

A CONTROL OF THE PROPERTY OF T

ACCEPTAGE AND ACCEPTAGE AC

governous transport to the Perce Papon

There Virkaket

Commence of the commence of th

- Canton Total

## Xénophobies

Par IGNACIO RAMONET

'EST un grand silence lâche qui a été courageusement brisé par le manifeste des jeunes cinéastes opposés à un projet de loi renforçant le contrôle des étrangers en France et jetant sur eux et sur leurs hébergeants une suspicioo systématique. S'arrachant à la complice torpeur qui semblait les avoir tétanisés, en particulier lors de la guerre du Golfe, créateurs et intellectuels ont cette fois réagi avec audace, au nom de la solidarité de l'humanité universelle, pour stimuler la vigilance des citoyens contre les atteintes aux libertés. Que des artistes défendent la cause de certains immigrés, ces persécutés modernes, dans la patrie de Voltaire, de Victor Hugo, de Zola et de Sartre, est politiquement réjonissant. La poursuite du silence efit été funeste.

Dans une Europe en crise sociale et morale, hantée par l'horreur économique, et où la classe politique semble avoir perdu le contact avec l'opinion publique, le désairoi gagne facilement les cœurs. La peur légitime du lendemain, alors que s'étend le chômage de masse, favorise la montée de l'irrationnel, de la xénophobie et du racisme. Est il étomant, dans un tel contexte, que les nationalismes renaissent? Que les crispations identi-tures ou ethniques se multiplient? Que, ici et là, certains désignent des retember la culpabilité du malheur amilant?

Comme nul autre Etat de l'Union europécane, à l'exception de l'Antriche, la France connaît, depuis quinze ans, une forte poussée de l'extrême droite représentée par le Front national, qui, aux élections législatives de mars 1998, pourrait se retrouver en position d'arbitre dans deux cents circonscriptions... Ce parti, et tout particulièrement son chef, M. Tean-Marie Le Pen, ont désigné, de manière démagogique, les travailleurs immigrés comme la cause principale des difficultés des Français. Avec des précantions de langage minimales, ils excitent le racisme ambiant et dénoncent la présence surtout des Maghrébins et Africains, dont ils promettent officiellement, dans leur programme, l'expulsion en masse après

leur arrivée au pouvoir. Emperés dans la pensée unique, piégés par la mondialisation et le totalitarisme ultralibéral, désemparés par un désastre social qui prive actuellement d'emploi cinq millions de personnes (1), les partis de ganche et de droite qui se sont succédé à l'exécutif depuis 1981 ont échoné à enrayer

l'ascension de l'extrémisme. Gauche et droite, impuissantes à se distinguer cettement dans le domaine économique, ont préféré, sur le modèle anglo-saxon. s'affronter sur des questions de société. En particulier sur cente affaire de l'immigra-tion, faisant, de ce fait, le jeu des néofascistes. Ainsi, sous prétexte de lutter (à juste titre) contre les travailleurs clandestins, le Parti socialiste e renié sa promesse et refusé

d'accorder le droit de vote pour les élections locales aux étrangers (cc que l'Italie, après d'autres pays européens, envisage de faire), tandis que la droite renforçait la législation, pourtant déjà draconienne, visant à contrôler l'entrée et le séjour des étrangers.

Peu à peu, de surenchère en surenchère avec l'extrême droite, et en toute bonne conscience, une atmosphère quasi fasciste de traque à l'étranger s'est installée. A laquelle out scanda-leusement contribué les lois Méhaignerie-Pasqua, en 1993, qui, trahissant l'une des plus nobles traditions répu-blicaines, ont supprimé le droit du sol pour l'acquisitino de la nationalité française, et jeté le soupçoo sur tous les étrangers. Le tour de vis supplémentaire promis par le projet de M. Jean-Louis Debré a dessillé enfin les yeux de nombreux citoyens.

'IMMIGRATION n'est pas la préoccopatioo ceotrale des Français, tourmentés, en premier lieu, par le chômage. Tontes les enquêtes le prouvent ; d'ailleurs, elle ne fut pour ainsi dire pas abordée lors de l'élection présiden-tielle de 1995. Qui plus est, en 1996, le combre d'immigrés ne dépassait pas 3,6 millions, soit 6,43 % de la population de la France; alors que, en 1931, par exemple, ce pourcentage s'élevait à 6.75 %. Il y a donc, proportionnellement, moins d'immigrés qu'il y a soixante-cinq ans, contrairement à ce qu'affirment les démagogues. Et la France est loin de détenir le record du monde de l'accueil d'étrangers. Des Etats comme l'Allemagne, par exemple, en ont hien davantage (7,6 % de sa population), sans parler des pays qui se définissent avec orgueil et fierté comme des « oations d'immigrés » :



PETER KLASEN. - \* Accès interdit > (1991)

Etats-Unis, Canada, Australie, Nou-

France, à la différence de tous les autres Etats européens, est un pays d'immigration. Pour des raisons certes démographiques, mais aussi et tout autant politiques : c'est le seul Etat d'Europe qui ait une conception laique et républicaine (non ethnique) de la nation. Elle est porteuse d'un message universaliste de liberté et de défense des droits de l'homme. Elle constitue historiquement un refuge, un havre, un asile pour tous les démocrates persécutés. Au cours des décennies - c'est sa grandeur - elle a accueilli et intégré des centaines de milliers d'Italiens, de Belges, de Polooais, d'Arméniens, d'Espagnols, de juifs d'Europe cen-trale, de Russes, de Portugais, d'Algériens, de Vietnamiens, etc. Et elle le fait aujourd'hui - o'en deplaise à ceux qui reprennent l'archaïque rengaine des «étrangers inassimilables» aussi efficacement que naguère. An point qu'elle compte plus de dix-huit millions de citoyens ayant au moins un grand-parent étranger, soit près d'un Français sur trois!

Pourquoi alors cette soudaine xénophobie d'Etat ? Pourquoi cette désastreuse image donnée, hors de ses froonères, par un pays qui a fait pourtant de la francophonie et de la diplomatie culturelle deux des principaux atouts de sa projection extérieure ? Pourquoi avoir oublié que la France o'a jamais été aussi rayonnante que quand ses gouvernants ont so condamner le chanvinisme et encourager ses ressortissants à être contemporains de tous les hommes et citoyens de tous les

(1) Le Monde, 19 février 1997.

## OUI CONTRÔLERA LES RÉSEAUX?

## Les marchands à l'assaut d'Internet

La féroce compétition que se livrent les grands groupes de communication ne connaît nul répit. En témoigne l'accord sur les télécommunications signé le 15 février 1997 par soixante-huit pays à Genève, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui va ouvrir, notamment aux grands opérateurs américains, les marchés nationaux de dizaines de pays. En France, après avoir pris le contrôle de Havas, la Générale des eaux - déjà présente dans l'édition, l'audiovisuel, Canal Plus, le câble et la presse écrite - poursuit sa tentaculaire expansion en devenant l'un des principaux opérateurs de la téléphonie mobile. Mais la bataille décisive, à l'échelle planétaire, a pour enjeu le contrôle des trois secteurs industriels - ordinateurs, télévision et téléphonie qui fusionnent désormais sur Internet. Le groupe qui régnera sur Internet dominera le monde de la communication de demain, avec tous les risques que cela suppose pour la culture et la liberté de l'esprit des citoyens.

### Par DAN SCHILLER \*

A télévision telle que nous la connaissons gagne du terrain . dans le cyberespace. Ce mouvement de convergence - ou de collision va-t-il imposer un modèle commercial à toute la Toile (World Wide Web)? Quelles sont ses implications commerciales et stratégiques ? Va-t-oo assister à la fin de l'interactivité qui a fait le succès d'Internet à ses débuts et qui le faisait apparaître comme un média révolotinnaire? Depuis quelques mois, ces questions sont posées par de nombreux spécialistes, et la célèbre revue américaine Wired leur a consacré un retentissant éditorial (1).

\* Professeur de communication à l'université de Californie, San Diego.

La première certitude, c'est la réalité de cette convergence. Les fabricants de téléviseurs et d'ardinateurs personnels sont en mal de nurveaux marchés. Et ils estiment que les téléviseurs peuvent servir de terminaux pour Internet, tandis que les ordinateurs personnels, recevant sur leurs écrans les programmes de télévision, font désormais partie du marché de l'électronique grand public, et pas seulement du marché informa-

(Lire la suite page 24.)

(1) Wired, San Francisco, mars 1997. Lire, sur cente revue, Herbert I. Schiller, « Des prêtres branchés de l'ère numérique », Le Monde diplomatique, novembre 1996.

En vente dans les kinsques le 19 mars :

### CULTURE, IDÉOLOGIE ET SOCIÉTÉ

Manière de voir, hors série

116 pages, 50 F



### **CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES**

Formation spécialisée pour dirigeants

MARS - JUILLET 1997

Cycle de relations internationales approfondies

2 soirs par semaine, 1 samedi matin par mois + dîners-débats

Formation sanctionnée par un diplôme de 3° cycle

Renseignements:

à l'ECOLE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES Établissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899

> 54, avenue Marceau, 75008 PARIS Tél.: 01-47-20-57-47

### DANS CE NUMÉRO :

« L'Immigration n'est pas la préoccupation centrale des Français, tourmentés par le chômage », constate Ignacio Ramonet, se félicitant du réflexe citoyen face è une politique qui veut faire de l'étranger la source de tous les maux.

Le Front national lul-même l'a compris, qui, désormeis, fait du acciai un thame central de se stratégie (page 3). Ailleurs aussi, la décomposition sociale menace les pouvoirs en place, incapacité de l'Italie à se moderniser et frustrations provoquées par le recentrage de le gauche (pages 10 et 11) nourrissent la montée d'un courant séparatiste en « Padania ». Les exemples ne manquent pas de difficiles sorties du communisme, en Russie où le pouvoir central est conteste (page 15), dens les Balkans où la pression populaire fait vacilier les gouvernements (pages 12 et 13), tandis que perdurent les tentations autoritaires et nationalistes. Même en Chine, la dis-

M 2136 - 516 - 22.00 F

parition de Deng Xieoping relance un débet sur la vola choisle pour la modernisation du pays (pages 19

Libre commerce

En 1947, on massacrait, à Medagascar, eu nom du colonialisme (pages 22 et 23). Cinquente ans plus tard, la néolibéralisme fait mourir à petit feu. Au Chili, le « miracle économiqua » laisse le systême de protection sociale sur le bas-côté (page 18). Au-delà des discours, le politique européenne de coopération avec l'Amérique latine s'eligne peu ou prou sur les Etats-Unis : plus da marché, moins d'Etat, plus de profits, moins d'égelité (pages 16 et 17). Au risque de provoquer des catastrophes.

### DÉRIVES

Des pesticides dangereux pour la santé sont mis en vente (page 28), le merché se lance à l'assaut d'internet (pages 1, 24 et 25) et même du génome humain (pages 26 et 27)... Tout est objet pour le «libre commerce», même le corps humain (page 8). A une réflexion sur le temps de travail se substitue l'activité temporaire et à temps partiel contraint ; les fonds de pension livrent les retraites à la sphère financière (pages 4 et 5). Quant eux femmes, elles sont toujours victimes de discriminations et exclues des aphères du pouvoir (pages 6 et 7).

Lire le sommaire détaillé page 32.

### UNE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR»

## Géopolitique du chaos

EPUIS 1989, Manière de voir nous a habitués à la livraison en février d'un panorama de l'évolution du monde et de sa conflictualité. Le tableau est généralement sombre, et l'édition de 1997, « Géopolitique du chaos » (1), ne fait pas exception. Est-ce dû à un pessimisme global des rédacteurs? An fait que l'on parle plus des trains qui déraillent que de ceux qui arrivent à l'heure? Ou et c'est malheureusement le cas e qu'il n'y a eu, malgré les annonces triomphales, ni émergence d'un nouvel ordre mondial ni fin de l'histoire?

Au contraire, explique Ignacio Ramonet, deux dynamiques contradictoires sont à 1'œuvre : celle de la fission, qui vient briser l'Etat-nation, et celle de la fusion, par regroupements régionaux. Liés dialectiquement, ces deux phénomènes conduisent à la prolifération des Etats qui est l'élément structurant – plutôt déstructurant – des relations internationales des années 90.

Consacré à un monde sans boussole, le n° 33 de Manière de voir distingue crises ouvertes et conflits oubliés, et poudrières méditerranéennes. On peut s'étonner de voir figurer les appetits rivaux en mer de Chine et l'évolution en Afrique du Sud parmi les conflits oubliés, vu l'importance des traitements qui leur a été accordée dans les médias en 1996. Mais tout découpage relève d'un choix, et l'essentiel n'est pas là.

Ce qui importe plus, e'est que « Géopolitique da chaos » offre à la fois un point précis et fortement documenté sur les grands troubles planétaires, chacun étant servi par une réflexioo globale. Le détail des faits n'empêche pas la présence d'idées.

Le tout est agrémenté d'une remarquable cartographie. Si les publications sur les relations internationales y ont de plus en plus recours, toutes sont loin d'avoir la qualité de eelle-ci, où la richesse d'information contenue n'altère pas la fiabilité. L'enchevêtrement des populations et des territoires de la Fédération de Russie ou celui des nations en Afghanistan deviennent visualisables et compréhensibles, ce qui o'a rien d'évident au départ. La carte sur l'implan-

tation des colons israéliens en Cisjordanie est également extrêmement éclairante.

Difficile de distinguer tel ou tel article dans l'espace réduit d'une crioque. Mais quelques chiffres cités dans ce numéro méritent d'être longuement médités. La fortune des 358 personnes les plus riches de la planete est supérieure au revenn annuel des 45 % d'habitants les plus panvres, soit 2,6 milliards de personnes. Quant aux revenus annuels des organisacions criminelles transnationales, ils sont de l'ordre de 1 000 milliards de dollars, soit nn montant équivalent au PNB comhiné des pays à faible revenu et de leurs 5 milliards d'habitants.

N'Y a-t-il pas, dans la sécheresse de ces chiffres, un début d'explication aux désordres du moode? Devant une réalité aussi brutale, serait-il envisageable de penser un instant que la planète peut trutture tranquille?

Car cette géopolitique du chaos est également une géopolitique des injustices. Les conflits sont le résultat soit d'injusoces comhattues (Mexique, Proche-Orient), soit de régimes autoritaires qui se crispent face à la contestation (Serbie, ex-URSS), soit d'effets pervers des jeux des superpuissances (Afghanistan, Irak).

La non-reconnsissance de l'autre et, pis encore, la non-prise en compte de ses aspirations, l'incompréhension de celles-ci, sont le fil directeur de ces conflits qui s'éternisent, comme le montre la remarquable analyse sur l'Irlande du Nord, qui « vit dans la tranquillité, mais sûrement pas dans la paix ».

Nul donte que cette géopolitique du chaos viendra au secours de tous ceux qui ont envie, au-delà du déferiement quotidien des nouvelles, de comprendre les ressorts d'un monde de plus en plus complexe.

PASCAL BONIFACE, Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Université Paris-XIII)

111 a Géopolitique du chaos a, Manière de voir, nº 33, février 1997, 98 pages, 45 F. En vente dans les kiosques,

### « Liberté des marchés, liberté des citoyens ? »

### Un débat Financial Times-Le Monde diplomatique à Londres

Chez l'un, on croit fermement eux vertus du libéralisme, du libre-échange et du rôle des merchés financiets. Chez l'autre, pas. Ils vont en débatte...

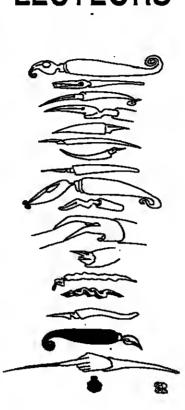
Le marcredi 7 mai, au lendemain des élections législatives au Royaume-Uni, l'Institut européen de le London School of Economics end Politicel Science orgenise un déhat publie sur le thème: « Liberté des merchés, liberté des citoyens ? » y participeront trols journalistes du Finenciel Times et trois collaborateurs du Monde diplomatique. Son programme détaillé sera publié dens notre numéro d'avril, et nos lecteurs da la région de Londres sont cordialement invités à y assister – la débat eura lieu an anglais.

A cette occasion, les Amis du Monde diplomatique prévoient un voyage de deux jours à Londres. Son programme sera disponible à pertir du 15 mars euprès de l'essociation partenaire des Amis: Inter-Echanges, 9 bis, rue de Valence, 75005 Paris. Tél.: 01-43-37-42-69. Fax: 01-43-37-56-99. Le nombre de places étant limité, les inscriptions se fetont dans l'ordre de leur arrivée.



<

# COURRIER DES LECTEURS



### Colloques et rencontres

 LA MONNAIE UNIQUE CONTRE L'EUROPE. Thème du Forum pour l'autre politique, avec pour principal intervenant Emmanuel Todd. A Montpellier, le 14 mars, 20 h 30. (Maison des sports. – Tel.: 04-67-70-32-94).

 L'ÉCONOMIE SOCIALE EURO-PÉENNE. Face à la pensée unique, comment penser et agir autrement dans l'Europe libérale? A Paris, les 14 et 15 mars. (7d.: 01-42-02.55 és).

 L'EFFONDREMENT OE L'ORORE MILITAIRE ANNONCE-T-IL LA FIN DE L'ORORE MILITAIRE? Journée d'étude organisée par la revue Danoclès, avec la participation de Maurice Bertrand et Eric de la Maisonneuve. A Paris, le 15 mars. (Cenire International de culture populaire. – Tél.: 04-78-36-93-03).

 MARX EN JEU. Autour du « spectre de Marx », l'équipe de Jean-Pierre Vinceat, brassant des écritures diverses (Derrida, Shakespeare), propose une série de débats et de représentations théâtrales avec, notamment, Jacques Derrida et Viviane Forrester. A Nanterre, du 4 mars au 5 avril. (Théâtre des Amandiers. — Tél.: 01-46-14-70-10).

 LES OROITS DES FEMMES. POUR UNE ÉGALITÉ PRATIQUÉE DANS LA VIE. Le Collectif national pour les droits des femmes tient des Assises sur ce thème. A La Plaine-Saint-Denis, les 15 et 16 mars. (Tel. 01-43-56-36-48).

 LA RETRAITE À 55 ANS. Débat dans le cadre des rendez-vous de l'Appel des économistes pour sortir de la peusée imique. A Paris, le 24 mars. 18 heures. (Université Ruris-I, centre Panthéon. – Tel.: 01-43-55-09-36).

### Avec « Le Monde diplomatique »

 LES CONSÉQUENCES OU NÉOLIBÉ-RALISME EN AMÉRIQUE LATINE. Conférence-débat animée par Maurice Lemoine. A Paul le 6 mars. 16 heures. (Faculté des lettres. — Tél.: 05-59-S3-73-33).

■ INFOÉTHIQUE. Face au développement de l'« infostructure globale », ce congrès international sur les aspects éthiques, juridiques et sociétaux de l'information numérique, organisé par l'Unesco avec le soutien, entre autres, du Monde diplomatique, southaite réaffirmer l'importance d'un accès universel à l'information. Le 12 mans (main), avec Ignacio Ramonet Monte-Carlo, principauté de Monaco, du 10 au 12 mars. (Contact: Unesco, division de l'information et de l'informatique, l, rue Miolis, 75732 Paris Cedex 15. Tél.: 01-45-68-10-

 LA PAIX PEUT-ELLE ÊTRE SAUVÉE AU PROCHE-ORIENT? avec Dominique Vidal. A Rennes, le 11 mars (Institut d'études politiques, contact: Richard Fournet. – Tél.: 01-64-40-97-51). Et à Bordeaux, le 4 avril, 20 h 30, avec Elias Sanbar. Nitzan Horowitz et Dominique Vidal. (Tél.: 05-56-35-14-33).

 S'ADAPTER OU RÉSISTER À LA MONOIALISATION. QUELLE PLACE POUR LA FRANCOPHONIE? Un débat organisé par l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche avec, notamment, Philippe Engelhard, Michel Guillou et Bernard Cassen. A Paris, le 19 mars, à 14 h 30. tAu grand salon de la Sorbonne, contact: Francine Audifax. Tél.: 01-44-41-13-181.

LA POLITIQUE AUJOURO HUI.
 APRÉS LES DÉSILLUSIONS, DES RAISONS O'ESPÉRER. Début unimé par Jean-François Cullafroz, avec notarmment Philippe Videlier et Bernard Ginisty. A Lyon, le 20 mars. 20 h 30. (Tel.: 04-72-37-38-11.).

 LECTURES DU MONDE. Lectures et discussions à partir d'articles choisis du Monde diplomatique. A Avignon, chaque mercredi à 12 h 30 et 18 h 30. (Espace Galante. – Tél.: 04-01-96-44-83)

## « L'empire américain »

L'éditorial d'Ignacio Ramonel «L'empire américain» (Le Monde diplomatique, février 1997) a suscité la réaction de plusieurs lecteurs.

M' Alexander Gigante, de New York, niem à rappeler que « ce sont les Etats-Unis qui ont élevé la France à sa position actuelle de « puissance » mondiale. Après la seconde guerre mondiale, ni les Anglais ni les Russes ne voulaient accepter comme alliée conquérante une France qui était, en vérité, vaincue moralement et collaborationniste. Ce sont les Etats-Unis qui ont tiré la France de la catégorie de third-rate country ».

Dans le même esprit, M. Pierre Giovannoni, de Lutry (Suisse), considère qu'e il y a certes bien des raisons de vitupérer les arrogantes prétentions impériales américaines, qui ne font que croître depuis la fin de la guerre froide. Mais comment en est-on arrivé là ? Parce que, deux fois an cours du XXº siècle, les Etats européens, entraînés par les ambitions nationalistes aveugles de leurs dirigeants, se sont livré des guerres absurdes qui ont fini par les épniser. Et quel aurait été notre sort si des millions de combattants américains n'evaient pas donné leur vie pour abattre le nazisme, le fascisme et le militarisme japonais ? Nous serions probablement asservis à un condominium ger-

mano-oippoo encore bien pire que l'impérialisme américain ».

En revanche. M. André Jallas, de Montpellier, souhaite ajouter deux gremarques:

appire soci

1) Sur les manifestations hégémoniques des Etats-Unis: vons ne mendonnez pas ce qu'il faut bien appeler « l'infâme guerre du Golfe » dans laquelle les « Occidentaux » se sont laissé entraîner comme des moutons et dont le seul bilan chiffrable actuellement est la mort de 600 000 enfants irakiens, décédés de malnutrition et do manque de soins médicanx par suite de l'embargo alimentaire décidé par l'ONU, e'est-à-dire par les Etang-Unis. A cette ignominie se sont ralliés sans protester et en toute connaissance de cause nos gouvernants, qui n'ont pas manqué à l'occasion de verser une larme de crocodile sur les malbeurs du peuple

2) Si l'arrogance de l'impérialisme américain est condamnable, scandaleuse me paraît la soumission des pays européens, à commencer par la France, à cet hégémonisme. Qu'est deveno l'esprit de la Résistance? Nos gouvernants ont-ils oubllé La Fontaine et son apologue du Chien et le Loup? Dénoncer un mal est nécessaire, mais vain si l'on o'agit pas contre lui.

### Il y a mangas et mangas

L'article de Pascal Lardellier « Ce que nous disent les mangas », publié dans Le Monde diplomatique de décembre 1996, a suscué un abondant courrier. M. Olivier Lafourcade, de Grenoble, nuance l'appréciation:

Si le manga et l'« anime » sont perçus comme violents, c'est essentiellement la faute d'une boîte de production française qui distribue ce qui paye, et pas antre chose (...)

Il y a écommément de bonnes choses qui échappent aux critères négatifs de Pascal Lardellier (violence, stéréotype des personnages, ambignité sexuelle, visage minimaliste), dont je vais citer quelques exemples: Vidéo Girl Al, Version, Sanctuary, Rg Veda, Tokvo Babylon, Silent Möbius. Ikkyu, L'homne qui marche... S'il consulte ces titres, il y trouvera de la violence et un peu de ce qu'il o'aime pas. Mais la violence est justifiée, non gratuite et bien décrite comme

Directeur de l'Alliance française de Sendai (Japon), M. Jean-Pierre Pagliano reproche également à l'article de Pascal Lardellier son caractère simplificateur.

On trouve au Japon (et même en Rance, désounais) des bandes dessinées humoristiques, sentimentales, érotiques, sans rapport avec la « violence chronique », la « simplicité navrante » et l'« idéologie contestable » stigmatisées par voue journal. (...)

Comme pour les mangas, il serait navient d'ignorer la diversité de la production japonaise en matière de dessins animés. A côté de séries télé évidemment affligeantes, on découvre peu à peu en France (grâce, d'abord, au Festival d'Annecy) des lougs métrages de grande qualité dus à Miyazaki, Takahata, Otomo... Ils constituent aujourd'hui le secteur le plus sain et le plus créatif de l'industrie cinématographique.

Le Monde diplomatique noos a habitués à aure chose qu'à ce ressassement des clichés antinippons dont se satisfait trop souvent notre presse. J'aimerais lire un jour une étude sérieuse sur la passion actuelle des adolescents français pour les bandes dessinées japonaises. La poussent-ils – comme certains d'entre eux le prétendent – jusqu'à s'initier à la langue (et seloo quelle méthode)? On constate en tout cas que les mangas sont maintenant diffusés en France en version originale.

De son côté, M. Manhieu Perez, de

Nice, nous écrà:

Illustrer l'article (...) d'une vignette d'Akira était sans doute une mauvaise idée. Car Akira ne correspond pas du tout à l'image stéréotypée du manga présentée dans cet article: le livre de Katsuhiro Otomo se distingue justement de la masse des mangas bon marché par sa qualité, son excellent scénario et ses graphismes tout à fait bonorables. (...)

Il est toutefois clair que la grande majorité des mangas s'inscrit dans le cadre d'une sous-culture purement commerciale. Sans doute le publie occidental manque-t-il encore d'esprit critique (...), et il est évident que les politiques éditoriales des grands diffuseurs de mangas (éditeurs et programmateurs) ne viseut pas à développer le bon goût dn public: on achète à bon marché n'importe quelle sous-production étiquetée manga, et, faute de mieux, les gens

Cette tendance est encouragée par le fait que nous, lecteurs occidentaux, n'avons pas les clés des mangas; les références culturelles nous manquent, nous ne connaissons pas suffisamment le monde japonais pour pouvoir les comprendre. (.\_)

Les cadrages cinématographiques, les formats utilisés, les mises en page des mangas contribuent à renouveler la bande dessinée occidentale, lungtemps enfermée dans des vignettes trop carrées, linéaires et figées. En diffusant largement des œuvres de qualité, sans pour autant vouer à l'autodafé les productions en apparence de moindre intérêt, on entrerait dans une logique plus saine,

plus intelligente, et certainement plus constructive.

Auteur de bandes dessinées, entre autres, pour un éditeur japonais, M. Baudoin, de Nice, juge Pascal Lardellier « excessif et en même temps en dessons de la réalité » :

Les personnages des mangas sont violents, mais ne sont-ils pas simplement une représentation de notre monde? Ils sont beaucoup plus humains que des quantités de petits personnages habitant nos illustrés habituels. Ils ont souvent de vraies familles, ils saignent, ils ont de la morve et des animaix sexués. Ils ont des problèmes de pouvoir et veulent être les plus forts, les premiers.

Nons baignons dans cette idéologie. Les amées 80 nons ont démontré que e'est ainsi qu'il faut vivre. Les séries télé américaines propagent les idées de l'Amérique. Les dessins animés japonais, les idées japonaises.

(--)
Quant à M<sup>\*</sup> Julie Pariente, une jeune lectrice qui précise que « les mangas ne m'out absolument pas renduc perverse ou violente », elle révient sur la question des yeux non bridés :

Les dessinateurs japonais sortent tous d'une même école, fondée par un mangaka qui s'inspirait des dessins amimés de Walt Disuey. Comme leur personnage était Mickey et qu'il avait de grands yeux, les mangakas dessinaient de cette façon, et la tradition ne s'est pas perdue. Ce o'est donc pas pour les vendre à d'autres pays non asianques. D'ailleurs, il faut savoir que la plupart des dessins animés japonais ne sont jamais exportés et sont donc uniquement pour eux. (...) Les Japonais se voient ainsi!

De plus, les mangas ne sont nullement stupides. (...) I'y ai appris beaucoup de choses sur divers sujets, de la mythologie à la religion catholique ou shintoïste, sur l'histoire du monde, etc. Bien str, il existe des mangas érotiques ou violents, mais ce type de mangas est minoritaire.

Édité par la SA Le Monde diplomatique
Société anonyme avec directoire
et conseil de surveillance
Actionnaires : SA Le Monde,
Association Conter Holzmann,
Association Les Amis du Monde diplomatique

Directoire : (guacio RAMONET, président, directeur de la poblication ; Beruard CASSEN, directeur général

Directeur de la rédaction : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alaim GRESH
Rédacteur : Cirristian DE BRIE,
Bernard CASSEN, Serge HALIMI,
Macrice LEMOINE, Dominique VIDAL
Secrétariat de rédaction et conception artistique :
Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI

Secrétariat :
Joseline CAPRON, Monique SALOMÉ
Fondateur : Habert BEUVE-MÉRY
Anciens directeurs :
François HONT( 1954-1972)

Claude JULIEN (1973-1990)

Conseil de surveillance:
Jenn-Marie COLOMBANI, président
Alain GRESH, vice-président

Rédaction
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
Tél.: 01-42-17-20-00 - Télécopieur: 01-42-17-21-00
Courrier électronique :

Responsable de la diffusion Purrick MANCHEZ Tel.: 01-42-17-33-78

Tel.: 01-42-17-33-78

Relations clientèle,
abounements: tél.: 01-42-17-32-90

Publicaté
Le Monde Publicaté SA
133, avenue des Champs-Elysées, 75409 Paris Cedex Of
Responsable: Natacha HERCEGOVA
Tél.: 01-44-43-76-25 - Fax: 01-44-43-77-30

Le Mande diplomatique est imprimé sur papier recyclé.

المحدا من الاصل

## L'empire américain »

der Familie! # h He Mandy of retrible be H. W. York P. ora. IN some the Plans Mary & red Security of Maria . Age : 1 the soften barglat. HE MAN PERSON NO. # Militar alemania est mailing & frage of your The same and the

E M Sween Fire THE PROGRESS OF THE THE PERSONNEL The state of the state of the transfer black With the same Townson, See Class Mr. Mr. Bereiter and 等《新典》(· 图1/图7 APPLICA y afferigeriden igen inne Companied ages | hera's . the bear in the La

the server of or want

HOLESTON STATES IN

Mr. Auffalle Gebentente

June a specific or the second second

garage agency of the California

Service of the Transfer of

 $g_{\alpha} = (g_{\alpha})^{\alpha} = g_{\alpha}^{\alpha}, \quad \alpha \in \mathbb{R}^{n} \times \mathbb{R}^{n}$ 

present a long to be the libert

للماعدة فيتجيد والأسامية

approximately the second

Specification of the second

production of the second

a man man in the

 $\operatorname{dist}_{\mathcal{A}}(\operatorname{dist}_{\mathcal{A}}(\overline{\mathcal{A}})) = \operatorname{dist}_{\mathcal{A}}(\mathcal{A}) = \operatorname{dist}_{\mathcal{A}}(\mathcal{A})$ 

arms: The State of

Recognition of the second

No. of the Park

Carried and a second

ge 1987 van de skille in de

الأداف فالمراجعين بطي

Burgastin and Carlotte and Carlotte

والمتعارض والمتعارض والمتعارض والمتعارض

The second second

The same of the same

Donal State on the State of

3 May 1, 1977 - 1971

adapted to the second

Service of the servic

المراجعة المنطق

Barbara Albara

The state of the state of

to determination of the contraction of the contract the resambe, Market Monther than the same and the s the south for the manifestation with As from the transfer and the control of the transfer and the transfer and the control of the con

The state of the same tree Contract of the Photograph of Real The country of the bester of · Co (es) contra material to the man of the manufactor the same de l'embaro desse in the condition The A scar diministration ally far to let et en lone me THE DAY PRINCESTING THE Sample of the control of the the or deather our les manen.

The fall plant de fac differential out combinable in ne prairie la company benetter er engetraufen bar gift. in community, Committee is Fait land | No grown culties had bridged to be the the form of the land beautiful beiter and then the night

### i a mangas et mangas

grow has beginned in section -\* 100 1 Acces on the same the street of the street The Part And Add and and the about the factor bear. A Contractor - --A CONTRACTOR OF THE SECOND Proceeding the St. Company of the second end to a straight to describe the property supplies. The second section of the second The second of the content again Martin of a cyclotter. tes to providence tables of the said of the second arract Maring Thomas - Marin - Lange - Late I de mora il con le Liama.

more entered . La . . . to a to the late of the Committe ber fed dentite They Wilderson at eggs grante in the size of the contract things in the Spites . . . The second second second ener geren, interen, in im C

more than the order rest.

NAMES OF THE PROPERTY OF THE PER

12 - 15 Jan 19 19 19 19 19 2 2 war francis & the Paris Market the second secon something for Price in the second of the second secon the desiration with · 如此 (1985年 - 1977年) 1975年 ALCOHOLOGICA IN STREET ALL THE PERSON IN and discounty upto T The Residence of the Parket of the

Distriction of the sections signiture ornani-radida a. A CONTRACTOR OF STREET religional in the Property of والمنتاء والمراب المناه والمناه sactorial equipment of the ex-The state of the s CHARLES & COMPANY the state of the state of the state of the state of was a surger for the same or the first personal first prints a stranspector of and the second of the man Armena . Madan ada e 💛 . Bu The second second المعادوة المحادث الأند المجمو and the second section as the second AND THE PROPERTY. Appropriate to the second And the same of the contract o - HE E The Administration THE PARTY SEED S. Stewart Steel Steel Commence of the second and the same of the same

 $\beta \cdot (q_{\ell}(q_{\ell}),q_{\ell}(q_{\ell})) \leq 2 (1+ \varepsilon)^{2} q_{\ell}(q_{\ell})$ 

----

. 5

Party of Party.

\* Syndicaliste.

### L'EXTRÊME DROITE EN SES HABITS POPULISTES

## Offensive sociale du Front national

A conquête électorale, à la majorité absolue, d'une quatrième ville française, Vitrolles, le 9 février 1997, par le Front national est une victoire de son délégué général, M. Bruno Mégret. Artisan du virage social d'un parti extrémiste doté d'une solide base populaire, le numéro deux et son entourage de cadres formés par la nouvelle droite semblent désormais en mesure d'imposer au vieux socle réactionnaire du mouvement un véritable projet fasciste moderne, capable d'attirer de nouvelles conches sociales et de menacer sérieusement les partis traditionnels lors des prochaines élections.

Le 22 octobre 1996, à Paris, un groupe de deux cents retraités s'apprête à rejoindre la manifestation organisée par les principales confédérations ouvrières. Rien ne les distingue des autres manifestants, si ce n'est leur banderole... aux

conleurs du Front national (FN). Membres du Cercle national des prére-traités et retraités (CNPR), officine du FN, ils sont là pour défendre, à leur façon, les retraites des travailleurs... français. Contenus par des militants syndicalistes et du mouvement autifasciste Ras l'front, ils devront faire demi-tour. Présent sur le terrain depuis plusieurs

mois, le Front national mêle dans sa propagande questions sociales et « préférence nationale ». Après la création de syndicats maison et me tentative de s'approprier le 1" Mai, il prend la « défense » des salariés français dont les entreprises sont menacées de délocalisation, des chômeurs français, des Francais sans abri... Aux portes de l'usine Moulinex, à Mamers, dans la Sarthe, un de ses dirigeants, M. Bruno Mégret, distribue des tracts contre les licenciements et eles syndicats institutionnels complices de ce processus de destruction . Alors que le Front national semblait avoir quasiment disparu lors du mouvement social de novembredécembre 1995, il fait preuve désormais d'un activisme auquel l'extrême droite depuis 1945 avait peu habitué. Reste à comprendre comment il a réussi à occuper avec antant de détermination ce

nonveau terrain.

S'il est une constante du parti de
M. Jean-Marie Le Pen, c'est son hostilité, déclarée aux organisations syndi-cales, structures « parasites », « jouissont de pouvoirs et de privilèges totalement disproportionnés avec leur audience réelle (1) » et ne défendant pas les intérêts des travailleurs français. A l'annonce du plan de réforme de la Sécurité sociale présenté à l'automne 1995 par le premier ministre, M. Alain Juppé, c'est donc sans état d'âme que le Front national renvoie dos à dos les organisations syndicales, coresponsables avec les immigrés du « pillage » des caisses, et le gouvernement, qui ne parvient pas à se libérer de la tutelle des syndicats et des « labbies de l'immigration » (2). Début décembre 1995, il donne son analyse de la situation politique et sociale. Ce sera d'ailleurs sa seule déclaration dursot cette période (3). M. Jean-Marie Le Pen dénonce « l'action suicidaire de syndicats irresponsables et sans base popu-laire aggravant le déséquilibre social entre secteur public et secteur privé dans le but de maintenir des situ et des statuts privilégies », réclame « l'arrêt des grèves (chaque journée de grève supplémentaire est un coup porté à la France) et la dissolution de l'Assemblée » et révèle le complot : « Il ne faut pas chercher très loin d'où vient l'agitation dans les rues. Elle est le fruit de l'action subversive des réseaux

Dans la ligne, National Hebdo, journal du Front, dénoncera sans ambiguité, en novembre-décembre 1995, les « privilèges » des fonctionnaires grévistes : Par JACQUES BREITENSTEIN \*

« Les cheminots sont des braves gens compétents, mais ils se battent d'abord pour des privilèges. (...) Le statut des cheminots n'o plus lieu d'être (4) »; « Cinq heures d'embouteillage, (...) les travoilleurs n'apprécient pas, à la longue. Seuls des privilégiés peuvent penser autrement, et les fonctionnaires grévistes sont des privilégiés (5). » Fin l'absurde, le signataire des pages sociales de l'hebdomadaire extrémiste expliquant comment, « avec une poinon représentatives peuvent bloquer tout un pays », pour conclure que « la grève universelle sans grévistes, ou presque pas, ne relève pas de la fic-

l'évidence, l'électorat populaire du Front soutient le mouvement social: « On nous dit : beaucoup d'électeurs et de sympathisants du FN ont fait grève. Je réponds : il est de notre devoir de leur montrer en quoi ils se font leur-rer (7). » Cette volonté pédagogique va s'estomper au fur et à mesure que le soutien deviendra plus manifeste. Le sondage réalisé par l'bebdomadaire chrétien La Vie (8) révélera que 65 % des électeurs lepénistes se sont sentis

novembre, cette analyse touche à gnée de permanents, des organisations Mais bientôt, un malaise s'installe. A

Dès décembre 1995, une autre

VALERIO ADAMI, - « Intolérence » (1974)

proches des grévistes - un score qui témoigne de la base populaire de cet

approche se fait jour. Délaissant les visions de « grève sans grévistes (9) », on analyse les rapports des syndicats avec le patronai - « La CFDT a définitivement supplanté FO ouprès du CNPF > - et les crises possibles au sein de confédérations devenues des « icebergs à la dérive ». D'où la conclusion : « Quant au syndicalisme libre, il ne fau-drait pas oublier qu'il existe. Sa capacité d'action et de développement dépendra sans doute de son attitude envers le mouvement national. Sur la scène des organisations sociales, tout est devenu possible. »

### L'apport de la nouvelle droite

M AIS si l'attention à son électorat populaire et aux évolutions du syndicalisme contraint le Front national a corriger ses analyses, il lui manque une intelligibilité du mouvement social que ve lui apporter la nouvelle droite issue du Groupement de recherche et d'études sur la civilisation européenne (Grece). Ainsi, M. Pierre Vial, dirigeant historique de la convelle droite et membre du bureau politique du FN, après un article (10) en défense du colonel Louis Rossel, qui avait rejoint la Commune en 1871, répondant à un lecteur qui lui en faisait le reproche, « persiste et signe. Pour une raison très simple: étant nationaliste, je refuse l'alignement sur le vieux clivage entre droite et gauche (...). Et un nationaliste sait bien que l'ennemi principal est le libéralisme, apatride par définition et par nécessité. En 1871, le libéralisme s'appelait Thiers ». Et de conclure que la Commune avait « un mérite, qui reste devant l'histoire: avoir mis un trait d'union entre national et populaire ».

Dans la revue Eléments (11), M. Alain de Benoist, « pape » de le nouvelle droite, revient sur le mouvement social. Son ampleur et son soutien dans l'opinioo seraient inexplicables s'il ne s'était agi que d'une protestation cor-poratiste de défense de privilèges. Sa vraie dimension, « c'est l'esprit de révolte qu'il a cristallisé », face aux ravages du libéralisme et de la mondia-lisation de l'économie, révélateur de la « désaffection de plus en plus générale de la société globale vis-à-vis des élites, et tout spécialement d'une classe politique (...) relais des marchés financiers. (...) Les Français ont le sentiment d'une profonde illégitimité de ceux qui les gouvernent ». Après avoir évoqué « la

FRANÇOIS BRUNE.

droite libérale paralysée, la gauche institutionnelle, qui avait commencé à soutenir le plan Juppé, (...) est restée comme ahurie », il critique violemment les prises de position du Froot national : « Quant à la drolle réactionnaire, arcboutée sur ses fantasmes conspirationnistes (« les manipulations trotskistes ») et le socle immuable de la beaufitude (la dénonciotion oigrie de la fonction publique, du fisc, des allocs et de la ·Sécu), elle o une fois de plus démoniré sa parfaite indifférence au social : les chantres de « l'identité nationale » se sont, dans cette affaire, soigneusement abstenus d'être aux côtés des Français. » Avant de pointer qu'aucuoe force politique on syndicale n'a su dooner de perspective à ce puissant mouvement de refus des dégâts du libéralisme : « Ce refus, ni les syndicats, ni les grévistes, ni les hommes politiques n'ont essayé de l'élargir ou de le projetet vers le futur sous la forme d'un projet social et culturel cohérent. » Dernière leçoo, s'il o'existe plus de communauté d'intérêts basés sur le travail, « le « peuple » au sens prolétarien du mot n'existe plus. Mais le réveil social démontre qu'un nouveau peuple demande à être construit ». On devine sur quelles bases pourrait s'édifier cette « communanté populaire ».

Réfléchir et agir, une revue à la périphérie de la nouvelle droite, au ton nationaliste-révolutionnaire soutenu, dont le public visé est celui des jeunes radicaux du Front national de la jeunesse, s'en prend aussi aux positions du FN durant les mois de novembre et décembre 1995. « National Hebdo, la voix de la tendance réactionnaire de droite au FN, ne nous a pas épargné ses jugements grossiers et archalques pen-dant les grèves. (...) Le FN (...) o demandé au pouvoir de faire taire la rue et de casser les grèves. » « Faut-il rappeler au FN son soutien grandissant dans les couches populaires ? » « Si les grèves étaient politiques », il fallait en être, et « si le FN est un mouvement social comme il se revendique, il convient qu'il descende dans la rue pour défendre des revendications sociales (12) ». La voie est ouverte à d'autres actions : « Avec la création du syndicat FN-Police et ses résultats encourageants (...), le FN se décide enfin à développer ses réseaux dans le monde du travail en créant ses propres syndicats. FN-RATP devrait voir le jour prochainement. »

La trajectoire chaotique du Front dans soo appréciation du mouvement social s'achèvera avec l'entretien que donnera M. Bruno Mégret eu Monde, daté du 13 février 1996, où il développe des analyses très proches de celles de la nouvelle droite. « Nous sommes dans une situation prérévolutionnaire », cat il existe « une rupture entre le peuple et !

ses élites institutionnelles, et tout particulièrement avec la classe politique. Le mouvement social de l'automne en o été l'expression flagrante. » Il ne peut pas « se résumer à un conflit de type ancien entre le gouvernement et les syndicats soutenus par les partis de gauche. En réalité, c'est globalement le monde du travail qui s'est manifesté pour exprimer son inquiétude face à la déstabilisation de notre économie, liée à la mondialisation et à Maastricht. Ce n'est pas un hasard si la carte des plus grandes manifestations correspond à la carte du « non » à Maastricht ». Contre toote vraisemblance, il affirme : « Nous avons parfaitement compris et soutenu ce courant de mécontentement. » Avant d'annoncer : « Pour qu'un grand boulersement intervienne ». une grando volonté de changement doit s'additionner à cette rupture entre le peuple et ses dirigeants ; ces deux conditions étant réunies, il n'en manque qu'une troi-sième : « l'existence d'une force alternative ». « Le grand défi du FN est d'incarner la solution alternative. »

Ainsi, en moins de deux mois, le Front national aura modifié totalement son jugement sur le mouvement social. Ce chaogement soudain scrait incompréhensible si l'on ne prenait en compte le travail accompli au sein du parti pour le « doter d'une cohérence théorique de sa vision du monde (13) », c'est-à-dire d'un projet fasciste moderne. Ce tournant, véritable projet national-social, a été notamment conduit par l'entourage de M. Bruno Mégret, doot nombre de cadres ont été formés par la nouvelle droite. Amorcé dès 1992 avec les cinquante et une propositions sociales, il rompt avec le programme économique ultralibéral de 1985.

Les déclarations de M. Mégret vont être suivies d'effet : en février 1996, les statuts du FN-RATP sont déposés, en mai ceux du FN-TCL (Transports communs lyonnais), ceux du FN-Pénitentiaire en septembre. Le Mouvement pour une éducarioo nationale (MEN) est réactivé. Une antenne « défense » du Front sort un dépliant sur la loi de programmation militaire: Pour souver nos industries de défense. Des tracts FN-Poste dénoncent les syndicats « qui font semblant de s'élever contre le risque de privatisation des postes ». N'entendant pas se cantonner à la création de syndicats, le FN compte « confédérer » le travail de ses militants dans le Cercle national des travailleurs syndiqués. Dans son discours du 1ª mai 1996, M. Jean-Marie vailleurs (14) ». Une course de vitesse est désormais engagée sur la scènc

(1) Voir le programme du Front national de 1993 : 300 Mesures pour la renoissance de la France,

(2) National Hebdo (NH), w 591, 16-

.(3) NH, nº 594, 7-13 décembre 1995. (4) NH, nº 593, 30 novembre-6 décembre 1995.

(5) NH. nº 595, 14-20 décembre 1995.

(6) « La grève des aristo-syndicalistes », NH, nº 593, op. cit.
(7) NH, nº 593, op. cit. (8) La Vie, Paris, nº 2627, 4 janvier 1996.

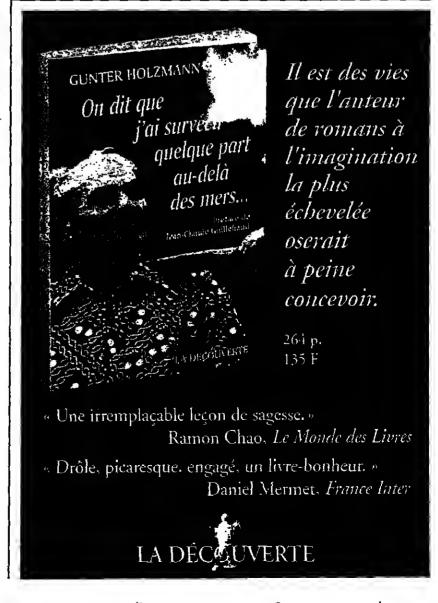
(9) - Les syndicats en folie -, NH, n º 594. op.

(10) \* 28 Novembre 1871 : Louis Rossel : ni droite ni gauche », NH, nº 593, op. cit. (11) Robert de Herte, un des pseudonymes d'Alain de Benoist. « Dans la rue », Eléments, Paris, nº 35, février-mars 1996.

(12) Réfléchir et agir, nouvelle série, nº 0, printemps 1996, p. 30.

(13) René Monzat, • FN, les mots pour le dire •.

e Monde. 18 septembre 1996. (14) NH, 9-15 mai 1996, nº 616.



### **Embellies**

IN janvicr, deux « embellies » ont soudein éclairci le ciel nationel : d'une part, le conflance retrouvée des Français en leurs médias (+ 4 %) ; d'autre part, le baisse du chômage en décembre 1996 (- 0,9 %) (1).

Ces bonnes nouvalles méritaient pourtant des nuances que tous les commentateure n'ont pas faites. Ainsi, la balsse du chômaga en décembre ne saurait masquer son formideble essor su cours de l'ennée (+ 2,8 %). Quent au retour en graça des médias, vient-il de ce qu'ils sont devenus plus fiables, ou le public plus

Mais voilà: l'époque nous annonce rituellement des « embellies ». Le mot, sorte de catégorie du discours dominant, est de ceux qui inscrivent les événe-ments dans la vaste météorologie político-médiatique quotidienne : nos responsables ne sont pour rien dans ce qui arrive, c'est le destin qui décide. Toujours soudaine, l'embellie vient einsi faire taire ceux qui osaient trouver des causes politiques à la crise dont nous souffrons, et faire croire au bon peuple que l'éternel « bout du tunnel » est en vue... provisoirement l

Gageons qu'à l'epproche des élections de 1998 les « embellies » vont se

(1) Cf. Telérama, 29 janvier 1997, et Le Monde, 1º février 1997.

## Repenser les activités humaines

ACE an chômage de masse, de dérisoires bricolages faute de vouloir utiliser la révolution technologique. Sous prétexte de garantir les retraites, l'utilisation cynique de la peur de l'avenir pour créer des fonds de pension essentiellement destinés à satisfaire le capital financier... Le gouvernement français s'aligne ainsi chaque jour davantage sur le « modèle » anglo-saxon, encensé par l'OCDE, mais dont les ravages sont désormais patents. D'autres voies existent pourtant, inspirées du simple bon sens et de l'impératif de la cohésion sociale.

Par JACQUES ROBIN \*

En France, il ne se passe plus de jour sans que les diverses formes de réduction du temps de travail occupent le devant de l'actualité; application à grande échelle de la loi Robieo; discussions feutrées sur les propositions Rocard-Godioo de semaioe des 32 heures par modulatioo des charges sociales; grèves sectorielles explosives pour la retraite à 55 ans et la semaine de 35 heures sans perte de salaire ; convention d'EDF sur les 32 heures hebdomadaires pour les salariés avec embauche

Ces mesures désordonnées s'inscrivent dans le cadre plus général de l'envolée du travail temporaire et à temps partiel contraint qui caractérise 75 % des emplois créés en France depuis trois ans. Telle est en effet la principale parade trouvée par les thuriféraires de l'économie capitaliste de marché pour

\* Directeur de Transversales Science Culture.

camoufler l'extension du « désemploi », sans pour autant amplifier les chiffres du « chômage » dans la production de biens et services marchands.

En filigrane de ces mutations, on ne peut manquer de faire deux constats. Tout d'abord, l'intensité des conflits et débats eo cours met en évidence que le travail, dans son acception courante (1), est de moins eo moins la valeur essentielle de la vie quotidienne. Pour un combre croissant de citoyens, il cesse de constituer le lieu majeur de la réalisation de soi et le nœud du lien social. La réduction de sa durée se perçoit alors comme du temps libéré pour des activi-tés autodéterminées, créant des espaces dont les normes de mode de vie plus libres permettent aux individus de diversifier leurs relations et d'autonomiser leurs actes. Ainsi, après près de trois siècles d'un temps social (2) dominé par le travail, cette perception - même si elle reste parfois confuse - d'une autre hiérarchie dans les activités humaines (3) marque l'entrée dans une nouvelle ère, en contradiction avec les déclarations des « responsables ».

Second constat : en proposant des bricolages visant à réduire le temps de travail... dans l'attente du retour du plein emploi, ces responsables politiques, sociaux et économiques dévoilent leur totale incompréhension de la mutation technologique et géopolitique qui onus submerge. C'est qu'ils confondent deux ohénomèoes radicalement différents: l'informatisation, en cours de généralisation dans nos sociétés, et l'information prise dans son sens ordinaire, eu particulier celui lié à l'émergence du langage, puis de l'écrime dans l'évolution de l'bumanité.

Répétons-le: l'information utilisée dans les technologies telles que l'informatique, la robotique, les télécommunications, les biotechnologies transfère l'utilisation d'une grandeur physique mesurable (en hits). Saisissable, stockable, cette mesure est utilisée (« computée ») dans des machines et des artefacts qui deviennent alors non plus automatisés, mais informatisés. Parmi les conséquences innombrables de ce nouveau pouvoir de l'hamme, il en est une qui joue un rôle-clé sur le temps de travail : ces technologies, parce qu'elles permettent de traiter les choses et les objets par des codes, des signaux, des mémoires, des commandes, ntilisent et utiliseront toujours moins de travail humain pour produire toujours plus de richesses quantitatives (biens et services). Nous pe sommes donc pas dans une troisième révolution industrielle

comme l'écrivent Daniel Cohen (4) et même Jeremy Rifkin (5).

En se substituant progressivement à la logique économique énergétique, la logique économique de l'immatériel renverse les ratios orthodoxes : la croissance quantitative du produit intérieur brut (PIB) ne créera plus véritablement d'emplois traditionnels dans le secteur productif, sauf à vouloir accumuler des mootagnes de gadgets inutiles. Les « investissements » enx-mêmes, comme on le découvre, ne sont plus créateurs d'emplois puisqu'ils sont réalisés au service d'intégrations « en amoot » de technologies elles-mêmes, par nature, destructrices de postes de travail.

Il n'y a pas de crise de la production : entre 1975 et 1995, le PIB de la France a angmenté de plus de 70 %, alors que le combre des chômeurs était multiplié par cinq et le nombre des exclus par dix. En revanche, il existe bieu une crise de la répartition des richesses et des biens pouvant être créés en abondance avec de moins en moins de labeur humain. Et l'économie capitaliste de marché o'est pas en mesure de réguler l'abondance. Bien plus, la financiarisation sans limite,

(1) Activité déployée dans un emploi témunéré, en général sous forme d'un salaire, dans le cadre du système de production de biens et services mar-chands. André Gorz ajoute: « Un emploi à plein temps et à durée illimitée, de la sortie de l'école à la retraite. »

12) Lire Roger Suc. Temps et Ordre social. PUF.

(3) A la szite d'Haunah Arendt et de Dominique Méda, on peur ctasser les activités humaines en quatre catégories non réductibles les unes aux aurres; les activités de culture, de formation,

poussée par l'informatisation accélérée des moyens de communication, nons entraîne à corps perdu vers ce désastre : la précarité de vie pour un nombre exorhitant de citoyens, en contrepartie de l'enrichissement scandaleux de quelquesuns. Ces derniers gagneront certes encore quelque répit en imposant la flexibilité extrême des travailleurs, la délocalisation des entreprises et les concentrations gigantesques. Mais le risque d'implosion de l'Occident, prédit par Pierre Thuillier (6), n'est plus improbable.

Il devient des lors évident qu'une politique cohérente de réduction du temps de travail salarié dans les pays développés ne saurait être isolée d'un projet de société adapté à la radicalité de la mutation technologique. Ce projet doit ambitionner une régulation générale, oppo-sable à une société « libérale » présentée comme obligatoire. Il doit chercher à repenser un modèle de développement centré sur l'épanouissement bumain. Les nouvelles technologies, qui chassent l'homme du marché du travail, constituent antant de moyens d'atteindre cet objectif. Mais des mesures ponctuelles ne peuvent tenir lien de politique

duelles (familiales, amicales, amoureuser); les activités collectives relationnelles (notamment politiques au sens large du terme) de la vie en société; les activités collectives de production de riels, de services et de biens sociaux. (4) Daniel Cohen, «La troisième révolution niustrielle », Notes de la Fondation Saint-Simon,

(5) Jeremy Rifkin, La Fin du travail, La Découverte, Paris, 1996. (Lire, page 31. l'article de Bernard Cassen.)

(6) Pierre Thuillier, La Grande Implosio Hachene, Paris, 1996.







LA POSSIBILITÉ DE SE PRÉPARER...

## La grande mystification des

la multiplication des préretraites - on la

propose actuellement aux médecins libé-

raux de plus de 56 ans. La France est

d'ailleurs le pays industrialisé où le taux

d'activité des plus de 55 ans est le plus

faible: 42 % contre 63 % aux Etats-Unis

62 % au Royaume-Uni et 52 % en Alle-magne. La contradiction sante aux yeux.

La création des fonds de pension orga-

niscrait-elle, comme l'affirment ses parti-

sans, le partage entre générations grâce à

un système de « capitalisatioo » dans

lequel chaque génération épargnerait pour assurer soo propre avenir ? Mais ce

qui est ainsi accumulé, ce ne sont pas des

biens réels, que l'on retrouverait plus

tard, mais des titres et des valeurs ouvrant

un droit au partage du produit national... au moment où l'on sortira de la vie

active. Quel que soit le mode de finance-

ment - répartition ou capitalisation -, la

question des retraites se pose toujours en termes de partage du PIB entre actifs et

inactifs à un moment donné.

RENÉ PASSET \* décisioo de créer, en France, des fonds de pension par capitalisation a-t-elle vraiment pour objectif de préserver le système de retraite? Ne s'agit-il pas plutôt d'étendre la zone d'influence de la sphère financière? Banquiers, assureurs et chroniqueurs économiques insisteot en permanence sur plusieurs données : la popularioo française vieillit: la durée de vie moyenne d'oo homme à la retraite s'est accrue de cinq ans en un quart de siècle ; la coborte des enfants do hahy-hoom de l'aprèsguerre, ayant cotisé plus longtemps, bénéficiera de retraites plus élevées au momeot précis où les classes creuses auront à en supporter le poids ; le rapport actifs-inactifs ne cesse de se dégrader, etc. Ce constat ne souffre pas de discussion. Ce qui est en cause, ce sont les conséquences que l'on eo tire et, surtout. la logique qui sous-tend le raisonne-

Car, à bien écouter les porte-parole du lobby des fonds de pension, on pourrait avoir le seotiment que le cootexte économique va demeurer stable dans les prochaines décennies, qu'en 2017 ou 2037 la simation sera exactement identique à celle de 1997. Seloo l'Institut national de la statistique et des études ecocomiques (Insee), la populatioo occupée en 1995 (22 millions) représentait environ 2,9 cotisants pour un retraité du régime général (7,7 millions de bénéficiaires). Le Livre blanc publié en 1991 par le gouvernement de M. Michel

Professeur émérite à l'université Paris-I, auteur de L'Economique et le Vivant, deuxième édition, Economica, Paris, 1996.

Rocard estimait que ce rapport s'abaisserait à 1,7 en 2040. C'est « oublier » que, si la productivité horaire de chaque salarié continue, d'ici là, à croître au ythme moyeo constaté sur la période 1992-1994, soit 2 % par an, elle aura, à cette date, été multipliée par 2.4. Et ce à durée de travail égale. Autrement dit, en 2040, la productioo de 1.7 salarié sera égale à celle de 4 salariés de 1995 : elle pourra dooc fioancer davantage de

Si, par ailleurs, en France, la popula-rion occupée a pu passer de 21 à 22 millions de personnes entre 1973 et 1995 eo dépit d'une diminution de 40 à 35 milliards du oombre total annuel d'heures travaillées dans la natioo -, c'est que le volume annuel de travail fourni par chacun de ces actifs s'est abaissé de 1900 à 1600 heures. Aux oormes de 1973, la populatioo occupée ne s'élèverait, en 1996, qu'à 18,5 millions d'individus. L'alourdissement des charges n'est donc pas aussi considérable, évident et fatal qu'on veut nous le

La crise, rétorqueot certains, limite les capacités de financement. Certes, l'augmentation annuelle de la masse salariale o'est plus, depuis 1986, que de 1 %. cootre 5 % pendant les « treote glo-rieuses ». Il faut cepeodant rappeler ici que, quelle que soit l'assiette d'un préèvement, c'est toujours, en dernier ressort, le produit national qui détermine les limites de l'économie. Certes, la part des prestations liées au vieillissement et à l'augmentation des pensions est passée de 10,5 % du produit intérieur brut (PIB) eo 1981 à 12 % en 1995. Toutefois, si ce dernier cootinue à s'accroître au rythme annuel - modéré - de 2.1 % constaté cette même année, il aura doublé en 2030. Tout comme le nombre des plus

de 60 ans, qui sera passé de 9.3 à 18.8 millions. Il n'y a donc pas d'épuisement des capacités du système.

Face à ces données, l'incohérence des solutions proposées en France laisse songeur. D'une part, concernant les prestations, on met en place des politiques restrictives: allongement de 37.5 ans à 40 ans de la durée de cotisation nécessaire à l'obtention d'une pension pleine, calcul de celle-ci sur les 25 meilleures années au lieu de 10 auparavant, indexation sur les prix et non plus sur le salaire réel. Ces mesures sont prises en pleine récession, et alors que le gouvernement supplie le consommateur... de consommer D'ailleurs, presque tous les pays de l'Union européenne font face aux conséquences de l'accroissement de l'espérance de vie en différant l'âge do départ à la retraite ou en « étirant » la période de cotisation. Mais, d'autre part, ils encouragent simul-tanément la réduction du temps de travail (comme avec la loi Robien en France) ou

### Impératif : le profit immédiat

'OBJECTIF serait-il de stimuler la L croissance économique par un apport de capitaux frais - et nationaux permettant de réduire la dépendance des entreprises à l'égard de l'étranger? Dans cette hypothèse, il faut rappeler que cette injection financière ne se produira que pendant la phase de montée en puissance du système. Ensuite, les nouveaux retraités liquideront leur patrimoine mobilier, un patrimoine que se mettroot précisément à accumuler les futurs retraités: il s'agira donc d'un transfert et noo plus d'une création. De toute manière, cootrairement à ce que l'on voudrait faire croire, ce n'est nullement le manque d'épargne qui freine la croissance des entreprises françaises:

leur capacité d'autofinancement s'élève à 115 % de leurs besoins ! Le vrai problème, c'est qu'elles en profitent pour développer leur capital financier au détriment de leur capital productif - ce dernier est, il est vrai, moins « juteux » eo période d'intérêts réels toujours net-

tement positifs, en dépit des baisses récentes des taux d'intérêt nominaux. L'épargue longue représentée par les fonds de pension aurait-elle au moins pour vertu de stabiliser les financements boursiers? On le répète à longueur de colonnes, mais les faits nous hurlent le contraire: aux Etats-Unis, la dnrée moyenne de détention d'un titre par les fonds de pension ne dépasse pas sept mois. Les gestionnaires de fonds, introduits dans les entreprises (corporate governance), leur imposent des impératifs de profitabilité immédiate, au détriment du loog terme. Certains vont jusqu'à publicr des listes noires des sociétés ne servant pas suffisamment de

dividendes à leurs actionnaires !-Argument ultime censé emporter l'adhésion : il faut renforcer la sécurité des épargnants. Chacun devrait pourtant savoir que, dans le cas d'un krach boursier tel que celni des années 30, les systèmes de capitalisation figurent parmi les premières victimes. Les titres à reveous variables occupent une place importante dans la plupart d'entre eux : 76 % en Grande-Bretagne, dont 21 % d'origine étrangère. Et, lorsque les titres de la dette publique américaine alimentent les fonds japonais, cela signifie que les pensions des futurs retraités nippons dépendroot en partie des impôts payés par les contribuables américains. Est-ce là une situation sécurisante?

Peut-oo sérieusement croire à la volonté affichée par le gouvernement français de contribuer au sanvetage du système de répartition en complétant les deux niveaux existants - régime de base et régimes complémentaires - par les apports d'un troisième? Selon les syndicats, les avantages concédés à l'épargne orientée vers les fonds de pension représentent, pour le système de répartition, une perte de cotisations de l'ordre de 17 à 18 milliards de francs. D'où la possibilité de déséquilibres aggravés, doot il o'est pas exclu que l'on tire un jour argument pour renfor-cer la capitalisation et laisser péricliter les régimes traditionnels. On s'acheminerait alors vers la situation dans laquelle un système de base dérisoire s'adresserait au grand nombre des plus défavorisés – au Royaume-Uni, ce sys-

-

fonds de pension

مكذا من الاصل

## humaines

to communication and the information and the state of the part of the point of nominal state of the part of transferrent or angular de define specialist relation framework or distristations, the true afficiary is delocated the consequence of les concentrations of the concentration of the concen · was Street THE THE Mile Gara ist to the a plus approbable. Market 1972 W 40 W

Sevient des los evident qu'impi the solution of reduction distributions of the contract of the party designs ne mittert eine trafen gan biebe . . . . . . . la radicable de k me ricar te fue legique Ce projet dei a thereto ette thereputal conside de water a too we rate . Internity . meet comme exhapatoure li den cherie. repetition ill thinks de de elopeus within the state of the content human is a creative to design the distance of seem so die transfer du naval des there's street of theyens d'attende a special Man der tresures permits den sur teme ben de police A 18 4 16

The second secon The second secon

and the second are to be a winder to be the second are to be a second area. ige i de desemble de la participa de la compansión de la

(100 m 24)

**计·特别为**企业

miles to 10

AT MINE &

Marine at

# As. F.

5 to 10 to 1

BERTH COLL.

mark, Sc

winds 5's

医髓 皮 等

Parent parts. H.

gitte .irmsdr.

Section 15

in silver and the

gardina year of sales



## stification des

See the second s

The second of the

المنظمة المنظم والمنظمة المنظمة المنظ والمنظمة المنظمة المنظ

1 4 1 2 2 2

RE OF THE PARTY AS 2

الأراض الافتار والإمار

ingerial to the state of the st

A 20429 - W

 $\frac{1}{2} \left( \frac{1}{2} \sum_{i=1}^{n} \frac{1}{2} \sum_{i=$ 

Walter Charles

 $\xi = (\frac{1}{2}\frac{1}{2},\frac{1}{2},\frac{1}{2},\frac{1}{2},\frac{1}{2})$ 

gar gas raw

 $\sqrt{n} = \sqrt{n^2 a^2 a^2}$ en en en en en en

### LOISIRS, RETRAITES

## à l'échelle de la vie

L'alternative est par conséquent fort simple : soit accepter une société avec 15 % - et demain 25 % - de chômeurs dans le secteur marchand, soit organiser de la manière la plus harmonieuse possible la réduction du temps de travail pour en permettre le parrage et éviter les effets néfastes d'une exclusion illimitée. Scule cette seconde solution permettrait une évolution progressive des lieux et des facteurs de socialisation. Avec André Gorz (7), nous avons déjà eu l'occasion d'exposer les conditions d'un « contrat social pour l'emploi » adapté à la mutation. Celui-ci suppose le découplage entre l'évolution du pouvoir d'achat et l'évolution de la quantité de travail exigée par l'économie. Il implique une politique de redistributions continuelles et répétitives du travail (avec forte réductinn de sa durée), mais aussi des richesses et des revenus, esquissant ainsi un projet de dépassement de la société salariale. C'est dans un ensemble géopolitique homogène, comme celui de l'Europe, que ces modalités prendraient encore mierz leur sens.

La durée du travail devrait être réduite périodiquement et par paliers importants. Fixée par une loi-cadre et un accord interprofessinnnel, elle pourrait, en France, prendre, entre autres, la forme de la semaine de 32 on 33 heures en 4 jours. Un décrochage de cette ampleur s'impose en raison du volume des sureffectifs existants et des gains de productivité prévisibles. Cette mesure devrait prendre effet dans les six à douze mois pour permettre des enquêtes prévisionnelles sur les besoins qualitatifs et quantitatifs de personnel qu'elle entraînera

dans les branches professionnelles, les administrations, services publics et corps de métiers.

Ce délai serait également mis à profit pour la formation ou la conversion professionnelles aux métiers dans lesquels des emplois seront à pourvoir. Simultanément seraient négociées des conventions collectives par branche et des accords d'entreprise portant, en parti-culier, sur la réorganisation du temps de travail, la durée d'utilisation des équipements, des horaires moins contraigns un contrat de productivité, l'évolution des effectifs, des qualifications et des La réduction de la durée du travail ne

saurait prendre une forme unique. La semaine des 32 benres en 4 jours n'est réalisable que pour les salariés stables et à plein temps des administrations, de l'industrie et des grandes entreprises de services, publiques et privées. Dans les antres activités nu entreprises - y compris agricoles -, ses modalités seront différentes : droit au travail intermitteut. réduction à l'échelle du trimestre, de l'année ou du quinquennat, etc. Il faudra cependant respecter plusieurs impératifs; ne pas majorer les prix de revient des entreprises; leur permettre de réduire leurs cofits salariaux unitaires par des investissements de productivité qui auraient un tout autre sens dans ce contexte; assurer la survie des services et métiers artisanaux.

Un revenu binôme serait mis en place, provenant de deux sources distinctes. D'une part, un revenu ou salaire, lié au nombre d'heures travaillées (32 ou 33 dans les conditions étudiées ici). D'autre

part, selon l'heureuse formule de Guy Aznar, un « deuxième chèque », revenu complémentaire versé par la collectivité, qui, en tenant compte d'une fraction de la productivité acquise par l'entreprise, compenserait - intégralement pour les revenus les plus bas (par exemple deux à trois fois le SMIC), partiellement pour des revenus plus élevés – la diminution salariale. La transformation des condi-tions de production commande également de garantir la continuité d'un revenu normal aux actifs, de plus en plus nombreux, employés de manière intermittente, temporaire et à horaires réduits.

Le « deuxième chèque » ne pourra être financé par la seule réaffectation des sommes qui indemnisent actuellement le chômage. Il faudra recourir à une taxation enfin équitable de tous les revenus. en particulier financiers, et à une TVA éco-sociale sur certains produits industriels dont une consommation croissante n'est dans l'imérêt ni de la société ni de l'environnement, afin d'orienter la production en fonction de critères socioculturels et écologiques.

Uo tel mécanisme permettrait aux citoyens, en une décennie, de se préparer aux activités antres que celles do travail dans un temps progressivement libéré. C'est pourquoi les aménagements dans le cadre du système actuel ne sont pas démés d'intérêt : ils peuvent constituer une première étape indispensable en vue d'une solidarité sociale retrouvée dans le secteur du travail marchand, Mais ne nous y trompons pas: la réduction du temps de travail dans ce secteur n'est qu'un volet du problème général de l'a emploi ». Il faut, en particulier, l'accompagner par la création, par centaines de milliers, de véritables postes rémunérés dans la production de biens et de services à valeur d'usage social, ouvrant la voie à des activités multiples. Mais ce à la triple condition que ces emplois se déploient avec un statut souple, une formation adaptée et une sol-vabilité garantie sur le long terme.

Ces perspectives s'inscrivent dans une stratégie visant à structurer une économie « plurielle ». En réalité, l'économie actuelle est effectivement plurielle : avec marché et non pas de marché. Encore faut-il reconnaître la place, aux côtés des activités marchandes, d'un secteur public rénové, d'une sphère de production de biens et de services à usage social permettant la créativité pour chacun. Le modèle de développement devra tenir compte au premier chef des impératifs de l'écologie. Enfin, on devra remettre en question l'actuelle conception des monaies : à côté de celles de l'échange et de l'investissement, faire place aux monnaies de consommation.

Mais tout se tient : une économie plurielle rend nécessaire un arbitrage du politique. D'abord sur le plan national, en réaffirmant son primat sur l'économisme et la nécessité, à côté de la démocratie représentative, d'une démocratie participative fondée sur la citoyenneté active. Ensuite au niveau mondial, où de telles perspectives conduisent à subordonner les échanges commercianx et la recherche de la compétitivité à des règles et des normes sociales, écologiques et culturelles. L'ambition de l'Europe - et elle en a les moyens - doit être de s'opposer aux ravages d'une guerre

économique planétaire et d'une globalisation économique. L'Union européenne pomrait ainsi proposer une certaine préférence communautaire, sans esprit de forteresse, evec des règles de commerce équitable favorisant le développement des pays du tiers-monde sans dumping social et écologique, en même temps que des mesures financières dérivées des propositions de James Tobin (8), bref des contrats entre grands ensembles géopoli-

tiques homogènes. La réduction par étapes successives de la durée du temps de travail salarial, une Sécurité sociale soumise à une logique de santé et nnn à des impéretifs comptables et industriels, une qualité de la vie et du temps libre donnant du sens à nos actions et à nos vies, en particulier par des pratiques culturelles dégagées de la dictature du profit à court terme. En fait, les conditions d'une politique de civilisation sont inséparables d'une rupture avec la sauvagene de la mondialisation actuelle (9). C'est une mutation qui requiert un changement des mentalités et des comportements. L'espèce humaine a toujours montré qu'elle savait y faire face. Au prix de quels dégâts ? C'est là

JACQUES ROBIN.

(7) Après la publication du texte « Chémage : appel au débat » (Le Monde, 28 juin 1995), un grand nombre de chercheurs et de praticiens de terrain ont lancé un « Appel européen pour une citoyeuneté et une économie plutielle » dont le président est Alain Caillé (21, bd de Grenelle, 75015

(8) Lire l'article d'Ibrahim Warde dans L. Monde diplomatique de lévrier 1997. (9) Lire Manière de voir nº 32, « Scénarios de la nondialisation », Le Monde diplomatique, 1996.



À DES ACTIVITÉS D'ÉPANOTIESSEMENT...



DANS UN TEMPS PROGRESSIVEMENT LIBÉRÉ.

## fonds de pension

tème assure une pension mensuelle égale à 16 % du dernier salaire et s'élève au montant royal de 60 livres sterling (540 F) par personne - cependant que les mieux loris seraient seuls en mesure de s'assurer des revenus complémentaires satisfaisants.

Il ne reste donc qu'une seule explicatinn cunvaincante: si les suciétés d'assurances exercent une telle pression en faveur des fonds de pension, c'est qu'elles convoitent cette manne de capitanz qui, gérés paritairement, ne leur rapportent rien : an-delà des 963 mil-liards de francs de pensions versés chaque année par la répartition, on estime à seulement 250 milliards de francs l'effort de capitalisation des Français en vue de leur retraite (1).

Les arguments qui sont avancés pour les retraites s'appliqueront demain à l'ensemble de la protection sociale. Procès d'intention ? Ceux qui veulent nous rassurer en s'autoproclamant gardiens et garants de l'unité du système ont déjà trop menti pour qu'on leur accorde le moindre crédit sur ce point. Ils avaient d'ailleurs une excellente façon de mettre en œuvre leurs idées, sans prêter le flanc au soupçon : créer des fonds de pension gérés communantairement, hors de l'emprise du système financier. Ils ne l'ont pas fait.

### Un revenu minimum garanti

D OSÉ en termes de changement brutal. le passage à la retraite évoque infsistiblement le sketch dans lequel l'humoriste Roland Magdane s'interrogeait avec gravité sur ce qui avait bien pu se passer à l'intérieur d'une boîte de conserve dans l'infime fraction de seconde qui avait précédé sa date de peremption. Ainsi posée, cette question s'appuie sur la fiction d'un cycle de vie ternaire que bouleversent pourtant les évolutions démographiques, économicroes et sociales actuelles : jennessedépendance-formetion ; maturitémariage-activité professionnelle : vieillesse-retraite-pension. Chacune de ces phases correspondait, jusqu'à ce jour, à un ensemble convergent de critères bio-logiques, professionnels et socianx: coincidence entre la fin de la vie professionnelle, l'obtention d'une pension de retraite et le vieillissement biologique. Mais la chômage grignote la vie active en ses extrémités. On aborde celle-ci de plus en plus tard, et on la quitte de plus en plus

tôt, alors même que l'on reste jeune de plus en plus longtemps.

Il n'est d'autre solution qu'une alternance de temps de travail, de formation. de loisir, de culture et d'activités diverses étalés tout au long du cycle de vie. Un revenu minimum garanti, permettant à chacun de couvrir ses besoins essentiels sans le dissuader de travailler - et ce qui a été dit plus hant montre que sa réalisation progressive n'est nullement impossible permettrait d'introduire ces nouveaux degrés de liberté dans la société. Sa mise en place, progressivement étendue à tous les citoyens, se justifierait par le fait que le produit national devient de plus en plus un authentique bien collectif.

Sa formation résulte, en effet, de systèmes intégrés « hommes-machinesorganisation », dans lesquels l'identification de la part qui revient au capital ou au travail n'a plus de sens. Elle dépend d'un réseau d'interdépendance serré que les entreprises tissent à la fois entre elles et avec leur milieu social, institutionnel et naturel. Le savoir, qui joue un rôle de plus en plus important dans les performances, est le fruit d'un patrimoine universel issu de l'effort des générations passées et de tous les contemporains dans le monde.

L'existence de ce revenu minimum garanti - qu'annonce la part croissante des transferts sociaux dans les budgets familiaux - permettrait de dépasser la dichotomie actuelle entre ceux qui possèdent un emploi et ceux qui en sont écarceux qui choisiraient de ne pas travailler, ceux dont l'activité serait occasionnelle ou à temps partiel, et ceux qui œuvreraient à temps plein. Le contrat à durée déterminée, justement décrié dans le contexte acmel, deviendrait l'instrument naturel d'une telle évolution. L'emploi n'aurait plus à être mesuré par rapport au nombre d'individus occupés - et donc la notion de plein emploi perdrait sa signification -, mais s'exprimerait en nombre d'heures effectuées dans une collectivité au cours d'une période de temps déterminée: jour, semaine, mois on année. Le passage à la retraite s'effectuerait progressivement, au rythme de chacun, sans jamais être irréversible.

On entend déjà ricaner les « réalistes ». Cette vision n'est certes pas exactement celle de l'orthodoxie dominante. Mais on ne peut interpréter le présent que dans une grille de lecture intégrant le long terme. Les citoyens et les peuples ont besoin de perspectives. Un monde est à portée de main et, fante d'analyse, on leur offre l'idéal enthousiasmant d'éternels sacrifices dont on ne cherche même plus à justifier le sens.

RENÉ PASSET.

(1) François Charpentier. « Votre retraite : le bilan, les sointions », La Vie française, Paris, nº 2662, 15-

21 jain 1996.

### Maccarthysme éditorial

L est certain que, si un livre n'est pas traduit, il ne rentre pas de plein-pied dans le débat français. » Michel Prigent, directeur des Presses uni-versitaires de France (PUF), vient de livrer cette remarqua de bon sens à une revue de binne tenue (1), Le Débat, dont le directeur, Plerre Nore, est un homme déchiré. Dens le demière livraison de sa publication, il consacre en effet 84 peges eu « débat » eur un ouvrage d'Eric Hobebawm, Age of Extremes (2), déjà traduit en vingt lengues, maie pas en français. Car ni les PUF de Michel Prigent ni la collection « Bibliothèque des histoiree » des éditions Gellimerd n'ont voulu accuellir Age of Extremes. Or, qui dinge cette prestigieuse collection ? Un certain Pierre Nora...

On imagine donc tout l'intérêt de l'article » Treduire : nécessités et diffi-cultés », dans lequel le directeur de le revue de bonne tenue défend le cause du directeur de callection prestigieuse. La pleidoiria tiant en trois petites pages auxquelles les historiens des idées se référeront utilement pour résumer une certaine pensée parisienne. Car, eprès avoir invoqué des « reisons commer-ciales » interdisent en France – et seulement dans ce pays – le traduction du livre d'Eric Hobsbawm, Pierre Nora en vient à l'essentiel : « À ces obstacles matériels s'ajoutent les effets d'une situation bien perticulière à la France des années 90. Sane doute, eucun éditeur d'intérêt général ne se détermine en fonction d'orien-tations politiques ou idéologiques : le plupart, au contraire, e'honorent de pratiquer le pluralisme et de ne considérer que le quelité d'un ouvrage. Meis tous, bon gré mai gré, sont blen obligée de tenir compte de la conjoncture intellec-tuelle et idéologique dans laquelle s'inscrit laur production. » Sitôt cunclue cette tumineuse apologie du courage éditonie. Pierre Nors précise : « Il y a de sérieuses raisone de penser que ce livre (Age of Extremes) apparaîtrait dans un environnement intellectual et historique peu favorable. D'où le manque d'anthnuslasme à parier sur ses chances (...). L'attachement, même distancé, à la cause révolutionnaire, Eric Habsbawm le cultive certainement comme un point d'orgueil, une fidélité de fierté, une réaction à l'eir du temps ; mais en Frence, et en ce moment, il passe mal. C'est einsi, on n'y peut rien.

N'EXAGÉRONS pas : la situation n'est nullament dramatique. Pour l'histoira du vingtième elàcle en général, et pour celle du communisme an perticulier, on pourra evoir recours eu damler livre de François Furet (lu) « passe » beaucoup mieux en France ; et il est passé partnut dens les médies). Il y a eussi les émissions « historiques » de Stéphana Courtois, un cherchaur certes un peu fanatique, mais qui ne refusera jamais une philippique è un journaliste. Et puis tellement dens » l'air du temps » que François Furet en dit le plus grand bien (3). Ces deux-là prourraient « débattre » par livres interposés : l'« environnement intellectuel » leur est très « favorable » ; nul ne les soupçonners jemais d'« atta-chement à la cause révolutionnaire ». Quent eux amateurs da points de vua dissidents, ils n'ont qu'à apprendra l'englais. Ou l'una das dix-neuf autres langues que le maccarthysme éditoriel n'e pas ancore contaminées.

(1) Le Débat nº 93, janvier-février 1997.

Le Débot nº 93, janvier-levrier 1991.
 Eric Hobsbawm, Age of Extremer, Michael Joseph, Londres, 1994. Lire Claude Julien. • Le siècle des extrêmes • Le Monde diplomatique, mars 1995.
 Dans Le Nouvel Observateur du 5 décembre 1996, François Furet lour la série d'émissions diffusées par France 3 sous le titre • Hitler-Staline : liaisons dangeneuses • Cette série, à laquelle Stéphane Courtois fut associé, représents un chef-d'œuve, presque stalinien, de manipulation historique. Sur le livre de François Furet, Le Passé d'une illusion, lire Moshe Levin, • Illusions communistes on réalités soviétiques ? » Le Monde diplomarique, décembre 1996.

### LES BASTILLES TOUJOURS

### La démocratie inachevée

Les femmes ont encore un long chemin à parcourir... Seuls, cinq Parlements à travers le monde comptent plus de 30 % d'élus de « l'antre sexe ». Loin de s'arranger, cette situation, dans son ensemble, s'aggrave : elles étaient 14,8 %, il y a neuf ans, à sièger dans des Parlements ; elles ne sont plus que 11.7 %. Un constat dressé lors de la Conférence internationale sur la parité entre hommes et femmes en politique, qui s'est tenue le mois dernier à New Delhi, à l'initiative de l'Union interparlementaire.

La France, pour sa part, connaît un blocage stupéfiant : il y a aujourd'hni encore moins de femmes parlementaires qu'en 1945. Or les Françaises représentent 53 % de l'électorat, 44 % de la population active et 40 % des revenus des ménages. Que leur voix reste pratiquement inandible, cinquante ans après qu'elles ont acquis le droit de vote, n'est pourtant pas perçu comme un scandale. Bien sûr, nul n'oserait sontenir que cette mise à l'écart de plus de la moitié de la société est bénéfique mais personne, au sein de la classe politique, ne semble convaincu qu'il y a là une véritable urgence. Sous prétexte que la condition féminine est en France plutôt plus enviable qu'ailleurs, la misogynie en politique (et dans d'autres domaines) est bien souvent niée. Mais égalité des droits ne signifie pas égalité des chances. Affirmer, comme le font certains, que ce ne sont que par leurs qualifications et compétences personnelles que les femmes pourront satisfaire leurs revendications en matière de postes et de mandats politiques relève au mieux de l'utopie, au pis de la mauvaise foi. Prétendre qu'il est humiliant pour les femmes de lier leur parcours à un système de mesures volontaristes, c'est passer à côté du vrai problème, celui de l'inégalité de fait.

Puisque « l'incitation an respect » de l'égalité entre les sexes n'a rien donné, comment refuser d'admettre qu'est venn le temps de la contrainte ? Le débat à l'Assemblée nationale, promis en janvier dernier par le premier ministre, M. Alain Juppé, à M= Gisèle Halimi (« rapporteure » de la commission politique de l'Observatoire de la parité), devrait avoir lieu ce mois-ci. Pour l'heure, une chose est sûre : la défense des droits des femmes concerne aussi les hommes. Pour les uns comme pour les autres, il s'agit en effet ni plus ni moins que d'en finir avec une « démocratie inachevée ».

FLORENCE BEAUGÉ.

avancées pour justifier la rareté des

femmes en politique : le peu d'intérêt

### CHRISTINE DELPHY \*

ES chiffres soot connus : le Parlement français est masculin à 94 %. Plus grave, cette proportion n'a pas évolué en cinquante ans. Face à cette situation, un vaste mouvement s'est formé en France pour la parité en politique. Son hut : que les assemblées élues soient composées pour moitié de femmes. Seloo un sondage effectué l'été dernier, 70 % de la population, femmes et hommes confondus, sont aussi scandalisés que les féministes devant l'accaparement par un sexe de la représentation nationale.

Il faut faire quelque cbose, mais quoi ? Les paritaristes pensent que seule une loi, ou un amendement à la Constitution, établissant le principe de « une sur deux » est susceptible de faire évo-luer lu situation (1). Unique en Europe et dans le monde, cette stratégie trouve sa raisoo d'être dans une histoire spécifiquement française : un jugement en 1982 du Conseil constitutionnel, qui annulait la loi, dont il s'était autosaisi, à propos des quotas dans les partis politiques (2). Ainsi se retronvait hloquée l'« acrico positive », formule choisie partout ailleurs pour combattre les discriminations contre les femmes et, en Amérique du Nord, contre les minorités

## Comment en finir

ethniques. Certaines paritaristes choi-sirent alors de contourner le Conseil constitutionnel en proposant un amendement à la Constitution elle-même.

L'immobilisme des instances gou-vernantes a dooc conduit à cette situation absurde : pour atteindre un résultat auquel d'antres pays sont parvenus sans même voter de lois, la France se verrait ohligée de changer de Constitution!

Si la revendication paritariste éveille de l'hostilité, les raisons des uns et des antres de s'opposer sur ce sujet sont très différentes, pour ne pas dire diamétralement divergentes. L'opposition de droite défend un universalisme abstrait qui a été largement critiqué par les féministes, mais aussi par les Noirs aux Etats-Unis. Cette doctrine permet en effet l'exclusion de catégories entières de la population - certaines analyses sontieunent même qu'elle l'exige. L'universalisme abstrait établit implicitement un modèle du citoyen qui est homme et hlanc,

Les féministes qualifient à juste titre cette conception de faux universalisme. Leur critique de gauche appelle un universalisme vrai et la reconnaissance préalable que ce dernier n'existe pas encore. Cette démarche va de pair avec la critique des définitions dites formelles de l'égalité, suxquelles on oppose maintenant, sur le plan international, l'égalité substantielle; pour atteindre celle-ci, il faut passer par l'actioo positive,

L'action positive, dont les principes sont énoncés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes, ratifiée par la France en 1983, est pratiquée dans nombre de pays occidentanx, en particulier les pays scandinaves et ceux d'Amérique du Nord. Sa philo-sophie diffère tant de la position répu-blicaine que de la position paritariste.

A l'inverse de la position prise par les tribunaux et les universalistes républi-cains français, elle incorpore une pré-misse de base : les femmes (mais aussi les Noirs, etc.) soot opprimées. Prémisse fondamentale, car on ne peut pas Intter contre ce dont on ue reconnaît pas l'existence. L'action positive, comme la parité, attribue les différences de ponvoir - puisque c'est bien de cela qu'il s'sgit - cotre les femmes et les hommes, les Noirs et les Blancs à une oppression historique des uns par les autres. Puisque c'est la société qui a créé ces inégalités, c'est à elle de les

Mais la parité vise à établir un équilibre entre des groupes, les hommes et les femmes, qu'elle traite comme s'ils

(11 Voir Nouvelles questions féministes, Paris, 1994, nº 4, « La parisé pour », et 1995, nº 2, « La parisé contre » : et Cuhiers du Geddisst, 1996, nº 17. Principes et enjeux de la parité ».

(2) Cette loi prévoyait que les listes prés Rections municipales ne pourraient dus de 75 % de candidats d'un mên

EL TE IT IT

Britania Cata and

d'a maria

EZ 5 72

#23333313 (-

-1:44-

ETITED IT: ...

್ಷೇವರಾಣ : :: . . .

ester.

Maria ....

marian...

Becar & # \_\_\_\_\_\_

We State of Control of the

2/X 7%

British Advisor

BE THE STREET

Service Production

Service Control of the Control of th

Service Robert A. Commercial Comm

The Land Life

éct

## Pour la parité

ELIANE VIENNOT \* ES Français n'ont rien su d'une décision prise récemment et qui les concernait pourtant en premier lieu. Le 2 décembre 1996, le cooseil des ministres de l'Union européeone a adopté uoe recommandation seloo laquelle les Quinze s'engagent à mettre en place « une stratégie intégrée d'ensemble visant à promouvoir la par-ticipation équilibrée des femmes et des hommes aux processus de décision, et développer ou instaurer, pour y parvenir, les mesures appropriées, telles que, le cas échéant, des mesures législatives

cette recommandatioo sont eux aussi passés sous silence, de même que les différeots programmes pour l'égalité des chances mis en place par l'Europe

et/ou réglementaires et/ou d'incita-

denuis le début des années 80. Ni le gouvernement, ni les élus, ui les médias o en ont souffié mot. Il faut dire que les chiffres déjà connus soot accablants : la France, qui aime se présenter comme un modèle de démocratie, arrive au dernier rang des Quinze pour la féminisation de son Parlement: 6 % d'élues, uo pourcentage qui n'a pas varié (sauf à la baisse) depuis cinquante ans que les Françaises sont électrices et éligibles.

A l'échelle mondiale, la situation est encore plus consternante : la France se retrouve eo 64º positioo. derrière certains pays coosidérés comme plus macbistes, oo moins démocratiques, ou moins développés (1). Dans les assemblées territoriales, oo eoregistre hien une petite évolutioo, mais qui blème de fond. Si les

fernmes constituent 21 % des élus dans les conseils municipaux, la scène nationale leur reste fermée : eo vertu du cumul des mandats (spécificité francaise), c'est essentiellement parmi les maires de villes de plus de 20 000 habi-tants, ou les conseillers généraux, que se recrutent les candidats à l'Assemblée ou au Sénat. Or oo trouve 7 % de femmes dans la première catégorie et moins de 6 % dans la seconde. Quant aux 12 % de conseillères régionales, elles cachent mal l'extrême rareté des femmes dans les exécutifs des assemblées régionales. et elles sont le produit d'une conjonction d'éléments : le caractère récent de cette instance, le scrutin de liste, et la percée électorale des Verts (2) au début de la décennic (3).

D'autres chiffres encore vieunent contredire les explications jusque-là

Maître de conférences à l'université de Corse.

qu'elles-mêmes auraient pour la chose publique, et l'« arriération » du corps électoral, bref, les mentalités, L'enquête effectuée lors des législatives de 1993, à l'initiative du Conseil national des femmes françaises (CNFF) (4), montre toot d'abord que les femmes sont (presque) aussi nombreuses que les hommes à se présenter au suffrage des électeurs quand elles échappent au filtre des partis : elles coostituaient cette année-là 46 % des candidats indépendants. En revanche, seuls (ou presque seuls) les bommes parvienneut à obtenir l'investiture de leur formation quand il y a une vraie chance de gagner : en 1993, les quatre grands partis o'ont ainsi présenté en moyenne que 7 % de femmes, dont un certain nombre dans des circonscriptions réputées « perdues d'avance ». Le corps électoral, quant à hui, semble o'avoir aucun problème à voter pour des femmes, pour autant qu'on lui en présente : au second tour de

étaient 86 % des deux sexes à s'y déclarer favorables eo novembre 1996, presque aussi nombreux que ceux qui réclamaient une interdiction totale du cumnl des mandats : 78 % (5). Les deux chiffres sont d'ailleurs liés : cette France qu'oo dit « profonde », voire « conservatrice », rejette l'archaïsme de sa classe politique et le monopole du ponvoir par une petite minorité; elle émet, avec raison, l'hypothèse selon laquelle l'adoption des deux mesures serait synonyme d'une démocratisation profonde de la vie publique.

La recommandation européenne serait dooc rapidement mise en œuvre dans l'Hexagooe si la volonté populaire était entendue et si les énergies des femmes o étaient pas si solidement bridées. Mais elle se beurte à la résistance

Face aux critiques, la meilleure et la plus ancienne des tactiques est bien eotendu le silence, la reproduction du statu quo grâce à des règles non écrites

l'égalité des sexes dans la représentation politique; que le principe d'univer-salisme abstrait cher à la France serait bafoné; que la porte serait ouverte an communautarisme, car toutes les minorités ou catégories sociales pourraient, de la même façon, réclamer d'être représentées à leur juste proportion.

Ces arguments n'ont rien à voir avec la tradition dont se drapent bien souvent les uns et les autres : celle des Lumières. Car avant de crier à l'abandon de l'universalisme, il faudrait proover que celui-ci a un jour été respecté, ce qui ne semble pas évident étant donnée la composition des assemblées élues, toujours très bomogènes par la couleur, le sexe, l'âge et l'origine sociale. Il faudrait rappeler que ce principe a masqué jusqu'en 1848 l'exclusion des droîts civiques de l'écrasante majorité de la jusqu'en 1945 encore, celle de la moitié de la population. Il faudrait expliquer que les femmes ne sont ai une ·minorité ni une catégorie sociale: qu'elles sont, comme les hommes, l'une des deux composantes de chaque pays, qu'elles se répartissent, comme eux, dans toutes les catégories sociales. Et pent-être conviendrait-il de répéter, après Gambetta, que « la vraie démocratie, ce n'est pas de reconnaître des égaux, c'est d'en faire ».

Des mesures volontaristes sont en effet nécessaires lorsque les institutions se révèlent incapables de s'adapter aux évolutions en cours dans la société

civile. Ces mesures peuvent être prises par les partis, quand ces derniers ne sont pas coupés, de par leur fonctionnement, des préoccupations de la population; tonjours nécessaire, l'action des femmes sur (ou dans) ces partis donne alors des résultats. En Europe, les trois pays scandinaves et les Pays-Bas ont de cette manière dépassé la barre des 30 % de femmes parlementaires. En Allemagne, le cap des 20 % a été franchi sous la pression des Verts, qui pra-tiqueot en leur sein la parité. En Autriche, au Luxembourg, en Espagne, des partis plus traditionnels ont également pris des dispositions permettant d'atteindre ou de dépasser ce pourcentage. Les sept autres pays européens, qui o'en ont pas fait autant, plafoument pour leur part, en moyenne, à 10 % d'Elues (7).

L'Etat pent égale loi belge exige ainsi, depuis 1993, 33 % de candidates sur les listes électorales mais le texte reste muet sur leur place dans les listes, ce qui a permis de violer l'esprit des nouvelles dispositions. Une loi italienne imposa en 1993, pour quel-ques mois, la parité, mais pour 25 % sculement des sièges à pourvoir, et elle fut rapidement cassée par la Cour constitutionnelle. On retrouve là une tactique bien rodée en Prance entre les deux guerres. Par cinq fois, les députés reconnurent en effet le droit de vote des femmes, sans que jamais les sénateurs ue ratifient leur décision l

### Un scrutin binominal

C ES différents scénarios montrent hien les limites que tentent (et tenteront) d'imposer les « décideurs » à la remise en question du statu quo : an pis, ils continueront de faire semblant de faire quelque chose; au mieux, ils finiront par adopter des quotas, afin de limi-ter le démantèlement du monopole masculin sur la vie publique. Seule, une mobilisation massive de la société civile parviendra à imposer à la classe politique de se réformer, afin d'être, comme elle, composée pour moitié d'hommes et de femmes.

Ces réformes sont à la portée des législateurs. En France notamment, l'absence de volonté politique, et elle seule, freine la mise en place de la parité. Ainsi, la modification de la Constitution ne semble pas nécessaire à boo combre de spécialistes. Ces deruiers font valoir que le Conseil constitutionnel, bien qu'il ait en 1982, de sa propre initiative, annulé la loi imposant aux élections municipales un maximum de 75 % de candidats « de l'un ou l'autre sexe ». pourrait réagir différemment. Contrairement aux quotas, la parité ne présente pas en effet de caractère discriminatoire (8). Uoe série de lois électorales pourrait donc suffire, quitte à covisager ultérieurement une révision de notre texte fondamental si les « sages » - huit bommes et une femme - s'entétaient.

Quant à l'organisation technique de la parité, elle serait des plus simples. En cas de scrutin de liste, il suffirait d'inscrire dans la loi que, pour être recevables, les listes doivent être composées de femmes et d'hommes en alternance. Le scrutin dit uninominal devrait, quant à lui, être remplacé par un scrutin binominal: dans chaque circonscription, les partis présenteraient non pas un mais deux candidats, un homme et une femme. Cela conduirait, certes, à douhler le nombre des élus mais, pour éviter une telle inflation, on pourrait diviser

par deux celui des circonscriptions. En réalité, les moyens pour instanter la justice dans ce domaine sont multiples. Mais quelles que soient les options qui seront retenues, les démocraties dignes de ce nom n'ont pas d'autre choix que d'aller de l'avant

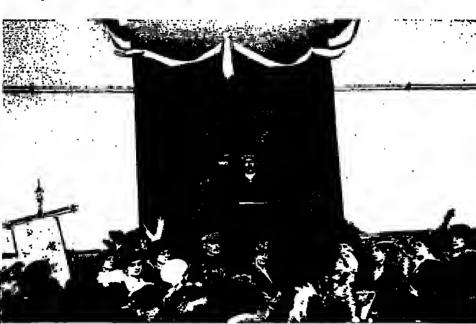
(1) Programme des Nations unies pour le déve-oppement, texte préparatoire à la Conférence mernationale de Pékin, 1995.

(2) Les Verts out sur ce sujet me politique volonturiste payante (cf. l'article d'Alain Lipletz, dans Nouvelles questions fémbristes, novembre 1994).

(3) Cf. Françoise Gaspard. « Système politique et rarcaé des femmes étues, spécificités fran-çalises? » dans Les Femmes et la politique, sous la direction d'Armelle Le Bras-Choppard et Janine Mossuz-Lavau, L'Harmanan, Paris, 1997. (4) Parisé-Infos, Paris, nº 1, mars 1993.

(5) L'Express, Paris, 7 novembre 1996. 16) Cf. divers articles dans La Démocratie « à la fronçaise » ou les femmes indésirables, sous la direction d'Eliane Viennot, Presses de l'université Paris-VII, 1997.

17) Lire Les Femmes dans la prise de décision en France et en Europe, sous la direction de Françoise Gaspard, L'Harmattan, 1996. (8) Cf. Francine Demichel, Sirey 12, Dalloz, 21 mars 1996.



MANIFESTATION FÉMINISTE VERS 1900 du journalisme », Séverine était une des premières suffragette

ces élections législatives, il restnit 7,6 % de candidates. Il y en eut 6 % à entrer à l'Assemblée.

Deux faits récents confirmeot ces constatations. Tout d'abord la décision du Parti socialiste de présenter 30 % de femmes aux législatives de 1998. Cette mesure – qui o'aboutira pas à 30 % d'élues et mootre que 70 % des places demeureot « réservées » aux bommes a néanmoins un mérite : celui d'svoir sondaio « révélé » l'existence de dizaines de militantes bien implantées dans la vie locale et hieo décidées à entrer dans la compétition. Leur émergence met à mai l'éternelle rengaine des bommes politiques: « Des femmes, on en voudrait bien, mais on n'en trouve pas! • Ensuite, des sondages répétés le prouvent : les Français adhèrent massivement à l'idée d'une disposition légale organisant la parité hommes-femmes dans les assemblées élues : ils

(réseaux, cooptation, horaires), et la chasse aux « brehis galeuses » qui ne respectent pas ces regles. Mais cette politique ne marche plus quand s'organise une contestation, comme cela a été le cas plusieurs fois au cours du XIXº et du XX siècle avec le mouvement suffragiste, et comme c'est le cas aujourd'bui avec le mouvement pour la parité. Ce sont les « clercs », alors, qui prennent le relais, et qui viennent à la rescousse des politiques eo justifiant leur immobilisme par de savants dis-

On commence à connaître le rôle tenu autrefois par les intellectuels pour chasser, pris pour maintenir les femmes hors de la sphère publique (6). Le combat mené aujourd'hui par certains - on mieux par certaines - des plus médiatisés d'entre eux consiste à soutenir que la démocratie serait en danger si des mesures étaieot prises pour assurer

مكذا من الاحل

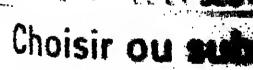


Figure Land Control Arms to the second E ... E Service year CALMENT AND

arec l'exclusion t

## ent en finir

de la companya de la the street of th **10. 17.44** (a) Court of proceeding to New 25th en in a man partie de la breman A fire the fire primate has mar de estado the rate of her transcriptor the WW 44 W. the state of the same of the s W 7000 - ---And the party of the second of the grant of the state of the state of the And the second s part . they . . Letter on the recoming god god an the state of the s Military mit Section 2, which is a distance of the gertage on the plan of the plan of the THE SHAPE OF entie les femmes que ME MALEY W. the state of the Boards State of the total and the angle Harry Product of the South

the section of the section of  $-\exp(\gamma^{*}c_{i}^{2})$ The control of the state of the A MARKET TANK CONTRACT AL PROPER meetin der 1982 - --and their engineers of m. A.k. :5 W TO 200 - 12 4 ... in - beitald, balena. The second of the second the same of the same

The second section of the second

The second second second second garanti e e serie e democrat State Supering, pring star the second of the Parece of manager Lane - Physical THE PERSON NAMED IN and the second second -----and the second second Appendix of the English Control of the Control of t the second secon A secondary, min Marie Committee of the the state of the s State of Street, Square, The second of th specialis. If has 19 19 1975 HE THE SHAREST

and the second section of the second

direction in the second

2.

10 mile 10 mil

2. 公司

The second secon

The second secon

The state of the s

The second of the second

the market property Martin & Square was per the bridge of these Marie Marie 1816 Samuel Pro Thought History de Conditions 72 of Market Wall radicion. 4 1 والمرافق المناف المناف المنافق المنافق المحاطية المسيسان أبي الإ All and the second second

where arters to be a second

Her Tare 198 Str. Bur Bre

· control ·

Apple of the second

இன்றின் பிருவல்

BAR BULLETON

The second second second

Carrier Services

pater galer Chart t

The work that the same of the same

problem of the second

Mr. Mr. Market Line .

44.4

THE REPORT OF THE PARTY OF THE

y & manghaman is

🚁 🖅 🕾 in the Section of the Secti

a to probe the

Appendix and the second

a posting-ri

gh this remains

man He worth

Side pents to the pents of the

de agricultur

# # d

and the state of

Marie School Street

place det fritze

La meubn benommat The second secon 

## DRESSÉES DE L'INÉGALITÉ

## avec l'exclusion des femmes

étaient deux sous-espèces distinctes, dans une démarche comme comme relevant du différentialisme. L'action positive, au contraire, considère le sexe surtout sous sa forme de genre (3), division hiérarchique dont le sexe n'est qu'un prétexte et donc minimise la signification sociale du sexe. Là où les paritaristes veulent inscrire dans la Constimtion la dualité (4) de l'espèce humaine, la philosophie de l'action positive vent au contraire affirmer l'unicité de celle-ci et la traduire dans les faits.

C'est ainsi que les quotas, qui constituent le dispositif central de l'action positive, ne représentent pas la même chose que le « une sur deux » de la parité. Pour l'action positive, en l'absence de discrimination, les femmes seraient présentes au Parlement - et ailleurs, bien sûr - dans à peu près les

mêmes proportions que dans la popula-tion. En raisonnant ainsi, l'action positive ne fait que reprendre la remarque de l'homme de la rue, elle-même utili-sée et transformée en méthode par les disciplines statistiques et sociologiques: « Ce n'est pas un hasard si... » Quand les ferames constituent 50 % des enseignants du supérieur et 10 % des professeurs titulaires et que cela se reproduit année après année, génération après génération, il ne peut s'agir d'un hasard. En France cependant, pour prouver la discrimination, il faut qu'une femme ait été refusée à une promotion, à un concours, à une embauche expli-citement en raison de son sexe. Aucun employeur ne se risquant à révéler ainsi naïvement le motif illégitime de son refus, il est donc impossible, en droit français, de prouver la discrimination.

### Une démarche en plein, non en creux

'ACTION positive évalue et définit différenment des tribunaux ce que sont la discrimination et l'égalité. Elle procède, pour sa part, au vu des résultats. et mène une démarche active d'élimination on de correction de certains facteurs illéganx de traitement différentiel. Elle considère que la répartition des femmes et des hommes dans les positions de pouvoir, de prestige et d'autorité étant statistiquement anormale, il y a là le signe qu'il s'exerce ou qu'il s'est exercé vis-à-vis des femmes une action préjudiciable. Le terme d'action positive vient de ce qu'il s'agit d'une démarche active, d'une démarche en plein et non en creux, qui e pour but de contrecarrer une action négative e exercant au détriment des femmes.

L'action positive abandonne l'idée d'égalité formelle non pas comme insuffisante, mais comme inopérante, magique et même perverse. Inopérante : l'égalité formelle ne peut pas produire de l'égalité, puisqu'elle ignore l'inégalité. Magique : l'égalité formelle consiste non pas à rechercher l'égalité, mais à faire comme si les gens étaient déjà égaux. Perverse : c'est le cadre idéal pour reproduire, en les mant, les inégalités. Enfin, l'action positive est une philosophie universaliste mais qui, à la différence du faux universalisme, ne se contente pas de partir de la prémisse d'égalité entre tous les êtres humains : clie vent y amyerem on the wind.

Inscrite comme principe dans tous les documents internationaux signés par la France, dont la Convention des Nations unies sur les femmes, l'action positive figure aussi dans la loi Roudy (5). Celle-ci est restée lettre morte parce que l'action positive n'a jamais été mise en œuvre (6). Elle ne demande pourtant aucun changement dans la Constitution, ni même de loi. En revanche, elle est cofitense en termes

d'application. Les pays qui l'ont adoptée - en Amérique du Nord et en Scandinavie - ont mis en place des cominés nationaux on fédéraux d'égalité des chances et des comités locaux dans les régions, les villes, les administrations, les universités.

Quelles sont les fonctions de ces organismes? Surveiller les embauches, les promotions, rappeler aux administrateurs que la discrimination est interdite, recueilhir les plaintes, les examiner, faire œuvre de conciliation quand c'est possible, aider les plaignantes à ailer en justice quand cela ne l'est pas, recommander des sanctions (par exemple, refuser des contrats de recherche sur fonds publics aux universités qui pratiquent la discrimination). Enfin, établir des objectifs chiffrés - les quotas - parce qu'il s'agit là du seul critère objectif permettant d'évaluer les efforts déployés par l'institution. Les quotas ne sont que la traduction, an niveau d'une institution donnée, de l'obligation de résultats à laquelle les pays signataires ferrance sont en principe astreints (7).

L'action positive n'est pas une panacée, mais c'est grâce à elle que les Suédoises ont réussi à entrer au Parlement. La présence, même massive, de femmes en politique ne serait pas non plus un remède miracle. C'est pourquoi l'action positive doit s'appliquer dans tous les domaines de la vie : an travail, à l'Université, etc.

Depuis l'arrêt de 1982 interdisant les quotas, la France a ratifié la Convention des Nations unies sur les femmes. Elle ne devrait donc plus pouvoir s'opposer à l'action positive, puisque les conventions internationales l'emportent sur le droit interne. Or cette convention indique explicitement que l'action positive ne peut pas être assimilée - comme l'avait



DOLORÈS MARAT. - « La Tête enveloppée » (1991)

déclaré le Conseil constitutionnel - à une discrimination. Nombre de femmes (et d'hommes) estiment inacceptable la philosophie différentialiste, implicite ou explicite, de la parité. Mais elles ne veulent pas non plus que leur refus aboutisse à la défense d'un statu quo également inacceptable. Entre ces deux écueils, l'action positive constitue une troisième voie. L'adopter exigera un combat pour que soient enfin appliquées la Convention des Nations miles sur les tempes et, plus généralement, les conventions internatio-

### CHRISTINE DELPHY.

(3) Christine Delphy, « Penser le genre : quels problèmes ? », in Marie-Claude Hurug et al., Seue et genre, Presses du CNRS. Paris. 1991. (4) Rapport de la commission pour la parisé. Observatoire de la parisé, février 1997.

(5) La loi de 1983 sur l'égalité professionnelle, dite « loi Roudy », établit le principe, et en théorie les moyens, de luner comme les discriminations « de seu» » dans le cadre du travail salarié.

(6) Annie Junter-Loiseau, « La loi firançaise rela-tive à l'égalité professionnelle : au-delà des appa-rences », Nouvelles questions féministes, « L'Esta français contre l'égalité des sexes », 1995, n° 1. (7) Rebecca Cook, Human Rights and Women: National and International Perspectives, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 1994.

### « REPRISE », un film d'Hervé Le Roux

### Temps modernes

TUL n'e oublié l'une des scènes les plus poignantes et les plus sym-boliques de ce que fut mai 68 en France, Elle montre les dernières résis tances d'une jeune ouvrière des usines Wonder, à Saint-Ouen, aux portes de Paris, refusant de reprendre le travail sprès la longue grève. Deux délégués syndicaux cherchent à la convaincre. Mais rien n'y fait, elle ne veut pas rentrer.

Ainsi s'achevait un petit film militant de quelques minutes, intitulé La Reprise du travail oux usines Wonder. Alors qu'il n'était, au départ, qu'un simple reportage, réalisé sans préparation ni repérage reportage d'aller filmer les singes au 200, se souviennent les auteurs. Puis on s'est retrouvés par hasard devant l'usine Wonder à filmer cette scène » -, ce courtmétrage, réalisé par deux étudiants en cinéma, allait devenir un vrai brûlot révolurionnaire, projeté dans des centaines de meetings politiques,

Hervé Le Roux, réalisateur (Grand bonheur, 1992), est resté hanté par ces images et par la détermination de cette jeune ouvrière. Qu'est-elle devenue près de trente ans plus tard? A-t-elle fini par reprendre son poste ? A-t-elle quitté Wonder? « Elle n'avait eu drou qu'à une prise, je lui en devais une deuxième ». confie-t-il. Le Roux est donc parti à la recherche des protagonistes de cette histoire. Le résultat est un film politique formidable (1). Trois heures trente de reportages et d'entretiens passionnants.

La plupart des témoins de l'époque revoient l'ancien court-métrage devant la caméra d'Hervé Le Roux. Ils n'ont rien oublié. Les conditions de travail déplorables (\* 38 000 piles fabriquées par jour, 38 000 gestes identiques. C'était Les

Temps modernes de Charlot », se souvient un mécanicien), les juttes, les revendications, les maigres résultats obtenus. \* Passée la grève, tout est redevenu comme avant, rappelle une ancienne covrière. Les patrons ont tout juste installé deux douches dans les ateliers des femmes en 1972, et accordé une pausetoilettes de cinq minutes. . Mais le travail salissant, à base de brai, et le contact direct avec des éléments très toxiques sont demeurés quotidiens.

A travers le récit de ces femmes (le plu-part embauchées dès leur plus jeune âge, sans qualification aucuno, payées une misère) et de la saga de l'usine Wonder. c'est une partie de l'histoire récente de la classe ouvrière et de l'ère industrielle qui est évoquée.

Créée en 1916, Wonder a dominé le marché des piles dans les années 60, grace notamment à l'opparition du transistor et aux commandes militaires liées à la guerre d'Algérie. La situation se dégrade dans les années 70 evec le concurrence américaine puis japonaise. Enfin, en 1984, M. Bernard Tapie, présenté comme un sauveur (mis en scène par Jacques Séguéla dans un spot publicitaire inoubliable), rachète l'usine. « En quelques mois, par charrettes entières, des salariés ont été licenciés », tandis que, à la Bourse, l'action Wonder grimpait de 560 % ! Quatre ans plus tard, M. Tapie vendait la firme Wonder au groupe américain Ralston et cédait le hâtiment de Saint-Onen à un de ses amis. l'antiquaire Steinitz. Ironie de l'histoire, l'usine est aujourd'hui un dépôt d'anti-

CARLOS PARDO. 11) Reprise, d'Hervé Le Roux (1996), sortie le 26 mars 1997.

### LE TRAVAIL PARTIEL ET SES MIRAGES

### Choisir ou subir?

ACE à la montée du chômage, le tamps pertiel s'est brusquement paré de toutes les vertus quand il s'est développé au début des ses vertus quand il s'est développé eu début des ennées 80. Cette solution était supposée, d'une part, créer des emplois ; d'eutre part, permettre eux femmes de concilier vie professionnelle et vie familiale. Pourtant, ees « vertue » s'estompent au fil des joura et à l'examen des faits.

38.2 % des Français (contre 30 % en 1992) occupent un empioi à temps partiel souhaiteraient travellier davantage et peuvent être considérés, selon le définition du Bureau international du travail, en altuation de sous-emploi (1). Sous la pression grandissante du chômage, le temps « librament choisi » devient le plus souvent une forme déguisée d'emploi précaira pour les femmes et, pour les employeura, un outil facile de gaetion d'une meind'œuvre (2).

Dans les ennées 80, presque les trois quarts des emplois créés au sein de le Communauté économique auropéenne ont été des temps partiels (3). Ils représentent eujourd'hui plus de 20 % des emplois totaux en Suède et en Grande-Bretagne, contre 16 % en France et 8 % en Italie (4). Ces amplois, concentrés pour l'essentiel dans le secteur tertiaire, sont occupés per des femmes dans 76 % à 90 % des cas eulvant les pays et sont particulièrement fréquents dans le nord de l'Europe. Au Danemerk - où 80 % des femmes travaillent - elles sont 40 % à occuper un temps pertiel, eux Peys-Bas 62 %. Cette proportion diminue dans les pays du sud de l'Europe, car, là bas, ce n'est pas le travail à temps partiel qui e le faveur des employeurs, meis le travail temporaire, comme en Espagne, où il représente 30 % des emplois (5).

E N France, le temps partiel e doublé depuis 1973 et touche désormeis 3,6 millione de personnes, soit environ une personne active sur six. Dans 85 % des cas, il concerne des femmes. « A la différence des autres pays européens, le temps partiel en France n'est pas un facteur de croissance de l'activité féminine, explique Margeret Marueni, sociologue au CNRS et directrice du groupe de recherche « Marché du travail et genre ». Quand les femmes sont entrées sur le marché du traveil au début des ennées 60, c'était à temps plein pour la grande majorité d'entre elles. Le temps partiel e'est développé chez noue non pas parce que les femmes l'ont choisi, mais

parce que de nombreux emplois de ce type se sont créés dans des secteurs fortement féminisée, comme le commerce, les grandes surfaces, l'hôtellerie-restauration et les services aux particuliers. »

Temps pertiel en France rime donc bien souvent avec professions sous-quelifiées et secteurs mejoritalrament féminina. Pourtant, dens des secteurs plus quelifiés comme ceux de la esnté et de l'enseignement, les femmes sont, là encore, nombrauses à travailler à temps pertiel (respectivement 25,1 % et 20,8 %) [6].

En réalité, on comptabilise de le même façon deux typee de temps partiele, qui n'ont pas grand-chose à voir l'un avec l'eutre. D'un côté, un temps partiel - donc un salaire partiel, il ne faut pas l'oublier - de plus en plus eubl ; de l'autre, un aménegement du temps de travail

E problème se complique encore quend li e'agit d'horaires de travell « décalés », pratiques courantes dans le commerce et certains services eux entreprises, tels que le nettoyage per exemple : tôt le matin, tard le soir, les dimanches, etc. Cee horaires elourdissent encore la charge quotidienne des femmes - ils aggravent, entre eutres, le problème de le gerde des enfants - et multiplient les obstacles déjà nombreux dressés sur leur parcours professionnel : pas de primes, pas d'eccès à la formation continue, pas d'évolution de carriere, etc.

Le saleire horaire des employés à temps partiei est en outre souvent inférieur à celul de leurs collègues recrutés à temps plein. A cela s'ajoute enfin une eutre « pénelité » qui touche les temps partiels : les avantages socieux, rarement identiques.

AND SECURITY OF THE PROPERTY O

(1) Bernard Ernst et Nadine Legendre, « Le bilan de l'emploi en 1995 et au premier semestre 1996 », enquête Emploi de l'Insee, *Economie et statistique*, Paris, 1996, n° 298.

(2) Margaret Marnani, « L'emploi féminin à l'ombre du chômage », Les Actes de la recherche en sciences sociales, Paris, décembre 1936. (3) « Les femmes dans une économie mondiale en pleine mutation », Nations mies. New York 1946 ns unies, New York, 1955.

(4) Sources OCDE, 1992. (5) Rachel Silvera, « Emploi et chômage des femme en Europe », Données & arguments, tome II, livre publié en mars 1995, Éditions Syl-lepse pour AC l-(Agir ensemble contre le chômage). (6) Bernard Ernst et Nadine Legendre, op. cit.

Printemps 1997

### La retraite dans le désordre

Le rêve de tous les Français? Ou un temps d'inutilité sociale? L'occasion d'inventer des modes de vie nouveaux ? Ou le repli sur une situation de rentiers?

La période entre la fin de la vie de travail et le temps de la dépendance s'étend de plus en plus. Pourtant, nous ne sommes pas prêts à faire face à cette révolution démographique qui bouleverse le contrat entre les générations.

Ce numéro de *Projet* interroge nos images et nos politiques devant

la retraite et la vieillesse. C. Attias-Donfut, M. Bonnet, A.-M. Guillemard, M.-E. Joël, J.-M. Hourriez, R. Michel, B. Puijalon, O. Samaoli, A. Villez

En vente dans les grandes librairies

PROJET = 14, me d'Assas - 75006 PARIS = 01 44 39 48 48 Minhel 36 15 SJ PROJET

## QUAND LES PAYS-BAS DÉCRIMINALISENT LE PROXÉNÉTISME

## Le corps humain mis sur le marché

L LORS que l'aggravation des disparités sociales et l'extension de la pauvreté entraînent une augmentation de la prostitution dans de nombreux pays, une offensive menée par les Pays-Bas vise, au nom de la liberté des femmes, à légaliser le « travail sexuel ». A moins d'être forcée – et que la victime en apporte la preuve - la prostitution deviendrait un libre commerce et la mise en exploitation du corps, un droit reconnu sur le marché international du sexe, pour la plus grande satisfaction des consommateurs et des proxénètes.

Par MARIE-VICTOIRE LOUIS \*

Très significatives sont les mutations

du vocabulaire utilisé dans les textes oferlandais et qui, progressivement, apparaissent dans les textes internatio-

naux, de même que dans le langage

parlé: le « droit à l'autodétermination »

des femmes se substitue à leur liberté;

e le renforcement du pouvoir des

femmes (4) - remplace leurs droits ou

l'égalité entre les sexes, tandis que le

concept de « droits sexuels » ouvre,

dans son ambiguïté, la voie à cette

commercialisation du sexe. Le « travail

sexuel . le « sexe marchand » remplace

celmi de prostitution. Les proxénètes ou les propriétaires de maisons de passe

deviennent des « tierces personnes »,

des « intermédaires », « des organisa-

teurs du travail des prostituées », des

« propriétaires ou gérants de locaux »,

des « managers de l'industrie du sexe ».

Et les prostituées deviennent des « tra-

vailleuses du sexe », ou des « profes-

sionnelles de la sexualité ». Quant aux

clients, devenus des « consommateurs

de prostitution », ils resteot le plus

souveot innommés, Sauf lorsqu'il s'agit

d'évoquer la création d'associations hol-

landaises chargées de e protéger leurs

A la base de cette thèse, le raisonne-

ment seloo lequel la prostitution doit être

considérée comme une activité écono-

mique (presque) comme les autres.

Seules les « formes d'explaitation qui comportent un élément de coercition ou

de fraude ou s'il y a abus de la situation

de dépendance de la prostitution » doivent, elles, être réprimées. Cette dis-

tioctico ouvre alors la vuie à la

reconnaissance de l'existence d'une

« prostitution forcée ». clé de voûte de cette théorisation. L'ajout de ce simple

mot - \* forcée > - implique, en contre-

Si l'oo a beaucoup parlé de la poli-tique des Pays-Bas à propos de la drogue, la questioo de la libéralisation du marché du sexe, élaborée et menée avec une efficacité redoutable par ce pays - qui préside le Conseil de l'Europe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997 - n'a pas eocore été abordée. Depuis les années 80, il est le seul Etat au monde à avoir une polioque nationale et internationale affichée de décriminalisation des activités liées à la prostitution ; le seul également à s'être donné les moyens conceptuels, financiers, institutionnels de sa mise en œuvre effective.

Les Pays-Bas, dont la polioque se vent « placée sous le signe de la rolérance ». ne considérent pas que la prostitution doive, même à long terme, être abolie : « La suppression de la prostitution produit plus de problèmes, pour les prostituées comme pour la société, qu'elle n'en résout. . Et, « même si on le voulais, cesse activisé ne pourrais être réprimée » peut-on lire dans la plaquette officielle de la ville d'Amsterdam, dont la polioque est présentée comme « la politique phare . du pays. La ville se targue d'ailleurs de ce que son « quartier chaud » soit • connu dans le monde

Ce pays ne se cootente donc pas de faire de l'existence de la prostitution un pis-aller, Sons couvert d'une analyse assimilant formellement liberté sexuelle et prostitution, estimant que le stigmate social dont les prostituées sont l'objet disparaîtra dès lors que leur « métier » sera légalement reconnu, faisant fi de toute éthique, le gouvernement néerlandais affiche, à la veille du XXI siècle, un nouveau « droit » de la personne humaine, celoi pour chacun d'être proxénète (1), le droit à la prostitution o'en étant que le paravent.

Les Pays-Bas pousseot en effet la logique économique libérale jusqu'à son terme ultime. Dès lors que ce « gouvernement reconnaît que les femmes doivent pouvoir choisir librement de se prostituer ., il admet que le corps humain peut être l'objet de transaction et reconnaît qu'une autre personne peut en obtenir un bénéfice : « Le droit à l'autodétermination dont jouit tout homme ou femme adulte indépendant qui n'o été soumis à oucune influence illégale. implique le droit pour cette personne de se livrer à la prostitution et de permettre qu'une autre personne profite des revenus qu'elle en tire (2). • Cette - formi-dable - assertion occulte toute analyse des rapports de domination qui soot à la base même de la prostitution. Elle postule en effet que les personnes ellespeuvent être l'objet de conventions (3) et remet radicalement en cause l'affirmatioo du principe, pourtant universel, selon lequel le corps humain est inalié-

\* Centre d'études et d'analyses des mouvements sociaux, Centre nationalistique, CNRS, Paris.

t

e

point, que la prostitution peut être alors libre ». « volantaire », « choisie », fondée sur un choix rationnel . (traduire: économique) (5).

C'est dorénavant à l'aune de la contrainte sur les seules personnes prostimées que repose donc la définition de la prostitution. La légitimité de ce « commerce », elle, n'est donc plus comestée. De fait, son champ d'action ne peut que s'élargir et les « contraintes » (vinls, coups, chantages, tortures, assassinats), déjà exercées à l'encompte des prostinées se request l'encourre des prostiné(e)s, ne peuvent que s'aggraver. Les autorités néerlan-daises en arrivent même à proposer un nouveau concept, celui de : « consentement de plein gré à sa propre exploitation ..

Bien que tombé en désuétude, le code pénal des Pays-Bas pénalise cependant. encore pour un temps, le proxénétisme. Mais ce maintien est plus que symbolique car la gestion des maisons de passe a été transférée aux municipalités. Celles-ci ont le pouvoir de signer des conventions avec les tenanciers. Ces derniers penvent alors, sous le contrôle de la police, exercer librement leur « commerce », sous réserve que les prostituées soient majeures, en situatioo régulière, qu'elles prennent soin de leur santé et de celle de leurs clients et... n'aient pas été « contraintes ». Or, 80 % des prostimées d'Amsterdam sont étrangères, et 70 % d'entre elles sont dépourvues de papiers. Il o'est donc pas étoonant qu'à ce jour sur les deux cent cinquante « bordels » officiellemeot recensés de la ville, seuls quarre aient signé une convention avec le maire. Des conventions qui n'accordent, de fait, aucun droit aux prostituées dont les Pays-Bas s'affirmeot pourtant les défen-

L'appréciation de la « contrainte » est d'autant plus discrétionnaire que politique en matière de prostitution et politique en matière d'immigration ne sont plus dissociables. Ces femmes, souvent mineures et étrangères, terrifiées, menacées, violentées, le plus souvent déponillées de leur argent et de leurs papiers, sans contact avec le monde extérieur, certaines ne sachant même pas dans quelle ville elles sont, ce sont elles qui doivent dénoncer à la police leur situation contrainte! Cette même police qui effectue des descentes dans les maisons de passe, quand elle n'est pas complice des tenanciers.



champioo de la lutte contre le trufic des femmes, les Pays-Bas permettent aux plaignantes de rester sur le territoire néerlandais jusqu'à la tenue du procès qu'elles intentent. Une politique particulièrement cynique, puisque, après le procès en question, ces femmes sont

De fait, les trafiquants ont bien peu à craindre de la répressioo dans ce pays. En 1993, sur un total de neuf proces - en première instance et en appel - pour trafic d'êtres humains: un procès a été « suspendu pour une période indéfi-nie »; une femme témoin a obtenu une compensation .; quatre ordonnances de non-lieu, faute de preuves, ont été prononcées; on trafiquant a été condamné à une peine de neuf mois de prison ferme, un autre à quatre ans. Quant an dernier proces, qui concernait cinq trafiquants de femmes thailandaises, également poursuivis pour trafic de drogue, la peine la plus élevée a été

DOUR éviter de temir leur image de de trois ans de prison, dont un avec suret une amende ne décassant 35 000 florins (105 000 francs).

Le gouvernement des Pays-Bas s'est donc cru oblige d'affirmer une volonté politique plus nette de lutter coutre les trafiquants d'êtres bumains. Ainsi a-t-il modifié, en 1994, son code pénal: la peine maximale de prison est passée de cinq à six ans - soit deux fois moins que la répression pour trafic de drogues dures - et à dix ans au maximum, a'il s'agit de trafic organisé d'enfants de moins de 16 ans et/oo accompagné de

graves violences physiques. Sur la scène internationale, les Pays-Bas out remporté de nombreux succès pour faire adopter leur approche des pro-blèmes de la prostitution. A de rares exceptions près, chaque rencontre internationale est l'occasion d'une oouvelle avancée des thèses oferlandaises. Ainsi La Haye a-t-elle joué un rôle décisif. lors de la rédaction de la plate-forme européenne d'action préparatoire à celle de Pákin qui s'est tenue en septembre 1995. Pour la première fois, à un niveau gouvernemental européen (6) la notion de e prostitution forcée » a été entérinée. En outre, il n'est plus demandé aux Etats de ratifier la Convention aboliconniste de 1949, véritable bête poire des Pays-Bas. Dans son préambule, cette coovenoon affirme en effet que « la prostitution et le mal qui l'accompagne, à savoir la traite des êtres humains en vue de la prostitution, sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne Plus encore, les cinquante-quatre pays

occideotaux signataires de la plateforme européenne - ceux-là mêmes qui controlent la plus grande part des reve-nus de cette marchandisation internationale du sexe des êtres humains et fouroissent lu majurité des clients du « tourisme sexuel » - ont affirmé, sans ambiguité, qu'ils reconnaissaient expressément « la prostitution » comme une réalité qui o'a pas à être remise en cause et doot il faut seulement limiter I'« expansion » (7). Quant aux moyens évoqués pour parvenir à ce but, ils consistent simplement à demander plus d'efforts internationaux et de coopération », ce qui exclut tout renforcemeot de politiques contraignantes nationales ou internationales en la matière. Dans la foulée, le goovernement néerlandais - qui s'est dit particulièrement satisfait des résultats de la conférence de Pekin - a obtenu, ao finish, l'ajout du terme « forcé » à celui de « prostitution » dans la déclaration finale,

Enfin, le 29 novembre 1996, lors du Conseil justice-affaires intérieures, le gouvernement néerlandais a empêché l'adoption de deux propositions majeures du projet d'action commune. Alors que la quasi-totalité des Quinze avaient exigé une répression accuse de la pornographie impliquant des enfants, les Pays-Bas se sont opposés à la Belgique qui demandait que soit incriminée la détention d'un tel matériel « à des fins personnelles ». La possession de cassettes pornographiques de ce type ue sera donc plus, sur un plan européen, considérée comme élément constitutu de l'« exploitation sexuelle » et 6chappera à toute sanctioo. Le droit des enfants à être protégés de toute violence sexuelle a été ainsi sacrifié sur l'autel de la liberté du commerce, pour le plaisir des amateurs de pornographie.

La délégation néerlandaise, soutenue par les Danois, s'est en outre opposée à l'affirmation du principe de l'universalité d'« extra territorialité sans double incrimination » pour les crimes suivants: « exploitation sexuelle des enfants ou le fait d'infliger à ceux-ci des sévices sexuels» ; « traite des enfants en vue de les exploiter sexuellement ou de leur infliger des sévices sexuels ». Autrement dit, les Etats européens ne sont pas contraints de poursuivre leurs ressortissants en dehors de la Communauté, si les crimes reprochés ne sont pas également punissables dans le pays où ils ont été perpétrés. Les agresseurs sexuels d'enfants des pays panvres peuvent continuer à exercer leurs violences dès lors que leurs victimes vivent dans des contrées qui n'auraient pas, selon ce projet d'action commune européeane, « pris les mesures appropriées visées à l'article 34 de la Convention des droits de l'erfant . Selon cet article, « les Etats parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violences sexuelles ..

Que les pays enropéens continuent, dans la réalité, à appliquer leur propre législation nationale en matière de lutte coutre le proxénétisme et le trafic des êtres humains n'y change tien : ils ont signé un texte européen indigne, au nom de la règle du consensus qui abolit même le droit à une position minoritaire.

La France est cependant mal placée pour s'opposer au rouleau compresseur néerlandais. Elle défend officiellement la convention de 1949 sans l'appliquer; elle se prétend abolitionniste mais elle cautionne les nouvelles formes de réglementation de la prostitutiun (salons de massage, bars montants, etc.) Même si elle reste la plus répressive des Quinze, la justice française a diminué presque par deux, ces dernières années, le nombre des poursuites - ce qui ne vent pos dire les coodamnations - à l'encontre des proxénètes : quelque 650 en 1995, contre environ 1 300 en 1988.

Et on chercherait en vain une politique cohérente entre les cinq ministères

A l'heure où la con-commercialisation du sang, de l'utérus, et d'autres organes humains fait l'objet de nom-breux débats éthiques comme de régle-mentations, il semble inadmissible que de telles politiques se mettent en place sans que personne réagisse dans la communanté internationale, en parti-culier parmi les défenseurs des droits de la personne. Ce qui est en cause dans cette politique présentée comme « moderniste », c'est encore plus d'exclusion des femmes du marché du travail, aotant de pouvoir masculin consolidé, et autant de violences contre les femmes, légiumées.

(1) Scion Interpol, les revenus d'un prosécète vivant en Europe de la prostitution d'une personne sont d'environ 720 000 francs par an.

(2) Questions relatives sux droits de l'homme. Position du gotvernement hollandais, Conseil économique et social, Nations unies, (E/1990/33), 3 avril 1990.

(3) Cf. l'article 1128 du code civil français : « fi n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet de conventions. »

(4) Cette expression, utilisée systématiquement en anglais sous le terme d'« empowerment », est extrêmement dangereuse dans la mesure où elle ne comporte aucune référence juridique normative et

(5) Lire « La conférence européenne contre le trafic des femmes. Vers une recomnaissance légale du proxénétisme ». Projets féministes, n° 1, mars 1992.

(6) Contrairement à ce que cet intitulé laisse pen-ser, pour l'ONU. la région Europe comprend, en sus des pays européens, les Etats-Unis, le Canada et

(T) « La récession ainsi que d'autres problèmes économiques ont provoqué une augmentation de la prostitution dans de nombreux pays. Parce que ce phénomène, qui affecte les droits humains des femmes, est souvent international, plus d'efforts internationaux et de coopération sont nécessaires pour empêcher son expansion. » Plane-forme d'action, commission économique pour l'Europe, (ONU, E / ECE / : RW/ FILM / 8.), 20 décembre, 1994.

● Lucien Clergue, amour de la photo-ci-dessus. Jean Dieuzaide et Edouard Boubat exposent des œuvres qui leur tienient à cœur jusqu'au 22 mars 1997 à la Galerie NCE Photographie contemporaine, 18; rue des Tournelles, 75004 Paris.



Commission paritaire des journaux et publications: nº 57 438 ISSN: 0026-9395 PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts : Paris et sa banlieue : 0 800-03-11-36 Province : 0 800-36-11-11.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration O ADAGP, Paris 1997,

> rather with the Residence



LUCIEN CLERGUE. - « Craquelares »

br. 1/2 - - -

Esta-

SET ...

e at 3

SAME

03.1

0001 ....

PESS.

hr ma

四班二 .

125 2

EDE :

EPSOLA ...

582

MC2: -

T. 35.

ME I

(a) =

TEE ....

Comp !

pia por≃ \_\_\_\_\_

ierk⇒.

ME 2 ---

Column

CE ZZ

ME 27 - -

Les liaisons e

SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ

nº 40 (février 1997)

### INDUSTRIES CULTURELLES ET SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Informatisation sociale • Autoroutes de l'information Réseaux ● Multimédia ● Marchandisation ● Post-fordisme Economie de la création

**Presses Universitaires** du Mirail 56. rue du Taur 31000 TOULOUSE

tel.: (33) 05-61-22-58-31

fax: (33) 05-61-21-84-20

Prix au numéro 110 F + 15 F (port) Abonnement (3 numéros) Particuliers: 300 F (port inclus) Institutions: 340 F (port inclus)

nº 38 - POUVOIR ET DYNAMIQUE DES ORGANISATIONS (1) Etat des lieux et des savoirs - POUVOIR ET DYNAMIQUE DES ORGANISATIONS

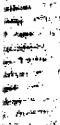
(2) Vers un renouvellement des approches

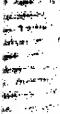
## marché



a seem to and and thought the ----Lambage Margadadata |

The same of the same of Mr. Window T. raff fen be-" Willen Married . . AMERICAN E





Chaque soir, le mois dernier, les familles turques ont éteint lumières et postes de télévision à 21 heures pile et sont restées dans le noir en signe de protestation contre la comivence entre les forces de sécurité gouvernementales et des éléments criminels. A l'origine de cette manifestation inhabituelle : les révélations stupéfiantes qui ont suivi un

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

and the organization

errich in der der eine der ein

1.3 m. 1.70 - 20

and the second of the second of

and the second second

A Land tell twee 1

1 Table 1

1.00

and the second second second second

The second second second

accident de voiture surveno le 3 novembre 1996, à quelque 150 kilo-mètres au sud-ouest d'Istanbol. De l'épave de la Mercedes on a dégagé les corps de Huseyin Kocadag, un haut responsable de la police qui commandait des unités antiguérilla, Abdullah Catli, un homme en fuite, recherché pour trafic de drogue et meurtre, et sa compagne, Gonca Us, une ancienne reine de beauté devenue femme à tout faire de la Mafia. Le quatrième passager a survécu : M. Sedat Bucak, un chef de guerre kurde, dont la milice était

financée par le gouvernement une pour lutter contre la guérilla du Parti des tra-vailleurs du Kurdistan (PKK). Dans un premier temps, la police a affirmé que, au moment de l'accident, elle procédait au transfert de deux malfrats. Mais des documents recueillis sur les lieux ont révélé qu'Abdullah Cath, le sangster en foite, était porteur de papiers diplomatiques spéciaux, qui lui avaient été délivrés par les autorités et cu'il avait en sa possession plusieurs pistolets, des permis de port d'armes, sans oublier six

nom différent. Quand il devint évident qu'Abdullah Carli était de mèche avec la police, et non traité comme un malfaiteur, le ministre de l'intérieur dut démissionner et plusieurs hauts responsables, dout le chef de la police d'Istanbul, furent suspendus de leurs fonctions. Abdullah Catli était connu pour être une figure de premier plan des Loups gris, une organisation ter-roriste et néofasciste, née à la fin des années 60. Il avait fait son apprentissage dans des gangs de rue, avant de venir renforcer les rangs des Loups gris, dont il était devenu le ouméro deux en 1978. La même année, il dut plonger dans la clandestinité, quand il se retrouva mêlé au

meurtre de sept militants syndicalistes. C'est le 13 mai 1981 que les Loups gris se firent comaître dans le monde emier. Ce jour-là, Mehmet Ali Agça, l'un des plus proches collaborateurs d'Abdullah

Anteur de The Beast Remeakens, un livre sur la résurgence du fascisme, à paraître en juin chez Little Brown, New York, Londres.

COLLUSION ENTRE FORCES DE SÉCURITÉ, LOUPS GRIS ET MAFIA

## Les liaisons dangereuses de la police turque

UR tous les fronts, le gouvernement turc, dominé par les islamistes, connaît de sérieuses difficultés : inflation persistante, tiraillements autour de la question de la laïcité, tensions avec la Grèce au sujet de Chypre... Au Kurdistan, comme ses prédécesseurs, le premier ministre, M. Necmettin Erbakan, se révèle incapable de trouver des solutions à une guerre qui se poursuit depuis de longues années et qui coûte de plus en plus cher à l'État. Un récent accident de voiture a révélé à une population stupéfaite l'ampleur de la collusion entre les forces de sécurité, l'extrême droite, la Mafia et les milices gouvernementales qui luttent contre la guérilla.

Par MARTIN A. LEE\*

Cathi, tira sur le pape Jean Paul II. Quel-ques mois plus tard, quand Cathi témoigna lors du procès de trois Bulgares et quatre Torcs inculpés dans cene affaire, il avoua avoir donné au meur le pistolet utilisé contre le souverain pontife. Carli avait auparavant aidé Ali Agça à s'échapper d'une prison, où celui-ci purgesit une peine d'emprisonnement pour avoir tué le rédacteur en chef d'un grand

Abdullah Catli entretenait également des liens étroits avec la Mafia turque de la drogue. Plongés jusqu'au cou dans le commerce des surpétiants, les Loups gris servaient d'intermédiaires an patron de la Mafia, M. Abuzer Ugurha.

Alors qu'il enquêtait au début des années 80, sur un trafic d'armes et de drogue entre l'Europe de l'Est et la Sicile, le juge Carlo Palermo, un magis-trat italien basé à Trente, découvrit qu'une quantité importante d'armes de hante précision de l'OTAN passaient en contrebande d'Europe de l'Ocest vers le Proche-Orient. Les livraisons étaient souvent faites en échange de cargaisons d'héroine qui, avec l'aide des Loups gris et d'antres trafiquants, pénétraient ensuite en Italie du Nord, où elles étaient récupérées par des hommes de main de la Maña, puis envoyées en Amérique du Nord. La morphine turque a ainsi alimenté l'essentiel de la filière sicilierne, qui inondait alors les Etats-Unis et

l'Europe avec de l'héroltre pure. Ce vaste trafic attirait comme un aimant les agents des services secrets des deux bords. Kintex, une entreprise d'Etat d'import-export, basée à Sofia et spécialisée dans le commerce des armes, jouait un rôle primordial. Elle était truffée d'espions bulgares et soviétiques, ce qui accrédita la thèse selon laquelle le KGB et ses acolytes bulgares, étant donné leurs relations étroites avec la Mafia turque, avaient réléguidé le complot contre le pape (1). Mais les services de renseignement occidentaux missient également sur Kintex; la CIA milisa cette entreprise pour achemioer des armes aox

« contras » dn Nicaragua. Dans sa déposition devant la justice à Rome, en septembre 1985, Abdullah Cath affirma qu'il avait été contacté par le service d'espionnage ouest-allemand (BND), lequel his aurait promis une somme d'argent rondelette s'il impliquait les services russes et bulgares dans l'attentat contre le pape. Six ans plus tard, l'ancien analyste de la CIA, M. Melvin A. Goodman, révéla que ses

rieurs, avaient falsifié leurs comptes-ren-dus pour donner de la crédibilité à l'accusation. « La CIA n'avait pas de preuve à ce sujet », déclara-t-il le 25 sep-tembre 1991 devant le comité sur le renseignement du Sénat américain. La thèse de la « filière bulgare » o'en renforça pas moins l'image de l'URSS comme empire du mal, tout en dénoumant l'attention des liens entre les services de renseignement américains et l'extrême droite turque.

Le responsable de l'antenne de la CIA à Rome au moment de la fusillade contre le pape, M. Duane Dewey Clarridge, avait été en poste à Ankara. Il s'y trouvait dans les années 70, quand les Loups gris commirent une vague d'attentats qui coltèrent la vie à des milliers de démocrates et de Kurdes. A cette époque, les Loups gris opéraient avec la bénédiction et la protection de l'Organisation de la contre-guérilla, une section du département des opérations spéciales de l'armée turque. Ce département - installé dans le bâtiment de la mission d'assistance militaire américaine à Ankara - recevait des

La Realpolitik de l'époque de la guerre froide obligea les Loups gris et leur parrain ture, le Parti d'action nationale, d'accepter une alliance discrète avec l'OTAN et la CIA. Avec à sa tête le colonel Alparslan Türkes, cette organisation défendait une idéologie panturque, réclamant le retour de territoires de l'URSS sous la bannière d'un empire

Pendant plus de quatre décennies, l'importance stratégique de la Turquie a tenu au fait qu'elle était pour l'Occident le rempart le plus à l'est contre le bloc soviétique. La CIA utilisait des partisans de la Grande Turquie pour amiser les passions antisoviétiques an sein des minori-tés torques musulmanes en URSS, Bien que cette politique soit devenue caduque en 1991, elle avait permis l'implantation des Loups gris en Asie centrale. Si bien qu'après, les croisés de la Grande Turquie se répandirent dans les territoires de 'ancienne Union soviétique. Certains devinrent conseillers des gonvernements

comme organisateur d'un escadron de la mort destiné à mener la sale guerre contre les Kordes (4.) En échange de la coopération d'Ankara durant la guerre du Golfe, Washington fermait les yeux sur les bombardements de l'aviation turque contre les bases kurdes en territoire ira-kien. De même, les escadrons de la mon antikurdes purent assassiner en toute impunité phis d'un millier de civils dans le sud-est de la Turquic. Des violations évidentes des droits de l'homme perpé-trées par les forces de sécurité turques furent dénoncées par Human Rights Watch, Amnesty International et le Parle-

L'accident du 3 oovembre 1996 devait révéler le rôle de Catli dans la persécution des Kurdes. Dans les débris de la voiture se trouvait la preuve de ce que de nombreux journalistes et militants des droits de l'homme soupçonnaient depuis longtemps: les gouvernements successifs turcs avaient protégé des narcotrafiquants, abrité des terroristes et financé des gangs de tueurs pour éliminer dissi-

dents turcs et rebelles kurdes. Le colonel Alparslan Türkes le confirma d'ailleurs : « Catli a coo-péré dans le cadre d'un service secret travaillant pour le bien de l'Etat (5). » Quant à Mª Tansu Ciller, l'actuel ministre des affaires étrangères, elle prit également sa défense : « Je ne sais pas s'il est coupable ou non, mais je me souviendrai toujours avec respect de ceux qui ont fait feu ou ont été blessés, au nom de ce peuple, de cette nation et de cet Etat (6). »

Réclamant une enquête poussée, 80 membres du Parlement ture out pressé le procureur fédéral de poursuivre M= Ciller pour illicites. L'accident de voiture de Susurluk, firentils valoir, offrait une occasion historique de tirer au clair des affaires de

meurtres, de trafic de drogue et d'armes longtemps étouffées. Ce scandale a stimulé la presse turque. Mais nombre de journalistes qui enquêtaient sur les liaisons dangereuses entre trafiquants d'héroine et de hauts responsables de la police ont été assassinés par des escadrons de la mort au cours de ces dernières années. Quant aux procureurs. ils ont toutes les peines du monde à résister aux pressions de leurs supérieurs. Interrogé, le département d'Etat américain déclare o'avoir aucun commentaire à faire sur l'affaire de Susurluk. Une affaire purement intérieure turque, rien

fonds et bénéficiait d'entraînement de Autorisé à remendre ses activités politiques, malgré la peine de prison (écour-tée) purgée dans les années 80, le colonel conseillers américains. Il s'agissait de Türkes se rendit ainsi en 1992 dans l'Azerbaidjan indépendant, où il fut accueilli en héros. A Bakou, il appuya la candidature du sympathisant des Loups gris, M. Abulfaz Elchibey, qui fut ensuite

créer des escadrons clandestins, formés de civils supposés rester en retrait et mener des actes de sabotage dans l'hypo-thèse d'une invasion soviétique, sur le modèle répandu dans tous les pays de l'OTAN (2). Mais, en fait, ces agents se concentrèrent sur des cibles intérieures. élu président. Ce dernier choisit comme ministre de l'intérieur M. Iskender Ancien procureur militaire et membre Gamidov, un extrémiste incontrôlable de la Cour de justice suprême turque, affichant son appartenance aux Loups M. Emir Deger a établi la preuve de la gris et plaidant ouvertement pour la créacollaboration entre les Loups gris et les tion d'une Grande Turquie qui compren-drait le oord de l'Iran et s'étendrait forces antiguérilla du gouvernement ainsi que les liens très étroits entre ces jusqu'à la Sibérie, l'Inde et la Chine. Il dernières et la CIA. Ces unités paramilifut force de démissionner en avril 1993 taires clandestines étaient chargées de la après avoir menacé l'Arménie d'une traque et de la torture de l'extrême attaque nucléaire. gauche, si l'on en croit M. Talat Turkan, un haut responsable militaire en retraite,

Abdullah Carli sortait alors de plusieurs années d'emprisonnement. Evadé en 1990 d'une prison suisse, il rejoignit le

(1) Lire Gilles Perrault, « La grotesque et pitoyable fable de la filière bulgare ». Le Monde diplomatique, mai 1987. (2) Lire François Virrani, « L'halie, un Ban de "souverainesé limitée" ». Le Monde diplomatique,

6cembre 1990.
13) Info-Turk Bulletin. Bruxelles, février 1993.
(4) Info-Turk Bulletin, décembre 1990.
(5) The New York Times. 19 décembre 1996.





auteur de trois livres sur leurs activi-

### NUAGES SUR LE PAYSAGE

## Quand la gauche italienne.

'ALLEMAGNE acceptera-t-elle que l'Italie prenne, dès 1999, le train de l'euro ? Du scepticisme exprimé par les représentants allemands à Davos aux assurances données par le chancelier Helmnt Kohl au président du conseil Romano Prodi, en passant par les rumeurs de compromis, cette question a suscité, en février, une vive tension entre Bonn et Rome, mais également an sein de la coalition au pouvoir en Italie depuis avril 1996. Car la gauche italienne a tout misé sur l'Europe. Au point de perdre son identité et de favoriser les forces de droite, voire le sécessionnisme d'un Umberto Bossì?

### Par notre envoyé spécial PAOLO RAFFONE \*

On a coutume, burs d'Italie, d'accoler l'étiquette « néocommuniste » au Parti démocratique de la gauche (PDS). Si elle rappelle l'origine de cette formatinn, née en 1991 de la mutatinn du Parti communiste italien (PCI), cette caractérisation ne reflète en rien la réalité d'une organisation qui, depuis avril 1996, gouverne la péninsule avec l'aile éclairée de la buurgeoisie italienne. cathnlique et laïque. Dans la coalition dite de L'Olivier, son emblème, le PDS comme son congrès l'a ennfirmé –

apparaît plutôt comme une furce social-démocrate modérée, qui a su, de sur-croît, se ménager l'abstention critique de l'autre béritier du PCI : le Parti de la refondatinn cummuniste (Rifundazinue comunista), que son premier secrétaire, M. Faustn Bertinntti, présente comme « une drôle de bête » (1). Quant aux socialistes italiens, revenus à l'alliance avec le PDS, ils tentent de faire oublier la fin ignominiense du PSI, dont l'ancien dirigeant, M. Bettinn Craxi, a fui en Tunisie pnur échapper aux rigueurs de la justice (2).

Quelle est la politique menée par le gouvernement de M. Romann Prodi? Ses princités diffèrent peu de celles des antres gnuvernements nuest-européens : assainir les finances publiques, assouplir la bureaucratie d'Etat et améliorer l'image de son pays. Snn but stratégique est clair : preodre - malgré les résistances de certains groupes d'intérêt en Europe, mals avec le soutien de la France – le train de l'euro, et dans le premier wagon. A tout prix.

Au-delà, L'Olivier entend réformer globalement l'Italie. La remise en canso de l'Etat-providence se conjugue avec une politique éconnmique fondée sur la

\* Chercheur et journaliste, Munich.

privarisation de pans entiers de l'économie et la réduction drastique de la dette publique, sur fond de fédéralisation des institutiuns. Autant d'urgences qui s'expliquent, selon les dirigeants, par la

singularité de leur pays. En Italie cumme en Allemagne, l'unité nationale ne s'est réalisée que dans la seconde moitié du XIXe siècle. Construction d'intellectuels, elle n'a pas enthnusiasmé - c'est un euphé-misme - la masse des habitants, qui unt Inngtemps continué à se définir d'abord

cnmme Tuscans (vnire Finrentins nu Siennnis), Vénitiens, Napolitains ou Siciliens. Qui plus est, elle n'a pas résulté de l'adhésion des provinces à un Etat central, mais de la cnnquête militaire de par le Nord. Avec ses soldats, puis ses functionnaires, ce dernier a imposé un modèle inspiré de l'Etat napoléonien.

Le retard et, plus encure, les conditions très particulières dans lesquelles s'est accompli le Risorgimentn n'ont évidemment pas été sans conséquences sur le déve-Inppement des institutions et de la vie politique. Le centralisme à la française correspondait un ne peut plus mal à l'extraordinaire diversité des situations économiques, sociales et politiques régionales, comme au foisonnement de traditions culturelles dans un pays éclaté. Pis :

dans leur volnnté de moderniser le pays, les nationalistes n'enrent de cesse de combattre toute forme de « séparatisme » pour mieux affirmer l'identité nationale. Mais, en même temps, ils ne disposaient pas d'un projet de déve-loppement fondé sur un compromis social entre classes, régions et villes.

Voilà la source de cette situation de conflit permanent et durable entre réali-tés contradictoires qui caractérise l'Italie et que seule, peut-être, une solutinn de type fédéral aurait permis de surmonter. Au contraire, la droite - dans ses composantes libérale comme autoritaire - s'est arc-boutée sur une dominatinn de caractère préindustriel. Que la gauche, socialiste comme communiste, s'est efforcée de questinnner, en mettant l'accent - mais sans effet réel - sur l'envers de ce modèle : questinn méridionale, répartition de la terre, droits des travailleurs, égalité, solidarité et justice sociale...

Vingt ans durant, le fascisme a réprimé cette conflictualité structurelle de la société, donnant une réponse autoritaire à la question de l'identité italienne et imposant un modèle natinnal uniforme. Mis à genoux par l'aventu-risme de Benito Mussolini, le pays

retomba, à la Libération, dans l'antagonisme économique, social, politique, sans disposer d'une véritable structure étatique. Mais cette faiblesse encouragea la naissance d'une « démocratic des partis ». Dans l'immédiat après-guerre, l'Assemblée constituante s'efforça. pour la première fnis, d'élaborer le compromis social qui faisait défaut au pays, avec la participation active des forces cathuliques, marxistes et laïques.

A partir de 1948, la guerre froide met

fin à ce « patriotisme constitutionnel ». L'unité des forces antifascistes a vécu et, de la Résistance, il ne subsiste que le mythe. L'appartenance de l'Italie à l'Alliance atlantique exclut la gauche du gouvernement. Et il en ira ainsi jusqu'en 1995! La péninsule comptera une quarantaine de gouvernements de centre droit autour de la Démocratie chrétienne (DC). Incapable d'avancer no projet d'ensemble, celle-ci règne par biais d'un système de connivences, de cooptations et de redistribution clientélaire du revenu national. D'où une dette publique qui, calculée par habitant, dépasse celle des Etats-Unis. Croissance et paix sociale ont été assurées au prix d'une grave bypothèque sur

Terrorisme, complitts des services secrets, tentation du coup d'Etat : les années 70 voient la démocratie menacée, et mettent en lumière les blocages structurels. Faute des réformes indispensables, le pays s'enfunce dans l'impasse : les partis se partagent fonc-tions et marchés, la corruption se généralise, l'appanyrissement économique et culturel va de pair avec un recul de la civiltà (civilisation, mais aussi savoirvivre). Et, tandis que la droite rate la modernisation sociale, économique et institutionnelle du pays, la ganche se divise en trois courants : radical, avec la ganche du PCI et des groupes comme Democrazia proletaria, Lotta continua et autres ; migliorista, à l'intérieur du PCI, plus ouvert aux compromis avec les gonvernements en place; réfor-miste, comme le PSI, lancé – avec succès, pour un temps - dans la construction d'alliances susceptibles de lni nuvrir les portes du pouvoir.

L'effondrement du communisme va coïncider, en Italie, avec celui, scandaleux, de la « première République ». Le débat, difficile, qui s'amorce sur la reconstruction de l'identité nationale débouche sur des réformes visant à adapter les politiques économiques et sociales aux critères de l'Union européenne. Mais ces premiers pas n'empêchent nullement la crise des valeurs de rester au centre de la vie politique, minant tel un cancer la société civile comme son système légal.

Bray Hadi

ME FILE STATE

12 1 1 to

EE

TENT T

المستدي

1885 ₹ 1537 · ^ . .

مستقراط وليا

BEE TO RELEASE

Care The

BET GE DELLA

Dentit

- T

Bhline . . .

mides de La

70 L

Mary on -

MENTS IN

M Breeze Day

the second

for total

de etce

a.zezz

SEPT.

DEM F CITY

Figure de proue et médiateur des pobtiques conservatrices pendant un demisiècle, la DC a disparu. Mais les quatre droites qui se disputent - ponr reprendre la classification de Norberto Bnbbin (3) - l'héritage démocrate-chrétien partagent le même refus d'une démocratie moderne. An point que M. Massimo D'Alema, le numéro un du PDS, a pu dénoncer « l'inexistence en Italie d'une droite européenne » telle qu'elle s'est structurée ailleurs (4). De

(1) Sauf Indication contraire, les citations de cet article ont été recreillies directement par l'auteur en décembre 1996.

(2) Aux élections législatives d'avril 1996, les formations de L'Olivier out obtouu respectivement : le Parti démocratique de la gasche ZLI % des voix, Rifondezione comunista 8.6 %, les socialistes 0.2 %, les Verts 2.5 % et les cetholiques du Parti populaire italien (allié à l'Union démocratique) 6.8 %.

(3) « Dove porta la marcia di D'Alema», La lampa, 6 février 1995. (4) Les citations de M. Massimo D'Alema son tirées de son livre Un paese normale – La sinistra e i futuro dell'Italia, Mondadori, Milan, 1995.



AUX OBSÈQUES DE PALMURO TOCLIATTI, AOÛT 1964 One rede-t-il du nius poissent parti communiste d'Occident?

## La longue marche de M. Bossi

**TOMAS** MIGLIERINA \* ONNE onnée, mois seulement à la Padanie. En 1997, nous réglerons nos camptes. » Avec la brutalité verbale qui le caractérise, M. Umberto Bussi a présenté ainsi ses vœux, le 31 décembre 1996, dans le anntidien La Stampa... Et le secrétaire de la Ligue du Nurd de menacer : « Ou on aura des réponses démocratiques (...) ou on trichera, et alurs la Padanie sera de plus en plus occupée par les terrnni » - les « culs-terreux », cnmme certains Italiens du Nnrd appellent leurs enmpatrintes du Sud.

Réginn aux cnntours incertains (1). la Padanie a déclaré son « indépendance » le 14 septembre 1996, à l'occasinn d'une manifestatinn specta-culaire menée de la snurce du Pô jusqu'à la lagune vénitienne. Selnn M. Bassi, 2 millinns de persuunes y nnt participé - 130 000 au grand maximum, d'après les nbservateurs. Affranchis de l'esclavage de Rnme, les dirigeants nurdistes espèrent négocier une séparatinn pacifique, mais prévnient unilatéralement un « référendnm d'autndéterminatinn » le 20 avril prochain – tout en avancant à leur congrès de février le mnt d'nrdre de « sécessinn consensuelle •...

D'ores et déjà, la Padanie a son « gnuvernement » et snn « parlement », farmés de députés et de sénateurs de la Ligue dn Nnrd. Elle dispose même d'une armée... sans armes : la « garde natinnale », l'ancien service d'nrdre de la Ligue affublé d'uniformes verts et placé sous la direction d'un ex-ministre de l'intérieur. M. Roberto Maroni. « Une ormée du sourire », affirme M. Bossi, qui se prend pnnr Gandhi - il le présente cnmme un sécessinnniste, cnmme d'ailleurs, depuis peu, Garibaldi ! An quartier général des Blnuses vertes, la police, lors d'une perquisition, n'a

plaires dn texte de Vo pensiero. I bymne « national »...

trouvé que des tracts et des exem-

Bref, la Padanie est un mythe, mais qui prend enrps dans la tête des gens : elle est partout, dans les juurnaux, à la télévisinn, dans les déclarations de ses ennemis, dans les librairies et même... devant les tribunaux - M. Bossi est l'objet de plus de cent trente procès, dant les matifs vont de l'injure à la reconstitutinn du Parti fasciste...

Autrefnis functinnuaire de l'Automnbile Club, ancien chanteur et poète, ex-play-boy. M. Umberto Bossi est né il y a cinquante-six ans dans un petit village proche de Milan. Comme un prestidigitateur, il a sorti de sun chapeau, no jour de juillet 1995, une belle image unte simple : celle dn Pô, le plus lnng fleuve d'Italie, dnnt la plaine est la plus fertile de la péninsule, mais qui charrie aussi jnur après jnur tant de détritus. La Padanie indépendante ressemble nu Pô : il lui faudra réculter des tnrrents de frustrations et écnuler les détritus du mécantentement pour danner naissance à quelque chose de nnu-

L'image a cnnnu un immense succès. Le juur même nu M. Bussi lisait à Venise sa déclaration d'indépendance d'ailleurs calquée sur le discnurs indépendantiste québécnis, en Bosnie-Herzégovine se déroulaient les premières électinns politiques de l'après-guerre. Et des représentants du gnuvernement de Sarajevn demandèrent à l'ambas-sade italienne quelles avaient été, an Mnyen Age, les frantières de... la

M. Bussi est le « juueur de fifre du Nord », affirme depuis langtemps le juurnaliste Pauln Rumiz dans le qunidien Il Piccolo de Trieste; avec son imagination et son sens de la formule pnpulaire, il a vaincu l'ostracisme médiatique du système. L'irrésistible montée en puissance du monvement frappe dnnc d'autant plus que le rapport de forces ne lui était pas favnrable : d'un côté, la Ligue, ses mythes grnssiers et ses « nnuveanx Bar-bares »; de l'autre. la classe politique avec ses movens d'information. Boursoufiés d'arrogauce, dirigeants et journalistes n'ont pourtant pas été à la hau-

Si le débat politique, en Italie, n'a guère changé d'objet, sa forme s'est transformée, sous l'infinence do modèle américain. Faute de cnnvictinns idéningiques, la plupart des bummes pulitiques brassent les mêmes phrases creuses, sans amour ni passinn. Jusqu'à la ganche, qui, parvenne au gnnvernement, a rangé son drapean. L'imaginatinn, certes, n'a jamais été au pouvnir, mais elle ne fleurit même plus dans l'inpposition. Le secrétaire de la Ligue du Nurd, lui, fait incuntestablement prenve d'inventivité, même si le résultat n'est pas raffiné. Et c'est ce qui l'a fait sortir du néant. « Révulutionnoire », M. Bussi? Sans donte, mais dans le genre Cnlucbe et nnn Che Gnevara. Rien d'étonnant qu'il ait séduit une bonne partie des jeunes électeurs. Ce n'est pas nnn plus un hasard si la a garde natinnale e de la Padanie est formée d'bommes de vingt ans -et pas seulement de bergers de la réginn de Bergame, comme persifient ses

La bingraphie du dirigeant et l'histnire du mnuvement sont aussi riches en faux mythes qu'en vrais men-sunges. M. Bossi a fêté trois fais sa maîtrise sans avnir jamais terminé l'université. Il assure avoir été chirurgien-dentiste, mais nul ne s'en sou-vient. En fait, l'bnmme n'a jamais eu d'emplni fixe, et sa visinn de la réalité semble pour le mnins « élastique ». D'ailleurs, il ne tolère pas les dissidents, et le degré de démocratie de son parti est procbe de zéro. De tnute façna, à la Ligue - nbserve l'un de ses meilleurs connaisseurs. M. Ilvn Diamanti (2) -, il n'y a pas d'autre dirigeant que M. Umberto Bossi: seuls comptent le chef et sa base. Les cadres? Des exécutants, sélectinnnés pour leur nbéissance au chef, et dnnc

leur médiocrité... En cas de conflit interne, pas de médiatinn : les cullaburateurs en désaccurd n'ont d'autre chnix qu'un

départ rapide, snavent dramatique. Plusieurs enmpagnans de la première beure en savent quelque chose. Lorsque, en 1989, les Ligues régionales (de Vénérie, de Ligurie, de Toscane, d'Emilie-Romagne, du Piémont) se fédèrent avec leur bomolngue lombarde puur dnuner naissance à la Ligue du Nnrd, elles snnt balayées en quelques années, et leurs modestes dirigeants du même enup, par l'encumbrant chef charismatique. Même la plus ancienne, celle de Vénétie, n'y échappe pas – sa créatinn remnntait pourtant à 1980, une époque nà M. Bussi balbutiait encure en matière de fédéralisme...

Longtemps, le chef fut rééln à la tête de la Ligue à main levée. Quand il se

risqua au vnte à bulletin secret; il obtint un pourcentage soviétique. S'il a accepté l'existence de courants, c'est - il l'avone dans son livre Toute la vérité (3) – pour pouvoir joner sur plu-sieurs claviers. Face à ses militants, le secrétaire du dernier parti de masse italien se pose en homme au-dessus de la mêlée politique, investi d'une mission populaire. D'ailleurs, ne refuset-il pas le clivage, dépassé, entre gauche et droite? Seul compte le combat du (bon) fédéralisme contre le (mauvais) centralisme. Aux adversaires et aux indécis, il se présente comme un démocrate, soucieux de modérer la grogne. Et d'affirmer avoir, par deux fais, empêché le Nord de

recourir aux revulvers...

### La Padanie fait vendre

'HISTOIRE des idées de la Ligue le mot d'ordre de sécession dans les premiers tracts de la Ligue lombarde, en 1982, lorsqu'elle s'implante dans les petites villes préalpines. A l'époque, l'indépendance vaguement revendiquée sert de moyen de pression. Explnitant les difficultés sur le terrain, en premier lien le poids du fisc, M. Bossi attise la révulte contre « Rome la voleuse » et accuse les Méridionaux de coloniser l'appareil d'Etat. Au lien de lui répondre avec des faits concrets, les forces pulitiques traditinunelles se

Aux élections du 5 avril 1992, la Ligue trinmphe dans le Nord. Même dans ses forteresses, telle la Vénétie, la Démocratie chrétienne s'écroule, et avec elle la « première République ». Le parti de M. Bossi, lui, arrive en tête dans les grandes villes du Nord, en premier lieu Milan, et frôle nationalement les 8 %. Nnuvelle victoire lors du scrutin du 27 mars 1994 : 117 sièges à la Chambre et 60 au Sénat. Associée au gouvernement de M. Silvin Berlusconi, la Ligue abandonne ses singans sécessinnnistes pour revenir an discours fédéraliste. Mais la gestion gonverne-

mentale en alliance avec l'empereur de la télévisinn comporte, M. Umberto Bossi s'en rend vite compte, de graves risques pour le mouvement. Fruit des recherches en marketing mises au service de la manipulation d'une opinion désorientée, le parti de « Son Eminence ». Forza Italia, est assez « nordiste » et conservateur pour lui nuire.

Chaude alerte aux élections européennes de juin 1994 : la Ligue recule nettement. Il faut rompre avec M. Berlusconi, avant que ce dernier n'en prenne l'initiative. En quelques mois, M. Bossi impose cette volte-face aux siens, et, en décembre, il fait tomber le gouvernement. Pour la première fois, une partie de sa base renâcle. Alors que chacun pronostique la fin du mouve-

(1) Nul ne sait où passe la frontière de la Pada-nie : au nord de Bologne ? au sud de Florence ? ou currément le long du Pô, comme le prétendent les plus extrémistes ?

(2) Professeur d'université, M. Dismanti est notamment l'auteur de La Lega: geografia, storia. sociologia di un soggetto politico. Douzelli, Rome, 1995, et il Male del Nord. Lega, localismo, secessione, Douzelli, Rome, 1996.

(3) Tutta la verità. Perchè ho partecipato al overno Berlusconi. Perchè l'ho fatto cadere-lovè voglio arrivare, Sperling et Kapfer, Milan, one

حكدا من الاصل

N VEST LES · garde Car . plen date . eartie. The 02. Ly=:. force in a de la companya de la MAL ... COLUMN TO A STATE OF THE PARTY 0000000 meeting. ar Terra vers le séparatis grand and a Sa 2012 J. . . . etem : adations:

## AGES SUR LE PAYSE

ing comming Thing ... \* \*\* \*\* \*\* \*\* \*\* A STATE OF ST. where Miller at ME MEN IS NOT -Marie A 19 CO -A Paper 4 THE BESTELL OF S 100 11 1 1000 1 A CHARLES d. asternal The Alberta is Y store. THE PERSON NAMED IN



Principal Section (Section)

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

Market State State of Land

Marie To the State of the State

A Marie and the same of the same of

der greet heriden in spreet

Action to the state of the stat

The same was a second

the second of the second

Water to the same of the same

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Schlift to felle ...

Marie America A. Street

## rche de M. Bo

· · La Padamir

7 Established to the second seco The state of the s ----and the second 20 MENTS 4 4 40 4 1.0 10.4 To 10.7 Let 1 diameter Librer See . . . ----

T. T. T.

The second

The Property

The second second second

Granders.

and the second

jun we.

. t. a . .

and the second second

10 mm (4)2

......

. .

1.4 1 2. 16

100.0

. . . .

-

4.2

J - 15

t tialu - 🍎

· \*4.7 · 622

AND THE PERSON

1000 No. 1000

bont de souffile, fonction publique ineffi-cace, économie paralysée par les grandes familles, comuntion systematique... Ce retard sur les autres pays européens, L'Olivier l'a transformé en argument de bataille. Et c'est au nom de l'Europe que le gouvernement donne le coup d'envoi de réformes structurelles qui, sans cela, ne passeraient pas. Pour M. Massimo D'Alema, il s'agit de « bâtir un avenir sûr » dans lequel « la justice sociale sera une garantie de sécurité pour les citoyens et la condition de la croissance économique ». Toute-fois, avertit le numéro un du PDS, si la coalition ne réussit pas, non seulement à résister à la droite, mais à devenir le moteur du progrès, elle court à sa perte. Ce discours, observe M. Fausto Bertinotti, est l'expression du « courant libé-ral » de la gauche italienne, que le diri-geant des Refondateurs communistes

Distinction pertinente. Le PDS, selon M. Massimo D'Alema, appartient à la gauche européenne » et « participe de plein droit à la famille du socialisme européen, travailliste et social-démocrate ». Il rassemble, précise-t-il, « différentes âmes de la gauche qui ont en commun le choix de la démocratie politique: l'abandon du mythe de la construction d'une autre société, la conviction que le capitalisme est un mode de production et non une religion, que l'initiative privée crée la richesse mais que le marché ne satisfait pas tous les besoins, que l'intervention publique

oppose au courant, minoritaire, de la

# che italien perd son âme perd son âme

fait, qu'elle soit classique (Alleanza nazionale) on néolibérale (Forza Italia, de M. Silvio Berlusconi, chrétiens-démocrates unis et Centre chrétiendémocrate), la droite refuse toujours de réformer l'État et l'économie. Les gouvernements de M. Berinsconi, maître en propagande mais incapable de juguler le désordre économique et institutionnel, vont en particulier, aux yeux des tenants des accords de Maastricht, faire perdre à

l'Italie un temps précieux pour son întégration dans l'Europe.

C'est cette absence de forces conservatrices stables et modérées qui a poussé la gauche italienne à occuper un espace beaucoup plus large. Ainsi s'expliquent la naissance de L'Olivier comme le « pacte de résistance » conclu avec Rifondazione comunista. Cene large alliance est assurément à l'origine de la dérive de toute la gauche italienne.

### Des bases sociales différentes

L'ITALIE dont herite, en avin 1990, M. Romano Prodi ressemble à 'ITALIE dont hérite, en avril 1996, peut s'effectuer sous la forme non du vieil étatisme, mais de la régulation par « une fusée à cheval », selon l'expresle marché ». sion de M. Massimo D'Alema, tant elle La gauche radicale dont se réclame se désagrège (5) : poussées séparatistes (voir l'article ci-dessous), institutions à M. Bertinotti se considère, elle, comme la seule « force critique du capitalisme et de la mondialisation ». Elle cherche, certes, à combiner croissance éconnmique et hien-être social, mais entend « résister à un modèle de modernisation qui serait un facteur de régression de la civilisation européenne ». Membre du secrétariat national de Rifondazione commista, M. Franco Giordano décèle dans les options économiques du PDS (et de l'Internationale socialiste) une « logique néolibérale », et dans sa politique sociale une « accentuation de la rigueur ». Pour hi, L'Olivier « tourne le dos à l'enjeu central de la social-démocratie, la redistribution ». Conclusion de M. Bertinotti : si les deux gauches italiennes divergent, c'est qu'elles « représentent des bases sociales différentes: les classes moyennes pour le PDS, la classe ouvrière, les exclus et les

A ces piques, le PDS répond avec « gauche antagoniste », lequel ne soud'antant plus de modération que la sur-vie de la coalition dépend... des élus tient que ponctuellement le gouvernerefondateurs. Ainsi M. Cesare Salvi, le président des sénateurs du PDS, attribue à Rifondazione une politique « critiible, mais cohérense » qui, grâce au très médiatique numéro un, parvient à « souligner les vrais enjeux et à promouvoir des idées modernes ». Cependant, enchaîne t-il. le programme du gouver-nement ne peut qu'être « social-démo-crate et modéré» : il lui fant prendre en compte les différentes composantes de L'Olivier. Opposé au cours « ultralibé-ral de la droite », il envisage, comme l'a écrit M. D'Alema, un « capitalisme social, centré sur le grand objectif de la

chémage ». Ce qui « signifie la création d'un nouveau modèle social, brisant avec la tradition de la gauche ».

Attaché à faire marcher, dans cer esprit, le gouvernement comme les juntes régionales, le Parti démocratique de la ganche « risque de perdre le sens de la perspective, reconnaît M. Salvi. C'est pourquoi sa relation avec Rifon-dazione comunista don se situer sur la plan de la coopération, et ne pas devenir conflictuelle ». Il convient en effet d'éviter que l'orientation du gouvernement « ne prévale sur le projet de la gauche » Le PDS, comme auparavant le PCI, s'inspire d'une tradition marquée par le réalisme. Or là se sime justement « la limite du centre gauche ». S'il participe au gonvernement, c'est en fin de compte seulement pour transformer l'Italie en un e pays normal », autrement dit le « faire fanctionner »...

Pour L'Olivier, minoritaire an Parlement comme le PDS l'est dans le pays, la formation d'un gouvernement de centre gauche appuyé par Rifondazione, reléguant pour la première fois toute la droite dans l'opposition, a représenté un incontestable succès. Mais la politique mise en œuvre depuis par le président du conseil a suscité un profond malaise à ganche, et jusque dans les rangs du parti de M. D'Alema.

des travaillistes britanniques de M. Tony Blair, estime le numéro un de Rifondazione. « Engagées, explique-t-il, dans une compétition de longue durée », les deux gauches italiennes oe sauraient s'accorder sur un même projet, encore moins former un seul parti. D'une tout autre nature est le « pacte de résistance » les unissant actuellement. Sa rupture conduirait à une « grande coalitioo » entre le PDS et Forza Italia. M. D'Alema n'a-t-il pas souvent réaffirmé son désir d'une entente avec la droite qui donnerait aux réformes envisagées la large majorité parlementaire et sociale nécessaire (6) ? Cette hypothèse, la gauche radicale l'écarte : Rifondazione en tirerait vraisemblablement un grand bénéfice électoral, mais elle se retrouverait isolée.

Son « réalisme » s'apparente à celui

Or, elle l'est d'ores et déjà sur la perspective européenne. Les « refondateurs » se présentent comme une « solution de rechange au modèle maastrichtien. L'Italie ne peut pas faire cavalier seul, elle o besoin de l'Europe, reconnaît M. Bertinotti. Mais actuellement, l'Italie n'est pas encore entrée en Europe, c'est l'Europe qui est entrée en Italie ». Autrement dit, dans la péninsule comme ailleurs, « le monétarisme de Maastricht ruine le compromis social européen ».

### Double défi pour M. Prodi

F AUTE d'alliés sur ce thème en Italie. les « refondateurs » communistes en trouvent à l'étranger. « Riche en innovations politiques et culturelles », souligne M. Giordano, leur démarche rencontre celle de nombreuses forces radicales à travers tout le continent, en particulier Izquierda Unida en Espagne et un SPD allemand à la recherche des « meilleures valeurs de la social-démocratie européenne ». Cette mité d'action « pour empêcher l'avenement du modèle social américain ». Rifondazione y travaille alors que, note M. Giordano, « les autres formations politiques abandonnent total projet d'alternative ». Il faut agir au niveau coropéen pour, « à défaut d'imposer une transformation sociale radicale, défendre au moins les idées de justice, d'égalité et de solidarité ».

C'est à un double défi qu'est confronté le gouvernement Prodi. S'il lui faut assurer le fonctionnement normal de l'Italie tout en l'intégrant à l'Europe, il doit aussi

pour reprendre la récente mise en garde d'Eugenio Scalfari, le fondateur de La Repubblica (7) – « sauver la gauche italienne du suicide ». Sans donte cohérent, le réalisme cher au PDS o'en risque pas moins d'accentuer son glissement vers le centre. Et sa stratégie d'adaptation (aurait-il pn en choisir une aurre, face à cette droite-là?) menace de dilucr dans une coalition centriste les valeurs d'une gauche dès lors incapable de préserver son identité politique et son autonomie

### PAOLO RAFFONE.

(5) Lire Pietro Ingrao, « Précirire recomposition du paysage politique en Italie », Le Monde diplomatique, avril 1996.

(6) La formation, fin jurvier 1997, d'une commission « bicamérale » pour les réformes institutionnelles, présidée par le naméro un du PDS et bénéficiant du soutien du PGI de la liberté, et de M. Berlaveoni en particulies, bien qu'inséparable de la recherche du « consessus » indispensable pour une réforme fondementale du pays, va exacuement dans la direction redoutée par Rifondazione et combattue par la Ligue du Nord.

(7) Le 22 décembre 1996.

(7) Le 22 décembre 1996.

## vers le séparatisme

ment, il parvient à se maintenir aux élections administratives d'avril 1995. Son autorité ainsi confirmée, le grand dirigeant voit ceux qui avaient douté de sa clairvoyance venir quémander publiquement son pardon...

Et la Ligue enfourche à nouveau le seul cheval de bataille sur lequel elle ne craint la concurrence d'aucun antre parti: la sécession. « Le Nord s'en va. 70 % du Nord est pour l'indépendance », annonce, le 25 juillet 1995, M. Bossi. Voici revenne la rhétorique originelle - contre les fonctionnaires méridionaux, les immigrés non communautaires, bref tous ceux qui semblent différents -, et, avec elle, les dérapages. M. Erminio Boso, chef du courant sécessionniste de la Ligne, suggère de « faire monter les nègres dans des Hercule militaires et les renvoyer chez eux », au nom de la « défense de la race blanche » (4). A Vérone, le conseiller municipal Romano Bertozzoun, il est vrai immédiatement exclu, propose de castrer les homosexuels. Comme un signal de la Ligue à l'opinion : nous sommes sortis de Rome et revenus aux sources, dit-elle en substance.

Un an plus tard, le 4 mai 1996, naît le Comité de libération de la Padanie. Le mythe est double : la « terre promise ». qui fait son apparition dans la bouche du dirigeant, se conjugue avec la référence à la Résistance. Lorsqu'il n'invente pas, M. Umberto Bossi récupère. Comme avec son contre-gouvemement, en italien governo umbra, qu'il préfère néanmoins baptiser « gouvernement soleil » - d'antant que le soleil des Celtes figure sur le drapean de la Padanie. Tout est bon au héros de . l'« autodétermination des peuples »...

Sur la route de la sécession, le chef des nordistes a perdu un antre groupe de dissidents, dont M= Irene Pivetti, ancienne responsable des rapports de la Ligue avec le monde catholique et exprésidente de la Chambre. Le chef de la Ligne a toujours entretenn des relations difficiles avec l'Eglise catholique, mais qu'importe : en dépit des attaques des évêques et de l'Osservatore Romano. les thèses du mouvement rallient nombre de curés du Nord.

Paradoxalement, la Ligue met à profit les défants de sa « communication ». Ses déclarations fourmillent de faits historiques inventés, d'inexactitudes, de détails incongrus, mais les médias, eux, publient tout : la Padanie fait vendre, car elle a rendu le cirque de la politique italienne encore plus drôle qu'au temps de la Cicciolina, l'ex-star du porno

gauche, c'est-à-dire l'éradication du

cultures critiques pour Rifondazione

comunista ».

devenue députée. Cercle vicieux : M. Bossi et ses amis savent qu'une petite phrase bien tournée leur vaudra la « One »...

La ligne de la Ligue - du moins la dernière en date - est-elle de nature à convaincre les Italiens ? Au vu des sondages, c'est douteux : même dans le Nord le plus profood, la sécession reste



GÉRARD FROMANGER. - « Chent » (Série Allegro, 1982)

une idée très minoritaire (5). A moins que la crise économique, sociale, politique et institutionnelle de l'Italie ne fasse imploser le pays. Plus l'opinion est désorientée, et mieux M. Umberto Bossi sait « vendre » des thèses auxquelles, à l'origine, personne o'aurait cru tant elles semblaient ridicules quitte à jouer même sur le rire ainsi provoqué. Il y a six ans, la Ligue se réduisait à une poignée de carbonari donnant un spectacle digne du boulevard. Désormais, de Turin à Palerme, non seulement on ne parle plus que d'autonomie, mais le terme « fédéralisme » a perdu sa charge subversive et figure dans les projets de réforme présentés par d'autres partis.

La réforme, justement : voilà qui fait peur aux nordistes. Que la Ligue vote cootre ou s'abstienne lorsque le Parlement débat de changements institutionnels aux allures fédéralistes o'a rien d'un paradoxe : tout son pari repose sur l'incapacité de l'Italie à se moderniser. à l'heure de l'intégration européenne. M. Bossi se courrit des échecs de ses concurrents comme des frustrations qo'ils alimentent. Tel est, autour du Pô, le terreau dans lequel l'éphémère Padanie a pris racine. Pour l'arracher, il faudrait que les partis démocratiques parviennent à articuler des propositions novatrices, et que les Italiens réfléchissent en profoodeur ao pacte qui les lie, dooc au sens de mots comme \* Etat ., \* nation », « intérêt oational ».

Habituelle dans bien des pays, cette discussion est insolite en Italie. Ce sera peut-être le mérite de la Ligue de la susciter - après avoir révélé, seloo l'expression de M. Diamanti, « le mal du Nord ». De virus dangereux. M. Umberto Bossi et sa Padanie pourraient alors devenir un vaccin salvateur pour la démocratie. Mais celle-ci at-elle encore, en Italie, un système immunitaire?

TOMAS MIGLIERINA.

(4) Dans un entretien à La Stampa cité par Gian Antonio Stella dans Dio Po. Gli nomini che fecero la Padanta, Baldini & Castoldi, Milan, 1996. (5) Selon les dettiers sondages, seuls 12,5 %, les habitants du Nord sont favorables à l'indépendance de la Padanie. Cf. Le Monde, 18 février 1997.



### EN 1609, PREMIER CAS MODERNE DE « PURIFICATION ETHNIQUE »

IR Richard Fox Vassal, deuxième lord Holland (1773-1840), était englels, riche et célèbrs, ce qui na l'smpècheit pes d'evoir quelques ennuis de santé. En 1802, son médecin lui conseilla un séjour de repos dans un climat sec et salubre. Sir Richard jets son dévolu sur Medrid at s'y installa avec armes et bageges. Au bout da daux ens, le jeune lord avait appris l'espagnol et se préoccupeit de trouver des manuscrits pour le bibliothèque de Holland House, l'imposante mansion femiliela, que l'on peut encore edmirer à Londree. En 1804, il acheta une liasse de documents menuscrits à un certain don feidoro de Olmo. Sir Richerd venait d'acquérir l'acta de naissance du premier Etat reciste de

Homme intelligent et cultivé, lord Hollend na comprit cepandent pas toute le portée des documents qu'il smporta à Londres, se contentant d'inscrire, en tête de la liesse, qu'il s'agissait de « papiers, Mémoires, descriptione et correspondances datés de 1542 à 1610 au sujet des morisques d'Espagne ». « Certains, note-t-il, sont des copies, d'autres des originaux ; parmi ces demiers, il y a quelques lettres de Gonzalo Pérez (père du célébre Antonio) (1) adressées à Philippe II, avec des notes marginales autographes qui constituent lee réponses de ce monarque. »

Le 21 novembre 1989, l'ensembla de ces documents fut mis eux enchères à Londree : il se trouve à présent dens mes archives à Séville, sous le titre générique de « collection Hollend ». L'étude epprofondie de cette collection révèle le teneur d'un débat au sein des plus heutes instances de l'Etat espagnol concernent l'importante minorité hispano-musulmene, convertie de force eu catholicisme. Morisque significit exectement : « musulmen aspegnol converti eu catholicisma ». Le problèma social et politique posé par cette minorité était celul de le plupart des minorités : une eltérité mel tolérée par le meiorité.

Altérité religieuse d'ebord, car les morisques restaiant, en fait, des crypto-musulmans. Altérité Ilnguistique et sociele ausei, parce qu'ils entendalent conserver leur lengue (l'arabel, leure modes vestimentaires, leure hebétudes culineires at hygiániques (ils ne mengeeient pes de porc et ee leveient souvent, choses mel tolérées par les chrétiens de l'époqua), et leurs joure de fête. Parçue, de eurcroît, comme celle d'a egents de l'ennemi étrenger », c'est-à-dire comme des elliés actifs de l'Empire ottomen, l'eltérité des monsques les désigneit d'une menière tangible comme « una menace pour la République chrétienne ».

### Vers l'Etat raciste

'ESPAGNE, depuis l'instauration de l'Inquisition comma partie intégrente de l'Etet (1481-1483) par les Rois Cathollques, evait une vocation religieuse nettement unitaire et normelisée. C'est dire qu'il y eut, en Espagne, une « question morisque » qui, par meints aspacts de ses causes et de ses conséquences, reppelle le « question juive » dea années 30 et 40, et même l'actuelle situation de certaines minorités ethniques en Europa ou ailleurs.

L'intérêt fondamental de le collection Hollend, c'est qu'elle révèle le passage d'un Etat sectaire où un membre d'une crypto-minorité raligieuse avait la possibilité de se convertir pour s'intégrar à le société mejoritaire, à un Etat raciste où cette même minorité deveneit l'objet d'une persécution institutionnelle, eu-delà de toute considération religieuse.

Le premier pes vere l'État reciste fut bien modeste et, en tout cas, antérieur eu document le plus encien de le collection Holland : en 1535, le chapitre de la cathédrale de Cordoue demenda au pape Peul III de sanctionnar l'instauretion d'une condition de « propreté de sang » (limpieza de sangre) pour pouvoir accéder à un poste rémunéré au sein du chapitre. Le pepa refusa, mais le chepitre de Cordoue eut recours eu roi-empareur Cherles Quint. Celul-ci trouva l'idée bonna et fit pression sur le papa pour qu'une telle contrainte fût eppliquée sur l'ensemble du royaume. Peul III fut obligé de s'inclinar : toute personne désirent obtenir un poste rémunéré en Espagne deveit désormeis démontrer qu'elle n'aveit eucun membre juif ou musulmen dene sa famille depuis eu moins

\* Historien et écrivain espagnol, auteur de : Les Morisques et le racisme d'Eux, La Différence, Paris, 1992 ; et de la tétralogie romanesque Ce nom sans écho (la Brigue et le Talion 1, les Fausszires II. St. La Poupre prophétique (V), éditions L'Esprit des péninsules (15, rue Trousseau, 7501) Paris), 1996 et 1997.

## L'expulsion des morisques d'Espagne

Depuis les récentes guerres dans l'ex-Yougoslavie et le Caucase, on reparle de « purification ethnique », cette pratique qui consiste, dans le but absurde de créer une « communauté homogène », à expulser ou à liquider (comme au Rwanda en 1994) des minorités accusées de tous les maux. Parmi les plus abominables de ces « purifications » figurent les génocides des juifs et des tziganes d'Europe dans les années 40 par le régime hitlérien ou celui des Arméniens dans les années 10 par le jeune Etat turc. Mais le modèle moderne de ces persécutions racistes fut établi dès 1609 en Espagne avec l'expulsion des morisques, ces musulmans convertis de force au catholicisme lors de la prise de Grenade, en 1492, la même année où les juifs étaient chassés du pays.

### Par RODRIGO DE ZAYAS \*



VICENTE CARDUCHO. - « L'expulsion des morisques » (1620 esr.)

quatre générations. Devenue loi, cette obligation ne fut pleinement ebrogée que le 13 mei 1865, avec une brave interruption pendant le règne de Joseph Boneparte (1808-1812).

Concernant, par exemple, les juifs ou merranes, l'Etat espegnol en veneit à considérer en quelque sorte qu'il y evait « conflit entre la tradition nationele (...) et une tradition juive lnassimilable », « et l'on sera conduit, poursuit-il, à partir de cette idée qu'est juive toute personne qui manifeste soit par des signes décisifs, soit en raison de présomptions suffisamment graves la présence ou la persistance de la tradition juive ».

Tradition juive ou musulmane peu importe : le problème était exactement le même. Les propos cités ci-dessus sont du péteiniste français Xavier Vellat, publiés dans ses Mémoires eprès 1945 (2). Meis Vellat était moins exigeant que ses prédécesseurs espagnole, car il se contentait de deux grendsparents non juifs ou moins pour quelifiar un citoyen de « bon Français ».

On e vu que la « propreté du sang » en Espagne, avant 1865, na s'obtenait que eur quatre générations « non contaminées » ; il est, melgré tout, frappant de constater une telle continuité de concepts, au point qu'ils en deviennent interchangeables. Xavier Vallat était un bon catholiqué, qui ne pouvait en eucun cas être soupçonné de connivence avec les occupants nazis ; ce qui fut d'eilleure démontré durent son procès devant le Heute Cour de justice en 1947, où il bénéficie du témoignage d'un médecin juif, Gaston Nore.

Peut-on parler da « racisme d'Etat » eu tamps de Cherles Quint ? Non, parce que l'obligation de démontrer la « propreté de sang » ne constituait pas

FRANCE (y compris DOM-TOM.

1 AN 2 ANS

230 F 418 F

ancore une définition eutre qua religieuse du problème. Etait juif ou musulmen celui qui pratiquait ces religions: on pourrait tout au plus argumenter que les religione ne se transmettent pes par le sang, c'est-à-dire génétiquement, mals nous ne sommes encore en présence que d'une confusion ou d'une erreur de jugement, une sorte de dérive du sectarisme d'Etat Institué par les Rois Catholiques.

Dérive néanmoins significative: les documents de le collection Hollend, qui correspondent au règne de Philippe II, apportent une nouvelle définition de la minorité moriaque. Il s'egit désormeis d'une « nation ». Qu'est-ce qu'une « nation » dans l'Espagne du XVI siècle? Grosso modo, toute collectivité cleirement différenciée peut être définie comme une nation. Ainsi, il existe de nombreux cas de bons catholiquea espagnols définis comme appartenant à la « nation morisque ».

La « propreté du sang » eboutit à un nouveau critère collectif qui n'est ni plue ni moins absurde que la définition du juif comme appartenant à une « race ». Dès lors, les plus hautes instances du pays – le Conseil suprême de l'Inquisition, le Conseil d'Etat, le Conseil du Trésor, les Etats généreux de Castille et d'Aragon, sans compter les ecclésiastiques les plus influents, eont de l'avis qu'il faut en finir avec le « nation morisque ».

Les avis sont pertagés entre les trois principaux dagrés da cette éliminetion étatique : le génocide pur et simple, la déportation en masse et l'assimilation forcée et sous heute surveillence. Il est melgré tout prématuré de parier de « racisme d'Etat » : il n'y a pas encore de loi espagnole interdisant l'existence ou le présence d'une minorité – même définie comme une « nation » – sur son territoire.

BULLETIN D'ABONDE MENT

Je m'abonne au Monde diplomatique pour :

□ 2 ans (24 numéros).

□ 1 an (12 numéros).

MODE DE RÈGLEMENT (les virements ne sont pes acceptés)

☐ Chèque bancaire (libellé en F.F.) ☐ Mandat international

Signature:

Signature:

Cinq documents de le collection Holland proposent axplicitement la génocide, soit par la pendaison, soit par les travaux forcés dens les mines d'Amérique et eux gelères, où les monsques n'ont aucuna chance da se reproduire. Peu ou pas pratiquatila à cette époqus, cette solution est systématiquement rejetée per les rois d'Espagne. Les deux eutres suggestions seront eppliquées : Philippe II se montrera toujours partisan de l'assimilation, tandis que Philippa III (1598-1621), tout comme Philippe Pétain et Xavier Vallat, eppuiera les partisans de la déportetion.

Les considératione économiques ne sont pas ebsentes des choix qui furent effectivement adoptés: pour Philippe II, les revenus des dîmes imposées eux morisques sont un ergument mejeur en faveur de leur présence. Tout le monde en profits l'Etst. l'Eglise et les grends saigneure censiere qui composent l'essentiel des conseile (ministères) Isiquee de l'Etat.

Philippe II est un roi prudent et réaliste; il n'est pas insensible aux pressions des grends seigneurs, dont les intérêts sont diemétralament opposés à ceux de l'Inquisition. Il temponse, s'en remet à des commisssions; bref, il gegne du temps. Les morisques peyent. Lorsqu'ils se rebellent dans l'encien royaume de Grenade (de 1568 à 15/1), ils sont vaincue et déportés vers d'eutres régions de l'Espagna. Ils sont toujours là et payent encore, un peu moins, il est vrai, perce que la culture de la soie dispareit à Grenede. C'éteit de loin l'activité morisque le plue lucrative, meis les morisques restent les meillaure cultivateurs da primaurs dans les zones qu'ils ont mises en valeur et irriguées euxmèmes depuis des générations.

En revenche, pour Philippe III, le situation se présente sous un eutre jour. Ce roi n'a ni l'intelligence ni le volonté de son père. Il remet les rênes du gouvernement entre les meins d'un favori, le marquis de Denia, un Valencien, qu'il fait duc de Lerma puis cardinal. A partir de 1608, l'oncle patemet du duc de Lerma devient Grend Inquisiteur. Le thèse de le déportetion, fortement eppuyée par les partisans du duc de Lerma qui contrôlent l'epparail d'Etat, e eussi son ergument économique : les pertes de revenus seront emplement compensées par les geins produits par le confiscation des blene morisques (à Berlin comme à Vichy, on periere d'« eryanisation » des biens juifs).

### La déportation

E 22 septembre 1609, le rol Philippe III signe un décret qui consacre le neissance du premier Etat raciste de l'histoire, Désormais, eucun membre de la « nation morisque » ne pourra résider sur les territoires soumis à l'eutorité espagnole, sous peine de mort. La principal responsable de ce décret n'est évidemment pas le rol, mais le duc de Lerme.

Le grand théoricien de l'Etat raciste est un dominicain valencien, membre du tribunel de l'Inquisition de Velence. Il s'appelle Fray Jaime Bleda il est l'euteur d'un livre où il expose ses théories et où il démontre que l'élimination des morisques est une « nécessité urgente ». Le livre est un pau touffu pour le rol, et un résumé simplifié est préparé par un dominicain proche de Bleda, Fray Luis Beltran.

Ce document, qui porte le numéro 40 dans la collection Holland, emporte le décision royale. La duc de Lerme e gegné: 500 000 personnes – hommes, femmes et enfants, seront déportées avec, eu moins, 75 % de « pertes ». Tous les biens de ces malheureux iront enrichir le duc de Lerma et ses partisens. A lui seul, le duc possède désormels une fortune très supéneure eux réserves du Conseil du Trésor, qui de toute façon lui appartient eussi.

A cette époque, l'Espagne, qui détient l'hégémonie militaire et politique en Europe, compte huit millions d'habitants, ce qui permet de mesurer l'une des principales raisons de sa décadence postérieure et de sa ruine : dans des régions entières les cultures sont ebendonnées et tombent en friche. Les corps de métier les plus prospères dieparelssent : les transporteure, les corporatione de macone, les grands éleveure de cheveux et de mulets, les constructeure de réseaux hydreuliques pour l'irrigation, les meraîchers étaient morisques... Ajoutée à l'inflation galopante du XVI siècle, eux épidémies, à la corruption de l'edministration, à l'incune et à le repacité du duc de Lerma, et eux guerres incessantes, cette situation plonge l'Espagne dans le période le plus eombra de son histoire.

Depuis qu'elle e eigné les accords de Schengen, l'Espagne contemporeine est devenue le gerdienne du Sud-Ouest auropéen. Sa garde civile surveille les côtes de l'Andalousie pour empêcher l'Immigration économique des Maghrébins. A l'instar des odieux capitaines qui transportaient les morisques vers Oren, meis les « débarquaient » en pleine mer pour gagner du temps et de l'ergent, les capitaines actuels transportent régulièrement des immigrés entre le Rif et l'Andalousie, et les déberquent perfois en pleine nuit assez loin des côtes endalouses où ils se noient. Ceux qui ont, meigré tout, la chance d'atteindre la côte sont arrêtés et refoulés menottes aux poings par le garde civile (3).

Le racisme contre les gitans, demière minorité clairement constituée et différenciée, devient sporadiquement violent. Meis l'Espagne n'est pas seule en cause, et les mesures de « nettoyage ethnique » entrepnses, de 1992 à 1995, par les nationalistes serbes et croates contre les Musulmans en Bosnie nous ont reppelé tragiquement que l'Etat reciste n'appartient pas à un passé révolu.

(1) Antonio Pérez, ministre de Philippe II.

(2) Xavier Vallat dirigen le Commissarlat général aux questions juives (CGQI) entre le 29 mars 1941 et le 19 mars 1942. Cl. Michael R. Manus et Robert O. Paxton: Wely et les juifé, Calmann-Lévy, Paris, 1981.

(3) Lire Manrico Lemoine, « Les canfragés de la migration vers le Nord ». Le Monde diplomatique, décembre 1992.

Ξ.



Tarif spécial	200 F	340 F
ETRANGER		
VOIE NORMALE (y compris Union européenne par avion)	290 F	538 F
VOIE AÉRIENNE Tunisie	285 F	528 F
Antres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse), Algérie, Marce	310 F	578 F
DOM, Afrique francophone	330 F	618 F
Etats-Unis, Canada, Moyen-Orient	350 F	658 F
Amérique centrale et Amérique du Sud, Mexique, Japon, Chine, autre pays d'Asie	395 F	748 F
том	410 F	778 F
Océanie, Australie	435 F	828 F

Mexique, Japon, Chine, autre pays d'Asie 395 F 748 F

TOM 410 F 778 F

Océanie, Australie 435 F 828 F

Code POSTAL:

Localité:

Diant, Burstrus Piece, Camerone, Algo Generalicatica Compress Congo, Congo Chine Stylotin, Birothius Piece, Camerone, Main, Mountainia, Niger, Standget, Toback, Topin, Topinia.

Uni, Sartil applicatif, est réservé eux étudiants, lyosens, Chorneurs, Rivisies sur présentation d'un justificatif.

Le Monde diplomatique - Service Abonnements

24, av. du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex FRANCE

(France métropolitaine uniquement)

□ Eurochèque libellé en F.F.

expire fin

NOM:

PRÉNOM:

المحدا ما الاصل

de la mina WELL TO Missing . home County Society 72 4 Total BE SELL BE . . . DE de soluti --0083/3 - 12 V Camela is 🖘 pente, un comme Tam durant. Tombo # = - manera 2° F. HOUR DATE THE de real data . de reconstruir de ..... CONTRACTOR IN THE क्षा करण करण करण करण duced its that market : S STATE OF Consumitation in the same Le chaix COME IS NOT THE OWNER. b best conand bearing ..... e jun julia (i.e. b is chost .... the mine has . " concle se se Calcago .... NOTICE IS SELECT to be a borger Min controls . ....

PRINCES STANKING SERVICE OF A P.

The state of the s

### de someter eloppement

Bird Witter ... ...

48 Thomaselan	Add the state of t
g der Satter .	A Project to
Mahada	A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O
	En all the resumment
A Marian .	
The same	
神 神 小 地 叫人	
in the second second	200
Fe. 11 99 4 4 61	the state of the s
September She is 1144.	230
Marie Jan. A. 10	1 - 1 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 -
ME Mes.   Statute: "	m. m.E
A	41 12 22
ACCOUNT HE ASSESSMENT S	THE REAL PROPERTY.
telepop by	
	est emp
the solidary and	A CAPTER
A MAN AFTER	THE RESERVE OF SERVE
Catholic thone	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Maria Ca
-	The second second tracking
	The same as the
profession county to the way	And the second s
	a state.
	•
A MARKET SALES	
phone our phic 1	- 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1.
the supplied is named	and the second
	・ ファイン 第2年点。

the second of the second second

7. 25-1. 12573 1. 12573

1

19.00 2.5

2 DE \*\*

10 mg 25

The second section is a second section

Company of the second

Harrist 5" a . 11

The second of th

PRESENTED TO THE PROPERTY OF T

the same and the same of



A SHIP IN

Marin

LINE AND 17 3 garden.

la guerre. Si les dirigeants serbes ont préféré la seconde option et subi du coup de nombreux revers, Bulgares et Albanais n'en ont en ui les moyens ni sans doute la volouté (4). Ces derniers n'ont d'ailleurs pas réussi à stabiliser leur situation intérieure, souvent confuse, toujours fragile, même en revenant - comme à Tirana - à des méthodes autoritaires.

Pourquoi la transition, largement engagée en Europe centrale, semble-t-elle peiner dans les Balkans? Deux facteurs essentiels expliquent les difficultés dans cette région : son sous-développement économique et les spécificités de son his-

Les pays en question sont les plus panvres d'Europe. Avant la guerre en Bosnie, la Serbie était plutôt riche, avec un PIB par habitant (5 400 dollars en 1991) équivalant à cenx de la Pologne ou de la Hongrie : il est tombé à moins de 1 000 dollars, c'est-à dire an niveau de la Bulgarie et de la Macédoine - le PIB de l'Albanic serait inférieur à 500 dollars (5). De surcroît, tout cet espace est désorganisé, pour des raisons propres à chaque pays, par une crise économique et sociale qui aggrave encore les conditions

de vie catastrophiques de la population.

Et, pourtant, l'Albanie, par exemple, donnait depuis 1993 des signes évidents de redressement macroéconomique, avec une « surprenante croissance » (13,4 % en 1995) « due, pour l'essentiel, à la bonne tenue du secteur agricole, à un léger tassement de la récession dans l'industrie, sans oublier le rôle décisit des transferts des travailleurs albanais à l'étranger (380 millions de dollars en 1995) dont l'impact est particulièrement sensible sur le commerce de détail, les services et la construction (6). »

Toutefois, ce décollage repose trop sur des facteurs externes (aides, crédits, soutien du FMI, rapatriement des capitaux, etc.) qui entretiennent la réputation d'une économie portée à bout de bras par l'extérieur ». En fait, la mobilisation des forces productives du pays demeure insuffisante. Production et spéculation se confondent au point que la frénésic capitaliste de la population a tourné, escroquerie aidant, au désastre. Ni le pouvoir, qui svait sons-estimé l'ampleur de la colère, ni la banque centrale, qui avait fini par interdire certaines « pyramides », ne contrôlent plus nen.



E N Bulgarie, la croissance n'est jamais revenne: la production industrielle n'a cessé de se détériorer jusqo'en 1994, année où une lente reprise, porteuse de quelques espoirs, s'échoua à nouveau sur l'écueil d'une dévaluation incontrôlée. Doublée d'une crise politique, la spirale de l'hyperinflation a fait le reste. Mais ce petit pays souffre aussi de l'héritage empoisonné que constituait sa place particulière dans le « camp socialiste », avec une forte dépendance énergétique à l'égard de l'URSS et un lourd endettement (10 milliards de dollars en 1990).

Autre handicap, l'embargo contre trois remboursait une dette en pétrole, la Serbie et, à un moindre degré, la Macédoine, dont la Grèce fit le blocus à Salonique. Ni ces circoostances ni même l'« absence de réformes » ne justifient pourtant la grande instabilité politique et l'incapacité des gouvernements successifs à mettre en œuvre une quelconque ocientation économique - su point que l'on se demande où est le pouvoir économique. « Le problème de fond, note un observateur, est l'incapacité de l'Etat d'imposer à ses propres entreprises le respect de la loi, des contrats privés et d'une discipline financière mini-

Sous-développement, désorganisation et parvreté forment évidemment le terrean de l'économie « grise », avec les réseaux d'intérêts, le clientélisme et les trafics en tout genre que les médias décrivent sous le nom générique d'économie mafieuse. Encore qu'il faille distinguer entre les groupes qui a'enrichissent en maniant crime, racket et un certain commerce (armes, drogue, prostimtion, etc.) et ceux qui profitcat de leur position politique ou administrative pour faire des affaires. Ce sont parfois les mêmes, mais les conséquences de leur activité, on le constate en Europe centrale, ne sont pas identiques pour l'économie nationale. Dans les pays sortis du communisme, la plupart des grandes fortunes doivent leur capital accumulé à des opérations plus ou moins honnêtes, mêlant intérêts publics et privés, délits d'initié et spéculations. Rares sont les petits épargnants à avoir cassé leur tirelire pour acheter une usine. Généralement, les gagnants de cette accumulation primitive avenureuse se sont mués en capitalistes respectables.

Mais la différence entre ces groupes réside surtout dans le lieu d'investissement de leur capital : dans l'économie nationale, on à l'étranger ? Dans les cas de la Bulgarie, de l'Albanie et, semblet-il, de la Serbie, où l'économie grise représenterait plus de la moitié du PIB, l'argent des nouveaux riches quitterait le pays pour aller s'investir en Antriche, en Suisse, en France ou en Italie. Or cette fuite des capitanx privés se produit alors que 70 % à 80 % des grandes entreprises, au bord de la ruine, restent la propriété de l'Etat (encore un paradoxe 1).

Dans l'analyse des spécificités de la sortie du communisme dans le sud des Balkans, les facteurs politico-culturels interviennent également. Ainsi la culture politique héritée de l'occupation turque et de la tradition orthodoxe, avec cette imbrication singulière du religieux et du politique, mais aussi cette persistance des traditions nationales communautaires: Paul Garde rappelle que « la structure même de l'Empire ottoman. conforme aux préceptes de l'islam, conduisait à classer les habitants selon leur confession religieuse. (...) D'où l'idée, encore répandue aujourd'hui dans ces peuples, que le sol, et pas seule-ment ses habitants, appartient à une reli-

gion donnée. » Outre les « fantasmes géopolitiques », cette tradition e ali-menté une histoire originale qui, « dans les Balkans, durant cinq siècles, tend donc à définir les individus par leur appartenance à des communautés confessionnelles très conscientes d'ellesmêmes et exclusives les unes des autres. Ces traits de la mentalité balkanique sont le terreau sur lequel se sont développés, à partir du XIX siècle, les notionalismes importés d'Europe... (8). »

Et, pourrait-on ajouter, les partis

communistes dans les phases de consolidation de leur pouvoir. Ceux-ci ont mis à contribution le système des clans et des grandes familles méditerranéennes pour structurer la machine de leur pouvoir, ses hiérarchies, ses solidarités internes, ses exclusions - ce qui n'empêchait d'ailleurs pas le régime de combattre les formes d'organisation indépendantes dans la société. Ce double mouvement a été poussé à l'extrême en Albanie : « La notion de clan transparaissait dans la manière de gouverner le pays, éccit Jean-Paul Champseix (9). Il n'existait pas de nomenklatura comme dans les autres pays de l'Est, mais une élite gouvernante composée d'une vingtaine de clans, liés entre eux par le sang. . Dans le même temps, « le clan était senti, avec juste raison, par les dirigeants, comme le der-

nier obstacle que la société civile opposait au pouvoir politique. (...) Ainsi, tout en émiettant les grandes familles tradi-tionnelles, le pouvoir tentait, à son profu, de combler la lacune affective et sociale qu'il provoquait en élevant la notion de père et de clan au niveau d'un dirigeant et d'un pays tota entier. La mort du clan devait contribuer à l'émergence d'un pouvoir absolu et d'un sentiment natio-

Sur les ruines du régime communiste, que reste-t-il ? Pour reprendre l'expression de François Maspero (10), le « contraire d'une société de citoyens : une société de cousins. » C'est-à-dire une « société d'accommodements, de solidarités occultes, égoïstes et exclusives, fondée sur ce que l'on avait pu sauver, pour survivre, de la trame séculaire des clans ». (Lire le compteu ci-dessous).

Caricaturale en Albanie, cene forme spécifique de décomposition et recomposition des organisations sociales et du pouvoir politique s'est développée, à des degrés divers, dans toute la zone. Certes, au nord aussi, les familles, les Eglises et les réseaux ont soudé des solidarités sociales, des oppositions entre « eux et nous », autrement dit une contre-société. Mais, contrairement aux Balkans, ce tissu solidaire d'en bas y a servi de berceau à des mouvements démocratiques d'opposition, le plus souvent laïcs - en Europe centrale prévant une stricte séparation entre le politique et le religieux,

observée par les traditions catholiques comme protestantes. Bref, selon la belle expression de M. Vaclav Havel, il s'agit de contre-sociétés de citoyens « vivant dans la vérité ».

Scule la Serbie disposait, au sud-est de l'Europe, d'une culture d'opposition de ce genre. Hélas, les fractions nationahistes ont pris le dessus, englourissant tonte perspective démocratique dans la surenchère guerrière. En Albanie comme en Bulgarie, après quarante ans d'isole-ment et en l'absence quasi totale d'opposition, a fortiori de mouvements sociaux spontanés (comme en Roumanie en 1977 et 1987), les sociétés se sont retrouvées complètement démunies lors de l'effondrement des dictatures. C'est si vrai que les premiers successeurs viendront du sérail communiste.

Quand le Parti démocrate prendra les rênes à Tirana après l'élection de M. Sali Berisha à la présidence, il rompra sans doute avec l'ancien régime, mais pas avec ses méthodes. En Bulgarie, l'Union des forces démocratiques, opposition anticommuniste très hétérogène, ne fera preuve ni de cohérence ni de compétence lors de son rapide passage au gouverne-ment en 1991. Quant au Parti socialiste bulgare, qui lui a succédé, également divisé en factions, il conserve une solide tradition bureaucratique et des mœurs politiques héritées de l'ancieo Parti communiste - il lui reste beaucoup de chemin à parcourir pour ressembler au SLD polonais ou au MSzP bongrois.



Si ces deux grandes caractéristiques des « transitions » au sud des Balkans - sous-développement et spécificités politiques - ne suffisent évidemment pas à comprendre la région, elles esquissent une ligne de partage entre celle-ci et l'Europe centrale. Et soulignent, au passage, la singularité de la Roumanie. Dans ce pays plutôt engagé sur une « voie balkanique », la victoire de l'opposition démocratique aux trois dernières élections (municipales, législatives et pré-sidentielle) de 1996 laisse désormais entrevoir une autre issue.

Après une transition mouvementée, du fait des réactions autoritaires des excommunistes au pouvoir, les partis d'opposition ont en effet connu, sur fond de reprise économique (à partir de 1993-1994), une lente maturation. Deux grands partis - les chrétiens démocrates et les alliés avec le parti des Hongrois de Rou-manie (UDMR) pour former un gouvernement centriste. L'avenir dira si ce changement radical de majorité politique conduira le pays vers un modèle de développement de type centre-européen. Il lui épargne en tout cas, jusqu'ici, les tourments de ses voisins balkaniques.

De Bucarest parvient ainsi une note plus optimiste. Si l'opposition roumaine gagne son pari, pourquoi les oppositions serbes ou bulgares o'y parviendraientelles pas? Deux exigences semblent déterminer, en même temps que la reconstruction économique et sociale, l'émergence de véritables démocraties : la garantic de la liberté et de l'indépendance des médias, enjoux du pouvoir central par excellence, et l'essor de la démocratic locale, facteur décisif de régénération des formations politiques. Or ces deux revendications ont été au cœur des trois grands mouvements popu-laires évoqués ici. Leur satisfaction garantirait l'affirmation d'une solution de rechange aux tentations autoritaires et nationalistes qui rôdent toujours dans

JEAN-YVES POTEL

## Le voyage d'un passeur

OMMENT décrire le choc étrenge - choc de « reconnaissance », dans tous les sens du terms -produit par ce très dense et si humain récit des voyages dans l'espace, mais aussi dans l'histoire, da Frençois Maspero à travers des Balkans du Sud au cours ds cas six demiàres snnées (1) ?

« BALKANS-TRANSIT », de François Maspero

Comment dire que l'smi slovène qui l'accompsgne, Klavdij Sluban, polyglotta et « dromomane », a su rendre, lui, justement par ses photos, l'indicible, quelqua chose que l'on e perçu lorsqu'on s soi-même voyagé làbas dans ces mémes snnées, mais qu'on n'e pss pu ou su exprimer : la mélancolia, l'arrance, ls mystère ds ces vies qui pessent (transitent ?) sur fonds de paysages pelés et

Combien da fois, angoisse et émerveillement mélsngés, n's-t-on pas voulu parier de ls culturs de l'usure, du palimpseste, des strates de civilisations, « quelque chose qu'iLest vein de chercher mais qui reste pourtant indéfinissablement présent » ? Mais combien de fois aussi n'at-on paa été seisi d'un vsgua effroi : le guerre, les guerres ées, présentes - n'étaient pas loin, surtout vues de Macédoine ou d'Albanie, au Kosovo. C'était presque là, comme dens le Bosnia, au centre pudique du livre, alors que dejà ces pays, notamment la Bulgarie et la Roumanie, qui tentaient de sortir de la « déglingua du paradis communiste » semblaient se tourner, avec une brutalité sournoise, vers une « société sauvage qui demain prévaudre dans toute l'Europe »...

Le récit aa vaut comme mu par le hasard, sur le crêta de vagues, « léger », dit l'auteur. En fait, il est lent, profond, visionnaire, sous-tendu d'humour, surtout da chelaur humaine. L'auteur est souvent revenu sur ses pas pour vérifiar, comparer, livrer des textes et documants parfois inédits. L'ouvrags méritait bien ce sérisux, sinsi que ce disgnostic : « Les Balkans n'étaient pas, ne sont pas una parenthèse dans l'Europe, et, a'il y a abcès, il n'est pas balkaniqua mais européen. »

Les racines des nettoyages ethniques contamporains, on peut les trouver, analysées, antre autres, par la rapport de 1994 da la Fondation Camegia pour la paix. Les camps dans cette région n'étaiant pas des vues de l'esprit, et François Maspero est l'un des rares à avancer des chiffres: 400 000 Internés dans les camps albanais, 186 000 dans les camps bulgeres, par exemple.

La responssbilité des intellectuels, notamment français, qui n'ont pas su voir est évoquéa sans complaissnce, meis sans heins. Sans hâte, surtout. Tout participe de la reconstitution subtile de ces psysages treverses, y compris des fragments de Mémoires, comme ceux livrés par la parente roumains d'une jaune Françaiss dans la tourmente de la première guerre mondiale.

On aura deviné que le voyageur est un passeur d'âmes dépossédées de leur histoire, dans le passé, le présent et asos doute l'avenir. Ce sont ces émes que l'on entrevoit sur les photos. L'anodin n'est pas anodin. Les ombres das snonymes aussi Indispensables que cellas da Byron, de Paneît Istrati, de Fsik Koniça.

OUT est préciaux : comprendre comment ls régime de Todor Jivkov e basculé ; comprendre que « si l'Europe reste sourde aux eppels d'Ibrahim Rugovs |le dirigesnt des Albanais du Kosovo), ce sera à no uveau le désastre » ; mais comprendre sussi, au res du sol, et n'sn dépleise eux promoteurs de l'agressivité des peuples, qu'un paysan macédonisn a'e pes de « haine encestrale » pour un paysan voisin d'Albenie ; qua des mondes s'écroulent dans la serenité poignante des monastères, qu'à Sarajevo il y aveit, à l'intérieur, « des bons gerdiens compatissants » oui eliaisnt sosuite « prendre un café ou une slivovic avec les nazis ».... Comprendra, sofin, comma on vous la dit ai souvent la-bss, et einsi que l'auteur le rapporte, que « vous ne pouvez pas comprendre » et que, comme le dit Klavdij Sluban, « quand on voyaga, on ne peut pas éclaircir tous les mystères».

Il an est un, pourtant, qui ns se rapporte pes è l'ultims question que l'on peut aa poser : pourquoi arrive-t-on presqua toujours « trop tard » (pour reprendre le titre du film du Roumsin Pintilié) ? En Albanic, psr exempla, en 1991, presque toua les srbrea étaiant déjà coupes... Non, ce mystère, puisqu'il s'agit d'un livre, sa repporta à l'œuvre elle-mêma, su regard da François Maspero : il donne cette impression, très déroutante et stimulente pour son lecteur-voyageur, que ce dernier « reconnaît » les gans, laa villes, jusqu'aux anecdotes antendues, parfois. Qu'enfin quelque chose est écrit, d'à la fois aimple et fondemental, sur cette Europe du Sud dévastéa, sinistrs et balle. Cette impression de freternité du regard relèva sans doute da ce mystera qu'on nomma la talent.

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) François Maspero, Balkans-Transit, photographies de Klavdij Slu-han, Le Seuil, Paris, 1997, 395 pages, 149 F.

(4) Lire Christophe Chicket, « La question alba-naise, autre piège des Balkans », Le Monde diplo-matique, décembre 1996.

matique, décembre 1996.

(5) Données de la Banque mondiale pour 1994 et 1995. A titre de companison, pour les mêmes nanées, le PIB par habitant était de 7 160 dollars en Tchéquie, 5 740 dollars en Hongrie, 4 880 dollars en Pologne et 2 800 dollars en Roumanie. (6) Edith Lhomel, . L'économie albanaise 1995-

1996 . in Courrier des pays de l'Est, La Documentation française, Paris, mai-juin 1996. (7) Jérôme Sgard, Le Monde, 22 octobre 1996.

(81 Paul Garde, Les Balkans, Flammarion, Paris. (9) Jean-Paul Champseix, « Communisme et tra-dition: un syncrétisme dévastateur », in Albanie utopie, Autrement, Paris, 1996, p. 57.

| III) François Muspero, Balkans-Transit, Le Seuil, Paris, 1997, p. 63 | lire ci-contre).

### GENTRE DE FORMATION PRESSE & MULTIMEDIA METAMEDIA

Stages intensifs permettant d'acquérir : "les bases techniques & les savoir faire" Le plus : l'Agence de Presse École

LES STAGES:

**Photojournalisme** 12 semaines : avril, octobre Art et technique de la photo 5 semaines : tous les 2 mois Techniques d'Écriture et Internet 12 semaines : avril, octobre Maltimédia, BBS Intranet Droits d'Auteur Calendrier sur demande Métamédia Éducation 18 me G. Bertrand 75011 Paris Tel: 01 43 55 54 00 Fax: 01 43 55 72 25

## L'Europe face aux atf

La visite du président français, M. Jacques Chirac, en Bolivie, au Brésil, eu Uruguay, au Paraguay et en Argentine, du 11 au 18 mars, devrait permettre de réparer une fâcheuse bévue : le 1" janvier 1995, dans le programme proposé à l'Union européenne (UE) par la présidence française; uulle mention ne fut faite de l'Amérique latine. Négligence d'autant plus regrettable que, depuis les années 80, les actions de l'Union avaient été fort importantes en faveur de l'Etat de droit et de la résolution pacifique des conflits sur ce continent. Principal fournisseur d'aide au développement, devant les Etats-Unis, l'Union européenne est, de surcroît, le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine. Mais l'Europe apporte aussi un appui quasi inconditionnel au « consensus de Washingtou », l'équivalent local de la « pensée unique ». En son nom, les économies ont été réorganisées à base de « libéralisations », « dérégulations » et « privatisations » (dont profitent largement les firmes espagnoles, allemandes et françaises...).

De la Caraïbe à la Terre de feu, les inégalités se sont accrues, et les systèmes de protection sociale dégradés, y compris au Chili. Au Péron, 750 000 travailleurs ont perdu leur emploi depuis 1990, et 79,4 % de la population vivent, selon la Banque mondiale, sons le seuil de pauvreté. En Equateur, la même pauvreté, eu hausse vertigineuse, touche 40 % de la population urbaine et 67 % des ruraux. Faut-il alors s'étonner que, à Lima, depuis le 17 décembre 1996, un commando du Mouvemeut révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) retienne plusieurs dizaines d'otages ? On que, à Quito, le président récemment élu, M. Abdala Bucaram, vienne d'être destitué après avoir engagé un programme ultralibéral qui a jeté la population dans la rue ? Signes révélateurs de la persistance d'un terreau fertile pour toutes les révoltes et tous les drames. Y compris la résurgence des guérillas et le retour des dictatures. Au risque de préparer les orages de demain, l'Europe et, donc, M. Jacques Chirac, au-delà des intérêts commerciaux et des louables déclarations d'intention, auraient tort de croire que la croissance économique, à long terme, est soutenable sans justice sociale.



### Nos précédents articles :

- Au Mexique, les fausses promesses de l'Alene, par Keren Lehman (novembre 1996).
   La banene, fruit de toutes les convoitises, par Ghislain Laporte (octobre 1996).
- Guerre eux peuvres I par Eduardo Galeano (2001 1996).
   Coupes cleires dens l'aide extérieurs, par Ibrahim Warde (novembre 1995).
- Coupes claires dens l'aide extérieurs, par ibrahim Warde (novembre 1995).
   Les embüches du nouvel ordre latino-américain, par Jaanette Habel (juin 1995).
- La Communeuté européenne, un rêve bolivarien, per François Vîtrani, supplément
   « Présence et vitalité de l'Amérique latine » (février 1993).

### MASTÈRE SPÉCIALISÉ

« POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL » Octobre 1997 à Mars 1999

- Formation de spécialistes capables:
   d'analyser des situations agraires et formuler les diagnostics correspondants

  d'identifies consequeix formules mattre en monte et formules de parties et formules des parties et formules de parties et formules et formu
  - d'identifier, concevoir, formuler, mettre en œuvre, suivre et évaluer des politiques, programmes et projets de développement agricole et rural.
- Recrutement: baccalauréat plus 5 années d'études supérieures en agronomie, zootechnie, sciences vétérinaires, foresterie, économie rurale,... (ou bac + 4 + expérience professionnelle de 3 ans).
- Renseignements et inscriptions :

INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE PARIS-GRIGNON Chaire d'agriculture comparée et développement agricole 16, rue Claude-Bernard, 75231 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-44-08-17-08 - Fax: 01-44-08-17-27

Tél.: 01-44-08-17-08 - Fax: 01-44-08-17-• Frais d'inscription 60 000 francs pour les 18 mois de formation.

### Par Jean-Jacques Kourliandsky\*

L y a quelques mois, à Marseille, le président français Jacques Chirae envisageait avec M. José Maria Aznar, ehef du gouvernement espanisation d'une conférence eurn-latino-américaine. L'agenda de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), après la Méditerranée et le Proche-Orient, l'Afrique des Grands Lacs, les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), devrait donc s'enrichir bientôt d'une ambitinn nouvelle. Cependant, si la propositinn hispano-française a pour mérite de signaler une intentinn, elle a puur principal défaut l'nubli d'acquis qui nnt daté l'Europe et l'Amérique latine d'outils de coopération diversifiés et toujours disponibles.

Dans les années 80, en plein regain de « guerre fraîche », les Dix, rejoints nn peu plus tard par l'Espagne et par le Portugal, eurent, avec l'Amérique latine, un intérêt partagé : stopper la dynamique des blocs, génératrice de tensinns en Europe, de conflits en Amérique centrale (Niearagua, El Salvador, Guatemala) et de dictatures militaires dans le cône Sud. L'Allemagne, dès les années 70, dans la fuulée de l'Ostpolitik, avait occupé le terrain grâce aux fondations, la Friedrich Ebert et la Konrad Adenaner, liées respectivement au Parti social-démocrate (SPD) et à l'Union démocrate chrétienne (CDU). Les internatinnales démocrate ehrétienne et socialiste, snus leur impulsion, avaient accueilit de nouveaux membres latino-américains partageant, plus que l'idéologie, un sonci de non-alignement et de paix.

La France, à deux reprises, en 1964 et en 1981, fit une apparition furtive et remarquée, avec le général de Gaulle et François Mitterrand (1). Portées par ces deux Etats, les plus intéressés par la détente avec l'Est, les initiatives pour la paix en Amérique centrale donnèrent naissance, en septembre 1984, malgré les efforts des États-Unis pour le faire eapoter, au forum dit de Sau Jnsé (capitale du Costa Rica nù se tint la réunion constitutive) (2).

### Moins d'enthousiasme

L'ÉLARGISSEMENT de la Communauté à l'Espagne et an Portugal, en 1986, accéléra cette dynamique. L'Espagne, qui venait de normaliser son rapport au monde et à l'Europe, avait besoin d'un grand projet extérieur pour asseoir son influence. M. Felipe Gonzalez s'attacha à tisser un réseau de relations bilatérales, sanctionné par les conférences ibéro-américaines (voir cidessous l'article de Gilles Luneau) qui assurèrent à Madrid un rôle durable de pont entre les deux continents.

Depuis l'ouverture du dialogue de San José, entre les Dix (aujourd'hui les Quinze) et les Centraméricains, 55 % de l'aide reçue par ces pays est d'origine européenne. Le montant total des crédits de coopération versés par la Cnmmission européenne a donblé entre 1990 et 1994, cette région recevant 40 % en moyenne des crédits destinés à l'ensemble de l'Amérique latine. Les fonds débloqués sont passés de 38 millions d'écus (3) en 1984 à 170 millions d'écus en 1994 (4),

\* Chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), université Paris-Nord. La paix, motivation initiale et fondatrice de la relation mutuelle, a entretemps fini par s'imposer (au Nicaragua, le 23 mars 1990; an Salvador le 16 janvier 1992 – et tout dernièrement, le 31 décembre 1996, au Guatemala). Les Centraméricains ont intégré, grâce à ce dialogue bilatéral, l'habitude du travail collectif, leurs sommets y out gagné en légitimité. La relance du Marché commun centraméricain (MCCA) sous le nom de Système d'intégration centraméricain (SICA), la mise en ceuvre d'une coopération politique sont issues de cette expérience diplomatique avec les Européens, La coopération centraméricaine a aussi, compte tenn des liens qu'elle entretient avec d'autres ensembles géographiques, orienté l'Europe vers l'aide an développement et le soutien à la consolidation démocratique.

Les Etats d'Amérique du Sud, sortis des dictatures au milieu des années 80, partageaient la préoccapation de l'Europe pour l'Amérique centrale. Y gagner le pari de la paix et de l'Etat de droit était, pour eux, le meilleur moyen de garantir leur propre pérénnité démo-

cratique. Ils constituèrent en 1983 n noyau restreint, le groupe de Controva (Mexique, Panama, Cnlombie, Venezuela), élargi en août 1985 à u groupe d'Appui (Argentine, Brési, Pérou, Uruguay) pour constituer finalement eonjnintement, en 1987, 1 Groupe de Rin (5). Dès sa naissance cet ensemble ouvrit un dialngue avec l. Communauté économique européemn (CEE), dialogue officialisé à Rome et 1990. Initialement centré sur les ques tinns een tramérieaines, ee liet d'échange s'est élargi. Il a facilité le coopérations dans plusieurs opération de paix parrainées par les Nations unies dans l'ex-Yougoslavie, Haîti or an Cambodge, au Salvador et au Gua-

Un troisième front diplomatique fin nuvert par la CEE avec les pays du Pacte andin (6) en 1990. Prenant le contre-pied de la politique nord-americaine, les Douze accordèrent aux pays affectés par la production de la coca et le eommerce de la drogue un accès privilégié au marché européen. Ces préférences à droit nul ont été reconduites en 1994.

De façon plus elassique, la Comminanté a négocié et régulièrement renouvelé des accords de coopération assortis pour les derniers d'une clause sur les droits de l'homme – régionaux on bilatéraux avec la quasi-totalité de l'Amérique latine, même si les négociatinns unvertes avec Cuba et le Mexique ne sont toujours pas terminées. Ce cadre a été assorti d'une enveloppe financière, les entreprises latino américaines étant par ailleurs éligibles au programme de partenariat ECIP (7). Depuis 1976, le budget communautaire a consacré à l'Amérique latine plus de 3 milliards d'écus d'Aide publique au développement (APD). En 1994, les engagements atteignaient 464 millions d'écus, en augmentation de 47 % par rapport aux 314 millions d'écus engagés en 1991. Globalement, en 1993, l'UE apportait 61,5 % de l'APD totale reçue par le sous-continent, dépassant largement les parts additionnées du Japon et des Etats-Unis (8).

Le mouvement engagé fut donc suffisamment puissant pour se perpétuer dans les circonstances nuivelles issues de l'après-guerre froide. Mais, les motivations qui avaient justifié cette rencontre originale ayant disparu, l'Europe, à l'heure de la PESC, semble peiner à capitaliser « son plus grand succès en matière de politique étrangère commune (9) ».

## Retour rem

### Par GILLES LUNEAU\*

INGT ET UN chefs d'Etat, dont le roi d'Espagne et le président du Portugal, signaient, le 11 nnvembre 1996, la déclaration finale du sixième sommet ibéro-américain tenu à Viña del Mar (Chili). « Nous réaffirmons notre attachement à la démocratie, à l'Etat de droit et au pluralisme politique, au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, à la reconnaissance du droit international et des principes consacrés par la charte des Nations unies... » (paragraphe L, article 2).

Si, pour vingt des participants, la signature allait de soi, il en est un dont le paraphe restera dans l'histoire: M. Fidel Castro. Sa seule présence à un sommet consacré an passage de la démocratie formelle à la démocratie participative avait alimenté polémiques et débats. Certains y voyaient un affront à la démocratie. Il y eut, à Santiago, une soixantaine de manifestants pour protester contre sa venue: le lendemain, 5 000 personnes scandaient « Fidel, Fidel... » dans le même pare Almagrn. Le général Augusto Pinochet s'effaça, après un laconique: « Nous [militaires] n'avons rien à voir avec les sommets », laissant l'armée chilieme présenter les armes au président cubain. La signature de M. Fidel Castro changera-t-elle quelque chose à Cuba? Nul ne le sait, mais ce qui est sûr, e'est qu'en Amérique latine cette cumbre confirme une évolution démocratique déjà largement engagée.

cratique déjà largement engagée.

C'est à Guadalajara, an Mexique, en juillet 1991, que pour la première fois, à l'instigation du roi d'Espagne, les chefs d'Etat et de gouvernement ibéro-américains (de tous les pays d'Amérique et d'Europe de langues espagnole ou portugaise) institutionnalisent leur réunion — « sans que personne les convoque », dira M. Fidel Castro. Une rencontre des plus hants représentants de 500 millions

Journaliste.

d'Américains, sans le président des Ents-Unis... ce qui, d'emblée, permet une certaine liberté de ton. La déclaration de Guadalajara sera l'expression d'une aspiration communantaire: « A cinq cents ans de distance de notre pemière rencantre, et enmme un des grands espaces qui font le monde contemporain, nous sommes décidés à projeter la force de notre communauté

dans le troisième millénaire. »

Les sommets suivants – Madrid (Espagne), 1992; Salvador de Bahia (Brésil), 1993; Cartagena (Colombie), 1994; San Carlos de Bariloche (Argentine), 1995 – aborderont tous les sujets sensibles du moment. Les présidents se prononcent tant pour l'interdiction des armes nuclaires, chimiques et biologiques que contre le recours aux armes de destruction massive. Ils condamnent le narcotrafic, réaffirment la primanté du

droit et de la souveraineté nationale, avancent l'idée d'un plan régional de protection de la nature. La reconnaissance des différentes ethnies et cultures indigènes est évoquée.

En juin 1994, à Cartagena, la réflexion porte sur « commerce international et intégration ». La pression croissante de la mondialisation des échanges économiques pousse les chefs d'Etat à étudier la convergence de la vingtaine de groupes et accords existants: Groupe audin, Gronpe des trois (G-3) (I). Communauté des Caraibes (Caricom), Marebé eommnn eentramérieain (MCCA), Marché commun du Sud (Mercosur) (2). L'attachement au libreéchange, au multilatéralisme, à la garantie des investissements est réaffinée, euveloppé de vœux (pieux ?) sur la mise en place de politiques sociales et de plans de lutte contre la pauvreté.

### Modèle démocratique, version occidentale

O MBRE au tableau, en effet, les politiques mises en place contredisent
trop souvent, an quotidien, la rhétorique
des déclarations d'intention. Ainsi, si un
fonds indigène est créé, la place des
peuples autochtones dans les sommets
ressemble-t-elle à celle qui leur est dévolne dans nombre d'Etats: un strapontin.
On les croise dans les couloirs, les antichambres des ambassades, on accuse
réceptium de leurs doléances et on range
le problème au rayon « lutte contre
l'exclusion ».

En ce sens. la tenue du sixème sommet, à Viña del Mar, n'est pas loin de symboliser toutes les contradictions existant entre ces spectaculaires « grand-messes » et la réalité. Institutionnellement, le Chili n'est pas encore sorti de la dictature, même s'il aperçoit le bout du tunnel avec le départ en retraite – prévu pour le début de 1998 – du général Pinochet, ce qui devrait permettre de revoir la Constitution taillée sur mesure par et pour l'ancien dictateur. Les indicateurs

écnnmiques sont an bean fixe. l'extrême pauvreté est en diminution, la presse est libre, mais la classe moyenne est érodée par l'ultralibéralisme et 30 % des Chiliens demeurent en dessous du seuil de pauvreté (h. page 18, l'article de Benoît Guillou). La réussite des élites économiques tarde à irriguer le reste de la société. Encore s'agit-il là d'un pays à l'économie particulièrement performante. Partout ailleurs, à des degrés divers. l'écart s'intensifie entre « inclus et exclus (on ne parle plus de riches et pauvres), le désastre social s'amplifie an rythme de la « modernisation ».

Maintenues aux marges, les populations grondent, les grèves, les mouvements protestataires, les occupations de terres se multiplient. Lassés par des passe tis politiques qui, alternativement, mettent en œuvre les mêmes recettes économiques, et avec les mêmes effets, les électeurs, quand ils ne se détoument pas des urnes, cherchent le salut en portant au pouvoir l'« homme providen-



Angeles and the second of the Section with the first transfer to the second section of the section of the second section of the sec

The state of the s September 1 Control of the Control o See and the second of the seco Application of your control of the beauty of the second

The state of the s Address of the second s

Market again Chair at a total total to the second to the s

Marie Andrews and Andrews and

Service of the Control of the Contro Service of the second s

And the state of the Control of the state of

water the same of the same of

Breat and street, the street of the street o

Street, 188, and the street of Appendix to the second of the

Afficial and the first of the f

Committee and the second of the second of the second

May which bear a late on problem

Action of the second se September 1 As a rise of the second of the s

me all me of the second second memer report of the policy between a grand to the contract of the

BRANCH WALL TO STATE OF THE PARTY OF THE PAR

in out to the time of a mineral

Special and a second of the second and a second a second and a second

Winter Arman and a continue and

where the control of the parent for the

Basta in a min a minera more

ing the second of the Progress the second of th

THE PARK THE TANK THE PARK THE

FRANCISCO NEW YORK OF THE SECURITY

Appropriate the second section of the LET

THE PARTY OF THE P

The state of the s

Figure 1 in the second them

Comment to the same and the same

THE PERSON IN THE PERSON AND THE PER

Acres 2 2

Control of the Contro

Mary 4 . 1994

the to Property.

WALLES STATE

THE PERSON IN

a - walter of

-

AND THE PROPERTY OF THE PROPER

Part of the second seco

Service of the servic

A STATE OF THE STA

THE MAN A STATE OF THE PARTY OF

La grier of the street of the

1 2000

1911年中国大学的企业中的企业。 1911年中国大学的企业中国大学的企业。

a entagent of SOA

April 1997 April 1997

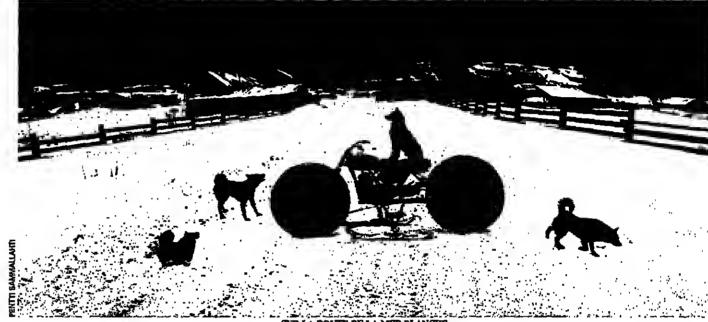
Manual and a service of a service of the service of

### NOUVEL ÉQUILIBRE APRÈS LES ÉLECTIONS PROVINCIALES

## Les régions défient Moscou

l'ÉTAT de santé du président Boris Eltsine continue d'alimenter les ambitions des prétendants à sa succession et les rumeurs d'arrangement excluant le recours au suffrage universel. Face au premier ministre, M. Viktor Tchernomyrdine, et au maire de Moscoo, M. Youri Loujkov, le général Lebed craint que le temps ne jone contre lui. Démis en octobre dernier de ses fonctions de secrétaire du Conseil national de sécurité, il apparaît peu dans les médias. La popularité que lui a valu la fin de la guerre en Tchétchénie risque de ne pas suffire, pas plus que l'alliance avec l'ex-chef de la garde présidentielle, le général Korjakov, auquel il a offert son siège de député. C'est sans doute pourquoi il mise sur le soutien de l'Occident, auquel il s'efforce de donner des gages. Il a ainsi entamé une véritable campagne électorale aux Etats-Unis et en Europe, en particulier en France. Quoi qu'il en soit, le président de la Fédération de Russie devra compter avec des élites régionales, sensiblement renforcées par les élections en cours depuis six mois.

■ Par notre envoyé spécial JEAN RADVANYI\*



SUR LA ROUTE DE LA MER BLANCHE

plus de pain d'épice...

Depuis le 1ª septembre 1996, la plupart des provinces russes élisent leurs dirigeants: quarante-huit gouverneurs de région – kraï (territoire), oblast (région) et okrougs (districts) - et six présidents de République (dont la Tchétchénie), S'y ajoute, dans vingt-cinq cas, l'élection des assemblées territoriales (1). Semaine après semaine, la presse russe se fait passionnément l'écho de cette campagne, occultée en Occident par l'importance accordée à la maladie du président Boris Eltsine. Seule l'élection du président tchétchène a focalisé l'attention de la presse internationale, quoique cette République fasse, à bien des égards,

Souvent passionnée, la campagne est très soivie par l'opinion, et le pourcentage de votants élevé. Malgré quelques couacs - un on deux sortants out tenté d'annuler le scrutin qu'ils voyaient perdu; un perdant a tenté d'instaurer l'état d'urgence ; et deux élections ont été annulées pour fautes de procédure -, l'opinion et les dirigeaux s'habituent

figure d'exception (voir encadré).

lentement aux règles de la démocratie. Encore faut-il préciser que le Kremlin a tout fait pour retarder ces scrutins. Si les présidents des Républiques avaient été, pour la plupart, élus par leur popula-tion des 1991-1993, M. Boris Etisine a obtenu par deux fois - lors de putsch d'août 1991, puis lors des événements d'octobre 1993 - le droit de nommer et de révoquer les gouverneurs régionaux. Cette prérogative a garanti à la prési-dence un contrôle direct sur l'administration des régions alors même que se décidaicot les grands programmes de privatisation et que se mettaient en place les structures du pouvoir issues de la Constitution de 1993.

Le choix de la date et de la forme des sentins régionanx va dans le même sens. En faisant commencer la campagne après la tenue de l'élection présidentielle de juin-juillet 1996, et en décidant d'étaler les élections plutôt que de fixer une date unique pour toutes les régions, le gouvernement et l'administration présidentielle se sont donné les moyens d'aider au mieux leurs protégés - le plus souvent, les gouverneurs sortants, nommés par le président - et d'éviter une défaite comparable à celle qu'ils avaient

Professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales, auzeur de La Notavelle Rus-sie, Armand Colin, Paris, 1996.

subic lors des élections an Parlement le 17 décembre 1995.

Quoique l'on vote encore ici on là, l'essentiel des résultats sont connus et permettent de dégager quelques grandes tendances, Paradoxalement, alors que plus de la moitié des sortants ont été vaincus, la majorité et l'opposition crient victoire. La première se dit satisfaite d'avoir pu sanver quelques gouverneurs sortants, présentés comme en difficulté au vu des scrutins fédéraux (à Saratov, Astrakhan, Oulianovsk). La secoode argue du combre de duels qui cot tomné à son avantage, confirmant du même coop l'existence d'une « celoture rouge » rurale et méridionale (Briansk, Voronej, Koursk, Volgograd, Stavropol et Krasnodar).

Une interprétation plus fine s'impose. En ces temps de récession prolongée et au terme d'une campagne marquée par les débats houleux autour des salaires et des retraites impayés, peu de prétendants se réclamaient ouvertement de l'un des partis favorables au président Eltsine aucun d'entre eux o'est d'ailleurs orgamisé dans toutes les régions du pays... A part un gouverneur élu avec le soutien déclaré du parti de M. Vladimir Jirinov-ski (à Pskov), deux proches du général Alexandre Lebed et plusieurs gouverneurs affiliés au Parti communiste, la plupart des candidats s'affichaient « sans étiquette », dirigeants régionaux ou chefs d'entreprise connus surtout localement pour leur maîtrise des dossiers concrets. Et plusieurs bénéficiaient du double soutien de l'administration présidentielle et de l'opposition.

La presse gouvernementale s'est d'ailleurs réjouie du souhait exprimé publiquement par la plupart des élus - y compris le bouillant général Alexandre Routskoï, après son élection à Koursk – d'entretenir de bonnes relations avec le centre. Comment en irait-il autrement, sachant la part des dotations et transferts du budget fédéral dans les recettes régionales? Pour une moyenne de 22,5 % en Russie, elle oscille entre 30 % et 40 % dans la plupart des régions rurales et des Républiques « pauvres », dépassant 60 %, voire 70 % dans le Caucase nord ou dans certaines Républiques de la Volga et de Sibérie. La réputation de manvais payeur que s'est forgée l'Etat russe relativise néanmoins cette dépendance. Bref, nul ne s'aventure à prédire quelle sera la position des gouverneurs sur les sujets brûlants, ni comment ils se détermineront en cas de crise sérieuse à

En revanche, tons les observateurs s'accordent au moins sur un point; l'élection des gouverneurs au suffrage universel est un fait sans précédent dans l'histoire du pays. Jamais les dirigeants régionaux o'avaient à la fois disposé d'autant de pouvoirs et joni d'autant d'indépendance. Choisis comme fonctionnaires du tsar, « élus » dans le cadre de la nomenklatura soviétique ou nommés par le président Eltsine, leurs pré-décesseurs furent toojours soumis à l'autorité supérieure, et leur autonomie demeura toute relative. A l'inverse, les prérogatives des actuels gouverneurs ou présidents de République sont étendues nomination d'une partie importante des cadres régionaux et locaux; mise en œuvre des politiques fédérales ; contrôle et exécution des budgets et, plus large-ment, de toutes les décisions incombant à des collectivités renforcées par la décen-

Confortés par la légitimité incontestable du suffrage universel, les élus ne vont-ils pas profiter de leur situation pour contester le pouvoir central? Certains 'eo jogoiètent, à l'instar de M. Alexandre Kazakov : selon le numéro deux de l'administration présidentielle,

l'organisation des élections régionales fut une erreur, la présidence s'est trop hâtée (2). Dans un article intitulé « Et le roi moscovite est ou! », un commentateur explique cet état d'esprit d'une par-tie de l'administration fédérale : « Un gouverneur élu, ce n'est plus un fonctionnaire, c'est un politicien (...) avec ses propres vues et convictions (3). » Autrefois, le centre ponvait contrôler ses élites régionales en jouant sur « le knout et le pain d'épice », variante russe de la carone et du bâton. Mais, ajoute le commentateur, le knout o'est plus guère efficace (un gouverneur ne saurait être révoqué, saof procédore pécale pour agissements illicites), et, vu le déficit constant du budget de l'Etat, il ne reste

Cette visioo o'est pas du goût da président. M. Boris Eltsine a préféré insister sur le pas décisif franchi, avec ces élections, vers plus de démocratie dans les rapports entre le Centre et les régions. Scloo lui, « il ne faut pas partager les elus entre "les nôtres" et "les aures". L'administration fédérale et les élites régionales doivent coopérer quelle que soit la "couleur" des responsables, pour surmonter les problèmes du pays (4) ». Ce relatif optimisme s'appuie sur l'analyse des effets de la stratégie mise en œuvre, depuis 1994, envers les régions.

### Vers un vrai fédéralisme

E N signant, eo février de cette année-là, un « traité sur le partage des compétences » entre l'administration fédérale et celle du Tatarstan, la présidence imprima un tour inattendu aux rapports entre Moscou et la périphérie. Semblant se détourner du texte même de la Constitution de 1993 - qui affirmait l'égalité en droit des quatre-vingt-neuf « sujets » de la Fédération -, l'administration centrale choisit une approche bilatérale, multipliant les traités séparés avec régions et Républiques, définissant dans chaque cas des modalités particulières censées refléter les spécificités de chaque territoire. Vivement critiquée par l'opposition communiste et nationa-liste, qui y voyait le passage d'une fédé-ration constitutionnelle à une fédération « contractuelle », elle-même prélude à une confédération amorphe, cette stratégie s'est révélée plutôt payante.

Par un jeu d'aides et de libertés accordées au cas par cas, le centre ameouisa même s'il ne la supprima pas complètement - la tendance centrifuge assez forte dans les régions sibériennes. Il évita que ne se précisent des memces ponctuelles, comme la séparation des Républiques biethniques (5) ou le divorce entre les okroues du Nord sibérien et leur région de rattachement (6). Il obtint de plusieurs Républiques riches - qui, comme le Tatarstan ou le Bachkortostan (ex-Bachkirie), bénéficiaient jusqu'en 1993-1994 de privilèges fiscanx jugés exorbitants par nombre de leurs voisins - qu'elles rentrent dans le rang et contribuent à leur mesure à l'alimentation d'un budget fédéral de toute façon déficitaire. De la sorte, il parvint à apaiser le mouvement, naissant en 1993, de transformation de certaines régions en Républiques et empêcha la constitution d'un front des régions « russes » hostiles à la dissymétrie de traitement dont bénéficiaient, selon elles, les Républiques « natio-

Que va signifier l'arrivée d'une vague de gouverneurs élus, qualifiés par la presse de « dirigeants pragmatiques ». mais en tout cas déterminés à défendre les intérêts de leur région ? Elle ne facilitera certainement pas la vie des administrateurs fédéraux, habitués à donner des ordres tout an long de cette « verticale du pouvoir » tissée depuis des siècles. Ainsi le ministère des affaires étrangères ne dissimule pas son hostilité à des « traités sur le partage des compétences » qui offrent souvent aux dirigeants régionaux la possibilité de nover directement des relations officielles avec l'étranger. Nombre d'observateurs redoutent - légitimement - le manque de cadres compétents, certains présageant la multiplica-tion d'affaires de prévarication et la prolifération de mafias sous la protection de gonverneurs peu scrupuleux. Il n'empêche : on pays anssi vaste que la Russic a indubitablement besoin d'une profonde décentralisation, dont l'élection des gouverneurs constitue une étape, et ce même si la formation de gestionnaires vertueux, soucieux de servir à la fois les intérêts de l'Etat et ceux de leur territoire,

prendra évidemment du temps. Deuxième enjen, plus inattendu, de ces élections : l'équilibre même des institutions pourrait se voir, une fois encore, remis en cause. Comme le prévoit la Constitution, chacun des élus - chefs de l'exécutif régional (gouverneur de région ou président de République) comme d'assemblée territoriale (président de Douma régionale) - devient membre de droit du « Sénat » russe, le Conseil de la Fédération. L'opposition pourrait ainsi, sur certains sujets déterminants, disposer d'une majorité qualifiée dans la seconde Chambre du Parlement, ce qui lui permettrait de voter des amendements constitutionnels.

Sans attendre les derniers résultats, le président en exercice du Conseil de la Fédération, M. legor Stroev, a jeté quelques pavés dans la mare en proposant tout un champ de réformes constitutionnelles (7). Sur le plan stratégique, d'abord. Tout en estimant naturellement que la Tchétchénie fait et fera partie intégrante de la Russie, il tire les premières lecons du scrutin à Grozny: ces élections, observe-t-il, constituent « un fait politique d'autodétermination du peuple [tchétchèoe] » et ouvreot eofia un « espace pour la recherche d'un accord mutuel ». Selon lui, il faut modifier la Constitution afin d'exclure qu'un engagement militaire - et pas seulement à l'étranger, comme c'était prévu jusqu'ici puisse être décidé sans l'accord explicite du Sénat.

Dans le même temps, de fortes pressions s'exercent pour une redéfinition des règles du fédéralisme russe dans deux domaines cruciaux : la répartition des compétences entre l'administration centrale et les régions, et la définition des budgets régionaux, trop soumis, selon les responsables locaux, aux décisions du ministère des finances et du Trésor public fédéral. Si une alliance entre l'opposition communiste et certains réformateurs critiques est peu probable sur des sujets directement politiques (comme l'éveotuelle limitation des pouvous présidentiels) oo de stratégie écocomique (l'amendement des réformes écoomigues), il en va tout autrement s'a sant des rapports centre-périphérie.

Au cours des deux dernières années, oo a assisté à la montée en puissance de plusieurs lobbies « régionalistes », qui semblent bien déterminés à obtenir des concessions du gouvernement. Autour du maire de Moscou, M. Iouri Loujkov, s'est ainsi rassemblée une sorte de « club des régions riches », qui réunit la dizaine de régions fournissant, depuis 1992, l'essentiel des recettes fiscales du budget russe: outre Moscou, ville et région, il s'agit de Saint-Pétersbourg, Nijnyi Nov-gorod, Tioumen – avec les okrougs de Khanty-Mansi et lamalo-Nenets –, Samara, Sverdlovsk, Perm, Tcheliabinsk, Krasnoïarsk... Ce groupe des « don-neurs », comme on les désigne en russe, qui a vu la plupart de ses gouverneurs réclus, joue également un rôle moteur dans les buit associations régionales qui regroupent tous les « sujets » de la Fédération (sauf la Tchétchénie), constituant autant de groupes de pression régionaux.

Or la plupart de ces dirigeants sont très critiques vis-à-vis de l'administration fédérale: ils en vitupèrent à la fois le bureaucratisme, la lenteur de décision, la cécité à l'égard des problèmes concrets de la vie des régions, et bien sûr la toutepuissance. Il arrive que le ressentiment des élites locales trouve un écho facile dans des populations ulcérées par un abandon dont ils accusent Moscou. C'est en particulier le cas en Extreme-Orient, où les gouverneurs réclament une remise à plat de tout le système des prix (de l'énergie, des transports) et des taxes (à l'importation comme à l'exportation) ifin de compenser les distances considérables qui les séparent de la partie euro-

 Les dirigeants régionaux ne veulent pas couper la Russie en morceaux, éctit M. Iegor Stroev, mais leur âme aspire à un vrai fédéralisme (...) dans lequel les droits des sujets seraient plus largement représentés qu'aujourd'hui, quand le centre fédéral, comme par le passé, dis-pose de 10us les leviers de gestion dans les régions... Après les élections, le Conseil de la Fédération sera plus exigeant, plus sourcilleux. »

(1) Parmi les quatre-vingt-neuf « sujets » de la Fédération de Russie, les élections avaient déjà eu lieu, avant l'automne 1996, à Moscou, Saint-Paiers-bourg, dans une douzaine d'obleste ainsi que pour quatorze présidents de République.

(2) Rossiiskie Vesti, 22 janvier 1997, (3) Nezavisimala Gazeta, 26 novembre 1996. (4) Boris Ensine: - Les terres russes ont désign elles-mêmes leurs leaders », Rossiiskie Vesti. 27 décembre 1996.

(5) Comme la Kabardino-Balkarie. Scule la Tchétchéno-Ingouchie a éclaté, début 1992, à la suite de la décision unilantrale du président Doudaev, entrainant les logouches dans un conflit sanglant avec leurs voisins ossètes.

(6) A l'exemple de l'olorong des Khanty-Mansi, qui envisageait de se séparer de l'oblast de Tioumen, dans laquelle il est inclus, au risque d'emrainer une redistribution fondamentale des enjeux spatiaux en Sibérie : les okrongs du Nord renferment la

(7) \* Le peuple tchétchène à fait son choix, et nous devors respecter sa volonié ». Rossiistata Gazeta, 28 janvier 1997.

### Quel statut pour la Tchétchénie?

E dirigeant indépendantiste Aslen Maskhedov a remporté l'élection pré-sidentielle en Tchétchénia dès le premier tour, le 27 janvier 1997, avec près de 70 % des voix. Dans une population dramatiquement marquée par un conflit de plus de dix-huit mois, qui e tait quelque 80 000 victimes, ca scrutin a euscité un réel engouement. Et le vote s'est déroule de manière satisscrutin a euscite un reel engouement. Et le vote s'est deroule de manière satisfeisante, selon les observateurs de l'Organisation pour le sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dépêchés sur place par dix-huit pays européens. Ce résultat ouvre en tout cas le voie à la négociation politique prévue par l'accord conclu, le 31 soût 1996, entre M. Alexandre Lebed et M. Aslan Maskhedov, Son objectif : établir un nouveau statut pour la République rebelle.

Autant dire que les discussions seront difficiles. Officiellement, la Russie et la communauté internationale continuent de considérer la Tchétchénie comme partie intégrante de le Fédération de Russie. Manifestement, les électeurs tchétchènes, en élisant leur président et leurs députés, ont également voté. eux, pour le reconnaissance d'une indépendence acquise de facto et considérée comme irréversible par tous les candidats.

A PRÈS e'être entêtée dans le sanglante recherche d'une issue militaire, Moscou saura-t-elle dégager la possibilité d'un compromis politique sur ce point crucial? La gageure est périlleuse, la merge de manœuvre étroite. La presse russe n'en agite pas moins plusieurs idées (1). Les « traités de partage des compétences » passés avec les Républiques différent, observe t-on, jusque dens la définition du statut de la République : Etat souverain dens la féderation, République souveraine, associée... Ne serait-il pas possible de trouver, pour le cas tchétchene, une formule qui éviterait de nouveaux conflits ? La Biélorussie ne vient-elle pas de demander à fusionner avec le Russie... tout en conservent

(i) Lire Marie-Claude Stick, « A Moscou, le stanz de la Tchérchénie divise les experts ». Le Monde diplomatique, octobre 1996.

### UNE CROISSANCE SANS DIVIDENDES SOCIAUX

## Le Chili malade de la santé

EPUIS douze ans, le Chili affiche des taux de croissance jugés dignes de ceux des « tigres » asiatiques. Ce pays n'est-il pas le premier d'Amérique latine à avoir cessé ses demandes de nouveaux crédits à la Banque interaméricaine de développement? Cependant, on a souvent tendance à simplifier le « miracle » chilien. Les performances économiques ne parviennent pas à occulter le fossé des inégalités, non senlement parce que l'écart des revenus s'élargit, mais aussi parce que l'accès aux services fondamentaux que sont l'éducation et la santé demeure discriminatoire pour les pauvres.

- Par notre envoye special BENOÎT GUILLOU \*

La clinique privée de Las Condes figure parmi les plus prestigieuses de Santiagn du Chili. Située dans la banlieue chic de la capitale, elle propose des prestations de grand standing : chambres individuelles et suites, système d'examen à résonance magnétique nucléaire (il n'en existe aucun dans le secteur public), 200 médecins pour 142 lits. Parmi les conditions d'accès : la remise d'un chèque en blanc à l'entrée. On ne prend pas de risque avec des malades que l'nn qualifie simplement de « clients ». Seuls, les Chiliens disposant d'un revenu supérieur peuvent bénéficier des prestations de cette médecine privée, qui gère environ 12 000 lits contre 30 000 dans le public.

Depuis vingt-sept ans, le professeur Etienne Parrochia dirige le service de médecine interne de l'bôpital de San Juan de Dios, un établissement vétuste qui convre un secteur populaire de plus d'un million d'habitants à l'ouest de Santiago. Dans son bureau chanffé au poêle, il constate: «Il m'a fatlu deux ans de démarches pour ubtenir un bronchoscupe. » En 1996, le déficit de cet établissement, qui compte 600 lits, atteignait l milliard de pesos (12.5 millions de francs français). Responsable d'une équipe de 120 médecins, le professeur Parrocbia perçoit 500 000 pesos (6 250 francs) par mois, l'équivalent du salaire d'un jeune ingénieur. Dans le privé, il pourrait gagner six fois plus.

Chaque jour, après 18 heures, il assure quelques consultations pour son propre compte et confie que c'est l'activité de son épouse qui lui permet de rester fidèle an service public. Ses confrères, en revanche, ont pour habitude de partager leurs journées entre les bôpitaux publics et privés. Fante de ce personnel qualifié, les blocs opératoires fonctionnent à mi-temps et nombre de chambres restent inoccupées. En dehors des urgences, les patients peuvent attendre des semaines pour une bypothétique intervention chirurgicale.

Le système distributif de la Sécurité sociale, qui datait de 1952, a été remplacé en 1981, sous la dictature du général Augusto Pinochet, par un système de capitalisation individuelle administré par des sociétés privées : les institutions

prévisionnelles de santé (Isapres). Tout salarié doit obligatnirement cotiser à hauteur de 7 % de son revenu, (un plafond maximum de 54 000 pesos est fixé, ce qui correspond plus ou moins au

ce qui correspond plus ou moins au revenn minimum). Ces consations sont ensuite librement versées, snit aux Isapres, soit au système de prévnyance public, le Fonds national de la santé (Fonasa). Si l'adhésion au Fonasa se fait sans discrimination, en revanche, l'accès aux Isapres s'effec-

tue après une sévère sélection de dossier. Un « plan de santé » individuel est proposé. Son montant est élaboré en fonction de critères tels que l'état sanitaire, l'âge, le sexe, (selon une étude, la prise en charge des femmes serait en moyenne trois fois plus élevée)...

Le nivean de revenu

représente l'élément déterminant : pour obtenir nne converture satisfaisante, en particulier pnnr des patbnlngies jugées « catastrnphiques », (maladies dégénératives, cardinvasculaires, cancers, etc.), le bénéficiaire devra verser une cotisation plus élevée. An préalable, suivant les cas de figure, un seuil maximum de rembourse-ment aura été défini. Vingt-trois Isapres sunt ainsi présentes sur le marché, offrant pour certaines jusqu'à mille contrats différents.

A propos de la prise en charge des personnes du troisième âge, le président exécutif de l'association des Isapres, Rafael Caviedes, explique sans détour : « Si les personnes dgées arrivent à se maintenir à un niveau de vie raisonnable, elles pourront rester dans le système privé. Si elles s'appanyrissent, l'Etat devra les aider ou elles devront retourner au système public. » Et lorsqu'un demande à cet ancien directeur du Fonasa (durant la dictature) si la santé est un droit fundamental, il répond : « Manger est aussi un droit de l'homme, puurtant les boulangeries

sont privées. Au Chili, le prix du pain est libre depuis 1973. »

La coexistence de ces deux systèmes parfaitement étanches conduit naturel-lement à une fracture dans l'accès aux soins. Le secteur privé, accessible à simplement 23,7 % de la population dépense en mnyenne 230 dollars par personne et par an (1), face au service public qui duit prendre en charge 63,4 % des Chiliens (2); avec 130 dollars dépensés par personne et par an, ce demier assure mal la protection sociale des plus défavorisés.

En 1995, les Isapres ont dégagé un bénéfice global de 20 milliards de pesos. Avec une rentabilité du capital se situant entre 25 % et 30 %, elles représentent un négoce prospère. Suffisamment pour permettre par exemple à la bulding détentrice de l'Isapres Cruz Blanca SA, d'acquérir la compagnie de chemin de fer bolivien. Un autre groupe, détenteur de l'Isapres Bannédica SA, possède deux cliniques, une entreprise de distribution de matériel médical et un service d'ambulances équivalant à notre SAMU; il contrôle enfin l'une des plus grandes Isapres

leader du développement équi-

Grâce à la croissance économique et à l'effort social de l'Etat, le unmbre de pauvres a en effet été ramené de cinq à quatre millions en l'espace de cinq ans. Le budget de la santé publique a doublé sur la même période. Il fant souligner que les indicateurs classiques, en particulier ceux de la mortalité infantile, sont nettement meilleurs que ceux des autres pays de la réginn. Mais si l'un prend les dépenses du gouvernement central pour la santé en 1995, le ministère de l'économie et des finances affiche un montant de 614 682 millions de pesos, soit 2,5 % du PIB.

En fait, comme cette somme intègre les 7 % de cotisations des Chiliens, l'apport fiscal ne représente en réalité que 1,2 % du PIB. Il était certes de 0,8 % durant le régime Pinochet, mais il atteignait 3,2 % avant le coup d'Etat de septembre 1973. Un apport financier par conséquent insuffisant, tandis que l'Etat continue de verser une subvention implicite aux Isapres par le biais des 2 % de réduction d'impôt accordés aux entreprises afin de permettre à leurs

débats au Congrès pour modifier la loi (n° 18 933) relative au fonctionnement des Isapres et pour, finalement, n'obtenir que des modifications mineures en 1995. En fait, si aucun changement structurel n'a été introduit en matière de santé, c'est qu'une logique de consensus national domine (4). Sous couvert de compétitivité internationale, l'orthodoxie économique l'emporte avec le sentiment qu'il n'existe pas d'alternative.

Cette nouvelle culture s'accompagne d'un mercantilisme parfois effréné qu'illustrent les choix de la profession médicale. Sur 16 400 médecins que compte le pays, près de 45 % exercent exclusivement dans le secteur privé. Le prix de consultation, de l'ordre de 6 000 pesos (75 francs) dans le public, oscille entre 10 000 et 30 000 dans le privé. Aussi, unmbre de praticiens sont devenns actinunaires nu propriétaires d'isapres, de laboratoires ou de cliniques. « La sante représente un coctatail explosif d'intérêts politiques et économiques », affirme le jeune avocat Alejandro Ferreiro, directeur de la Superintendencia (organisme public d'arbitrage entre les Isapres et les cotisants), résumant parfaitement la situa-

1

12 minutes

نا ونفائد فيموم

Grand ....

5010 377 -

h takes.

EEC -

EG.

density ?

STATE OF THE

ma: 7 7

B 5 ...

mer -

( == :

152 Y -

行業用され

MEXIC.

15000 i 7 Pr

dans le Tron. ....

OITAVITOR

A" 23 PROGRES ET INTALTE A

Le Chili se distingue, après le Brésil, par la plus forte concentration de richesses d'Amérique du Sud (5). Une situation récurrente dans un pays où l'imposition des entreprises est de 15 %: le nivean le plus faible après celui de la Bolivie, selon une étude récente effectuée dans une quarantaine d'Etats (6). Mais la cohésion sociale de ce pays qui se considère comme le « jaguar » de l'Amérique latine est désormais (nn à nouveau) menacée. Les premiers mouvements sociaux de 1993 ne sout-ils pas apparus chez les médecins — mais anssi chez les professears — mal payés ?

La croissance constante des cofts médicaux, liée au développement des techniques ainsi qu'à l'évolution, des profils épidémiolngiques, sunlève nécessairement la question d'une prise de conscience de la notion d'intérêt collectif. « Pour que l'accès aux soins devienne un droit de l'homme accessible à tout citoyen, en particulier sans distinction de revenus, il faut renoncer à considérer la santé comme un bien de cun sommation courante, estlue M. Marie-Charlotte Bouësseau, cardiologue et cherchent en santé publique. C'est en engageant une responsabilité collective de l'ensemble des citoyens et une transformation du rôle de l'Etat que la santé peut devenir un véritable projet social. »

(1) Boletin estadistico Fonosa 1994-1995, tonseil de l'ordre des médecins.

conseil de l'ordre des médecins.

(2) Répanies en quatre canégories survant leur revenu, 8,69 millions de personnes émient affiliées au Fonasa en 1994, dont 6 millions (les plus démunies) bénéficiaisent de prestations toulement gratuites. Enfin. 2,7 % des Chilieus cotisent à un système spécifique aux Forces armées et 3 %, comme les professions libérales, sans protection.

(3) Cf. La Croix, Libre opinion, 11 novembre 1995.

(4) Live Bernard Cassen, « An Chili, les airenes de l'oubli et les dividendes du libéralisme », Le Monde diplomatique, février 1995, et Gérard Tolière, « Démocratie sous surveillance au Chili », Le Monde diplomatique, juillet 1993.

(5) Dial, Paris, nº 2044, janvier 1996.

(6) Cf. Revista Hoy, Instituto Libertad y desarrollo, Santiago, décembre 1995. Le tuns d'imposition des entreprises est actuellement de 30 % dans les principaux pays d'Amérique latine.



SANTIAGO DU CHILL, « POBLACION » LA FINTANA L'envers du décor du « inborntoire nocini » chiljen

columbiennes. Après quinze ans d'existence. les Isapres sont considérées comme un « modèle » à adopter partout en Amérique latine, au même titre que le système de retraite par capitalisation institué en 1981 avec la création des fonds de pensions.

Le docteur Marcos Vergara, directeur de la division planification et stratégie au ministère de la santé recnnnaît que « ce dualisme n'est pas viable dans la durée », et qu'il est « socialement intolérable ». Le jour de sa prise de functions, en mars 1994, le président Eduardo Frei promettait pourtant : « La lutte contre la pauvreté sera la tâche principale de mon gnavernement. » Peu de temps avant le premier summet mondial sur le développement social à Copenhague (dont le Chili était à l'initianve), en 1995, le président réaffirmait cette vulonté tout en déclarant : « En Amérique latine, le Chili est devenu

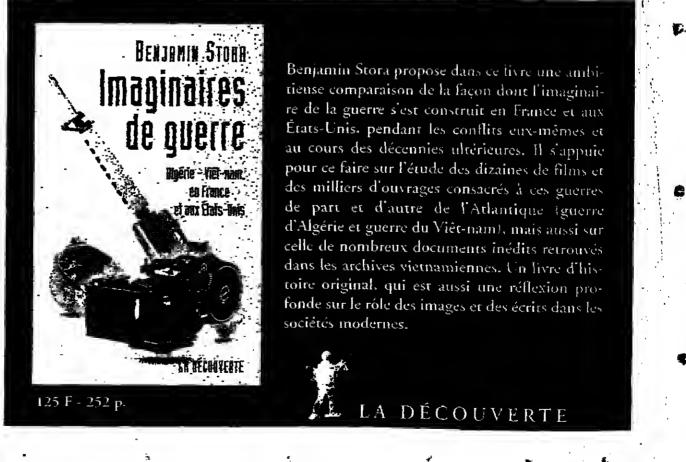
employés les plus modestes d'avoir accès à un plan de santé privé.

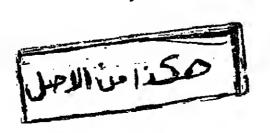
Après une période, sous le mandat de l'aurien président Patricia Aultria

l'ancien président Patricin Aylwin, caractérisée par des investissements en équipements hospitaliers, l'Etat semble désormais se désengager, notamment avec le projet d'hôpitaux publics antonomes mettant en avant l'autofinancement. Corrélativement, pour pallier les déficiences publiques, des mécanismes de solidarité sinon de charité se mettent en place. Le président du conseil de l'ordre, le docteur Enrique Accorsi, ne cache pas sa principale inquiétude: « L'absence d'un projet de santé clairement défini. »

Après dix-sept années de gouvernement militaire et une inngue « négociation » pour le retour à la démocratie, le général Pinochet avait instauré un certain nombre de verrous politiques. Il aura fallu plus de deux années de durs

Règiement par chèque bencaire ou postal
magazine littéraire
ma des Saints-Pense, 75007 Pens - Tál.: 01.45.44,14.51





The second second

A. S. S. S. S.

10 1 10 1 1 E A. 1

10 10 - W 2 2 mm

and with the

THE PROPERTY.

----

- 212 is

· Trustee 1418165

THE PER

4 133

5 7 4 THE LEWIS CO.

The same and the

The second of the second

the or the sections:

The Total Control of

-----

10000

الأرائية المجرامين المارية

A CONTRACTOR OF THE PERSON OF

1 m 1 m

and the same of the same time.

a proprie en sen 🛍

and the second

الكلا شيفالاسال المحادث ويواد

The second section is a second section of

w Land Locate (24

and the property of the same

Annual of the second

and the second second

i multiple to

- 12 to 12 to 1

the distance of the second of the second

1 40 100 10

11 1 1 mg

w Es

SET SE

- TI - 475 45

MARKE Makes some

The State of the second

THE PROPERTY PARTY.

make Parantal

and the second of the second

Marie gertaur andere er en en

M. E. S. Mar. 10. 1 (21" . )

Manie (maritie) at ...

THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T

AND E HOME THE AT

## pe face aux ntes latino-américaines sont respectés, les lignes budgétaires maintenues, les négociations engagées maintenues, les négociations engagées pour la première fo nement espagnol place privilégiée. The foir des

deux de vouloir reconstruire le rapport euro-latino-américain sur le modèle partiellement réussi de la Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone. La globalisation diplomatique, économique et culturelle opérée par celle-ci a été rendue possible par l'ouverture, sous l'autorité des Etats-Uuis, d'un dialogue entre Arabes et Israéliens. Non seulement le cadre d'un dialogue de ce type avec l'Amérique latine existe depuis plusieurs années, mais il a été forgé avec une ambition différente, celle de gagner la paix en dépit de l'URSS et surtout des Brats-Unis.

La situation est donc paradoxale. Les bouleversements internationaux et européens ont conduit les Donze, puis les Quinze, à Clargir le champ en matière de coopération extérieure, le traité d'Union européenne posant, en 1992, la première pierre d'une coordination diplnmatique renfurcée, la PESC. Or si, il y a dix ans, la Coopération politique européenne (CPE), forme de coopération informelle, fonctinnnait bien entre Eurnpéens et Latino-Américains, et si la PESC s'est inscrite dans cette continuité, elle roule sur la vitesse acquise avec les structures héritées, sans cap particulier ni impulsiou renouvelée. Les rendez-vuus

d'une perte de substance a été fait des deux côtés.

Les parties au dialogue de San José ont tenté d'en redéfinir la nécessité, signant un accord-cadre en 1993. Deux ans plus tard, la conférence (San José XI) qui se tenait à Panama, s'est conclue sur une déclaration signalant la oécessité d'noe refoodation : « L'enthousiasme pour le dialogue entre les deux régions est tombé. A partir de 1990, la compréhension entre Centraméricains et Européens a été affectée par les nouvelles politiques mondiales et régionales (10). »Le changement d'époque a, de façoo générale, bouleversé les critères de puissance et les stratégies. Le monde est devenu plus incertain, l'idéologie et les armes ont fait place ao commerce et à l'économie. L'Amérique latine, hier divisée par la bipolarité, est un champ ouvert aux intérêts concurrents, disputé par les Etats comme par les entreprises. Les Latino-Américains jouent de cette concurrence sauvage, en vue d'opposer les puissances et ainsi d'équilibrer les risques de vassalisatinn. Le Chili, nuvert sur l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord, constitue de ce point de vue le modèle le plus accompli de ce type de comportement,

### Les Quinze en ordre dispersé

CETTE nouvelle donne a favorisé l'émergence de fortes contradictions entre Européens, comme entre Européens et Centraméricains. En témoigne l'« affaire » de la banane. Peu après le règlement des conflits au Nicaragua et au Salvador, l'Espagne, la France, la Grèce, le Portugal et le Royaume-Um unt imposé la mise en œuvre d'ime Organisation commune du marché de la banane (OCM) (11); fenne (UE) choisissant de privilégier ses producteurs nationaux et assimilés - principalement ceux des Canaries des Antilles françaises et des ex-colonies européennes de l'accord Afrique Caraïbe-Pacifique (ACP) – au déniment des producteurs d'Amérique laine (ben souvent dos contrôle nord-américan). Mais les intérêts intracuropéens n'étant pas sur cette question partagés, l'Allemagne – premier consom-mateur européen de bananes – et le Danemark engagerent une offensive juridique tenace, mettant en évidence

les tendances centrifuges (12). De fait, l'Allemagne a défini les axes d'une politique latino-américaine autonome, reposant sur la défense d'intérêts économiques et d'échanges, mais aussi sur la recherche de la réforme de l'ONU et de son Conseil de sécurité. Le président allemand, M. Carl Friedrich von Weistaker, a visité l'Equateur (31 octobre au 10 novembre 1993) et a assisté à un sommet des chefs d'Etat centraméricains. Le chancelier Helmant Kohl s'est reentine, an Brésil et au Mexique (14 au 21 septembre 1996). Les membres du gouvernement fédéral se sont répartis les autres pays.

L'Espagne a choisi un rapprochement avec les Etats-Unis, matérialisé par la suspension de l'aide publique accordée à Cuba par le gouvernement de M. José Maria Aznar. Ce choix a réduit l'espace diplomatique dont dis-posait Madrid en Amérique latine. Au dernier sommet ibéro-américain, à Viña del Mar (Chili), le 11 novembre 1996,

pour la première fois le chef du gouvernement espagnol o'a pas occupé une place privilégiée. Le Portugal tente de mettre sur pied une communauté lusophone avec ses anciennes colonies africaines et brésilienne, en dépit de la concurrence... du Brésil qui caresse le même projet mais voudrait voir son centre de gravité à Brasilia.

La France, de son côté, a laissé faire ses entreprises qui ont racheté une part appréciable des entreprises privati-sables dans plusieurs pays, notamment en Argentine. De façon diffuse à partir de la conabitation de 1993 et délibérée depuis 1995, elle pratique une diplomatie vulontairement cummerciale. Celle-ci a montré ses limites en 1993 lors du conflit de la banane; en 1995 après la reprise d'essais nuclaires vivement cootestés en Amérique latine et, de façon plus générale, avec la diffi-culté à gérer une présence physique (souvent qualifiée de culoniale) dans la Caraïbe et en Guyane. Les département français d'Amérique sont certes projetés dans leur environnement avec l'adhésiun française à l'associatino des Etats de la Caraïbe, le 25 mai 1996, mais leur intérêt est très souvent en concurrence avec ceux de leurs voisins.

Dans ce monde flou, un partenariat européen o'est plus aussi nécessaire aux Latino-Américains. L'Europe, les Etats-Unis, le Canada, la Chine et Taïwan, le Japon et la Corée, sont alterna-tivement et concurremment sollicités. Les retrouvailles permises par la position commune adoptée sur la loi nordaméricaine Helms-Burton renforçant l'embargn unilatéral imposé à Cuba relèvent elles aussi de l'air du temps (13). Dans un monde défini par la liberté des échanges, la décision de Washington a fait un tollé général, et pas seulement chez les Européens.

Dans un environnement toujnurs plus fluide et générateur d'antagnnismes fluctuants, l'Europe a du mal à rénover et à élargir les coopérations engagées avec l'Amérique latine. Plus que d'une conférence, d'une énième « usine à gaz » qui ne pourrait qu'ajnuter de la confusion à l'incertinde, c'est d'une use critique dont aurait besoin la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) pour se redéfinir face à l'Amérique latine. La quesson étant de savoir si les intérêts des Quinze européens sont vraiment communs et si le commerce peut tenir lieu de définition extérieure...

JEAN-JACQUES KOURLIANDSKY.



BUENOS-AIRES, 1988

(i) A Cancun (Mexique). François Mitterrand plaide pour l'instauration de nouveaux rapports Nord-Sud et, le 28 août 1981, il défie les Etats-Unis en recomaissant, conjointement avec le Mexique, les insurgés saivadoriens du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN).

punoo Maru de nocradon nadonale (FMLN).

(2) Le groupe de San José comprend alors la CEE, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, El Salvador et le Nicaragua, plus le groupe de Contadora - Mexique, Panama, Colombie, Venezuela -, qui s'est fixé pour objectif de parvenir à une selution négociée des conflits en Amérique centrale. (3) 1 6cu = 6.57 F (au 14 février 1997).

(3) I ecu = 0.31 F (au 14 ieviteu 134).

(4) Rappport sur la communication au conseil concernant le renouvellement du dialogue de San José entre l'Union curopéenne et l'Amérique centrale. Commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense, Parlement européen, Bruxelles, 19 décembre 1996.

curupcen, Bruxelles, 19 décembre 1996.

(5) Comm initialement comme le « Groupe des Huit ». le Groupe de Rio 8 est ultérieurement étage. En first namedément partie : Argentine, Bulivie. Brésil, Chill. Columbie. Equateur. Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Oruguay, Venezuela.

(6) Devenue, depuis mars 1996, la Communauté aodine, elle comprend la Bolivie, la Communauté aodine, elle comprend la Bolivie, la Colorable, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela (le Chili du général Pinochet a rompu en 1976). (7) EC Investment Partners, programme créé en 1988.

1988.
(8) Union européenne-Amérique latine, actua lié et perspective du renforcement du partenariat 1996-2000, Commission des Communautés euro péennes, Bruxelles, 23 octobre 1995.

(9) Lire Albert Galinsoga, « Balance del pro-ceso de San José », Afers internacionals, Barce-lone, CIDOB, 1995, p. 31.

100C, CHOOS, 1993, It 3].

101 Cf. Fernando Carrera Castro, Renovando el dialogo: retos y oportunidades para Centroanérica y Europa en la década de los noventa, Fundacion Friedrich Eben, Madrid, 1995. 

la banance, Universalia, Paris, 1996. la banance», Universatta, Paris, 1990.

(12) En mars 1994, un accord fu trouvé avec les producteurs, augmentant les quotas d'importation de banances latino-américaines pour 1994 et 1995. Cependant, en février 1996, les Etats-Unis, sontenus per quatre pays latino-américaines, ont déposé une plainte contre l'UE devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

(13) Lire Janeue Habel, « Miser sur l'Eglise pour sauver la révolution cubaine? », et Maurice Lemoine, « Quand les Amériques disent "non" », Le Monde diplomatique, février 1997.

Retourarqué de l'Espagne et du Portugal



JULIO LARRAZ - « Tarmac » - (1994)

tiel » : M. Collor de Meln an Brésil (destitué peu après pour corruption); M. Carios Menem en Argentine, vainqueur de l'hyperinflation (mais portant le chômage à plus de 18 %); M. Alberto Fujimori au Pérou, qui suspend les garanties constitutionnelles tandis que s'étend l'extrême panvieté (50 % de la population); M. Abdala Bucaram, élu en juillet 1996, en Equateur. Remant ses démagogiques promesses électorales, celui-ci, avant d'être contraint de démissionner en février dernier, a conduit le pays à la grève générale, au chaos, et a redonné anx militaires uo rôle d'arbitre (3). On est loin du sommet de

Madrid, dont les participants s'engageaient à rédiger. un code de sécurité

Dans cette optique, la déclaration de Vina del Mar (assortie comme tous les sommets de ce type - entre autres ceux de l'Organisation des Etats américains de l'incontournable promesse de lutter contre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités sociales) engage tous les partici-pants dans le modèle démocratique version libérale occidentale. Néanmoins, on ne peut passer par profits et pertes le fait qu'on parle haut et fort de démocratie sur des terres qui, il n'y a pas si long-temps, buvaient le sang des démocrates. une ingérence dans les affaires intérieures de chacon des pays. Sans atteindre une fonction de formation permanente, ces sommets oot permis un échange motoel, eo confiance. Une revue de fond et de détails, à huis clos, de ce qui va et ne va pas sur le continent. Uo exercice que l'on aimerait voir se faire ailleurs et qui o'est pas étranger à l'apaisement du conflit Pérou-Equateur... (4).

Qui plus est, les cumbres développent un élan et une pédagogie qui ne laissent pas Cuba sur le bord de la route. Parce que le peuple cubain fait partie de l'Amérique latine, parce que c'est chez lui que certains des dirigeants politiques présents dans les allées du pouvoir ou dans l'opposition se sont réfugiés pendant les années kaki du cône Sud, de l'Amazonie ou des Andes. Parce qu'à cette époque Cuba était le seul lieu du sous-continent où, parvre, on avait l'assurance de manger, d'être éduqué et soigné, et que cela résonne encore dans les mémoires des faubourgs centre et sud-américains même si cet eldorado fantasmé devait plus aux perfusions de Moscou qu'à la réussite du socialisme tropical.

### Un conseil de famille

'EST pour cela aussi que les chefs d'Etat ibéro-américains peuvent enjuindre au président Fidel Castro de les suivre, et lui accepter de les écouter comme on écoute un conseil de famille. La condamnation écergique et uoanime de la lni Helms-Burton, à Viña del Mar, s'inscrit dans cette perspective. Les « jaguars » économiques ibéro-américains, tous

peu ou prou élèves de l'Oncle Sam, ont rappelé au maître qu'il trichait au jeu qu'il leur avait appris. Washington ne peut, d'un côté, professer la liberté de circulation des hommes et des marchandises quand cela sert ses intérêts, et l'interdire quand cela l'arrange

Concernant Cuba, l'enjeu est clair pour les Etats-Unis: être les seuls à décider de la chute du régime castriste, pour être les premiers à prendre pied sur une île prometteuse de profits. Il n'est donc pas question que d'autres investissent avant eux. Washington pense que l'ouverture économique

cubaine annonce une fin programmée do régime. Le problème n'est plus Fidel Castro, mais l'après-Fidel Castro. Une réponse cubaine est à inventer, un choix doil être npéré entre des investissements diversifiés, entre antres ibéro-américains (et européens), et une version made in USA déjà prête et garantie pur fiel. L'espace ibéro-américain dnot M. Fidel Castru est uo membre assidu lui nffre une occasion politique : la cumbre de l'an 1999 est prngrammée à... La Havane. La

(I) Colombie, Mexique et Venezuela.

(2) Le Mercosur réunit le Brésil, l'Argenone. le Paraguay et l'Uruguay.

(3) M. Bucaram a été destitué par le Congrès équatorien – au terme d'une procédure inconstitutionnelle – pour « inconscitutionnelle — pour « inconscituté mentale » alors que ses mesures » de choc » avaient intélé » accountes des le sue Après qu'il en tale » alors que ses mesures « de choc » avaient jeté la populaonn dans la rue. Après qu'il ent refusé sa mise à l'écart, l'Equateur s'est réveillé. le 6 février 1997, avec trols « présidents »: M. Bucaram, M= Rosalia Artago, vice-président en eacreice, et M. Fabian Alarcon, président du Congrès, l'armée intervenant fermement pour les chlises à nécocier une soncon, president du Congres, l'armée intervenant fermement pour les obliger à négocier une sor-tie pulitique à la crise. C'est finalement M. Fabiàn Alarcon qui présidera l'Equateur par intérim pendant dix-hult muis.

(4) Conséquence de conjestations fronta-lières datant de 1942, une guerre non déclarée (la guerre du Condor) a opposé le Péron à

« famille » y vérifiera l'application de l'accord de Viña del Mar. La pultique, en cette partie du mande, est encore crédible, même si combre de politiciens ne le sont plus. La situatino argentine est telle que le président Carlus Mecem, populiste converti à l'ultralibéralisme, cerné par la corruption, va devoir, sous la pression de la rue, du marché et des relations poli-nques régionales, faire le ménage s'il préteod cooserver le puuvoir. A 5 500 kilomètres de Buenos Aires, le paradoxe colombien fait que le pré-sident de la République, M. Ernesto Samper, est accusé de liens avec le narentrafic, à grand renfort de preuves fournies par les services secrets oordaméricains, qui verraient d'un bon œil disparaître avec hi le volet social de sa politique et la souveraineté du pays à juger ses ressortissants (5).

Le continent commence à se penser comme tel, mais il faudra aux hommes politiques ibéro-américains trouver le chemin étroit entre les spectres dictatoriaux et le roulean compresseur idéologico-économique. Fante de répondre aux aspirations sociales de leurs concitoyens qui, par la pression des urnes et de la rue, écrivent à leur manière le cahier des charges démocratique, les discours, aussi respectables soient-ils, ne suffiront pas.

GILLES LUNEAU.

l'Equateur du 26 janvier au 28 février 1995. Un cessez-le-feu a été finalement accepté sous l'égide du Brésil, du Chili, de l'Argentine et des Etats-Unis. Un conflit du même type avait

(5) Accusé d'avnir reçu des fonds (6 millions de dollars) du cartel de Cali pour financer sa campagne électorale en 1994, M. Ernesto Samcampague electoraic en 1994, M. gruesto Sant-per s'est vu retirer, en juillet 1996, son visa d'entrée aux Etats-Ums. Le l'é mars 1996, Was-bington avait refusé d'accorder la « certificaningium avait refuse à accorde montré leur effition » (délivrée nux pays ayant montre leur éti-cacité dans la lotte contre le narchtrafic) à la Colomble, lui enupant l'accès à l'aide écono-nique américaine. Ce maigré d'évidents pro-grès dans l'éradication de cultures de coca, la destruction de laboratoires et l'arrestations de prombart professiones qui, au grand dam de nombreux irafiquants qui, au grand dam de Washington, et en vertu de la loi enlombienne, ne peuveni être extradés aux Etats-Unis.

### APRÈS LA MORT DE DENG XIAOPING

## Paradoxale modernisation de la Chine

A mort du vieux dirigeant chinois Deng Xiaoping n'a provoqué à Pékin ni trouble dans le fonctionnement du régime ni manifestation particulière dans la population. Stabilité des institutions et continuité des orientations, tels sont les mots d'ordre qu'a tenn à souligner le chef de l'Etat, M. Jiang Zemin, au lendemain de cet événement attendu de longue date. L'année 1997, notamment marquée par la récupération de Hongkong le 1º juillet et par le quinzième congrès du Parti communiste à l'autonne, devrait permettre de vérifier la permanence des politiques en cours et la solidité des équipes en place.

Par JEAN-LOUIS ROCCA \*

rités locales (gouvernements et adminis-

trations), dont le succès est dû tout

autant à leur avantage comparatif en

termes de coût du travail qu'à leur

imbrication avec le pouvoir politique, qui les favorise systématiquement. Les

groupes d'intérêts prennent aussi la forme de réseaux d'origine familiale ou

bureaucratique (branche industrielle,

entreprises publiques, syndicats, armée,

police, etc.), qui contrôlent des empires industriels de grande dimension.

Les entreprises privées ont souvent

comme principaux (et discrets) action-

Quelle Chine Deng Xiaoping laisset-il derrière lui? Une Chine en route vers le capitalisme et la démocratie, e'est-à-dire en route vers la modernité ? Ou, au contraire, une Chine subissant une « croissance sans développement », une Chine déboussolée par d'insupportables tensions dues aux inégalités de revenus, aux renforcements des pouvoirs locaux, au décalage entre les succès économiques et l'apparent surplace politique? Aussi séduisantes soientelles, ces deux hypothèses ne sont pas pleinement satisfaisantes. Risquons-en donc une troisième, celle d'un pays offrant le visage d'une « modernisation paradoxale » : à la fois pleinement entré dans le monde moderne (ou postmoderne), mais dans le même temps encore fort éloigné de la modernité.

A travers la déconcentration des pouvoirs, la décollectivisation des terres et la disparition de la planification centrale, l'héritage économique laissé par Deng Xiaoping est moins marqué par uoe transformation des structures sociales que par une mise en mouve-ment. La politique dite de « réforme » a permis à la société – telle qu'elle se présentait à l'aube des années 80 - d'explorer les voies de l'accumulation (1). L'importance des solidarités traditionnelles et l'influence de trente années de socialisme ont condnit la société chinoise à interpréter le slogan « Enrichissez-vous » sur des bases communantaires fortement liées au pouvoir politique, et uon selon les principes de économio libérale. Les bureaucraties locales ayant su tirer parti de l'occasion que leur offrait le relâchement des contraintes étatiques, l'accès au pouvoir politique est devenn le sésame de la réussite économique.

Pour l'essentiel, ce sont des groupes d'intérêts territorialisés (villages, cantons, villes) on en réseaux (familiaux on bureaucratiques) qui sont à l'origine du « miracle chinois » (2). Le dynamisme économique provient très largement des entreprises rurales créées par les auto-

\* Chargé de recherches au Ceutre d'études et de recherches internationales, Fondation nationale des sciences politiques, Paris. Coauteur, avec Patrice de Beer, de La Chine à la fin de l'ère Deng Xiaoping, Le Monde Editions, Paris, 1995 (nou-velle édition sous presse).

Dans ce contexte, un des ressorts essentiels de la prospérité tient dans la capacité des acteurs économiques à jouer sur tous les tableaux : la pesanteur bureaucratique et le dynamisme privé, la respectabilité officielle et les activités illégales, le réseao relationnel et l'accumulation capitalistique, la rationaliné économique et les raccourcis du politique. User d'une position officielle pour obtenir le droit de trafiquer sur les marchés, utiliser la puissance des conglomérats pour détourner des fonds et investir en Bourse, profiter de ses fonctions de défenseur de l'ordre pour opérer dans l'économie criminelle -e'est le cas de la police pour la prostitution, de l'armée pour la contrehande -, miser sur les relations sociales (matrimoniales ou amicales) pour accumuler des ressources financières, telles sont les bonnes recettes.

Le capitalisme chinois est donc un étrange objet, bien éloigné de l'idéologie libérale. Les échanges u'y sont que très partiellement régulés par le marché. En raison du rôle prépondérant des relations bureaucratiques, il est souvent beaucoup plus fructueux et plus simple d'utiliser ses « amitiés » que de se lancer dans l'aventure - les escrocs sont

l'emploi. Pour régler la question, l'Etat pourra de moins en moins compter sur les entreprises rurales, qui o'ont créé que 5 millions d'emplois entre 1993 et 1995 (contre près de 100 millions entre 1978 et 1993).

Quant à l'ouverture économique, elle n'apporte guère d'oxygène. Les trois quarts des iovestissements étrangers proviennent de Hongkong et de Taï-wan. Or les industriels de ces régions n'employaient que 2,7 millions de personnes en 1995. Certes, l'influence étrangère va bien au-delà des simples investissements directs, puisque le sys-tème de la sous-traitance avec Hongkong et d'autres opérateurs étrangers est particulièrement développé, mais les emplois créés en sous-traitance sont déjà comptabilisés, pour la plupart, dans la main-d'œuvre des entreprises rurales. Quant aux grandes multinatio-nales, elles investissent essentiellement dans des industries capitalistiques qui créent pen d'emplois (5).

Le capitalisme à la chinoise, comme le capitalisme tout court, est porteur d'injustices. Certes, une part assez importante des bienfaits de la prospérité, provenant de l'activité productive, de la spéculation ou de la corruption. est redistribuée aux clientèles des

protectionnisme pour éviter les dangers du marché (6) rejoignent des évolntions que l'oo retrouve dans maint pays du Sud. Comme la plupart des pays du globe (7), la Chine connaît une crise du travail productif et ne bénéficie que marginalement du mythique « déplace-ment des capacités de production vers les pays où le coût du travail est plus faible ». Entrée de la Chine dans le marché international et crise du travail soot deux phénomènes concomi-

Certes, la Chine semble mieux lotie que beaucoup de régions du monde, grâce au gigantisme de sa population (masse de travailleurs, mais aussi de eonsommateurs), qui attire les appétits des investisours à la recherche du « plus grand marché potentiel du monde » et en fait un des enjeux de la mondialisation. Mais l'absence d'une véritable politique économique, la fragmentation de soo espace, la destinent à être une proie facile pour nombre d'opérateurs étrangers. Ainsi, il n'existe que très peu de marques chinoisos à dimension nationale capables de résister à l'internationalisation des besoins du consommateur en matière d'alimentation. Après la disparition de l'industrie nationale de



LUIANG, DANS LA PROVENCE DU YUNNAN

naires des fonctionnaires locaux, associés à leurs affaires par d'ingénieux et prodents entrepreneurs. Certaines entreprises publiques officiellement déficitaires pratiquent la double, voire la triple, comptabilité, afin de dégager des ressources financières, « exportées » illégalement à l'étranger grâce à des amitiés politiques, puis réinvesties dans les zones économiques spéciales ou les places boursières étrangères (3). Quant à l'armée, elle est parmi les plus grands opérateurs économiques « privés ».

prix. Accepter de favoriser telle entreprise peu performante et peu compétitive, mais dirigée par une personnalité importante, permettra d'obtenir un appui ultérieur. Sans oublier le réflexe protectionniste, qui amène les autorités à dresser des barrières donanières illégales ou à défavoriser systématiquement des concurrents étrangers à la région afin de préserver les intérêts locanx en

matière d'emploi et de production. Ce capitalisme no repose pas sur une logique étatique de construction d'un espace économique. Avant abandonné le terrain économique, l'Etat se concentre sur des tâches moins exaltantes, mais essentielles, qui visent à atténuer les tensions produites par le relâchement des contraintes. Il finance aujourd'bui les entreprises publiques avant de devoir, demain, financer le volet social de leur liquidation. On parle déjà de « nouvelle pauvreté urbaine » à propos de ces millions d'ouvriers aui seront mis à la porte à un rythme plus ou moins soutenu dans les années à venir si la politique actuelle se poursuit (4).

On assiste ainsi à une véritable désindustrialisation du pays au profit de secteurs plus dynamiques, mais à l'avenir très incertain (les entreprises rurales) ou peu porteurs d'emplois (les groupes financiers parapublics). Dans les campagnes, l'État doit calmer - parfois par des mesures concrètes, plus souvent par de bonnes paroles on par l'envoi de la troupe - la eolère des paysans à l'encontre d'une bureaucratie locale qui abuse de la pression fiscale. Il dolt convaincre avec toujours plus de difficultés les provinces riehes de contribuer au budget central et les bureaucraties locales d'accepter un minimum de collaboration entre elles. Il doit surtout e gérer » la fantastique crise du travail qui menace de plus en plus l'équilibre

Si la Chine a créé nombre d'emplois notamment dans l'industrie rurale et dans les services -, elle en a aussi bean-coup perdu. Ainsi, la main-d'œuvre snrnuméraire dans les campagnes oscille entre 100 et 150 millions de personnes. En ville, ce sont de 30 à 40 millions de personnes qui sont au chômage, complet on partiel. Sans compter, bien entendu, les foules de jeunes qui se préparent à entrer sur le marché de l'emploi. Des importants flux migratoires vers les villes à la croissance continuelle des taux de criminalité, de multiples phénomènes évoquent déjà la gravité du défi de

patrons politico-économiques, irriguant ainsi la société. Mais la manue n'est précisément accessible qu'à condition de faire partie d'un clan ou d'un réseau, ce qui exclut une frange de plus en plus large de la population. Pour l'essentiel, les individus qui réussissent sont ceux qui sont nés là où il faut (dans les régions côtières) et dans les bonnes familles (celles qui ont des relations). Un seul exemple : dans les entreprises rurales, les omplois les micux rémunérés et les meilleures conditions de travail sont réservés aux babitants du cru, tandis que les immigrés d'antres régions sout « exploitables » à merci. Ce déterminisme est évidemment tempéré par la trajectoire de chaque individu - la plus grande réussite étant promise à celui qui sait jouer nu mieux de ses multiples attaches -, mais dans des limites très étroites.

Pourtant, malgré ses archaïsmes, la modernité de la Chine est indéniable; on, plus exactement, la Chine s'est adaptée avec un certain succès au monde moderne. En expérimentant les deux mouvements - « mondialisation » et « renouveau identitaire » - qui caractérisent la période actuelle, elle a pris sa place parmi les nations, elle s'est banalisée.

L'affaiblissement de la place de l'Etat dans l'édification économique et son rôle social pour atténuer les tensions rappelleot étonnamment les dynamiques à l'œuvre en Europe. Le recul de la production, l'affaiblissement de la pure logique du marché et la montée en puissance des activités financières, de la spéculation on de l'économie criminelle, le recours au

(1) Pour un état de la Chine an début des réformes, voir Jean C. Oi, State and Peasant in Contemporary Cidna. The Political Economy of Village Government, Berkeley, Los Angeles, Oxford. University of California Press, 1989, et Andrew G. Walder, Communist NeoTraditionalism. Work and Austority in Chinese Industry, Berkeley. University of California Press, 1986.

(2) Un « miracle » contesté dans son amplem par l'économiste Lester Thurow dans son dernier ouvrage. Les Fractures du capitalisme, Editions Village mondial, Paris, 1997. Lester Thurow recommande de « soustraire au moins quarre points de l'actuel toux de croissance officiel « 110 % l'an, en moyenne, depuis 1979].

(3) Jean-Louis Rocca, « L'entreprise, l'entre-preneur et le cadre. Une approche de l'économie chinoise », Les Enudes du CERI, Paris, n° 4, avril

(4) Antoine Kernen, « Shenyang, ou l'échec de la transition », Le Monde diplomatique, juin

l'automobile, on peut s'attendre à de retentissants succès des multinationales de l'électroménager.

par lo rôle qu'y jonent les références identitaires et surtont par la façon dont elles se construisent et s'articulent. Il ne s'agit pas d'identités fossilisées dans un déterminisme religieux ou ethnique, mais d'identités sans cesse construites, déconstruites et reconstruites. Chaquo individu possède une multitude de références sur lesquelles il joue. Celles, traditionuelles, de la famille et du voisinage; celles, issues de la communauté du travail socialiste (entreprises et bureaucratics); et celles, nouvelles, fondées sur le contact avec les flux économiques et culturels de la mondialisation. En Chine, comme ailleurs (9), les identités constituent rarement des obstacles à la mondialisation, mais représentent plutôt des points d'appui à partir desquels il est possible de créer des réseaux économiques performants - on pense évidemment à la diaspora chinoise et au rôle financier de Hongkong - ponvant s'étendre sur l'ensemble du globe.

Cette multiplicité des références est assez éloignée du communantarisme spontané et « massif » qui scrait le propre des populations asiatiques. Les individus peuvent jouer sur leurs dif-férentes identités, les trahir on les mêler rendant ainsi l'espace social à la fois mouvant et instable. Ce phénomène, que l'on retrouve dans la plupart des régions du monde (10), n'est pas le moindre défi que devra relever la Chine après l'ère Deng Xiaoping.

(5) Sur la question de l'insertion de la Chine dans l'économie mondiale, voir Prançoise Lemoine, « L'intégration de la Chine dans l'économie mondiale », Revue Tiers-Monda, Paris, n° 147 (puillet septembre 1996), p. 493-523. (6) Pour l'Afrique, voir Béstrice Hibou, L'Afrique est-elle protectionniste l'Les chembs buissonniers de la libéralisation extérieure, Estthals. Paris, 1996.

(7) William J. Wilson, When Work Disappears, Knopf, New York, 1996.

(8) Certes, on peut argumenter sur le fait que le recul de l'emploi n'est que potentiel pour l'instant en raison de l'absence de mesures radicales de dégraissage. Mais, si l'on se place dans une vision prospective, le potentiel et le réel se rejoignent. (9) Jean-François Bayart (sous la direction de), La réinvention du cap 1994, pp. 47-72.

994, pp. 47-72.
(10) Jean-François Bayart, L'Illusion identitaire, Fayard, Paris, 1996.



Revue publice en partenariat avec Espaces Marx n° 309

Bernard Gerbier

Wladimir Andreff

François Chesnais

Nos précédents articles

La mégalomanie en action pour maîtriser le Yangtsé, par Jean-Philippe Beja (juin 1996).

Retour sans joie de Hongkong à la « mère-patrie », par Bernard Cassen (juillet 1996).

Fantasmes de conflit en mer de Chine méridionale, par Virginie Raisson (mars 1996).

Moscou, Pékin, Hanoï: les prédateurs au pouvoir, par Gabriel Kolko (décembre 1995).

• Shenyang, ou l'échec de la transition, par Antoine Kernen (juin 1996).

Pékin-Taïwan, par-delà les diktats, par Selig S. Harrison (avril 1996).

La Chine, le riz et le pare-chocs, par Jacques Decornoy (novembre 1995).

Comme le pays, un bateau dans la brume..., par Jean Chesneaux (juin 1995).

Janvier-février-mars 1997 MONDIALISATION Michel Rogalski Ignacy Sachs

Mondialisation : présentation et remarques complémentaires Les quiproquos du débat sur la mondialisation La continentalisation, véritable objet de la mondialisatinn Les effets de la mondialisation du capital sur les pays de l'Est

L'émergence d'un régime d'accumulation mondial à dominante financière Les bases et les conditions

Monique Chemillier-Gendreau

de la démocratic internationale

Le nº 115 F - Abonnement (4 numéros) 420 F (France) 700 F (Etranger) La Pensée, 64 bd Auguste Blanqui 75013 Paris. Tél: 01 42 17 45 17

صكدا من الاصل

on aura to choses (Links) ses anciens

THE VE DETAIL TENT nis i di SEC. 1- 1- 1-COURS ! East. " inocalies.

Aleman # ESPER, C. . . . elle en en en en Tipogram . de lossus : " .

Fort 1 des Care and I CHEEF TO THE Male: - -1015 C COUNTY . . . . potentia: 5m 3 5m - - .

Ashar - ... ped because and m. Har. G. . . - -Section 38 THE TEXT IN Qualities ... DEATH FLET . IT'S dure The .... dan de entre :

Dec. 1:1 la practica. har are here No trace Seamond > ... COUNTY .... 3220 giornates in the

me of the second SHARE OF THE PARTY. De faurestier donates de la Constitution, M. I. Per - man tocasta - ... baca a similar manage de l'ac. Emmerce: · Rein · F -

bonz s'arac's a a mores. Il - T. DER GE COLLEGE. Record Transport PORTON CE CONCIN. Parket L. Contact de 20 1970 Rocket Face distinct. - Je vore Company

- En retari Capiller (c), E. A.C. Sal-diricum qua a de la constante de la consta Construction of the state of th Grace a time builty of the state of the stat complete of contraction to the contraction of the c tite diffe intellectuality of the state of t in Martin + 4

14:1026.1

. .

50 11 Sept 274

.. 4.24.25

10 mm 18 mm 22

The second section is

4.00

and the second

- 17 X

22 L

.. .... p 55

and the same of the same

10 m. 10 m.

ा अल्डाहरू

THE PARTY RES

# 266 Table Toffelding ....

整 病毒 4.

\* x Bestern:

\*\*\* \*\* 3;

Ass. Servering ...

المالية وسيهم

Appropriate the Control of

THE PROPERTY OF

deserver ...

to the grown .

- marine

## INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET ÉPURATION POLITIQUE

## Pékin « rééduque » le Tibet

A mort de Deng Xiaoping (lire page 20) interrompra-t-elle la gué-rilla diplomatique que se livrent Pékin et Taïpeh? Celle-ci connaît un nouvel épisode avec la visite, annoncée pour ce mois-ci, du dalaï-lama à Taïwan. Pour la première fois, le chef religieux tibétain a accepté de se rendre dans l'île nationaliste, en dépit des mises en garde de Pékin. Son programme ne devrait pas comprendre, toutefois, de rencontres avec les antorités qui, à l'instar de celles du continent, considèrent le Tibet comme partie intégrante de la Chine. Au même moment se déroule, dans la région autonome, une intense campagne de rééducation idéologique.

Par TICA BROCH \*

Dans les hantes sphères de la diplomatie et de la finance internationales, il est de boo ton de croire que le développement économique de la Chine s'accompagnera nécessairement d'une libéralisation politique. Le moins que l'on paisse dire est que cette certitude ne se vérifie pas au Tibet. A Lhassa, capitale de la région autonome, bâtiments modernes et chantiers de construction ne se comptent plus; le nombre de commercants chinois ne cesse d'angmenter, ainsi que, conséquence moins heureuse de cette fièvre marchande, celui des maisons de passe. Et pourtant, les autorités de Pékin mènent ici, avec ardeur, la plus intense campagne de « rééducation politique » que les habi-tants aient subie depuis la révolution

Lancée en mai 1996, au monastère de Gauden, situé à 40 kilomètres à l'est de Lhassa, où les autorités pensaient avoir des alliés au sein du comité de gestion (1), cette campagne s'est heurtée à la résistance des moines. L'armée est intervenue, faisant officieusement deux morts, cinq blessés, et une soixantaine d'arrestations. Une cinquantaine de personnes sont toujours détenues. De nomtis en exil. D'autres ont été chassés du monastère, qui est resté totalement fermé jusqu'au 15 octobre 1996.

Composées de militants chargés de diffuser l'idéologie du Parti communiste, les « équipes de travail » (2) poli-



rique sont, en Chine, un instrument de la propagande officielle. Leur création remoote aux origines du régime maoiste, en 1949. An Tibet, l'autorité de Pékin exigeait, pour s'imposer, le démantèlement préalable des institu-tions administratives et sociales autochtones. Uo mandat plus « musclé » fut confié à des équipes constituées surtout de cadres de l'Armée populaire de libération (APL). Elles s'illustrèrent dans la persécution religieuse : à partir de 1956 dans le Tibet oriental, puis dans le Tibet central, à la suite de la fuite forcée du dalaï-lama en inde en 1959 (3) et, enfin, pendant la révolution culturelle (4).

Le rôle prépondérant de l'armée chinoise au Tibet s'explique par l'importance géostratégique de cette région pour Pékin. Confortablement installée derrière ses nouveaux remparts himalayens, l'Armée populaire de libé-

\* Remésentante à Genève du Minority Rights

ration bloque toute expansion, même commerciale, de l'Inde vers le nord. D'autre part, le contrôle du Tibet occidental ouvre à Pékin un passage vers le golfe Arabo-Persique. Maîtresse du hant-plateau tibétain, l'armée chinoise y entretient d'immenses exploitations agricoles et de grands élevages, commercialise le bois, construit les routes à son gré, prospecte et exploite des gisements miniers : or, uranium métaux non ferreux, terres rares. Bref, l'occupation du Tibet a réalisé le rêve inachevé de la dynastie des Qing (1644-1911), en ajoutant à la mère patrie 2 millions de kilomètres carrés de terres (5), sur lesquelles la densité du peuplement est cent cinquante fois inférieure à la moyenne chinoise.

Après la tourmente de la révolution culturelle, le Parti communiste chinois, sons l'impulsion de Hu Yaobang, son secrétaire général, pratiqua au Tibet, dans les années 80, une politique plus ouverte, marquée par le départ de nom-breux cadres chinois et l'octroi d'une

Tablean réalisé par Robert Combas pour l'association de soutien no penple dibésain May All Reings Be Happy.

tée, en juillet 1994, lors du troisième

Forum sur le travail politique au Tibet

(8). Les deux principales orientations

retenues lors de cette réunion furent la

modernisation accélérée de la région et l'assimilation de ses habitants. Dès le

mois de septembre se déployait une

campagne de « purification » des cadres

autochiones coupables de « manque de

patriotisme et de vigilance », ou de

sentiments religieux ou nationa-

listes ». Depuis lors, il est interdit aux cadres tibétains de posséder des objets

religieux ou des photos du dalai-lama. Ce dernier est qualifié de « tête de

serpent qu'il fout à tout prix écraser pour mettre fin au séparatisme (9) ».

La politique tibétaine de Pékin est

prise entre deux feux. D'une part, la per-

manence de la résistance à l'assimila-

tioo chinoise et l'expressioo d'une

contestatioo ouverte oot dissipé le

mythe de l'intégration pacifique do

Tibet à la Chine. D'autre part, les diri-

(1) Depuis 1962, l'administration chinoire à imposé ces countés de gestion, qu'elle reconneît comme sculs interfocateurs dans les monastères, en lieu et place de la structure monastère traditionnelle. (2) Gongoso dui, en chinois ; ledeson roules, en tibé-

(3) Le nombre de réfogiés qui out suivi le dalai-lama en exil est estimé à 80 000. Cy. Jérôme Edou et René Vermdet, in Tibet, les chevaux du vent, Asia-thèque, Paris, 1993. (4) Seton Buchung Tsering, vice-président de la région autonome du Tibet, sur les 2 700 monassères

région autonome du Tibet, sur les 2 700 monastères recessés sur le recriscine en 1959, il n'en restait que 550 en 1966 et 8 en 1978. Déclaradon faire nu cours de la conférence de presse donnée à l'occasion de la visite du chancelier Helmon Kohl à Llussa, le 19 juil-

(5) An-delà de la région autonome du Thet (1.2 million de kilomètres carrés), le baut plateau tibé-tain s'étend jusqu'au Gamu et recouvre 85 % de la province du Qinghai (720 000 kilomètres carrés), ainsi que 35 % de celle du Sichuan (560 000 kilo-

(6) Cf. le rapport remis à la Commission des droits de l'homme, E/CN, 4/1995/91, New York.

plus grande autocomie en matière d'éducation et de culture. Cette libéralisation se poursuivit et même s'accentua après la comination, en 1985, à la tête de l'organe régional du Parti, de M. Wu Finghua, un cadre communiste issu de la minorité Yi. Uoe partie des restrictions à la pratique religieuse furent levées, un plus grand nombre de livres en tibétain publiés. L'éviction de Hu Yaobang en janvier 1987, puis les manifestations antichinoises à Lhassa, au mois de septembre suivant, sonnèrent le glas des

### « Ecraser la tête du serpent »

'AGITATION tibétaine n'ayant pas faibli, le loi martiale fut imposée à Lhassa en mars 1989. Les événements de la place Tiananmen, à Pékin, au mois de juin, finirent de convaincre les dirigeants chinois qu'il était dangereux de laisser un cadre oon chinois à la sête du comité régional du Parti au Tibet. Accosé de « laxisme réformiste », M. Wu Jinghua fut évincé. La décision prise au sein du PC de rejeter la responsabilité des troubles de 1989 sur les « forces exérieures hostiles » donna le coup de grâce à un éventuel dialogue avec le dalaf-lama et marqua la fin de la politique de concessions au particularisme cultural ribétain.

Depuis lors, les équipes de rééducation idéologique jouent de nouveau un rôle important au Tiber. A partir de 1990, après treize mois de loi martiale, elles ont été l'outil, en liaison étroite avec les unités de sécurité, d'une stratégie préventive qui repose sur le « dépistage » des opposants potentiels. En quelques mois, ce « dépistage » a pro-voqué le renvoi de 200 religieux des monastères de la valiée de Lhassa – des « agitateurs », selon les antorités, « les moines les plus qualifiés pour former les novices », selon les lamas.

Essentiellement composées de fonctionnaires tibétains désignés par leurs administrations respectives, mais dirigées par des cadres chinois spécialisés, les équipes de rééducation s'installent à demeure pendant des semaines, voire pendant des mois, dans les institutions religiouses. Elles visitent également les unités de travail (écoles, hôpitaux, usines, entités commerciales et financières) après tout incident « contrerévolutionnaire ». Il faut noter que le personnel chinois est dispensé de ces séances de « discussions » politiques.

Dans les monastères plus distants de Lhassa, comme Shalon, Sakya et Gyantsé, on compte désormais un cadre politique pour quatre moines. La pro-portion est moindre à Séra, l'un des grands monastères de la vallée de

DONNER SA PLACE A LA PSYCHOLOGIE DANS L'APPROCHE DES PROBLÉMES ALMQUELS MOTRE ÉPOQUE EST CONFRONTÉE

Numéros disponibles

9- Du réflexe à la réflexion

12 Prychologie at politique 11 -Legaria sur la dépressi

12. Groysmen, science of foi

13- Lo regard interiour

2-A la découverte des motivati

Lhassa: 70 cadres pour 450 moines. A Drépoung, où vivent également 450 momes, 180 fonctionnaires se sont installés en août 1996. Le régime ne varie guère : séances quotidiennes d'endoctrinement politique, répétition pendant parfois quatre heures d'affilée des mêmes consignes et slogans, dénoncia-tions inlassables du dalai-lama.

Cet « enseignement » distille le contenu de quatre fascicules, d'une centaine de pages chacan, qui portent sur « la vraie histoire du Tibet », la « religion », le « droit » et le « séparatisme ». Au bout du compte, il s'agit de faire entrer dans la tête des momes l'idée simple seloo laquelle le dalaï-lama est « la cause première de l'instabilité du Tibet », parce qu' « il prône l'indépen-dance en tant que chef d'un groupement politique », qu'il est « l'outil des forces internationales antichinoises », enfin, qu'il est « l'obstacle principal à l'instauration harmonieuse de la tradition bouddhiste tibétaine ».

Pour Pékin, l'objectif de cette campagne politique est d'enfoncer un coin entre les religieux et leur chef exilé. Chaque moine est poussé à signer, individuellement, une déclaration en ce ens. Or, pour les religieux, renier le dalal-lama, maître bouddhiste incontesté, reviendrait à trahir leur foi et à commettre un acte d'apostasie. Mais refuser de signer, e'est courir le risque d'être expulsé du monastère. Les autorités chinoises ne foot pas mystère de leur intention de séculariser les moines les plus récalcitrants.

Selon le bureau du Haut-Commissariar pour les réfugiés de l'ONU au Népal, 60 % des réfugiés en provenance du Tibet fuient les persécunons religieuses, un chiffre co progression constante. On ne peut d'ailleurs exclure que les autorités cherchent à provoquer le départ à l'étranger des moines dési-reux de rester fidèles au dalai-lama. En tout état de cause, le PC a décidé de réduire les « effectifs monastiques » de moitié, en commençant par renvoyer les moines nés au-delà des frontières de la région autonome. Premiers visés : les novices âgés de moins de 18 ans.

Cette politique d'ingérence est contraire, en tous points, aux principes énoncés dans la Déclaration sur l'intolérance religieuse adoptée par les Nations unies en 1981 et à laquelle la Chine avait pourtant paru vouloir se conformer. A la suite de son voyage à Pékin et à Lhassa en novembre 1994, le rapporteur spécial nommé par la Commission des droits de l'homme de l'ONU avait déjà révélé à quel point les rares textes juridiques chinois en la matière visent davantage à limiter les activités des croyants qu'à les protéger (6). Les nombreuses communications qu'il a transmises au gouvernement chinois après la disperition du jeune panchen-lama (7) et d'autres dignitaires religieux sont restées sans

côtières chinoises, qui ali-mentent les caisses de l'Etat central, voient d'un mauvais œil s'engloutir des milliards de yuans dans ce territoire lointain et instable. Pour réaliser la politique de modernisation accélérée, le troisième Forum a préconisé un transfert massif de capitaux, de technologies et de main-d'œuvre (10). Les provioces prospères oot reçu l'ordre de s'impliquer à fond autant pour alléger le fardeau du gouvernement central qu'afin de réaliser l'intégration définitive du Tibet à l'écono-Mais cette « ooverture »

geants des riches provinces

écocomique du Tibet a ses limites. Alors que les provinces côtières doivent, pour one bonne part, lenr essor aux investissements et an savoir-faire en provenance de l'étranger, les frontières du Tibet avec ses aociens partenaires eommerciaux -1'Inde, le Pakistan, le Népal - restent partiellement fermées ou, du moins, les échanges ne s'y font

qu'au compte goutres. Dans quelle mesure cette politique peut-elle, d'antre part, convaincre une population soumise quotidiennement à l'arrogance et à la corruption des fonctionnaires chinois, à la répressioo de toute manifestation identitaire et à la régression programmée de sa langue et de sa culture?

La vision pacifique du dalaī-lama. consistant à prôner une relation étroite entre la Chine et le Tibet fondée sur une autonomie réelle et une tolérance mntuelle, ne risque-t-elle pas à la longue, dans un tel climat, de ne plus satisfaire les jeunes Tibétains, qui ont grandi en marge de la nonvelle société de consommation chinoise ? Exposés à l'assaut de l'immigration chinoise, exclus du réseau de relations qui gouverne l'accès à l'enseignement supéricur, aux formations professionnelles et au marché de l'emploi, auront-ils la patience d'attendre ?

(7) L'enfant recomm le 14 mai 1995 par le dalai-lama comme la réineamanion du divième panchen-lama, décédé en janvier 1988, est rem su secret à Péxin, qui a imposé, en novembre 1995, une autre procédure de sélection. Le président Jiang Zemin a reçu en grande pompe à Péxin, le 12 janvier 1996, l'enfant ainsi choisi par le régime. Sur estre affaire, Marie Louville et Pierre Balbert out tourné chardes-tinement sur place, en 1996, en document. Pai sic are et je saix tibétain, qui sera diffusé le 16 mars sur France 2.

(8) Réuni en février-mars 1984, lo deuxième Forum avait adopté 43 projets à réaliser au Theo, un pro-gramme loin d'avoir été mené à son terme. Le pre-mier Forum s'était teau en avril 1980, pour préparer la visine, le mois suivant, de Hu Yaobang dans la région

(9) Cité dans Un pont doré vers la nouvelle ère, document officiel de 96 pages publié par le comité de propagande du parti de la région autonome.

(10) 62 projets one 6té retenus pour une valeur de 3,4 milliards de ynans. Cf. Agence Xinhua, 19 novembre 1996.



Mars-avril 1997

## Le philosophe, la morale et le citoyen

Olivier Mongin, Étienne Tassin, Charles Taylor, Paul Thibaud, Michael Walzer

L'obscure clarté de la langue française Henri Meschonnic

Le sale avenir de la guerre civile en Algérie Olivier Mongin

Les bourreaux, les militants et leurs archives François Bédarida, Pierre Grémion, Marc Lazar

Le numéro : 85 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF 212, rue Salus-Martin, 75003 Paris - 12.01.46 04 08 33

com dans at here uncamb. the last terms don't limited. and a secretaries of there of the Committee of the contraction of the state of the s with the dozent define. 187 CHINA THE END PHOT to 1 Atlantique great 200 Vary MARK SHIPLARING Service made to the THE PERSON NAMED OF PERSONS ASSESSED. ARREST WAS PURCHASE The state of the s

STORTERS.

MOTIVATION

N° 23 PROGRÈS ET ÉVOLUTION Paul Mil., Takorie de l'évolution : le fond du problème Benezak MCCLESCI, Bereirs et comunication : le regard transdictiplicates (Entretien)

Armed TARPOTAN, Chillandon et suitant Bress VIARS, Four une utapie richtte Alain BAVELLER, La délibération fatigne : un pas érobetif Marielje GRANDA, La possibile et le actibalizable Daniel FAVAL, De la different d'éveluer Cyrille Calles, Eveluar & l'école Lieun Kahalin, Payahologio at Sychologi

Michel CATHAYE, Do l'intermiturel au transcriburel René PASSET, De l'économie de l'autir à une économie de l'étre ? Joan Michel Burturi, Lo darminismo pont-il étro dipesso ?

premier somestre 1997 (OMMANOL no RT : Particulars, 88 F - 15 F de frats d'égyon, transmissen, 350 F (OMMANOL no RT : Particulars, 88 F - 15 F de frats d'égyon, transmissen, 350 F (un de Particulation de la Mostanies, 57, nr. 4 frais 15113 Paris 151101 53 61 12 08 Fax and 44 24 25 27

17. Le lieu rocial: de biologique au politique 18-l'écule aujunté bui et deuxén 15 Regards our le comple et le familie 20 Repepetr la fustice ? 21. Le dialogue 22 La chasta da visabir.

14 Repenser Princetten? 15-Stangers pour un nouvel internation

18. L'adalescence: les deux faces d'une urise

réponse. La campagne idéologique actuelle résulte très directement de la ligne adop-

## LA MÉMOIRE TROUBLÉE DE

## Madagascar entre.

ADAGASCAR va commémorer avec ferveur, à partir du 29 mars, le 50° anniversaire d'un soulèvement qui fut l'une des premières manifestations nationalistes dans l'empire français. La répression, avec près de 100 000 morts - un des grands massacres coloniaux de l'aprèsguerre, sur lequel la France a étendu un voile de silence -, a fauché toute une génération de cadres malgaches; et accru le trouble d'une nation jadis fière et unie, mais défaite par les intrusions étrangères, et impuissante depuis à retrouver ses équilibres ancestraux. Et avec le retour, le 9 février dernier, de l'amiral Didier Ratsiraka à la tête de l'Etat, puis la désignation, le 21 février, d'un nouveau premier ministre, M. Pascal Rakotomavo, la politique risque de s'orienter dans une direction apparemment très éloignée des vieux idéaux nationalistes.

Par notre envoyé spécial PHILIPPE LEYMARIE \*

Aux marges de l'Afrique, mais proche de l'Asie par une partie de sa population, située dans une zone stratégique, entre le Cap et le Golfe, Madaascar, la grande ile du sud-ouest de gascar, la grande ne du sud-ouest de l'océan Indien, tour à tour social-démo-crate (Iº République), nationaliste et révolutionnariste (II°), puis libérale, populiste et chrétienne (III°), se veut aujonrd'hni « humaniste et écologique » pour tenter, dans un quotidien obsédé par la survie, de sauver ce qui peut l'être.

« Ce 29 mors 1947, se souvient M. Guy Razanamasy, ancien premier ministre, actuellement maire de la capitale, on projetait La Bataille du rail, le film de René Clément. » Involoutaire et bieotôt douloureuse ironie ; les insurgés evaient commencé par couper des voies ferrées : certains d'entre enx devaient périr ensuite dans des wagons, au fil d'une répression qui - sur trois ans - a pris l'allure d'une véritable guerre coloniale (lire l'article ci-dessous).

« J'avais dix-huit ans, L'insurrection nous o fait comprendre que nous étions malgaches. C'était national, pas seulement merina », insiste M. Guy Razanamasy, dont un oncle, lieutenant rallié aux rebelles, avait été exécuté. La revendication politique du Mouvement démocratique pour la rénovation mal-gache (MDRM), qui, à la faveur des premières élections dans ce qui était devenu l'Union française, avait réussi à faire élire ses députés, dépassait largement les limites des Hauts-Plateaux merinas et betsileos. De même, l'insurrection armée déclenchée par des sociétés secrètes a-t-elle en pour cadre essentiel le côte est, evec sa forêt, ses voies stratégiques de chemin de fer, ses plantations coloniales.

plus été question, officiellement du moins, de le « rébellion », comme l'appelaieot les Français, on du rabotaba (les événements), comme disaient

\* Journaliste

les Malgaches. Un drame vécu par beaucoup comme une saignée doublée d'un incompréhensible malheur. Il avait fallu attendre 1967 pour que le président Tsiranana, fondetenr de le In République, décrète pour la première fois le 29 mars « journée de denil ». mélant bourreaux et victimes, anticolonialistes et collaborateurs, dans un

même regret silencieux, comme mar-

qué par la faute et la maiédiction. A le

fin des années 70, l'anniversaire commence à être célébré dans la fierté et la reconnaissance, comme « une devaient suivre (1) ».

On écrit encore parfois à M= Gisèle Rabesahala, secrétaire générale de l'AKFM-KDRSM et infarigable animatrice du Comité de solidarité de Madagascar, à l'en-tête de « M la Présidente des Evénements de 1947 », puisqu'elle avait eu à cœur, comme ministre de la culture sous la IIº République « démocratique », de faire rechercher les charniers, dresser dans tout le pays des obélisques et apposer des stèles commémoratives. Elle souhaite, maintenant que la plupart des acteurs sont âgés on disparus, qu'on adopte une vue plus scientifique sur cette époque et que Paris ouvre ses archives, et surtout reconnaisse cette page peu glorieuse... « Il ne s'agit pas de se recouvrir la tête de cendres. Juste accepter les faits : c'était, en proportion, comme si à l'époque on avait tué un million de Français... Pourquoi les diplomates français, invités comme tous les autres depuis 1977, n'ont-ils jamais osé participer aux cérémonies

### Assumer le passé

'AMIRAL Didier Ratsiraka, qui vient d'être réelu à la tête de l'Etat, souhaite également un geste : « J'en parlerai à la mi-mars, à Paris, au président Chirac... » Recevant à Toamasina (ex-Tamatave), sa ville natale, au cours d'une tournée dans les régions du Nord-Est, partiellement dévastées par un cyclone, il affirme que son rôle est de « préparer psychologiquement les Malgaches et les Français » à assumer ce passé : « Entre la France et l'Allemagne, il y o eu deux guerres mondiales. Cela ne les empêche pas de marcher ensemble: des troupes allemandes ont bien défilé. ces dernières années, sur les Champs-Elysées! Ici, il y a eu les exactions, les fusillades, lo répression contre des nationalistes qui croyaient leur cause juste. Mais la colonisation aussi croyait en sa mission de civilisation. >

Lors de son investiture, le 9 février dernier, le président Ratsiraka a annoncé que les 4 032 combattants et mutilés survivants de cette période vont bénéficier d'une pension régulière, et que le 50° anniversaire du soulèvement de 1947 sera célébré soleunellement. Il reconnaît que, côté malgache aussi, ce r travail de deuil » n'avait pu être mené à bien sous la II République, qu'il evait fondée et dirigée entre 1975 et 1992 : « Le passé était trop sensible. »

S'imposant toujours à la vue, à des dizaines de kilomètres à la ronde, la silrévolution certes manquée, mais préparant la voie aux hates nationalistes qui

d'anniversaire? »

houette familière mais décharnée de l'ancien Palais de la Reine, evec ses quatre tours posées sur la plus haute colline de le capitale, en est le témoignage. Cet ensembla de bâtiments royanx, pour l'essentiel en bois, e en effet brûlé corps et biens le 6 novembre 1995, ne laissant qu'une massive enveloppe carrée de pierre donnant sur le vide, là où jusqu'à la fin du siècle dernier les sonveraines merinas - l'ethnie dominante des Hents-Plateaux malgaches, qui avait fini par assurer l'unité do pays, et constituer plus tard le principal foyer nationaliste - juraient, devant cour, diplomates étrangers, soldats et sujets, qu'elles ne concéderaient pas aux étrangers « le plus petit coin de terre, pas même la surface que couvre

Le spectacle de ce brasier nocturne, considéré d'emblée comme d'origine criminelle mais toujours inexpliqué, qui anéantissait un lieu sacré, témoignage de la splendeur d'antan, avec ses palais, ses objets et ses sépultures royales, avait plongé la capitale dans le désespoir et l'angoisse. « C'était notre âme qui brûlait », se rappelle un specen main les quelques palanquins, tableaux, vêtements, livres ou ustensiles royaux arrachés au feu par d'intré-pides jeunes geus (2). Le drame renvoyait le pays à un passé glorieux et quasi mythique, mais anssi à ses vieux

démons, alors qu'une fois de plus la mémoire de l'île partait en cendres (3). « On a voulu provoquer un début de guerre civile, estime le prêtre jésuite Rémy Ralibera, et jeter dans la rue des Tananariviens pourtant fatigués des émeutes en s'en prenant à ce qu'ils ont de plus profond, quelle que soit leur caste. » Un ancien ministre avait alors « appelé les Merinas à réagir ». Mais c'était oublier, selon le prêtre, rédacteur en chef du journal catholique La Kroan'i Madagasikara, que les originaires des provinces côtières vivent le plus souvent en parfaite barmonie avec les autres habitants de la capitale, dans les quartiers ou les églises, comme en témoignent les mariages mixtes on la composition des couseils paroissiaux ou communaux. Et qu'une « chasse eux côtiers » dans la capitale anrait tôt fait d'entraîner des représailles contre les familles de fonctionnaires on commerçanta natifs des Hants-Plateaux, nombreux à exercer à l'intérieur du pays...

### Condamnés à vivre ensemble

ES fondements de l'unité sont pourtant évidents pour l'historien Ignace Rakoto, ministre de l'enseignement supérieur durant treize ans sous la II République : une langue unique, permettant aux dix-huit tribus de le Grande Ile de parler de l'essentiel evec les mêmes mots. Et une tradition institutionnelle commune, s'appuyant sur les kabary - des adresses an peuple, suivies de réponses et de concertations - et sur un pouvoir royal élu ou héréditaire, selon les régions. L'historien y voit un signe que les Malgaches, « prisonniers de leur tle », sont condamnés à vivre ensemble, malgré une diversité due à des apports successifs de population et aux difficultés de communication: des particularismes qui ne sont pas des obstacles à l'unité, mais au contraire sa garantie », avec des petrimoines qu'il convient de valoriser et non d'étouffer. en faisant entrer dans les faits une décentralisation qui n'a été réussie par eucune des Républiques.

Le sens des « événements » de 1947? « Quand on voit l'état du pays après trente-sept ans d'indépendance. c'est inimaginable ! commente le général Ramakavelo, ministre de la défense sous la III République. Les gens qui se sont battus à l'époque auront eu le temps de se retourner plu-sieurs fois dans leurs tombes... Cela en valait-il la peine? »

Pour ce militaire rompu à la politique et écrivain à ses heures, mieux vaut se projeter vers le pessé lointain : « Madagascar avait sa place dans le monde entier, au siècle dernier. Il avait une cohésion. On était conscient de nos valeurs... Aujourd'hui, alors que toutes les ambassades vantent notre potentiel minier ou humain et que les touristes nous prétendent bénis des dieux, notre vita gasy (made in Madagascar) est une appellation péjorative, et ramatoa (synonyme, au siècle dernier, de lady) désigne la bonne...»

Il est vrai que le pays est à boot. L'Etat n'assure plus les fonctions essentielles : sécurité, transport, éducation, santé. L'espérance de vie atteint à peine cinquante ans. Les trois quarts de la population, selon un rapport secret de la FAO, sont sous-alimentés. Madagascar a régressé, en 1996. à le 150° place (sur 174) dans le classement des Nations unies sur le « développement humain durable ». Moins de la moitié des enfants sont scolarisés dans le primaire, moins d'un dixième dans le secondaire. Avions et navires militaires sont immobilisés. L'économie, abandonnée presque sans contrôle à l'initiative privée, fait la part belle aux trafics de zébus, vanille, or et saphirs. qui profitent de l'« archipellisation » du pays (4).

Faute d'accord evec le FMI, l'Etat s'est lancé à la recherche de financements parallèles douteux, Madagascar devenant - après les Comores, Maurice et les Seychelles - une nouvelle cible des barons de la drogue. Dans la majorité des villages, il n'y a encore ni roure, ni électricité, ni poste de radio. Le prix du riz, première denrée alimentaire, a explosé : « Madagascar est un des seuls pays où le rendement de la riziculture n'a pas augmenté en trente ans », souligne M. Jean-Hervé Fraslin, expert en crédit agricole.

La capitale, Antananarivo, avec ses 200 000 habitants - sur 14 millions dans le peys-, est un concentré des malheurs de l'île : développement anarchique, habitat insalubre, enfants des rues (20 000 sans-abri), embouteillages, eaux contaminées, pollution de dix à cent fois supérieure aux normes 77 - 18 - 18 C

(1) Cf. Polgence Fanony et Noël Jacques Guen-mer, « Témons de l'insurrection », Foi et Justice, Antonanarivo, 1997.

(2) Trois d'entre eux ont péri dans les fiammes, (2) Trais d'entre eux ont peri dans les lianunes, (2) Cf. Françoise Raison. «La mémoire en cendres de Madagascar». Le Monde diplomatique, décembre 1995. Ces dernières années, l'hôtel de ville, des archives judiciàries, celles du ministère des finances, ainsi que plusieurs demenues de politiciens ont été déruits par les flammes, dans des conditions qui n'ont jamais été ellecidées. Les manifestants, lors de routes (ferentes), ont souvent recours lu feu, nomment (émeutes), out souvent recouru au feu, nommen contre des commercams karana (indo-pekista psimes ou dégager des espaces de culture, qui sont une pratique courante – bien qu'ils solout interdits – our, de tout temps, constitué des signes de mécontentement ou de résistance populaire.

## Chape de silence sur une effroyable

N disait "oiseau": si celui d'en face répondait " feu ", c'était un ami. S'il répondeit différemment, c'éteit un ennemi : on le tueit... », raconte M. Monja Jaone, un des chefs insurgés. Ce 29 mars 1947, dana le nuit de samedi à dimanche, le cemp da la gandarmarie Tristani à Moramenga, sur la voie de chemin de fer entre Antananarivo et Tamatave, est soudeinement ettaqué, de même que des concessions du fleuve du Bas-Faraony et la ville de Manakare, aur la côte est. Ailleurs, melgré l'effet de surprise, le soulèvemant généralisé échoue : le mejorité de le population na suit pas...

C'était pendant le saison des pluies, raconte le Pera Jacques Trunchon, coordonnateur da la conférence épiscopale, dont la livre L'Insurrection malgache de 1947 fait toujours autorité, dens le nuit du dimanche des Remeaux et dans la période du Fendroana, la « fête du bain », le célébration nationale du temps des reines, où sont exaltés le mystique de la patrie, du renouveau, ainsi que le culte des ancêtres et les veleurs treditionnelles melgeches [1]. La France, défaite par l'Allamagne, avait dû s'eppuyer sur l'empire pour relliar le cemp des vainqueurs du naziame : elle n'était plua invincibla. Avec son discours de Brazzaville, le générel de Gaulle promettait aux pauples d'outre-mer, avec l'Union française, un accès à la citoyenneté. Mêma si, de Sétif à Haïphong, l'armée française continuait à torturer et à massa

Déjà, en Indochine, Ho Chi Minh se disait « trahi ». A Madagascar, le petit et le grand colonats ainsi qu'une partie de l'administration, qui s'inquiétaient d'éventuelles visées britanniques ou sud-africaines sur le Grande île, supportaient mal la spectaculaire montée en puissance du Mouvement démocratique de le renovation melgache (MDRM), à le fois nationel et pacifiste, dont se réclamaiant lea trois députés malgaches : « L'ambience était fervente, nous étions envoûtés par la nostalgia du paya, raconta M. Jacques Rabemananjera, la plua jeune d'antre aux. Devenir de plus en plus français tout en étant malgache, telle était notre devise... (3) ». En janvier 1947, le MDRM – diriga, selon le président du consail



1947 : LE CORPS EXPÉDITIONNAIRE FRANÇAIS À TAMATAVE

socialiste Paul Ramedier, par « une aristocratie décadente de grands hovas (4) » – e'était imposé aux élections locales at avait annoncé un congrès pour le

Formées dens le culte des mouvements de résistance à la colonisation, les deux principales sociétés secrètes du moment, Panama (Patriotes nationalistes malgaches) et Jiny (du nom d'un oiseau rouga qui volette de vallée en vallée), entendaiant arracher l'indépendance par la force. Avec la recul, elles considèrent cependant qu'elles ont été letées prématurément dans la bataille : un groupe manipulé par le police avait lencé le signal da l'action, les obligeant à suivre. La thèse da la provocation - da la police, des colons, voire des Anglo-Saxons - est désormais rete-

nue par la plupart des chercheurs. Fondateur du Jiny dans le Sud, M. Monja Jeona est un des seula chefs nationalistes à avoir reconnu sa responsabilité dans le déclenchement da ce qua les colons avaient haptisé la « rébellion », et qua les Malgaches eux-mêmes appelèrent ansuite les « événements » : « Mes ancêtres étaient morts pendant l'occupation française, fusillés per les Sénégalais. Je devais lutter pour venger mon père. J'étais en colère.

Je disais : nous sommes ellés en France ; nous avons combattu les Allemands, défendu la France, pays des Français... Pourquoi ne défendons-nous pas notre patrie 7 Levons-nous I Abolissons les travaux for-

cés i J'avais appelé le peuple à la greve... (5). » Deux zones de guérille s'installent, dans la grande forêt de l'Est, montagneuse et dense, et font tacha d'huile. Une « bataille du rail » s'engage, avec le complicité d'una partie des cheminots. Plusieurs « armées » se créent, avec leurs « généraux », leurs « ministres de la guerre » : d'ancians militaires, fraichement démobilisés, encadrent les rebelles, de même que de nombreux mpanjakas (chefs tradition-

Dès avril déberque un corps expéditionnaire français de 18 000 hommes - ses effectifs grimperont

(1) Cf. Jacques Tronchon, L'Insurrection malgache de 1947.
Karthale, Paris 1986. L'auteur a po recueillir cent quarante ténocignages et avis, et « eu accès en France, en mison d'un concours de
circonstances, à vingt-deux liasses d'archives socrètes.

(21 Cf. Yves Benot, Massacres coloniaux, 1944-1950; la
11<sup>th</sup> République et la mise au pas des colonies françaises. La
Découverte, Paris, 1994.

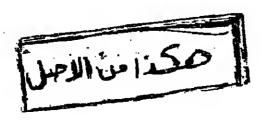
(3) Extraît de L'Insurrection de l'île rouge, Madagascar 1947,
coproduction La Sept/Arte, « Point du jeux », 1994, documentaire
de Danièle Rousselier et Corinne Godeau.

(4) Comme benucoun d'hommes politiques français yn long de

de Danièle Rousselier et Corinne Godesa.

(4) Comme benucoup d'hommes politiques français m long de le colonisation. Paul Ramadier confondait les hoves – la bourgeoise des Hauts-Plateaux. détentice du pouvoir réel – avec les matrianes, les nobles, dont par exemple le député Ravohangy-Andrianavalona, condamné à mort à la suite de l'insurrection de 1947. Les Hançais, notamment socialistes, se possient consument en défenseurs des « opprimés » malgaches face à leura exploiteurs des hautes classes. C'est ainsi qu'avair été justifié, sur le plan idéologique, le soutien français au Padesm, d'abord machine antimatonaliste, pois manior de touter Pari social-démocrate du président Philibert Tsiransuna, qui permit à la France de conserver Madagascar dans son giron durant le le République (1958-1972).

(5) Monja Isona, décédé en 1994, n'aura cessé de huser coutre « l'étanger », sous toutes ses formes, depuis les années 30. Fondateur en 1958 du parti Monima (Madagascar aux Malgaches), il avait lancé une révolte dans le Sud, en mars 1971, durenness réptimée par Philibert Tsirmana, premier président de la République indépendante, puis rallié la Il® République avant de la combatra. Il avait été gravement blessé par des militaires, en 1992, en conduisant une manifestation en faveur d'une Constitution fédéraliste dans l'Ile.



mains! OE. Principal de l'annie Les E. Mary chi. DT TEXT PML STATE ... eustal ... The Carrie والمسترات المسترات ال STEELS: COLUMN TO . CITAL CONTRACTOR miesci (\*) 173351 masu (IV Farsage 476

DOM:

one l'Entere

dies traum

STATE OF THE STATE

ت جرم

Date - Target mins facility no le FVI dens bij in a e officer all and process in the con-Service - . autres III ... que l'affantie. II Repuels

répression

mages about a ... Favillative ... somme a free at dedendement to Commercial Section 19 Ada a l'execute .... MOTEN, QUA DATE STATE déandre et reliai. dang un parta. Per . Ceta



me | Tex 12 Ber / 29.

-680 -517 - T

water with the property of the last of

a the b com-

market in the State of State o

AND THE PERSON IN

THE MAN PERSON

The substitute of the

go the manifest

material district the contract of

The state of the party of

THE PART OF THE PARTY.

B. Ministry and Proposition .

Mary The William Co. To.

A Section Section 1991

A Property of

AND THE PARTY

Magger with selection of a limited

- sectorist

A MARKET HAVE TO SELECT

· Carrier ...

MARKET MARKET STATE OF

Mary Maria Letter

The state of the state of

9.22

T (2)

11 12

31

.... 2....

The same of the same

The second second

~C>-

e e e e

... ....

بان ان مستر الاستر الخور المراز

ند المستورية متنا المستورية متنا المستورية

1000

. .

100

O.AE

## On aura tout vu

Roelof, un Blanc afrikaner, avait toujours été le maître. Et puis soudain les choses changèrent. C'était à lui d'obéir et de baisser la tête pendant que ses anciens serviteurs le traitaient de tous les noms. Cauchemar ou réalité?

E réveil sonna continument avant que Roelof Swanepoel se tourne pour l'éteindre. Il se recoucha et tira les couvertures sur son visage. C'écuit un matio froid d'hiver et la perspective de passer une longue journée de plus dans le jardin de Mofokeng ue lui souriait guère. C'érait l'un de ces marins d'hiver typiques de Johannesburg. Tout somnolent qu'il était, Roelof savait qu'il ue pouvait se permettre de perdre son emploi en ces temps de fort chômage. Il se leva et se dirigea lentement vers la porte, non sans bâiller.

A mi-chemin, il se retourna. Il avait devant lui son galetas pauvrement meublé: un vieux lit grinçant, une petite table et des chaises, quelques vêrements dans la vieille armoire... Il s'agenouilla devant le lit et tira de sous le sommier une cuverte. Il lui fallait se préparer sans carder s'il voulait être à l'heure au travail et éviter encore une altercation avec soo impitoyable patron, Mofokeng. Il ouvrit la porte et alla jusqu'au robinet extérieur, où il emplir d'eau la cuverte. Dehors soufflait une forte bise, qui le fit rentrer à la bâte.

Il regarda sa montre : six heures et demie. Dans une demi-heure, il lui fandrait être au travail. Il acheva sa toilette, tout en écourant Radio Highveld, qui passait de la bonne musique en afrikaans. C'était la seule station de la Radiotélévision sud-africaine à avoir survécu dans la nouvelle République populaire d'Afrique du Sud, Les oouvelles stations, toutes d'État, avaient des drôles de noms : La Voix du Peuple, Radio Réconciliation, Radio RPAS et même, chose éconoance entre coutes, Radio Azanie I

A l'écoute de la boere musiek, un sentiment de nostalgie s'empara de Roelof. Il s'assit sur le lit et ferma les yeux ; alors il vir, comme s'il les revivait, les jours anciens qu'il essayait tant d'oubliet. La grande maisoo, celle qu'occupair à présent Kgomotso Mofokeng, lui appartenait à l'époque, et sa femme Annemarie - bénie soit soo âme ! - y avait passé

Roelof et Annemarie, après plus de vingt aus de mariage, étaient restés sans enfants. Tous deux avaient été déclarés stériles par les médecins. Choc douloureux, qui avait ébranlé leur foi en Dieu. Eux qui adoraient les enfants! Non, s'étaient-ils dit, die Here (le Seigneur) ne pouvait être aussi cruel. Pendant six mois, ils n'avaient plus remis les pieds à l'église ni fréquenté personne dans leur perite ville de Fauresmith, dans la province d'Orange. Leur vie était vite devenue monotone : les jours de semaine, ils parraient le marin pour le collège Verwoerd où ils enseignaient, lui l'afrikaans et elle l'histoire ; au travail, ils ne patlaient pas beaucoup avec leurs collègues ; l'après-midi, ils rentmient chez eux lire la Bible et bavarder entre eux.

Au bout de six mois exactement, Dieu s'écait manifesté aux Swanepoel. Ils étaient dans leur chambre lorsque Roelof s'écria soudain : « Ja, my Here. Goed, Here. Dankie, Jésus, dankie. (Oui, Seigneur. Entendu, Seigneur. Merci, Jésus, merci). » Il contioua à s'exclamer, même après qu'Annemarie, inquiète, eut aussitôt crié « Amen » et ouvert les veux. Quand Roelof s'arrêta enfin de prier, il demeura silencieux quelques inscants. Puis il annonça à Annemarie que Jésus lui avait parlé, pour lui dire que c'érait la volonté de Dieu qu'ils o'aient pas d'enfants. Ainsi donc des miracles se produissient encore!

Dieu avait vouln qu'ils soient sans enfants et ils le resteraient. Mais les gens dont ils avaient volontairement fui la compagnie les isolaient à leur tour. Pendant des mois, tout Fauresmith lorgna le ventre de Mª Annemarie Swanepoel, guerrant quelque signe de grossesse. Les Swanepoel, pour discrets et croyants qu'ils étaient, se retrouvèrent de plus en plus isolés et devintent l'objet de plaisanteries grossières qu'on reconnait dans leur dos.

Incapables de supporter plus longremps la trahisoo de leurs coreligionnaires du volk, ils avaient fait leurs valises, pour partir à Johannesburg, où personne oe les connaissait. Ils y avaient acheté une belle maison avet un grand jardin et enseignaient au collège afrikaans do secteur. De Fauresmith, ils avaient ramené leur jardinier ou garden boy (il avait quarante-trois ans...), Kgomorso Mofokeng. Depuis des années qu'ils le connaissaient, Mofokeng - qu'ils avaient une fois pour toutes baptisé Piet - avait toujours été un bon et fidèle kaffir boy, qui savait rester à sa place et ne se plaignait jamais, même quand ils lui criaient dessus et le traitaient de tous les noms.

Et maintenant voilà!

« Roelof! Roelof! Où est cet âne d'Afrikaner? » Swanepoel, en pleurs, s'arracha à sa rêverie. C'érait Mofokeng qui l'appelait. Il regarda sa montre : il était sept heures et demie. Était-il resté assis sur son lit

« Roelof, où es-tu? », appela de nouveau Mofokeng, debour sur le perron et encore en pyjama.

Swanepoel sortit de sa pièce dans le jardin pour rejoindre Mosokeng. A travers ses sandales usées, il sentit le froid sur la pelouse au contact de ses orteils nus avec l'herbe enneigée.

« Roelof, pourquoi o'as-tu pas pris too travail à sept heures comme

- Je vous demande pardon, monsieur, je suis en rerard.

- En recard? Au moins d'une demi-heure! Souhaites-tu roujours travailler ici, Roelof?

Kaiser Nyatsumba est un jeune journaliste et nouvelliste sud-africain qui a déjà fait paraître un recueil întitulé : A Vision of Paradise (éditions du Congrès des écrivains sudafricains, Johannesburg, 1991). Il a aussi publié un livre de poèmes: When Darkness Falls... « On aura tout vu » est tiré d'un recueil inédit de onze nouvelles intitulé In Love With a

Stranger. Grâce à une bourse d'études, Kaiser Nyatsumba a pu compléter sa formation de journaliste aux États-Unis. Collaborzteur du quotidien libéral The Star, il est assez représentatif d'une génération montante appelée à prendre la relève de cette élite intellectuelle noire qui a accompagné toute la société africaine dans sa lutte contre la domination blanche.

- Encore pardon, M. Mafikeng. Oui, je souhaite toujours...

- Mofokeng, abruri! Mo-fo-keng. Combien de fois faut-il que je te dise avant que tu te le mettes dans le crâne, tête de buse d'Afrikaner?

- Ek is jammer, meneer. Baie jammer (Excusez-moi, monsieur.

Baie jammer se kak! (Au diable tes excuses) Tu m'entends? Imbécile! Je croyais t'avoir déjà dit qu'il est interdit de parler afrikaans

- Je vous prie de m'excuser, monsieur. Oui, vous me l'avez déjà dir.

Il y eut quelques instants de silence. Le visage de Mofokeng se rembrunit et s'éclaireit cent fois, cependant que Swanepoel, debout devant

lui, tremblait comme un écolier devant le directeur. « Pourquoi es-ru en survêtement et en sandales, au lien de ta salopette et de tes bottes ? demanda Mofokeng.

- Je vais me changer tout de suite, monsieur. - Tu as intérêt. Et vite! », dit Molokeog en faisant demi-tour pour

regagner la bonne chaleur de la grande maison. Swanepoel občit sur-le-champ.

Cécuit pendant ces moments difficiles que sa femme Annemarie manquait surrout à Swanepoel. Chère Annemarie. Uoe bonne chrétienne, une bonne épouse afrikaner. Jamais elle n'avait hausse la voix contre lui, ni même mis en doute son jugement. Dieu avait voulu que l'homme fût le chef de famille, et il en serait toujours ainsi.

Tout s'était passé crop vite pour les Swanepoel à Johannesburg. Piet était demeure à leur service ; une fois par trimestre, il partait revoir sa femme et ses enfants restés au Quaqua. Tout alla bien, jusqu'au jour où les dirigeants du Parti national légalisèrent à nouveau les organisations politiques, libérèrent les prisonniers politiques et, à Dieu ne plûr ! abolirent l'apartheid. C'était difficile à accepter pour les Swanepoel. Ces ardents défenseurs du Parti national ne l'en quittèrent pas moins, pour adhérer au Parti conservateur. Chez eux, ils se mootrèrent plus durs envers Piet, qui, de son côté, se politisait. Il adhéra au Congrès national africain (ANC) et au Syndicar sud-africain du personnel domestique et commença même a répondre aux Swanepoel.

Un soir, Roelof Swanepoel surprit Pier à lire des documents de l'ANC et du Syndicar dans sa pièce dans le jardin. Il en fut si furieux qu'il perdit son sang-froid et agressa Mofokeng. Mais les choses changèrent. Les Nuirs prireot le contrôle du pays et Piet, qui voulait désormais qu'on l'appelle Kgomotso Mofokeog, prit également le contrôle de leur maisoo et les relégua au jardio, dans la pièce où il vivair auparavant. C'en fut trop pour Annemarie : elle mourut d'une crise cardiaque.

Et maiotenant voilà!

WANEPOEL travaillait au jardin depuis plusieurs heures et commençair à avoir faim. Il érait dix heures et il o'avait toujours pas eu soo petit déjeuner. Il ne pouvait pas contiouer à travailler le ventre vide. Il allait s'asseoir lorsqu'il vit la nouvelle bonne afrikaner s'approcher de lui avet soo casse-croûte. Swanepoel s'assit pour manger. Il venait de terminer lorsqu'il s'arma de courage et alla parler à Mofokeng. Assis sur la véranda, il lisait un journal ; Swanepoel vint se poster à côté de lui et toussa.

« Euh... excusez-moi, monsieur, dit-il au moment où Mofokeng leva les yeux.

- Oui. Qu'y 2-c-il?

- Euh... monsieur, est-ce que je peux partir de boone heure ce soir ?

- Pourquoi, Roelof?

- Parce qu'anjourd'hui, c'est jour férié, monsieur.

- Quel jour férié ? - C'est le 31 mai, monsieur. La Fêre de la République. »

Mofokeng s'esclaffa. « Les choses ont changé, Roelof, dit-il. C'est nous qui dirigeons le pays. Le 31 mai n'est plus jour férié. Tu

devrais le savoir - Oui, monsieur, je le sais. Officiellement ce o'est pas jour férié, mais ce jour compte beaucoup pour nous.

Pour moi. Si vous vouliez bien, monsieur... - Tu as la mémoire courre, Roelof, Il n'y a pas si longtemps, alors que ton gouvernement de minorité blanche étair encore au pouvoir dans ce pays, le 21 mars, le 16 juin et le 12 septembre comptaient beancoup pour nous, mais jamais tu ne me les donnais. Si je ue travaillais pas ces jours-là, ru ne me payais pas. Pourquoi veux-tu que je te traite différenment?

- l'étais dans l'erreur, monsieur. Maintenant je sais. S'il vous plaît, monsieur.

- Non-

- Mais, M. Mofokeng...

- Le sujet est clos, Roelof.

-... aujourd'hui c'est la Fête de la République et je..

- J'ai dit que le sujet était clos! » Swanepoel garda le silence. Puis, à voix basse et

tremblante, il demanda: « Mais pourquoi êtes-vous si cruel ? Pourquoi me traitez-vous de cette façon?

- Parce que tu ne m'as pas mieux traité quand tu étais le maître. Ton gouvernement ne nous a pas mieux traités quand il était encore au pouvoir. Comme le disent si bien res cousins anglophones; what is sauce for the goose is sauce for the gander, ce qui sert de sauce pour l'oie servira de sance pour le jars! »



OELOF, Roelof, mon chéri, qu'y a-t-il? Réveille-roi! », murmura Mar Annemarie Swanepoel, en poussant doucement soo mari. Roelof continua à hurler et son corps, couché près d'Anne-

marie, à s'agitet. Il était en sueur. - Liefling (chéri), que se passe-t-il ? Je t'en prie, réveille-toi ! »,

essava-t-elle encore. Roelof ouvrit lentement les yeux.

Annie? Annemarie, c'est toi? dit-il quand il vit sa femme.

- Mais oui, c'est moi, Roelof. C'est moi. Que se passe-t-il ? » Il ne répondit pas. Il attira violemment Annemarie cootre lui et l'étreignit,

 Oh! tu es vivante. Ma chérie est vivante!, cria-t-il entre ses baisers et ses étreintes.

- Vivante? Bien sur que je suis vivante, Roelof. Qu'imaginaistu ? . Il la serrait, l'embrassair sur la bouche, sur la joue, sur le front, sur le cou, partout.

- Snrtnns! dit-il eo la prenant par la maio. Je veux voir quelque

- Mais on est encore en pyjama, Roelof! - Peu importe, liefliog. Ça ne peut pas attendre. »

Annemarie, en bonne épouse afrikanet chrétienne qu'elle était, obéit. Ils se rendirent d'abord à la cuisine, où ils trouvèrent la bonne en pleio travail. Roelof lui dit bonjour et bavarda avec elle. Annemarie et la bonne eo furent surprises. Dehors, les Swanepoel trouvéreot Mofo-

keng, au travail. Môre (Bonjour), Piet ! salua aimablement Roelof.

M
 <del>îre</del>, Baas (mairre) Swanepoel », r
 <del>i</del>pliqua Mofokeng.

Roeinf Swanepoel eur un sourire triomphant. Au bout du compte, c'était encure lui le maitre! Il fit demi-tour pour rentret. A mi-chemin, il se retourna et regarda Mofokeng.

 Piet, dit-il, tu peux arrêter maintenant. Tu en as fait assez pour aujourd'hui. Tu peux partir eo congé et profitet d'un long week-end. Mofokeog fur stupéfait. Il ne savait que penser de cette nouvelle attitude verligte (libérale).

Baie dankie, Baas (merci beaucoup, maître) Swanepoel. » C'est là

tout ce qu'il put marmonner. Les Swanepoel rentrérent. Roelof était d'humeur euphorique et bavarde, mais sa femme se demandair hien pourquoi il se conduisair si étrangement ce matin-la.

. Viens. Annie, dit-il, en la tirant par la main tandis qu'ils tega-

gnaient leur chambre. Je vais te raconter. » (Traduit de l'anglais (Afrique du Sud) par Jean-Pierre Richard.)

La mondialisation Italie : la Démocratie Russie, « âme bariolée »

Entre autres, dans le numéro de mars 1997:

ou la radicalisation de l'incertitude Zaki LAĪDI

Chrétienne fragilisée Jean-Dominique DURAND

Leonid SEDOV

Sabine JOURDAIN Au fil de l'écriture chinoise

Figures libres Choix de films, Chroniques de théâtre,

Revue des livres, Choix de disques... Le nº (144 pages): 58 F - étr.: 65 F Rédacteur en chef

Abon. (11 nos/an): 485 F - etr.: 590 F Henri MADELIN

En vente dans les grandes librairies . Pour recevoir ce numéro, tapez sur Minitel 36 15 SJ \*ETUDES (2,23 F la min.) ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre d'ETUDES: 14, rue d'Assas - 75006 PARIS & 01 44 39 48 48

### BATAILLE MONDIALE POUR

## Les marchands à

### (Suite de la première page.)

Aux Etats-Unis, conscients que leurs industries sont en voie de fusion, les fabricants de Ingiciels, les propriétaires de chaînes de télévision, les grands groupes de presse, les producteurs de films et les eablo-opérateurs mancenvrent pour s'assurer le maximum d'atouts dans la féroce compétition qui

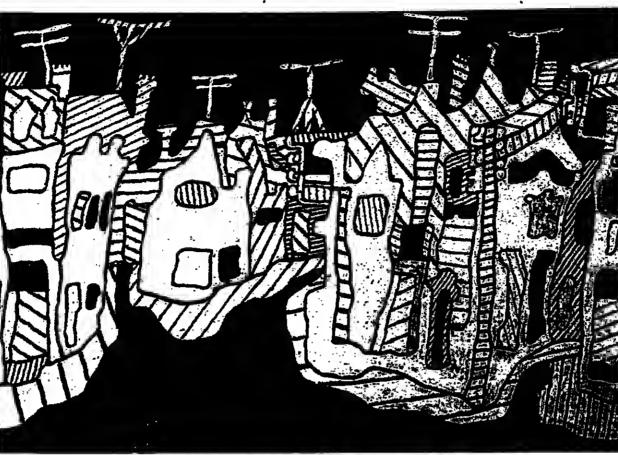
C'est dans le domaine de la standardisation des télévisions numériques que, sur l'immense marché américain, cette bataille se développe avec le plus de violence. Les entreprises d'informatique ont remporté la première victoire et préparent désormais le terrain à ce qu'un observateur appelle « un combat titanesque pour la conquête des salons américains ». Les fabricants de prommes de télévision et les fabricants d'ordioateurs « veulent créer la machine numérique unique qui produira toutes les images (2) ». En fait, cet affrontement épique sera encore plus large, notamment parce que le réseau Internet doit désormais être doté d'une infrastructure stable.

Des alliances stratégiques, souvent de dimension planétaire, se sont multipliées. Microsoft et DirecTV - une filiale de GM's Hughes Corporation dans laquelle AT&T est actionnaire minoritaire - ont lancé DirecPC, qui utilise le satellite pour transmettre des émissions télévisées sur ordinateur, moyennant un abonnement mensuel dont le prix équivaut à celui des chaînes câblées (3). Philips Magnavox et Sony ont mis sur le marché Web TV, un décodeur d'images et de sous diffusés en numérique. Time Warner et d'autres géants du câble et de la communication sont en train de conclure des contrats evec des fournisseurs de décodeurs pour pouvoir exploiter les nouveaux systèmes qui diffuseront les chaines Internet sur les futurs postes de télévision équipés de cet accessoire (4).

Les services sur réseaux adoptent de plus en plus la tendance actuelle à transformer Înternet en un média de la passivité (push medium) plutôt qu'un média

Notre edresse:

vous pouvez nous écrire à :



JEAN DUBUFFEL - . Favent de la télévision dans la province picarde » (1964)

de l'activité (pull medium). Ainsi, Interpublic Group, une holding majeure de la publicité, a conclu un partenariat avec Ifusion Com afin de créer Arrive, système de diffusion de programmes sur Internet, Ce système, à l'instar de Point-cast, Backweb Technologies et Intermind, diffusera directement des émissions sur l'écran des ordinateurs. Uo houquet présélectionné de sources d'informations sera automatiquement à la disposition de l'utilisateur, qui n'aura plus à « chercher dans la quantité

énorme d'information disponible sur la Toile (5) ». Dans un tel contexte, le contrôle des écrans (des téléviseurs comme des ordinateurs) devient un enjeu décisif.

Aussi bien la firme Netscape (qui vend des logiciels de navigation sur Internet) que Microsoft, l'entreprise géante de M. Bill Gates, convoitent ces écrans qu'un observateur qualific de « plate-forme de réception des émis-sions Internet (6) ». Microsoft s'apprête à miliser son système d'exploitation Windows pour créer Active Desktop. L'une des chaînes proposées par Active Desktop sera exploitée par PointCast, dont le réseau de diffusion d'informations et de publicités en ligne a déjà séduit 1,7 million d'abonnés (7). Le Wall Street Journal qualifie cette initiative de Microsoft « d'expérience importante dans le domaine de création d'audience ». Elle convient spécialement aux « nouveaux consommateurs qui ne sont pas encore branchés en ligne (8) ». Mais la définition de ces « nouveaux consommateurs » roste

Intel, premier fabricant mondial de semi-conducteurs, a mis au point le système InterCast, qui permet aux ordinateurs équipés d'un microprocesseur Pentium de recevoir des signaux audio et vidéo. Naviguer sur la Toile et regarder simultanément la télévision est désormais possible grace à InterCast, qui offre aussi un contenu spécialement conçu pour compléter ou établir des liens avec des émissions de télévision. L'initiative dépend des grandes chaînes de télévision privées, doot NBC de General Electric, CNN de TimeWarner,

publique de Boston (9). Dans le même esprit, M. Bob Pitman, fondateur de MTV il y a une quinzaine d'années, vient d'être embauché par America Online (AOL), un des premiers fournisseurs d'accès à Internet. Il doit soigner l'image de la première marque à sortir dans le cyberespace (10) . Les huit millions de clients de l'AOL ne sont peut-être pas nom-

MTV de Viacom et même, ce qui est assez significatif, WGBH, la chaîne

LA MONDIALISATION DE LA COMMUNICATION. - Armand Mattelart

PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1996, 128 pages, 40 F.

Un sujet capital. D'une formidable actualité. Et superbement traité dans un ouvrage synthé-tique, par le meilleur des spécialistes : Armand Mattelant, professeur à l'universué de Rennes Matteiant, professeur à l'imiversité de Rennes et auteur d'autres ouvrages sur la question. « L'interconnexion des économies et des sociétés, écrit l'auteux, est le point d'aboutissement d'un mouvement vers l'intégration mondiale qui a débuté au tournant du XIX siècle ». C'est l'histoire passionnante de ce mouvement que retrace le livre et que complète une analyse fouillée de la simunion acuselle. Description des enieux économiques, et technologiques : méfomilée de la sinaation actuelle. Description des enjeux économiques et technologiques : pré-sentation des multiples acteurs, publics et pri-vés : balisage de la topographie des réseaux et des systèmes de communication à l'échelle mondiale : étude du phégomène Internet : leçons géopolitiques et idéologiques. Le plus pédagogique des livres sur une question - celle des enjeux des nouvelles rechnologies de la communication et de l'information – centrale à l'aube du XXII siècle.

NANCY DOLHEM.

lions d'internantes, mais ils constituent une base solide sur laquelle l'entreprise AOL peut s'appuyer pour concurrencer les chaînes câblées. Cette firme sera peut-être en mesure de trouver le moven de fusionner le public de la télévision avec les usagers d'Internet. Oprah Winfrey, dont le talk-show attire motidiennement 15 millions de téléspectateurs, a

(2) Mark Lander, a Industries agree on US mandards for TV of future », New York Times, 26 novembre 1996. Lire agast Bryan Gruley, « Television and Computers Makers Reach An Accord on Design of Digital-TV Sets », Wall Street Journal, édition californienne, Los Angeles, 26 novembre 1996 et Joel Brinkley, « Defining TV's sod computers for a future of high definition », New York Times, 2 décembre 1996.

(6) David Bank, « How not is becoming more like television to draw advertisens », Wall Street Journal, 13 décembre 1996.

réussi à entraîner une partie de son andience vers son programme proposé également sur AOL (11). L'un des sites

les plus populaires sur la Toile, Sports-

(3) Katherine Status, « NBC, intel link to chan-nel TV or PC », Variety, Los Angeles, 1-14 juil-

(4) Mark Robichaux, a Time Warner Inc. is expected to order up to \$ 450 millions of TV set-top boxes ». Wall Street Journal, 10 décembre 1996.

(5) Smart Elliot. - Advertising s., New York Times, 20 novembre 1996.

(7) David Bank, - Microsoft picks on-line news

zone, de la chaîne de télévision ESPN, a mis au point une passerelle semblable entre les deux médias.

La compétition est également féroce au sujet des moyens les pins efficaces pour attirer l'attention des internantes en particulier sur les messages publicitaires (12). Nielsen, service d'évaluation de l'audience de la télévision, est en train de développer des méthodes de mesure d'audience sur Internet. domaine dans lequel la concurrence est déjà vive. Les sites Web et les annoncears recourent de plus en plus aux services de DoubleChick, société d'études du réseau. A travers une analyse des comportements sur la Toile, Double-Click élabore une typologie des internautes dont elle se sert pour envoyer instaotanément des publicités correspondant aux différents profils. Depuis mars 1996, DoubleClick a pu définir les préférences de presque dix millions d'internautes et estime que chaque jour près de 100 000 nouveaux profils s'ajoutent à ceux déjà répertoriés. Le Internet Advertising Bureau [Association des annonceurs sur luternet], dont le but est de « transformer l'éclecique Toile en une machine absolue de marketing fonctionnant 24 heures sur 24 », voudrait doter ces annonceurs d'une institution représentative (13).

Selon Joen Voight, reporter à AdWeek, « les annonceurs veulent coproduire le contenu des pages Web en partenariat avec les éditeurs ». Par exemple, le site ParentTime, coproduit par les firmes Procter & Gamble et Time Warner, est conçu pour conseiller les parents de manière interactive et pour promouvoir les revues du groupe Warner comme Parenting et Sports Illustrated for Kids. Procter & Gamble compte neuf autres sites sur la Toile, chacim spécifique à l'une des marques du groupe, et des dizaines d'autres projets sont prévus. ParentTime est aussi unc expérience pilote sur les programmes interactifs susceptibles d'intéresser les consommateurs les plus convoités par les publicitaires : les femmes (14).

from PointCast's, Wall'Street Journal, '12 décembre 1996,

12 décembre 1996.

(8) Don Clark, « Microsoft's ou-line services goes to a TV format », Wall Street Journal, 9 décembre 1996.

(9) Amy Donkin, « PC Meets TV : the plorthickens », Business Week, New York, 23 décembre 1996.

(10) Cathy Taylor, a Welcome! you've got Bob Pittman », Media Week, New York, 2 décembre 1996.

people are really reading », USA Today, Arington (Virginie), 12 décembre 1996.

(12) Jane Greenstein, « Adventisers still trying to get a line on net users », Los Angeles Times, décembre 1996. (13) Joan Voight, a Beyond the banner », Wired, formixe 1996.

(14) Jeff Harington, « P&G programming push », USA Today, 25 novembre 1996.



An morney of the same 3 000 om deja ress. . a katelogeradessort, es par Scornes Euc - Photos rale du sament

Mas area

Constitution of

CENTER DE COVE

(Impersi'

UCELLES 1...

V annier :--

CE (CAN) (IC ...... lapmenal.

median 4

in the

Does of L

MISSE MILLIAM

dollars data - - -

SH Intercal

property in

THESE OF THE PERSON.

Roman V

groupe Contact de dollars la sacci

Tensemble des comme

caion dans le die ....

sor is Tone U

( and (b) 37 (27) -

cation fine FE ...

madre ces and the second Mars il est più 2

THE SUIT OF THE PARTY.

La different :

daden exal.: -Sabiliser Cardenas:

d's paveur le la

montais:

mathe the critical

Option is as full

Murdoci, etc.

Specification of the

prost - der bots (T. -devenir ett affen de MISSELLE LE -Please, a Eon there des Attantion LUDDOOR RI, L. Ale 30, an Control Carlos --and ack co. Pope estell: :::

« LA COMMUNICATION DU SAVOIR A DISTANCE »

## L'école renouvelée

I l'on s'avise, en médiologne très nedinaire, que le mode de transmis-Sion transforme les contenus, l'avènement du télé-enseignement n'est pas une question armexe. Elle concerne anssi bien les épistémologues que les charcutiers soucieux de formation continue, à ceci près que les premiers devront mettre les bouchées doubles pour ratiraper le retard qu'ils prennent sur les autodidactes. L'allergie proverbiale des intellectuels à la technique et les paresses fran-çaises en matière d'open university constituent au moins deux raisons pour rendre impérative la lecture du dernier livre de Jacques Perriault, La Communication du savoir à distance (1), le seul qui, à ce jour, dresse un état complet de la

question, en langue française. L'enseignement par correspondance de papa, lié au monopole de l'écrit, relevait de la graphosphère. La formation à distance appartient à la vidéosphère, dont elle est suns doute le fieuron le plus prometteur. Et socialement le plus nécessaire. De la roue de secours pour personnes empêchées, on passe à un service public en première ligne et de nature nouvelle, puisque permettant une pédagogie élas-tique et adaptable à chacun, en temps continu. L'« industrie du savoir » (désagréable anglicisme) pourrait bien réhabiliter des apprentissages personnels de nature artisanale. Le tutorat interactif est à l'horizon. Les transferts horizontaux de savoir, et les échanges réciproques aussi. Assisté par ordinateur, l'enseignement de la seconde chance deviendrait alors la première chance des citoyens, nouveaux échangistes de la connaissance. Si, et seulement si, la logique marchande ne s'empare pas d'ici là de l'outil, trans-formant l'apprenti en client et le médium, en moyen de profit, il n'est pas utopique de voir là, pour l'école républicaine, une source de renouvellement et non d'étouf-

O<sup>N</sup> se reportera en particulier aux cha-pitres finanx sur la nécessaine élégance technologique, comme politesse du médium envers l'utilisateur. Qualité esthétique mais aussi politique. Il est temps en effet de donner à nos outils télématiques non seulement une dignité culturelle, mais un certain prestige mythique si l'on vent que tout un chacun ait envie de se les approprier. Ainsi trans-formera-t-on le gadget utilitaire en instrument de civilisation.

RÉGIS DEBRAY.

(1) Jacques Perrisult, La Communication asvoir à distance, L'Harmattan, série « Rét rence », Paris, 1996, 256 pages, 140 F.

	Calendrier de	s fêtes nationales
	1-31	THE 1997
	1= BOGNUE	
	HERZÉGOVINE	Pête de l'Indépendance
	3 BULGARIE	Pite nationale
	3 MAROC	Fite nellengle
	6 GHANA	Fite de l'indépendance
	12 ILE MAURICE	Fite estimate
	17 IRLANDE	Pita nationale
١	20 TUNISTE	Pête de l'Indépendance
Į	21 NAMIBIE	Pite metionale
ı	23 PAKISTAN	Fite patientle
ı	25 GRRCE	Rite de l'indépendence
٠	** ****	



« Le Monde diplomatique »

sur Internet

Premier journal français en ligne, Le Monde diplomatique propose sur son serveur la consultation de l'ensemble des erticles parus depuis deux ans, indexés par mois, pays et sujets; le sommaire et l'éditoniel du numéro en cours; des dossiers d'actualité; une liste de colloques et un éventail de revues; l'annonce de menifestations organisées per Le Monde diplomatique; enfin, la consultation de livres en ligne – actuellement Les 100 Portes du Proche-Orient. L'ensemble de ces services est hébergé par le centre serveur multimédie frencophone de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo/ Vous pouvez également participer à des débats par courrier électronique : « Internet Nord-Sud » ; « Internet public-privé » et « InfoEthique » (avec l'Unesco). Le mode d'emploi est disponible sur le site. Pour tout ce qui concerne ces services,

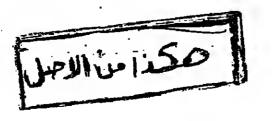
LeWondeDiplomatique@ina.fr

LE MONDE

**DIPLOMATIQUE** 

SUR CÉDÉROM

cophone de l'Institut national de l'audiovisuel ( INA )



. n e 82

1 . 1 mm

1 2 700

. : 257

The State of Francis

mark the second

11 47 42

s in the second of

100

year old and disper-

and the same

10 A 10 A 10 A 10 A

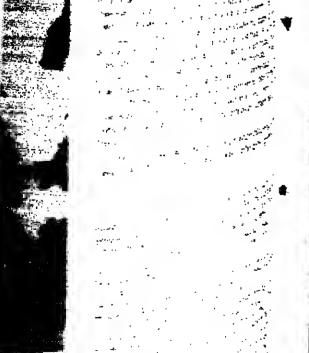
and the statement

and the second second

Total and Williams

Ter greinte, and 4 34,117 The Mary North Power water afficial the Late wines spin w

ur une effroyal



## The second secon

teur Joshua Rakotonirainy, secrétaire général du Conseil des Églises chrétiennes (FFKM), une notion comme le nationalisme ne peut qu'avoir « disparu de l'horizon de l'homme moyen ». Plus grave : les références morales et and the state of t The state of the s culturelles, par exemple le fihavanana (solidarité), qui faisaient le ciment et la Section 2 Section dignité de la société malgache, sont de plus en plus rejetées dans une île où les « richards » se donnent en exemple et investissent la classe politique, on des évangélistes d'andafy (outre-mer) font The market and recette à grand renfort de moyens dou-teux, et où les sectes se multiplient (6). Les Eglises traditionoelles, ao contraire, cèdent du terrain, après and the shall are s'être brûlées au contact de la politique (7).

Mais, sur food de mondialisation galopante et après la signature, en oovembre demier, d'un accord avec le FMI, suivant quatre ans de rupture, existe-t-il un espoir de développement antocentré ? Le général Ramakavelo en doute, qui recense les abandons de souveraineté exigés par le Fonds moné-taire international : les entreprises du secteur public privatisées au profit des étrangers; les experts internationaux on français à nouveau imposés dans les ministères; les aides publiques qui transitent de plus en plus par des ceutaines d'ONG, plus ou moins sérieuses, faisant soovent le lit de l'« ingérence humanitaire »; le libre accès à la propriété, pour les non-nationaux, et la libéralisation des visas (alors même que l'Europe se barricade et humilie les élites francophones); la politique du « ciel ouvert », avec le débarquement

de l'OMS, soos-emploi (60 % des

actifs, dont de nombreux diplômés),

triomphe de l'informel, insécurité,

malnotrition... (5) Et, bien sûr, des iné-

galités criantes, l'insolente opulence

des 4 × 4 rutilants importés d'Asie

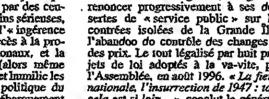
côtoyant le petit monde des 2-chevanx

et 4L éternellement rafistolées, témoi-

gnage décati de l'ancienne prospérité

Dans un tel contexte, estime le pas-

néocoloniale franco-malgache...



L'INSURRECTION ANTICOLONIALE DE 1947

nationalisme et survie

Retour à l'ajustement structurel

L E président Didier Ratsiraka, res-capé d'une expérience malhenreuse de « socialisme révolutionoaire », rappelle que, dès 1983, il avait négocié « pied à pied », lui, les premières facilités d'ajustement structurel avec le FMI. Il compte poursuivre, dans la ligne du « Document-cadre de politique économique » récemment préparé en collaboration avec les institutions de Bretton Woods, mais avec « quelques adaptations », et surtout en ramenant la discipline : « On ne peut s'enrichir impunement sur le dos des autres », lance-t-il, en faisant valoir que l'affairisme, au temps de « sa » Il' Répoblique, n'était que « pêché

véniel », à côté des trafics, coulages et autres scandales de la III.

Le chanteur Rossy, sacré pour la deuxième fois « meilleur artiste de l'année » par le principal quotidien de la capitale, et véritable « tombeur » de l'ancien président Albert Zafy, avec son tube Lera (C'est l'heure!), veut y croire lui aussi. « Je suis né avec l'indépendance, je suis un pur produit de la période socialiste », dit cet originaire de la côte, âgé de trente-cinq ans et habitué des tournées internationales, dont l'enfance a été bercée par les défilés et spectacles politiques. « A l'école, on apprenait L'Enfant noir, de Camara Laye, Emile Zola, la théologie de la

nationale, l'insurrection de 1947 : tout cela est si loir... », cooclut le général.

des « Jumbo » de la compagnie française Corsair, qui menace l'existence même d'Air Madagascar, obligée de renoncer progressivement à ses dessertes de « service public » sur les contrées isolées de la Grande Île; l'abandoo do contrôle des changes et des prix. Le tout légalisé par huit pro-jets de loi adoptés à la va-vite, par l'Assemblée, en août 1996. « La fierté

. 5----LE PORT DE DIEGO-SUAREZ te-t-il un espoir de développement autocentré :

libération, Mandela. Pour nous, 1947 avait un sens. Et on retenait du premier Ratsiraka qu'il avait su dire "Non" aux Vazahas (les Blancs): on tient ça de

Décu - comme beaucoup de sa génération, et de la précédente - par l'expérience socialiste des années 80, Rossy rs un chant anticomin tion, baptisé L'Afrique est malade : une manière aussi, pour ce côtier, de reveodiquer sa négritude, face à une haute société merina volontiers condescentante à l'égard des andevo (descendants d'esclaves) des plateaux, et plus encore à l'endroit des maintys (Noirs) de la

La France a cessé d'investir à Madagascar, estime M. David André Silamo. secrétaire général du Syndicat chrétien de Madagascar (Sekrima), laissant le champ libre aux Asiatiques, relayés sur place par la communauté karana (les Indo-Pakistanais), qui cootrôle traditionnellement les circuits de commerce de proximité, même si elle fait les frais, périodiquement, de flambées d'hostilité populaire et subit les anathèmes nationalistes mais intéressés de la bourgeoisie « nationale».

« Pendant la colonisotion, c'étoit tout pour les Fronçois; sous lo I' République, tout pour le Parti social-

démocrate du président Tstranana; sous la IF, tout pour l'Arema et la centrale coopérative Procoops du président Ratsiraka. Les gens n'ont pu penser à eux que depuis ces années 90 : il n'y a jamais eu auaant de constructions, entreprises, trafics. L'idée de l'initiotive individuelle a commencé à prendre, poût du risque, de trova l'Esat... et sans avoir peur de lui. Si le nouveau chef de l'Esat ne le comprend pas, ca va faire mal! .. explique ce dirigeant pour qui l'action syndicale

loppement et l'esprit d'entreprise. Certains hommes d'affaires oot investi le champ politique : M. Heri-Zo Razafimahaleo, patron d'un groupe prospère, a créé le parti Leader. Il avoue

passe désormais par l'informel, le déve-

15) Selon une enquête réalisée dans le cadre du projet « Madio », 62 % des habitants de la capitale seraiem en dessous des 1 810 calories, cansidérées comme le seuil de subsistance. « Est-ce mieux en dehors de la capitale ? », se demande l'hebdomadaire La Kroan' i Madagasikara?

(6) Cinq cents associations évangéliques sont officiellement constituées i Midi-Madagascar, 26 août 1996). La Vierge Marie serait apparue à des paysans, à une centaine de kilomètres de la capitale, en novembre 1990. Et plusieurs observateurs signalent une recrudescence des cultes tradi-

(7) Cf. Sylvie Brien, « La Grande Île sous l'influence des Églises », Le Monde diplomatique,

n'avoir à proposer, en guise de programme, que ses propres succès (« Vous ollez réussir avec moi... .), et comme méthode, celle du marketiog (\* Je vends un produit... »). Avec 15 % des voix, il avait créé la surprise lors du premier tour de l'élection présidentfelle. avant de railier au second le camp de M. Didier Ratsiraka.

*LE MONDE DIPLOMATIQUE - MARS 1997 - 23* 

Les Molgoches sont spécioux, estime M. Jean-Aimé Rakotoarisoa. directeur de l'Institut de civilisations, à propos des chances de décollage et d'autonomie de l'île. C'est, por exemple, le seul pays du monde où la viande de porc, que l'on produis en un on, est plus chère que le bouf... Ils ne comprennent rien au morché, ne travaillent qu'en fonction d'un besoin, évitent de paraître trop s'enrichir, mélongent les religions, colmatent toutes les brèches avec lo solidarité familiale ou villageoise... > Seloo lui, le courant est conpé depuis longtemps eotre administration et population. « Avec ce nouveau départ, on va revenir dans le vent, redresser les équilibres, maîtriser l'inflation. Mais entre-temps, combien de cadavres | En 1986-1987, dējā, la suppression des subventions sur les produits de première nécessité avait abouti à un génocide indirect : qui o compté les bébés mourant dans les dispensaires ou ou fin fond des campagnes? .

« Dans le fond de Ratsiraka, on sent le nationalisme, même aujourd'hui », se console Mª Gisèle Rabesahala, qui se prépare à exalter, à partir du 29 mars, l'énonée dramatique de ses compagnons lors de l'insurrection de 1947. « On ne peut penser à un redressement national sans tentr compte des traditions, de la culture. » La secrétaire générale du parti AKFM, héritier de 1947, n'est pas sure que l'idée du nouveau chef de l'Etat - une « République humaniste et écologique », pour tenter notamment de « saigne », perdant sa terre, sa faune, ses forêts (9) – puisse être aisément comprise de l'opinion. « Certes, conclut-elle à propos des chances de son pays de rester lui-même, il y o les fourches Caudines; mais l'atout du nouveau président, c'est d'être capable de ne pas loisser imposer tous et n'importe quoi... »

PHILIPPE LEYMARIE.

18) Le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, attaché militaire à Paris, nommé ministre des affaires étrangères après les manifestations antifrançaises de 1972, et 1973, avait dénoncé les accords d'esclarage avec la France, et obsenu l'évacuation des bases militaires françaises de l'évacuation des bases militaires françaises de Tananarive et Diego-Suarez, alors commandées par le général Marcel Bigeard. De nouveaux accords de eccopération, plus équilibrés, avaient été négociés, en dépit de l'hostilité de M. Michel Debré, alors ministre des affaires étrangères,

(9) L'expression a nomunent été utilisée par les premiers astronautes américains, apercevant les torrents de bones rouges s'écoulant dans l'océan. Mais on parlait depuis le siècle dernier de l'« tle rouge ».

## répression

jusqu'à 30 000. Il lui faudra un an pour réduira les maquis nationalistes : privés d'armes, da chefs et de ravitaillamant, les darniars rabelles aurvivants sortent de le forêt, affamés, vingt et un mois après le déclanchement de l'insurrection. « Ils cherchaient à éliminer tous les cadres, raconte Mª Gisèle Rebasahale, à l'époqua secrétaire des avocats français du MDRM, qui prit ensuite le tête du comité chargé da défendra et réhebiliter les amprisonnés, et il suffisait d'avoir un paritalon et des chaussures pour être suspect... » « C'était la coup d'essommoir, ranchérit



Plus de sept cents nationalisées avaient été transférés, dès 1947, au bagne de Nosy-Lava, une lle au nord-ouest du pays. Le bagne est toujours en service : la photo de ce détenu mis sux fiers à été prise l'un dernier. Un docum exceptionnel, obtem par un reporter photographe mal-gache, M. Daniel Rakotoscheno.

Jacques Tronchon. On a parlé pacification après avoir tout écrabouillé. » Selon les comptes de l'étatmajor, auxquels se fie Jacques Tronchon, la « pacification » a fait 89 000 morts, avec tortures, executions sommaires, regroupements forcés, mises à feu de villeges. Le haut-commissaira da Chevigné, à l'Assemblée nationala, avait donné una fourchette plus large: antre 90 000 et 100 000. Et, pour beaucoup de Malgaches, la seignée a été plus massive ancore. On rodait alors les nouvelles techniques de guarre coloniale, notamment en matière d'action psychologique, tout comme, lors da le conquête an 1895, les forces françaises avaient testé à Madagascar una partia de leura armements, moins de vingt ans avant le premier conflit mondial, sous la houlette des généraux Galliani, Joffre et Lyautey, les futurs « vainqueurs de la Mame ».

Quant aux insurgés, ils sont responsables de la mort da 550 Européens et d'environ 1900 Melgaches. C'est que, durant les premières semaines, une guerre civile effrayable a mis eux prises, an marge de la guerre coloniala, les nationalistes et certains membres du Parti des déshérités de Madagascar (Padesm). Soutenue par l'administration, cette formation - qui racrutait notammant parmi les Mainty (Noirs) et les descendants d'esclaves, sur les Hauts-Plateaux, einsi que permi les habitants des provinces côtières - accusait le MDRM d'avoir fomente la rébellion dans la but de restaurer l'ancienne monarchie et l'hégémonia hova (6) ».

Les trois députés de Madagescar sont arrêtés. Lors du procès, Paris, écartant l'accusation de provocation policière, retiant le thèse du complot orgenisé par le MDRM : les parlementaires sont condamnés à mort (ils seront graciés), la mouvement est dissous. A Madagascar, comme en Indochine et en Algérie, le contact avec les nationalistes est rompu. Six ans plus tard, ce sera le défaite de Dien Bien Phu en Indochine. Et l'insurrection de le Toussaint rouge en Algérie...

(6) Cf. Lucile Rubearimanana. « Les événements de 1947 à Madagascar », Ornaly 5y Anio, revue de la faculté des lettres. Université de Madagascar, 1988-2, Antanamerivo.

## Au temps de la gauche

OUR certains aujets, le rechercha bibliographiqua est vite rassemblée : il faut compter en lignes, pas en paragraphes, encore moins en chapitres. Vingt-neuf lignes dens un livra de 410 pages consacré à la politiqua étrangère da la France entre 1944 et 1949 | 1), vingt-sept dans le premiar des trois volumes d'una histoire da le IVº République (2), rien ailleura (3). Le grand tort des milliers de victimes malgaches de 1947 (selon le plus prolixe de ces trois auteurs, « les évaluations varient antre 10 000 et 90 000 morts » ...) est sans douta da na pas avoir été tués par des soldats soviétiques, mais bien par des militaires français. Et, qui plus est, aux ordras d'un gouvemement ou siégesient des ministres socialistes et communistes.

L'insurrection melgache, qui se traduieit d'abord per le massacre d'une centaine de colons françala, éclata en effet dans la nuit du 29 au 30 mars 1947. Le socialiste Paul Ramadier dirigeait alora le gouvarnement. Et la communiste Meurice Thorez était ancora (pour peu de temps) vice-président du Conseil. En conseil des ministres justement, il défendit bien les parlementaires malgaches lqui furant dépouillés da laur immunité, condemnés è mort, puis finalement graciés). Meis quend le granda rupture de le coalition gouvernamentala tripartite (PC-SFIO-MRP) aura liau, cinq semaines plus tard, le 5 mei 1947, ce sera à ceuse da Renault, pas da Madagascar.

A vrai dira, personne en Frence na se souciaît de Madagascar. La granda pressa na se réveilla qu'eu momant du procès des inculpés malgachea, pour les agonir d'injures.

« L'assassin Raseta », titra avec délicatesse un quotidien du matin quand ca député fut jugé. Quant aux massacres de colonisés, il y en avait déjà eu beaucoup, il y en aurait tant d'autres... Des morts de Setif, en Algéria, le 8 mei 1945, jour de le capitulation allemande (de 6 000 à 8 000 d'après les militaires français; 20 000 selon le ministre des affaires étrangères de l'époqua, Georges 8ideult; 45 000, chiffres officiels algériens) (4), aux canonnedes de Haiphong qui, en novembre 1946, marqueraient le déchaînement de l'interminable guerre d'Indochine.

« L'essassin Raseta » : Albert Camus expliqua dans Combat, le 10 mai 1947, pourquoi la population française pouvait être si facilement cheuffée à blanc contre ceux que laur paye opprimait. « Si des Français apprennant sans révolte les mathodes que d'autres Français utilisent parfois contre des Algériens ou des Melgaches, c'est qu'ils vivent, de menière inconsciente, eur la certitude que nous sommes en qualque manière supériaurs à ces peuples et que le choix des moyens propres à illustrer cette supériarité importe peu. »

Et sur ca sujet comme sur beaucoup d'autres, la gauche gouvernante fit comma les autres. Du temps du Cartel des gauches (1924-1926), alle avait confié à un certain meréchel Pétain le tâche de liquider les soldats rifains d'Abd-el-Krim. A la Libération, ses victimes furent les Algèriens, les Malgaches at les Vietnamiens. Restaiant les Irakiens : ella s'en occupa, il y a très peu de temps en somme. SERGE HALIMI.

(1) Pierre Gerbet, Le Relèvement, Imprimerie nationale, Paris, 1991, pp. 404-405. (21 Georgette Eigey, La République des illusions, Fayard, Paris, 1965, pp. 272 et 276-277. (3) Alfred Grosser, La IV République et su politique extérieure, Armand Colin, Paris, 1961.

(4) Lire Ali Habib, « Les massacres de Sétif », le Monde, 14-15 mai 1995.

and the control of th

## UNE FABULEUSE MANNE FINANCIÈRE

## Capitaliser en Bourse

La génétique est en effet considérée comme le vecteur principal des nou-velles stratégies de recherche thérapeutique. Jusqo'anx années 80, en étudiant ENDANT que les comités d'éthique discutent de la brevetabilité du des maladies déjà constituées, on en vivant, les grands industriels du médicament, spécialement ceux travail-lant sur le génome humain, investissent des milliards de dollars pour être comprenait les signes et l'évolotion, mais sans progresser dans la connais-sance des étiologies. Les médicaments les premiers à s'approprier les découvertes d'une recherche actuels traitent donc la conséquence, ct souvent conduite sur fonds publics. Faute de résistance des non la cause. Il s'agit désormais de politiques et des chercheurs eux-mêmes, le marché investit comprendre les déterminants géoétiques et environnementaux des malaainsi l'ultime sanctuaire: celui du corps humain. Alors dies les plus fréquentes - cancers, maladies vasculaires et métaboliques, même qu'une expérience réussie de clouage de moutons laisse entrevoir la possibilité de créer des animaux génétiquement modifiés pour des applications destinées à l'homme. Par PHILIPPE FROGUEL et CATHERINE SMADJA \* Les sociétés pharmaceutiques sont

cer à la fin des années 80 », qui a permis d'injecter des sommes considérables et a abouti non pas à vaincre le cancer, mais à asseoir les bases de la biologie moléculaire. De plus, le sou-tien public américain, qui continue à être important, a construit le réseau mondial le plus dense d'instituts de recherche médicale, et a attiré les meilleurs scientifiques mondiaux.

D'une manière générale, la générique médicale a largement profité de l'expérience de laboratoires comme le Généthon (financé grâce aux dons du Téléthon), mégastructures d'no type oouvean, à la fois usines de production, bureaux d'ingénierie et laboratoires de recherche treditioonels qui ont

accumulé les succès majeurs. Il fut ainsi

pharmaceutiques pour la génomique, et

d'une confiance surprenante du marché

hoursier américaio eovers ces

« mutants » de la biotechnologie, qui oe

produisent en général rien, ne vendent rien, mais promettent des bénéfices aussi substantiels que virtuels grâce aux portefeuilles de brevets couveaux qu'ils espèrent constituer.

La nouveauté est donc la constitution d'one myriade d'eotreprises de recherche fondamentale, qui reposent sur un simple credo: la génétique va permettre de trouver les médicamen de demain - et sur l'utilisation judi-cieuse d'une méthodologie souvent entièrement publique. Le succès de ces start-up (2) dépend donc étroitement du savoir-faire de scientifiques prestigieux, qui non senlement parrainent le projet, mais, de plus, s'engagent totalement pour le vendre anprès des inves-tisseurs, des clients potentiels, et pour le développer. A partir d'une mise ini-tiale d'environ 5 à 8 millions de dollars venant des venture-capitalists internationaux, ces sociétés de génomique - nées aux Etats-Unis, mais qui commencent à envahir l'Europe (3)se sont rapidement développées grâce aux contrats de l'industrie pharmacentique. Cela a permis, malgré leur jeunesse et leur manque de rentabilité démontrée, leur introduction en Bourse dans les « nouveaux marchés » et une capitalisation boursière de l'ordre de plusieurs centaines de millions de dol-

On distingue en fait deux types de sociétés, reposant sur deux stratégies très différentes (5) : pour certaines start-up, comme les américaines Millenium, Sequana on Myriad, l'identification des gènes de maladies, à partir de familles atteintes et de modèles animanx, permettra de déterminer les cibles de futurs médicaments. Le brevet des gènes morbides est donc l'objectif désigné. Leurs contrats industriels (de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de millions de dollars) fixent des étapes successives à franchir, chacunc d'entre elles aboutissant an paiement d'un boous (milestone contracts) par le client. En cas de réussite, la société pharmaceutique a l'exclusivité des droits des gènes identifiés à des fins thérapentiques, les start-up se réservant généralement les droits à une exploitation diagnostique (mise au point de tests génétiques)

(1) « Focus la on development », Financial Imes, Londres, 26 novembre 1996.

2 unes, Lonnes, 20 novembre 1990.

(2) Une « start-up » est une société privée en émergence, dans la phase de constitution de son capital. Cello-ci va de la première levée significative de fonds – en général à partir de capitanx risques – jusqu'à un deuxième tour de table ou à la mise de la société sur le marché boursiez.

(2) Si la phasest de profession de société de cércalina services de la société sur le marché boursiez.

(3) Si la plupart des sociésés de génomique sont encore américaines, on voit apparaître quelques particulièrement illustrée en 1996 par sa bonne introduction sur le marché boursier américain et sur le nouveau marché français. Ces sociétés ne sont « européennes » que de domiciliation ? elles sont principalement arientées vers le marché ané-ticain (marché bourier et marché phamasou-tique), où elles ouvrent leurs principanx bureaux. (4) « Capitalizing the genome ». Nature Genetics, New York, janvier 1995.

(5) « Tracing the way shead », Financial Times,

maladies immunologiques... - de manière à inventer des stratégies thérapentiques et préventives réellement

pays restreignent les dépenses de santé. Les compagnies pharmaceutiques mondiales dépensent chaque année des sommes colossales en recherche et développement - 400 milliards de dollars - et seules une ou deux molécules innovantes sont mises sur le marché (à comparer avec les douzaines de « me too . énièmes copies de médicaments efficaces, lancées pour grignoter quelques parts du marché). Faiblesse des résultats, inflatioo des coûts de développement due à la rigueur croissante des procédures d'enregistrement : chaque oouvesu médicament revient au moins à 300 millions de dollars.

généralement considérées comme des

modèles de rentabilité et d'efficacité.

Cependant, cette industrie est entrée

dans une crise durable, qui va conduire

à la disparition d'un grand nombre

d'entreprises moyennes de ce secteur très morcelé (le numéro un, le géant Glaxo-Wellcome, pèse moins de 5 % do

marché mondial). Avec l'entrée dans le domaine public des molécules qui ont

fait la fortune des laboratoires (comme

les anti-ulcéreux), le marché américain

est constitué à 75 % par la vente de médicaments génériques qui procurent des marges bien plus faibles. En outre,

avec des modalités différentes, tous les

Senis 10 % des nouveaux produits connaîtront une réussite économique Dans ces cooditions, on compreod la volonté des entreprises de minimiser les risques de la recherche, ou de les partager. On constate dooc, depuis quelques amées, une frénésie de rachats et de fusions, dout les premières conséquences sont des licenciements massifs (10 % des effectifs globaux, en 1995, quand le britannique Glaxo a racheté

Respectivement généticien (CNRS, Unité 10, Instingt Pasteur et centre hospitalo-universitaire de Lille) et administrateur civil au ministère de

Wellcome), touchant en priorité les divisions de recherche. Les industriels du médicament ont en effet décidé, pour la première fois de leur histoire, de déléguer totalement des étapes-clés de la recherche thérapeutique à des entreprises spécialisées qui travaillent direc-tement avec les hôpitaux et les médecins. Il s'agit d'identifier les gènes responsables des maladies pour trouver les cibles idéales (par exemple : un oteur hormonal) sur lesquelles les futurs médicaments devroot agir (1).

Glossaire ADN: acide désoxyribonucléique. Composant essentiel des 23 paires de chromosomes, il

constitue le support de l'information génétique.

Polymorphisme : variation de l'ADN qui constitue la base de la diversité humaine.

Bases nucléotidiques : l'ADN n'est formé que de quatre molécules (adénine, guanine, cytosine, thymine), appelées bases nucléotidiques, dont l'enchaînement constitue la séquence

Sequencer un gène : déterminer l'enchaînement nucléotidique exact, ce qui permet de déduire la séquence des acides aminés de la protéine correst Traduction d'une proteine : la lecture de l'information génétique contenue dans un gène permet l'assemblage des acides aminés qui forme la protéine spécifique de ce gène. Génome : information génétique contenue dans l'ensemble des 23 paires de chromosor Carte génétique: lorsque tous les gènes auront été localisés, ce sera la carte situant ces gènes sur chaque chromosome. Elle n'est encore que partielle.

Gérer est un métier, diriger est un art.

L'ENSPTT RECRUTE POUR

LA POSTE, FRANCE TÉLÉCOM ET

LE MINISTÈRE DE TUTELLE:

Des administrateurs par concours externe.

Des administrateurs par concours interne.

Elle recrute également

10 candidats sur dossier qui prépareront

le diplôme d'Etudes supérieures

en management des entreprises de réseau. Clôture des inscriptions le 24 Mars 1997.

INFORMATIONS: 08 00 22 82 82

(NUMÉRO VERT).

37, RUE DAREAU-75675 PARIS CEDEX 14. MEMBRE DE L'EFMD : EUROPEAN FOUNDATION FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT.

On pourrait s'étonner que la vague déferiante de la génétique médicale soit si récente (moins de dix ans), alors que l'ADN (voir glossaire) a été décrit en 1953 par James Watson et Francis Crick. Mais, pour s'attaquer de front aux maladies génétiques, il a fallu attendre la découverte des polymor-phismes de l'ADN (qui traduisent la diversité de l'espèce humainc), la mise au point de techniques efficaces d'anaration de cartes précises du génome (voir glossaire) bumain (principalement financées sur fonds publics aux Etats-Unis et par des œuvres caritatives en Europe). Enfin, il a fallu convaincre les médecins de la oécessité de constitoer des « haoques » d'ADN de familles atteintes par des maladies génétiques.

Ces cooditions sont actuellement remplies, et l'oo estime que, d'ici au début du prochaio milléoaire, le géoome bomaio scra entièrement exploré, ses gènes répertoriés, ce qui reodra possible l'identification des gènes de prédisposition aux principales

Dans le passé, la recherche publique a joué un rôle moteur dans les progrès de la médecine, et donc indirectement dans l'essor de l'industrie pharmaceutique. On attribue généralement le leadership américain dans la recherche médicale à l'initiative folle du président Richard Nixoo pour « éradiquer le can-

démontré que la concentration des moyens dans quelques centres d'excellence aboutissait à des résultats bien supérieurs au « saupoodrage » tradi-tionnel des crédits publics vers une multitude de projets mal coordonnés. Face à la baisse des financements publics, et à la versatilité prévisible des responsables d'associations, les scientifiques à l'origine de ces Human la conviction que la pérenniné de leur ceuvre passait par la création de struc-tures privées consacrées à la génétique. Leur succès foudroyant est venu de l'engouement soudain des sociétés

maladies burnaines.

La Balustrade librairie



de sciences sociales

tous ouvrages sur demande

tisme social • Retrouver le fracas originel : rencontre Lacouture-Chaillou • La syntaxe des arts : Laurent Bayle; Pascal Bonitzer, Laurence Louppe, Yasmina Reza • Pierre Boncenne, l'écrivain et la société · Ricardo Montserrat, Un sang d'encre ● Laurent Zecchini, Le rêve américain ● Jean-Luc Clouard, Mission (presque) impossible • Pierre Georges, Chronique oblige Le péché originel, par Nicolas Truong • Le sabre et le goupillon, par Marc Dupuis • Le sens et l'intuition d'abord et Cent fois sur

• Jean Lacouture, Les signes et le chant • Clarisse Her-

renschmidt, Sur le seuil de l'invisible Louis-Jean Calvet.

Du calame au clavier ● Alain Bentolila, L'illettrisme, au-

le métier, par Fabrice Hervieu La « manvaise » main, par Caroline Helfter • L'irruption de l'oral dans l'écrit, par Pascale Casanova Ecrit vain,

par Marc Dupuis • La liberté au pied de la lettre, par Cécile Abdesselam et Marc Dupuis Nonveaux droits pour nouveaux auteurs, par Anne Andreu • Michel Pastoureau, Signe des temps.

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

● Michel Serres, Hermès enseignant ● Jean-Michel Gaillard, CAP : le mariage difficile de l'éducation et du travail 

Michel Polac, Péril en la demeure 

Baptiste-Marrey, Le libraire et l'utopie 
La laïcité en débat, avec Claude Dagens, Dick Howard, Guy Raffi...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

النائن 05,400,000 01.26 BENDE A HUSSE PESCHEL 145557000 RPR ST 900 destruction of

> CINANCEE . 19 To 10 micle (AL CALL poer in Section 1889. OR THE CO constitut de ... 2003.400 727-17is males. ciclosia di programme. ment, et de l'inche lears decreases. non de l'amm. tion liberate m des deraits protégé des cos y Silest one significatives of societes de contre la cual.: josqu 4 provid tion (in product recherche to:-.... valorisco pi

> > Endance :--

mome a sta

dans on more ....

filox at tage.

Pillage de la re-

surveille car i . . . . va dans le 😅 🛴 📜 Scromidire o tast 7 personne a caraca methodes contract. hors and Military bon won feet . . . . . . Boston de l'AD des obeses colling tion des familie PESSET OF OUR COMMENT eachsif a cat AD sention qu bir-Pepogne, M. Edicar éviter que ce Soil acceptant Conompleat could. time scheriften C'est pources.



market al

and the state of t

# 17 FE

- The state of the

Service Service promp 🥊

the second of the second

A CONTRACT OF THE SECOND

THE RESERVE

arte ber ber ber bertiger ber

Control of the Parties

in the state of th

or some or made 2:

Anna Carlo Committee Carlo

the second of the second of

.... - - 4 200

A 100 A 100 A 100

A COURT OF THE PARTY OF THE PAR

Control of the Contro

THE PROPERTY OF THE

In the state of the state of

140 EM - --

when it marks go at

marketen, the gentless

pie fire estern

er aggeret der in St. engen. Seiner Stande France. Der Stronge Landen.

What they are 1944

Martin St. Law Set

Berry . marry

The second second

The Park State of the State of

Mais, contrairement aux apparences, l'espace de liberté que représente encore Internet ne cesse de se rétrécir en raisoo d'impératifs commerciaux. On s'ache-

forums de discussions en temps réel lancés par une marque, les internantes sont invités à échanger des messages personnels où ils exposent leur manière d'utiliser an quotidien un produit particulier comme un maquillage, une boisson ou un appareil électroménager. Très certainement, d'autres genres interactifs -les pièces de théâtre, les jeux ou les informations - évolueront sons la surveillance d'annonceurs qui peuvent les entrecouper de toutes sortes de manières

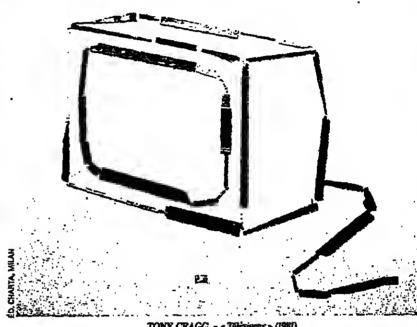
Conséquences : d'une part, les services push (incitant à la passivité du spectateur) vont réduire l'usage d'Internet à une attitude passive qui s'apparente à l'usage ordinaire de la télévision. D'autre part, les tentatives de dynamisation d'Internet, mettant l'accent sur un engagement plus actif de l'usager. seront limitées par la nécessité d'obéir aux consignes des annonceurs.

avec des mendons de produits, des clips

on des démonstrations.

reodre plus efficaces les formes actuelles, un peu frustes, de publicité bandeaux-annonces et sites d'entreprise - et de trouver des pratiques publicitaires « nouvelles, originales et amélio-rées ». M. Hunter Madsen, vice-présideot du département de stratégie commerciale à Horwired, accorde une grande importance à l'effort continu d'expérimentation dans la réalisation de bandeaux ou de « modules de marques » (brand modules) moins standardisés

publicité pour les produits de consommation out toujours été les auxiliaires d'une économie qui a atteint un certain niveau de productivité et où la production de biens et de services dépasse la capacité de la société d'absorber ce surnhis Les annonceurs ne se sont nas ploneés dans le cyberespace pour le simple plaisir de se frotter à un nouveau milien. Ils se sitnent dans le prolongement d'une stratégie de vente définie dès la fin du XIX siècle, et qui s'est expri-



TONY CRAGG. - « Teléviseur » (1981)

ainsi qu'à l'intégration des aspects éditorial et commercial (content cobranding) (19). Car les formes de la publicité et du parrainage commercial Internet ne

finale que revetira la publicité sur loteroet. Les annonceurs oot proclamé la nécessité de coloniser le cyberespace et de le rendre dépendant d'eux. Ils n'abandonnerout pas cette folle ambition. Pas question pour eux d'affirmer que la culture d'Internet est élitiste ou futuriste. Ils croient désormais au succès planétaire d'Internet, et cela pour des raisons structurelles liées aux fondements de

mée à travers des médies successifs (presse, cinéma, radio, affiche, télévision). Il est prouvé depuis longtemps qu'un sponsor publicitaire modifie profondément les pratiques et le contenn d'un média ainsi que sa relation avec le

Ce o'est pas une question de principes éthiques frileux ou de standards caducs. mais d'une orientation générale systématique. Les annonceurs exigent que les médias leur garantissent un combre d'auditeurs précis. En outre, cette audience doit obéir à un certain nombre de critères de composition et de qualité. Par exemple, les annonceurs vondraient atteindre des femme âgées entre 18 et 49 ans on des hommes de 25 à 45 ans. Les services push ne signifient rieo d'aurre que le retour d'une vieille nécessité mais sous des habits oouveaux : l'accès à une audience stable, c'est-à-

dire mesurable et prévisible.

Lorsque les annonceurs garantissent une proportion importante du chiffre d'affaires d'un média, ils peovent influencer son travail quotidien, en imposant des pressions et des limitations à la relation qu'entredent ce média avec son public. Cette domination implique d'accorder plus d'importance à certaines formes de programmes et aux priorités qu'elles véhiculent, et à certaines pratiques créatives et pas à d'autres. Ces pratiques, qui sont désormais transposées sur Internet, sont imposées par les lois du marché et ont un objectif unique : vendre (21).

Les « forces du marché », c'est-à-dire l'empire des affaires, paraissent les seules maîtresses de l'avenir. Si cette tendance o'est pas brisée, les multinationales de la communication domineront Internet. Et l'intervention sur le « réseau des réseaux » d'acteurs sociaux, comme les Eglises, les organisations d'intérêt public, les groupes comminantaires, les institucions d'enseignement, les musées, les bibliothèques ou les syndicats, sera marginalisée.

Naguère, aux Etats-Unis, le débat sur la propriété des stations radio financées par la poblicité avait duré des années (22) et provoqué un ressentiment anticommercial de la part de respon-sables politiques haut placés, des chefs d'Eglise, d'hommes d'affaires, d'éducateurs et d'organisations philanthropiques. En revanche, actuellement, le débat sur la marchandisation du cyberespace o'esi même pas amorcé. Les médias gardent le silence, et une maigre attendon est accordée aux graves questions sonlevées par la commercialisation d'Internet. Qu'attend-on pour se mobiliser afin que ce continent couveau de la culture et de la démocratie ne soit pas immédiatement saccagé en tombant sous l'emprise des marchands?

### DAN SCHILLER.

(15) a InterViews a, Advertising Age, Chicago, (16) Andrew Kanter et Michael Newbarth, « Off the charts: the Internet 1996 », Internet World, Westport (Connecticut), décembre 1996.

Westport (Connecticut), decembre 1996.

(17) Don Clark, « Microsoft's on-line sevices goes to a TV format ». Wall Street Journal, 9 décembre 1996.

(1B) Manthew P. McAllister, The Commercialisation of American Culture, Sage, Thousand Oaks, Californie, 1996.

(19) Hunter Madsen, « Reclaim the Deadzone ». Wired. San Francisco, décembre 1996. (20) A ce propos lire Richard Ohman, Selling Culture, Verso, Londres, 1996.

(21) Pour de plus amples informations sur le rôle e la publicité dans la télévision, lire Eric Banouw. The Sponsor, Oxford University Press, New York.

(22) Robert W. Mc Chesney, Telecommunica-tions, Mass Media and Democracy, Oxford Univer-sity Press, New York, 1993.

### Coloniser le cyberespace

Q UELLES actres cooséquecees entraîne cette converses télévision et de l'ordinateur qui est en train de changer le visage d'Internet ? La principale est le triomphe de l'esprit marchand qui envahit désormais le cyberespace. Internet devient une sorte de « télévision commerciale en réseau ».

Dans cette perspective, Microsoft investit annuellement 400 millions de dollars dans le développement de sites sur Internet, investissement qui ne sera rentable que dans quelques amées. C'est aussi ce que font, per exemple, la Fox Broadcasting Network de M. Ropert Murdoch ou USA Today, le journal du groupe Gannet. On estime à 2 milliards de dollars la somme totale investie par l'ensemble des entreprises de communi-cation dans le développement de sites sur la Toile. On peut penser que l'un ou l'autre des groupes géants de communication finira par trouver le moyen de rendre ces investissements profitables. Mais il est plus difficile de déterminer l'étendue de la domination qu'ils exerce-

ront sur le marché émergeut d'Internet. Les diffuseurs qui atilisent Internet cherchent essentiellement à capter et à stabiliser l'audience la plus large. Afm d'y parvenir, et accroître leurs parts de marché, ils explorent toutes les possibilités offertes par les services push, ils multiplient les accords d'exclusivité, sacrifient au star-system et investissent dans

les logiciels de système. Cette tentative pour stabiliser les relations entre la programmation et l'audience est elle-même largement dépendante du modèle commercial des annonceurs. Le Wall Street Journal a parfaitement résumé ce remne-ménage tentaculaire dans ce titre " How Net Is Becoming Like Television To Draw Advertisers » [« Comment Internet imite la télévision pour atrirer les annonceurs »]. La croissance expooentielle des émissions sur Internet révèle bien que les annonceurs ont réussi à la plier à leurs propres objectifs.

les programmes à succès, ainsi que dans

La télévision est l'outil de vente le plus efficace. Elle a, à cer égard et depois fort loogtemps, supplanté la radio comme premier média. Les autonceurs ne sont pas certains qu'Internet préfigure une étape nouvelle dans l'évolution du modèle de vente, mais ils ne veulent pas rater cette éventualité.

C'est ce qu'exprimait M. Ed Artzt, alors directeur général de Procter & Gamble, dans un discours prononcé devant l'American Association of Advertising Agencies. Il exhorait ses collègues à seconer leur apathie et à « se saisir de la technologie à bras-lecorps » pour assurer l'accès des sponsors commerciaux aox couveaox médias (18). Désormais, la question n'est plus de savoir si la publicité et le marketing investiront Internet, mais de

sont pas encore stabilisées. L'enjeu principal o'est pas la forme

l'économie.

Le bot principal de la publicité (ou'elle soit on non efficace dans un domaine donné) a toujours été le besoin de tous les secteurs de l'industrie de lier la consommation à la production (20). La gestion de marque, le marketing et la

## LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

Au moment où nous mextons sous presse, près de 9 200 membres, dont environ 3 000 ont déjà renouvelé leur cotisation pour 1997 : l'association est en bonne san et le développement de ses activités, dont témoignent les rencontres annoncées dessous, est particulièrement encourageant. Mais le premier objectif que nous no sommes fixé - 10 000 membres - o'est toujours pas atteint. Avant l'assemblée géo rale du samedi 3 mai, nous appelons ceux de nos lecteurs - et nous les savons nos breux - qui, pour des raisons diverses, n'ont pas encore adhéré, à franchir le pas e devenir, eux aussi, des Amis du Monde diplomatique.

T. M. T. MARSEILLE. Le mercredi 5 mars à 19 heures, à l'Ecole de journalisme et de communication, 21, rue Virgile-Marron. réunion des Amis de la région marseillaise pour poursuivre l'élaboration de leur programme d'activités. (Contact : Dominique Pons. Tel.: 04-91-03-89-26.)

LUXEMBOURG. Le mercredi 5 mars, à 19 h 30, so Centre culturel français, en collaboration avec le service culturel de l'ambassade de France, rencontre-débat : «L'Europe est-elle un rempart contre la mondialisation ou en est-elle le fourrier?». Avec Bernard Cassen.

Les Amis du Monde diplomatique du Luxembourg et des régions voisines se réuniront pour élaborer un programme d'activitéa le mercredi 23 avril à 19 h 30 au centre universitaire. (Contact: Alain Simonetti. TEL: (352) 311 357 on 43-00-38-31.)

GENÈVE. Le jeudi 6 mars à 20 h 15, à l'Uni-Mail, salle 0080, conférence-débat : « Paradis fiscanx et mal-développement ». Avec Christian de Brie. En partenariat. notamment, avec le Cercle Condorcet de Genève et le Forum civique européen. (Contact: Nicolas Furet. Tel.: (33) 04-92-73-05-98. ou Antenna Internationale (41 22) 731 10 34.)

MONTPELLIER. Le jeudi 6 mars à 20 h 30, saile Guillaume-de-Nogaret, rue Pitot, conférence débat : « Société eo crise et verrouillage de la pensée : quel citoyen face au diktat de l'économie ? Avec Claude Julieo. En partenariat avec le Cercle

Avec Eurasis, les Amis de Montpellier organisent également, le vendredi 28 mars à 20 h 30, et au même endroit, une con rence-début : « Le miroir chinois de la me dialisation ». Avec Guilbem Fab Contact: Jean-Jacques Gandini. Tel.: 67-52-75-00.)

LILLE. Le samedi 15 mars à 17 heures la Maison de la nature et de l'environnem (MNE), 23, rue Gosselet, rencontre-deb « Les scénarios de la mondialisation ». Av Christian de Brie. (Contact: Christo; Boussemart. Tél.: 03-20-19-36-43.)

NAMUR. Le vendredi 21 mars 19 heures, faculté Notre-Dame-de-la-Pa faculté de médecine, place du Palais-Justice, réunion des Amis et sympathisa de Beigique pour constituer une associat belge des Amis du Monde diplomatiq Avec Gabriel Maissin, Pierre Galand et R cardo Petrella. (Contact : Pierre Galar TEL: 02 231 01 74.)

SAINT-BRIEUC. Le mardi 25 mars 20 h 30, salle du Crédit mutuel de Brenag 1, rue Voltaire (centre-ville, parking Char de-Mars), rencontre-débat : « L'Europe, tiers-monde et la mondialisation ». Av Roger Lesgards. (Contact : Pierrick Hamo Tel. : 02 96 63 95.)

PAU. Le mercredi 2 avril à 19 heures l'amphithéatre de la présidence de l'univ sité de Pau et des pays de l'Adour, avenue l'Université, rencontre-débat : « Mondia sation, Europe, Afrique ». Avec Berns Cassen. Dans le cadre du projet Contin Afrique, et en partenariat avec la section Pao-Béarn de la Ligue des droits l'homme. (Contact : Roger Mayaud. Té 05-59-21-57-22.)

Prénom :	Profession ou raison sociale :		
	Code postal:		
Ville :	Pays:		
Téléphone :	Fax :		
Adhère à l'Association des Amis du Monde d			
Je suis actif, retraité ou personne morale :	• Je suis étudiant, appelé sous les drapeaux ou chômeu		
☐ 600 F + 100 F (constitute 1997) total  Apport supérieur à 600 francs :	700 F 200 F + 100 F (constation 1997)		
Apport superious 4 000 frames.			
Verse ma cotisation 1997 d'un montant de 10	0 F N° de carte de membre		
Procède à un nouvel apport de :	F		
J'effectue le règlement :			
☐ Par chèque bancaire ou postal ☐ Par ca	rie bancaire : Nº de carte		
	Date d'expiration :		
	Signature		

e grand projekting a line of the second of t

Market Street Street guadana in the state of the

cole renouvelée

A Part of the Control A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH Mark the second second second second \* 3 Med 5 Med 7

The second second

The Secretary of the Second of

and the second A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

 $\rho \in A_{\mathcal{F}}$ 

144.30

F. 10 Mile

70.00

. .

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH The second second

## QUAND LE SECRET INDUSTRIEL PRIME SUR LA SANTÉ PUBLIQUE

## Du Pont de Nemours, pesticide et profit

ES multiples procès intentés contre Du Pont de Nemours aux Etats-Unis mettent en évidence le souverain mépris de cette multinationale de la chimie pour la santé publique. Forte de ses gigantesques moyens financiers, la firme de Wilmington mobilise des bataillons d'avo-cats, ainsi que les scientifiques et les institutions bénéficiant de ses largesses, pour peser sur les décisions des tribunaux et imposer la loi du silence aux victimes de certains des pesticides qu'elle commercialise. Il ne faut surtont pas attenter à la liberté du commerce, à la recherche du profit et à la préservation des secrets de fabrication...

### Par MOHAMED LARBI BOUGUERRA \*

La multinationale E. L Du Pont de Nemours emploie 141 000 personnes; elle a réalisé, en 1995, uo chiffre d'affaires de plus de 42 milliards de dollars et déposé 454 brevets d'invention (1). Formidable puissance financière et scientifique, Du Pont a son siège à Wilmington dans le Delaware. Outre le Nylon, le Dacroo et les chlorofluorocarbooes (CFC), la firme produit des pesticides, des médicaments, du caoutchouc synthétique et les armes Remington.

Elle est, par ailleurs, copropriétaire de la centrale nucléaire de Salem, comme par ses fissures et ses fuites d'eau radioactive. Du Pont, qui a toujours fourni le Pentagooe, se vanta, à une certaine époque, d'être « l'armurier de la Répu-blique ». De fait, les explosifs ont fortement contribué à sa fortune. La firme a également pris part à la fabrication des bombes atomiques A et H, foumi du plutonium militaire et acquis la compagnie pétrolière Conoco, propriétaire d'énormes réserves minières d'uranium et d'usines de traitement de ce mineral.

A ses débuts, en 1970, le Benlate DF (alias Benomyl) - premier fongicide systémique jamais commercialisé - connot un succès foudroyant; après 1972, il devint le pesticide (2) le plus profitable pour la firme. Pourtant, sa mise au point fut laborieuse : les premières moutures avaient des effets si désastreux sur les testicules et la prostate des animanx qu'on envisagea de l'utiliser comme stérilisant chez l'homme (3). Du Pont fait actuellement face à de nombreux procès intentés par plus de 1 600 agriculteurs et horticulteurs américains. Ceux-ci ont vu leurs exploitations dévastées - surtout en Floride - suite à l'utilisation de ce fongicide: feuilles jaunies et flétries, développement anormal, croissance stoppée, sol frappé de stérilité... « Le pire désastre agricole jamais produit de main d'homme », selon le responsable du Floride. Des exploitants ont subi le même sort au Royaume-Uni, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Australie et en

\* Universitaire, auteur de La Recherche contre le tiers-monde. Presses universitaires de France, Paris, 1993.

Suite à une première aierte, Du Pont avait retiré, en 1989, certains lots contaminés par un herbicide. Le fabricant dut renouveler l'opération en juin 1991, indemnisant à l'amiable (4) les exploi-tants lésés, pour un total de quelque 500 millions de dollars. Du jamais vu

dans les annales de l'agriculture améri-

Les analyses devaient cependant prouver que le Benlate DF était contaminé par divers autres fongicides, dont le flusilazole, qui o est pas homologué aux Etats-Unis. Ce que l'on sait de ce produit et de ses dangers potentiels est couvert par le « secret industriel » et ne peut être communiqué ni aux victimes ni même à l'Etat de Floride, écrivaient les journalistes Paul Power Jr et Jan Hollingsworth dans The Tampa Tribune (Floride), en décembre 1995. On sait cependant qu'en 1988, Du Pont mettait en garde contre la présence de femmes là où on manipulait ce produit. En novembre 1992, Du Pont mit fin aux transactions amiables avec les agriculteurs, sous prétexte que ses spécialistes innocentaient complètement le Benlate DF. Curieuse coïncidence !

Au cours du printemps 1992, en effet, de nombreux utilisateurs lui avaient imputé la détérioration de leur état de santé voire, pour certains, la mort de leurs

proches. La famille du petit John Castill né sans yeux (anophtalmique) en 1990, accusa le fongicide d'être à l'origine de l'infirmité de l'enfant qui aurait été exposé in utero. En juin 1996, un tribunal condamna Du Pont à verser 4 millions de dollars aux Castillo. La firme a fait appel.

En août 1995, le juge fédéral J. Robert Elliott, au terme d'un procès intenté en 1993 pour « dégâts agricoles ». condamna Du Pont à 115 millions de doilars d'amende pour « fraude et destruction de preuves ». Dans ses attendus, le juge Robert Elliott fut on ne peut plus clair: « La Cour a découvert que la conduite de Du Pont est la plus grave violation que cette juridiction ait eu à relever dans sa longue pratique et la plus grave violation jamais enregistrée dans les annales judiciaires (...). Pour parler comme tout le monde, Du Pont a fraudé (...) consciemment, délibérément et intentionnellement (5). » La firme nie évidemment tout en bloc et a, encore une fois, interjeté appel. Mais un grand jury - décidant de la mise en accusation - a été saisi.

Déjà, en janvier 1995, un juge de Hawaï avait infligé à Du Pont une amende de 1,5 million de dollars pour rétention d'informations dans un procès l'opposant à des agriculteurs dont les récoltes avaient été endommagées par le Benlate DF. En juin 1996, en Floride, la société fut condamnée à 20 000 dollars de dominages et intérêts pour avoir caché les résultats de tests réalisés au Costa Rica (6) prouvant la phytotoxicité de son produit. Quand elle se décida finalement à les communiquer aux plaignants, ils étaient illisibles. Dans ses conclusions, le juge Donner put écrire : « Il est clair, pour la Cour, que Du Pont et ses conseils n'ont tenu et continuent à ne tenir aucun compte des décisions de justice et des règles de procédure relatives aux preuves et à l'éthique ; il est clair (...) qu'il s'agit là d'un comportement volontaire et délibéré, et qu'il vise à contrecarrer les décisions de cette paridiction et la communication des pièces avant



C ES procès cootre une multinatio-nale disposant de moyens colossaux posent de graves questions sur le secret de fabrication, la validité de l'expertise scientifique et le droit à l'Information des consommateurs. Ainsi, an procès de Hawaï, les victimes out rendu public un mémoire interne de Du Pont définissant sa stratégie pour discréditer les chercheurs opposés à ses intérêts, ainsi que les conseils de ses avocats qui prôceot une ligne de défense unique : ne jamais ideotifier l'agent responsable des dégâts causés aux cultures des plaignants. Suite à la mise en cause du Benlate DF en Grande-Bretagne, la douloureuse questioo des enfants sans yeux fut soulevée oon par des scienti-

fiques mais par l'hebdomadaire The Observer (7). Le gouvernement de M. John Major affirma promptement qu'il n'existait pas de preuves suffisantes pour lucriminer le produit. Quant aux autorités médicales, elles conclurent que, an vu des statistiques, elles ne pouvaient ni infirmer ni confirmer cette association (8).

L'avocat de la famille Castillo cita le Benlate provoquait l'anophtalmie chez l'animal. Du reste, l'Organisation moodiale de la santé (OMS) avait signalé les effets tératogènes (9) du Benomyl. Pour l'expert en toxicologie du fœtus et de l'enfant de l'université de Liverpool, témoignant pour Castillo, la responsabilité do foogicide dans l'infirmité du petit John ce faisait pas de doute. Mais, pour un professeur de la faculté de médecine de l'université de Philadelphie, cité par Du Pont, les facteurs génétiques étaient seuls responsables. Le dédommagement de 4 millions de dollars accordé à la famille de l'enfant ne fut pas du goût de la présidente d'un tout nooveau Centre pour les émdes de justice civile qui évoqua, dans les colonnes du Wall Street Journal, « une science de pacotille » et regretta que l'on prive les agriculteurs d'un « produit utile ».

Des cas d'anophtalmie liés au fongicide ont été signalés au Royanme-Uni et en Nouvelle-Zélande. Récemment, les tribunaux américains ont déclaré recevables quatorze plaintes en préjudice physique, sur les quarante et une déposées à l'encontre de Du Pont. An cours des procès qui se plaident actuellement, la firme est seule à produire des données scientifiques. Un juge administratif de Floride a même tranché en sa faveur, en septembre 1995, et rejeté les

Les éditions en langues étrangères

du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *Il Manifesto* (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien berlinois Die Tageszeitung (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de

Suisse. L'hebdomadaire WochenZeitung (Luisenstrasse 7, Postfach 8031 Zurich) diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

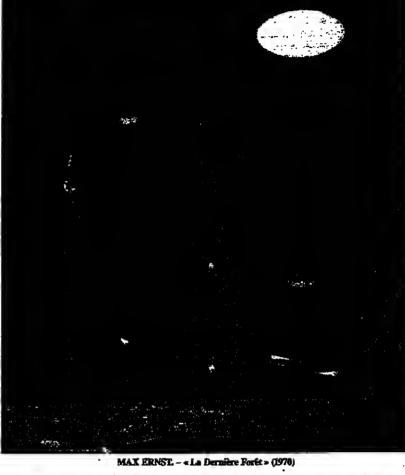
Espagne. Le journal est traduit et édité par L. Press (Plaza Marina Española, 5-2° D, 28013 Madrid). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trimestrielle en arabe est publiée en Tunisie par Impact (le Méridien, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle tire à 15 000 exemplaires.

Grèce. Il existe une édition en langue grecque de notre trimestriel Manière de voir (Editions Dromeas Epe, Ch. Trikoupi 106, Amènes 11472), diffusée à 10 000 exemplaires.

férentes éditions étrangères est d'environ 500 000 exemplaires.

Au total, la diffusion du Monde diplomatique (260 000 exemplaires en français) et de ses dif-



expertises du laboratoire officiel. L'Etat de Floride a invoqué, sans succès, devant les tribunaux, une loi interdisant de garder secrets des documents dès lors qu'il s'agit d'« un danger public », en arguant de la supériorité du droit de savoir des citoyens sur celui de la confidentialité dans l'intérêt du fabricant (10). Du Pont refusa la communication de 150 000 pièces rétorquant que la loi - qu'il qualifia « d'hostilité législative sans précédent contre les fabricants » -« ne peut autoriser un libre examen des archives d'un industriel simplement parce qu'un produit constitue prétendument... un danger public ».

De fait, la firme a produit des millions de pièces, pas toujours exploi-tables par les victimes et souvent sur injonction. Mais un document, produit lors d'un procès plaidé à Hawaï, mit le pendant avait découvert, dans le sol d'une exploitation affectée par le Benomyl, des traces d'un puissant herbicide. Du Pont intervint pour que le labora-toire diminue la sensibilité de sa méthode d'analyse, de telle sorte que le contaminant ne soit plus détecté. Les débats tournèrent autour de l'interprétation des données scientifiques, mais le juge Robert Elliott, comme on l'a vu, ne fut guère impressionné. Le Benomyl o'inspire cependant guère les chercheurs, peu désireux de subir le sort du professeur Hilton Biggs, de l'université de Floride, qui assure avoir vu tarir ses crédits de recherche, pais avoir été mis d'office à la retraite après avoir accusé le fongicide. Le Tampa Tribune révèle que Du Pont est membre de la President's Academy, club de très généreux donateurs de l'université...

Quant à M. Robert Schneider, l'expert des agriculteurs, il fut menacé de mort par le spécialiste de Du Pont au cours d'un procès teno à Miami, ce qui amena la justice à ordonner le réexamen de l'affaire. Au grand dam de Du Pont qui fit appel. L'avocat des victimes commenta ainsi cet incident: « Les plaignants, dans ce procès, ont très peu d'experts, alors que Du Pont est la première compagnie de chimie du monde. Elle réalise des bénéfices annuels supérieurs au produit intérieur brut de certams pays du tiers-monde, et elle a à sa disposition un énorme vivier de spécialistes. \*

Pour combre d'observateurs, ni l'Agence fédérale de protection de l'environnement (EPA) mi l'Etat de Floride ne firent preuve d'une grande combativité au cours de ces procédures judiciaires. En avril 1993, alors qu'elles battaient leur plein, M. William Reilly quitta la direction de l'EPA pour rejoindre le conseil d'administration de... Du Pont. Quant aux caisses de retraite de Floride, elles possèdent un joli pornefeuille d'actions Du Pont d'où, sans doute, la prudence de l'Etat de Flo-

Entre 1992 et 1994, plus de 5 millions de livres de Benomyl ont été exportées des Etats-Unis par une firme anonyme (pratique légale dans ce pays) domiciliée à Wilmington (11). La même firme a exporté, en 1992 et 1993, plus de 25 millions de livres de pesticides non identifiés (12). Du Pont affirme que son fongicide « se vend bien dans le monde entier », mais refuse de donner des précisions. On sait cependant que ses ventes de pesticides ont angmenté de 8,9 % en 1995. La liberté des marchés et la préservation des « secrets de fabrication > semblent peser plus lourd que la santé des individus (13), celle des générations à venir et celle de la pla-

(1) Chemical & Engineering News, Washington, 26 août 1996, p. 59. (2) Le terme générique posticide englobe les ascericides, les herbicides et les fongicides... ces

insecticides, les herbicides et les fongicides... ces derniers étant plus spécifiquement destinés à déruire les champignous parasites.

(3) David A Hounshell et John Kenly Smith Jr., Science and Corporate Strategy. Du Fout Réd. 1902-1980, Cambridge University Press, New York, 1989.

York, 1989.

(4) L'indemnisation à l'amiable présente beaucoup d'avantages pour les multinationales. Elle évite le procès public, le regard de la presse et des consommateurs. La vicuime n'a le droit de présiser ni les raisons de l'indemnisation et le danger encouru. Elle ne doit même pes admettre que la transaction a effectivement et lieu, Ensuire, cotte procédure dégage définitivement la responsabilité de l'industriel vis-à-vis de la victime, quelle que soit l'évolution ultérleure des dommages à sa santé ou à ses biens.

(5) Élisaboth M. Kirschner, « Du Pont faces recent Benlate losses on health and plant damage claims ». Chemical & Engineering News, 29 juillet 1996, pp. 20-23.

(6) Lire Ghislain Laporte, « La banane, fruit de toutes les convoitises », Le Monde diplomatique, octobre 1996.

(7) Alison Boulton, « Pesticides fears as number of babies born blind doubles », et « Fresh evidence in tragedy of cycless babies », respectivement dans The Observer (Londres) du 31 janvier 1993 et du 30 mai 1993. (8) Eduardo E. Castilla (Centre international des malformations congéninales de Rome), « No fur-ther clues from global investigation », British Medical Journal, Londres, vol. 308, 15 janvier 1994, p. 206.

(9) Benomyl. Health and Safety Guide. nº 81, International Programme on Chemical Safety, Organisation mondiale de la samé (OMS), Genève, 1993.

Genève, 1993.

(10) Les progrès de l'analyse sont tels que tout industriel peut savoir ce que contient le produir d'un concurrent. Seul le public est tenu dans l'ignorance de la composition des pesticides commercialisés.

(11) Carl Smith. « Exporting risk. Pesticide exports from US ports = 1992-1994. Global Pendicide Campaigner. San Prancisco, juin 1996, pp. 3-8 et 16.

(12) Ibid.

(12) Ibid.

(13) Elisabeth Kirschner, « Du Pont loses Bes late birth defect trial ». Chemical & Engineeric News, 17 juin 1996, pp. 7-8.

Mantère de voir TREL'EDITÉ PAR LE MONDE DIPLOMATIQUE



Uoe autre manière de voir la politique internationale et d'aborder les grands problèmes de notre temps. Des dossiers étoffés. rigoureux sur des sulets d'actualité. Dans chaque ouméro, un point complet sur une grande crise sociale, morale, économique, écologique ou culturelle. ABONNEZ-VOUS

### **BULLETIN D'ABONNEMENT**

A renvoyer à : Manière da voir - Service abonnements - 24, av. du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex VALABLE UNIQUEMENT POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE OUI je m'abonne à Manière de voir :

□ 2 ans (8 numéros) : 289 F au lieu de 360 F (prix d'achat au numérol Tarif spécial pour les abonnés du *Monde diplomatique*° : 246 F ☐ 1 an (4 numéros) : 157 F eu lieu de 180 F (prix d'achet au numéro)
Tarif spécial pour les ebonnés du *Monde diplometique*\* : 135 F

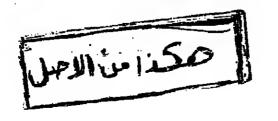
J'ai bien noté que cheque dossier paratira dans l'année aux dates suivantes : février, mai, soût, novembre Pour les tarifs étrangers, nous consulter au : (33) 01.42.17.32.90 de 8 h 30 à 17 heures.

\_\_\_ Prénom \_

Code postal LLLL Ville

Mode de règlement : 

Chèque bancaire



tion case of the second second 57th Street, Ven 1 7th CREATE B. ATTENDOY State of the Property of the State of the Property of the State of the Sats Jac Berry Au sommaire des des mertisets a

ou pas d'Stat f. M. Fare

Le futur des fa

Dépasser le commin

وتنتين المح

And are the .

or other and and

trige for car. -

THE OTHER WAY

restraction .

Besser care dans

arolar ic

de antigent - ...

moster en 1. . . . . . .

perison - - - -

化 50% 医克尔特氏

teme contra

Systeme of the

ui, ces 😅 👵 😘

france publicate .

rentonies C.L.

depuis l'unitre

non le cere

dan di war

DIORDICAL/2025 -

ter att in 120 -

d anderse v

P. Honorom and a

morald Int. II

himestrel, 1.400 proces

Post 조선 -Postes 스 Tart

· leie. ...

bilana 109, 30", 12.

CHICKLE P. and delinate : ...

aland : - ar .ur

**自中国企业** 

ಮಾರ್ಡಾಕ್ ಕಿಂಗ್ರಹಿಸಿಕ ಕಿಂಗ್ರಹಿಸಿಕ ಕಿಂಗ್ರಹಿಸಿಕ ಕಿಂಗ್ರಹಿಸಿಕ ಕಿಂಗ್ರಹಿಸಿಕ ಕಿಂಗ್ರಹಿಸಿಕ ಕಿಂಗ್ರಹಿಸಿಕ ಕಿಂಗ್ರಹಿಸಿಕ ಕಿಂಗ್ des crodes la company

Sociales - Latting - -

CIMEN YORK ELVIS

OMINICAL PROPERTY.

100

14 mental of 16 The second secon S PRINCIPLE ... Separate Service the state of the s The same the state of the state of Mill Wage. MINISTER . the second -

100

FIGURE STATE A MARKET Y A Section of the sect Mary Mary 12 1 ## 4 € · · · 1722 2 mm - C. 150 The second second The state of the s 20 mm 2 mm 422

10 m the second section with the least Tu 4000 (200) The state of the s - ಬದು ಚಾಕ The state of the s and the state of t And the second of passes The second second of the property of the parents Control of the Contro and the second second second in the property of the second MARCHA ST. PAR. MARCON HE PARTY WAS INTO SHORE

The second secon Comment of Street In Address of the same Marie - sent-CANADA MINES CENT and a section of the last of t The Thursday Whiteenis the state prints you Marchael - Bell a- Santi -Marinette, a ..... PROPERTY OF A distance of the the property party mil eine berife. e. the same of the same in print small to 19 MERCHAN PRO STANSON par deserve and METHOD HE & CO.

there. Low sugment of he shared & Control Ho the second the lives exilise the desired from Albertur . Benern fie gereinen 1 fliettembe Martin the Strate of Control of the Strate o ton the speciate des artes lauren sen M. Langeway Company Section Rets Pro-THE RESERVE AND THE STATE OF THE PROPERTY AND THE PARTY OF THE PARTY O some standards for some so the such some Commence of the first of the fi the section of the group lives, par the party of



par star de la liter de la lit a desired the friend franch · Notice! Service Police and 1 Cana antena 7 - 4 - 21 - 15 Training of the said 112 Section 184 PRINTED OF PERSON AND AND ADDRESS. The state of the s

The second of th

THE MARCHAND DE JOURNALL

## le génome humain

POUR L'INDUSTRIE DU MÉDICAMENT

D'antres sociétés privées de géno-mique (comme Incyte, Human Genome Science) cherchent au contraire à détenir des informations exclusives sur la localisation chromosomique des gènes humains, leur expression tissulaire, leur régulation. Elles vendent très cher aux sociétés pharmaceutiques (plusieurs dizames de millions de dollars) l'accès à ces données qui doivent hâter la découverte des gênes de maladies et la compréhension des mécanismes de ces

On voit déjà se former des réseaux complexes d'alliances entre start-up, de manière à contrôler l'ensemble de la chaîne qui va de la collecte de familles (6) au médicament. Plus flexibles et plus dynamiques qu'une grosse entreprise traditionnelle, ces réseaux élargissent la gamme des compétences et des moyens dispo-

La stratégie de Rhône-Poulenc-Rorer (RPR) est sur ce point très instructive (7). Constatant que la phipart des sociétés de biotechnologies ne possédaient qu'une seule technologie, alors qu'il fallait en combiner un grand

nombre pour parvenir à mettre au point des thérapies géniques, et que les principales sociétés spécialisées seraient trop coûtenses à acquérir (alors qu'il est très difficile de prédire quelles seront les gagnantes), RPR (8) a préféré mettre en place un consortium regrnupant une douzsioe d'équipes (publiques, parapubliques et privées), ayant des compétences-clés. D'autres sociétés pharmacentiques cherchent à conclure des alliances avec des consoroums internationanx de groupes universitaires eyant une place de leader dans leur domaine.

Une double course de vitesse est engagée: d'une part, les géants du médicament luttent avec acharnement pour trouver les premiers la molécule révolutinanaire (qui accaparera l'essentiel do marché d'une maladie donnée). multipliant les coups de poker, quel qu'en soit le coût. D'autre part, les start-up sont en concurrence avec les Human Genome Centers, qui mettent progressivement dans le domaine public les résultats de leur exploration systématique du génome, savonnant la planche des sociétés de génomique

### Les sirènes de la concurrence

F INANCÉES par la Bourse et par leurs mirifiques contrats industriels (au total 300 millions de dollars pour la seule Millenium), les start-up not réussi en moins de trois ans à constituer des équipes de recherche de 200 à 300 personnes. Attirant vers elles les meilleurs éléments mondiaux de la génétique, elles leur offrent la possibilité de travailler mieux, plus rapidement, et de toucher les dividendes de leurs découvertes. Ainsi le mondialisation de l'économie et la déréglementation libérale viennent-elles d'atteindre un des derniers sanctuaires, jusque-là es sirènes de la concurrence. S'il est vrai que certaines découvertes significatives ont été obtenues par ces sociétés de génomique, notamment contre le cancer du sein et l'obésité, jusqu'à présent ces avancées ont été surtout rendues possibles par l'utilisation (le piratage?) de résultats de la recberche publique, et simplement valorisés plus rapidement par les

En d'autres termes, si leur principal mérite a été d'insuffier de l'oxygène dans un monde scientifique volontiers frilenx et fermé, et de permettre une critique constructive des structures universitaires existantes, les sociétés de génomique out encore à faire la preuve de leur caractère irremplaçable. On peut, par ailleurs, s'alarmer des risques de dérapage de ces structures à but hautement Incratif, daos un domaine considéré comme majeur

pour le devenir de l'espèce humaine. Il est impossible d'anticiper sur le bilan final de ces entreprises. Sur le plan purement commercial, leurs performances sont plutôt décevantes, mais il leur est beaocoup pardonné compte tenn de la difficulté de leurs programmes de recherche (9). Il est pourtant à parier que Wall Street se détournera d'elles rapidement si ancune d'entre elles ne parvient à un résultat tangible (un nouveau médicament) dans les prochaines années. Quel sera alors l'état des centres de recherche publique en génétique ?

Les politiques menées sont très variables. Aux Etats-Unis, tête de pont des start-up, l'Etat fédéral a plutôt décidé de rester oeutre, tout en continuant à subventionner à un niveau élevé les groupes universitaires, à travers le National Institute of Health,

Face au succès du leboratoire géant français Géoéthon, les Américains ont subventionné des programmes lourds qui leur ont permis de combler leur retard en matière de carte génécique, et de reconquérir leur suprématie uo instant perdue. Certaios Etats américains, trut particulièrement les mains développés économiquement, cherchent à favoriser la création de start-up par des scientifiques à qui on propose des cooditions très avantageuses dans des universités de deuxième catégorie. En fin de compte, la recherche générique américaioe profite largement de la coocurrence entre les systèmes publies et privés, qui sont sont tous deux financés à des niveaux très élevés.

A cet égard, l'Allemegne va plus lnio, en cogageant à la fois un plan e génome humain » d'aide à la recherche publique (de 40 millinns de marks par an), et en créant un fonds de soutien à la biotechnologie. Partie avec retard dans cette course scientifique, elle a rejoint la France en 1996 (10). Le

Japoo, constatant la part trop faible de son effort public de recberche, a décide, à l'inverse de la France, de doubler son budget d'ici à l'an 2000. La Commission européenne, quant à elle, a toujours refusé de sootenir massivement la recherche géuétique publique, préférant que le secreur privé s'y substitue progressivement.

La politique française en la matière reste très hésitante. D'un côté, le gouvernement souhaiterait favoriser la création de sociétés privées, y compris eo permenant à des chercheurs fonctionnaires d'y participer; de l'autre côté, il semble reculer devant la nécessité de modifier en conséqueoce leur statut. Dans le même esprit, le ministère chargé de la recherche a soutenu. en septembre 1996, la création d'une société de chimie cambinataire, contrôlée majoritairement par l'Institut Pasteur de Lille. En outre, il a décidé de créer à Evry, sons la direction de. M. Jean Weissenbach (actuel directeur du Généthon), on ceotre public de

grand séquençage des génomes, doté de 80 millions de francs de budget

En revanche, on attend toujours la définition d'une politique globale de soutieo à la génétique médicale française, qui permettrait à la recherche publique et à l'industrie pharmaceuoque de profiter des résultats obtenus dans le centre d'Evry. En effet, face à la vague des siari-up, qui, partie de la génomique pure (découverte des genes des mala-dies), pourrait progressivement submerger l'ensemble du champ de la recherche sur les maladies fréquentes, il est indispensable de maintenir une recherche publique performante, qui pourra concurrencer sérieusement les sociétés privées (ou collaborer avec elles de manière équilibrée).

Pour cela, il est nécessaire de favoriser le regroupement d'équipes reconnnes en misant sur leur complémentarité et sur la mise en commun d'outils technologiques comparables à ceux des start-up, et de les doter d'un financement suffisant (associant fonds publics et contrats avec des industriels). Cene politique volontariste, qui bénéficiera à l'industrie européenne du médicament, ne doit pas être engagée dans le seul cadre national, mais devrait être souteoue par la Commission euro-péenne. Affirmer que la recherche fondamentale dans le domaine médical doit pouvoir échapper aux lois du marché est bien, mais encore faut-il s'en donner les

### PHILIPPE FROGUEL et CATHERINE SMADJA

(6) L'étude génétique des maladies nécessite de comparer les caractéristiques d'individus auteins et d'individus sains dont le patrimoine génétique est par ailleurs le plus proche possible (jumeaus, france), et d'examiner la transmission des gènes eure les générations et à l'intérieur d'une même famille. L'idéal est donc de disposer de familles nuclèaires comprenant au moins deux enfants auteins et leurs pareurs. Plus les maiadles sont auteintes et leurs pareurs. Plus les maiadles sont anemis et leurs parents. Plus les manaules son-complexes, et multifactorielles, plus il est impor-tant de disposer d'un grand nombre de familles. Les familles volontaires doivent necepter de subir un prélèvement de sang tà partir duquei sera extrait leur ADN), quelques analyses et de répondre à un questionnaire sur leurs antécédents médicaux, et leurs habitudes de vic.

(7) "The rise of networking in R&D ", The hunderbird Script Magazine, Fair Oaks, Californie, juillet 1996.

 (8) RPR a ensuite acquis I une des compagnies u consortium, Applied Immune System. 191 . Long way from maturity in spite of the promises . Financial Times, op. cit.

(10) Voir notamment Ernst & Young Thrid, Annual report on the European Biotechnology Industry, Ernst & Young, Londres, mars 1996.



CULTURE DE CELLULES POUR LA THÉRAPIE GÉNIQUE Une course de vitesse pour un profit maximum.

## Pillage de la recherche publique

l'opposé de l'industrie pharmacentique, étroitement contrôlée par la puissance publique (et surveillée par l'opinion, comme on l'a vu dans le cas du sida), les sociétés de génomique n'ont de comptes à rendre à personne, et certaines empluient des méthodes contestables. Ainsi, il v a trois ans, Millenium faisait la une (1) pour avoir tenté d'obtenir le transfert à Boston de l'ADN des diabétiques et des obèses collecté grâce à la mobilisation des familles françaises. Millenium visait en outre l'obtention de l'accès exclusif à cet ADN. Il fallut l'intervention du premier minietre de l'époque, M. Édouard Balladur, pour éviter que ce « patrimoine national » soit accaparé. Cette affaire suscita de combraux commentaires dans la presse scientifique et, d'une certaine façon, fit jurisprudence, rendant diffi-cile « l'achat » de banques d'ADN constituées dans des pays développés.

C'est ponrquoi Millauium et d'antres start-up (mais aussi des laboratoires universitaires) se sont tournés vers la Chine, qui cherche à acquérir la technologie génétique à des fins politiques : une loi eugénique visant à interdire à tout couple potentiellement porteur d'one tare génétique d'avoir des enfants e été promulguée en 1996. L'accord d'exclusivité récemment signé entre l'Académie des sciences de Pékin et la société française Genset a suscité d'ailleurs des critiques sévères (2).

En 1995, une polémique a opposé Myriad au groupe londonien qui avait découvert - et révélé dans Nature - le gène responsable d'une forme de cancer du sein. En cherchant à breveter leur déconverte, les chercheurs eurent la surprise de s'epercevnir que Myriad venait de déposer un brevet portant sur le même gêne, décrit de manière un peu plus précise. En fait, Myriad avait eu accès le plus légalement du monde aux séquences brutes de le région chromosomique explorée, mises sur le reseau Internet par le Human Genome Center - public - de Cambridge.

Une indiscrétion, venant du groupe loudonien, et portant sur la taille inhabituelle d'un élément de ce gène, aurait suffi à Myriad pour reconstituer le puzzle et reconnaître, parmi les millioos de bases nucléotidiques publiées, celles qui correspondaient an gène convoité. Il oe lui restait plus qu'à décrire la structure du gene et à attendre que la publication dans Nature le valorise. La double légitimité du brevet du gène BCRA2, basée sur l'antériorité de la publication pour l'équipe britannique, et sur l'ancienueté du premier brevet pour Myriad, a conduit les deux équipes à s'entendre et à cobreveter. Il reste que l'esseonel du travail avait bel et bien été réalisé par la recherche publique, et que les bénéfices seront partagés avec le SIOTI-UD.

Dans certains cas, les sociétés de génomique sont moins heureuses dans leur compédido avec la recherche universitaire: en décembre 1996, Millenium e perdu la baraille qui l'opposait à un consurtium francu-anglo-américain, et dont l'enjeu était la découverte d'un gèce du diabète simé sur le chromnsome 12. Millenium a alors organisé une campagne de désinformation avec conférence de presse « bidon ». quelques jours avant la publication des travaux européens. Le journal Nature salua ironiquement cet exploit sous le titre « L'histnire de le nouvelle qui o'en était pas une (3). »

### L'argent avant la santé

E danger principal lié aux sociétés Le de génomique réside cependant ailleurs : leur logique est à la fois le brevetage systématique de tout ce qui peot avoir une valeur quelchoque, ou quand ce n'est pas possible, la nonpublication de quantités énnrmes d'informations génétiques pourtant potentiellemeot utiles à tous, en attendant des conditions plus propices à leur valorisation éventuelle. Il leur suffit de clamer qu'elles unt « en banque » des genes potentiellement importants pour augmenter leur valeur en Bourse!

On voit ainsi apparaître les effets pervers de la réglementation, pourtant bien intectionnée, restreignant les possibilités de breveter des genes (4). Les entorités not eo effet vaulu éviter que soient déposés des brevets portant sur des gènes dont on ne connaissait pas le fonction, dans le seul but de se réserver une antériorité, et dooc de trucher des royalnies sur de futures déconvertes. Le chercheur qui travaille sur une maladia rare (donc qui n'intéresse pas l'industrie) n'aura aucune chance d'evoir accès aux banques privées du génome comme celle d'Incyte, qui coonennent peut-cire le gene responsable.

Les sociétés de géoomique innoveot en permanence, eo matière de breve-tage, dans le but avaué de faire jurisprudence. Ainsi, le 21 novembre 1996, Genset a déposé une demande de brevet concernant l'implication potentielle de plusieurs réginns chromosomiques dans le cancer de la prostate, en se basant sur de simples études statistiques. L'objectif est d'affirmer ensuite ses droits sur le brevet de géoes de prédisposition au cancer de la prostate, et qui seront un jour décnuverts dans les régions breverées (51. Les prétentions de Genset soot dangereuses. leur acceptation risquant d'entraîner le blocage de programmes eotiers de la recherche, ou le multiplication des proces entre parties affirmant chacune ses droits sur la découverte générique.

(1) Cf. Le Canard enchaîne, 9 et 30 mars 1994. (2) « Chinese deal sparks eugenic protests », New Scientist, Londres, 16 novembre 1996. (31 . News story that was n1 .. Nature. Londres; 1996, at 384, p. 389.

P. F. et C. S.

14) «Ownership and the human genome». Nature, Londres, 1996, n° 371, pp. 363-364. (5) « Biotechnologie : Genset dépose un bre-vet ». La Tribune, Paris, 4 décembre 1996.

## Vers le brevetage du vivant

ES progrès de le générique et le développement de sociétés spécialisées dans l'identification des génes qui constituent le patrimoine héréditaire de l'homme ont vite conduit à des questions juridiques, touchent à le brevetabilité du génome. Sur ce print, l'Europe est longtemps restée sur une position critique : au nom de l'éthique, beaucoup de scientifiques et d'hommes politiques ont coneidéré qu'il ne fellait pas breveter ce qui était un constituant du corps humain. Cette position s'est très vite révélée difficile à tenir face aux Etets-Unis, qui, aux, acceptaient ce type de linevete : les découvertes des scientifiques européens ne pouvaient être protégées par le propriété industrialle, mais les cherchaurs eméricains, particulièrement caux des sociétés privées, brevetaient toutes leurs découvertes. brevetaiant toutes leurs dácouvartes.

Ce débat éthique semilla désormais malheurausemant dépassé, mais toutes les questinns juridiques n'en sont pas pour eutant résoluas. Elles sont parfaite-mant illustrées par una récente polémiqua autour du gèna du réceptaur da la laptina [1]. Ce gène, OBR, revêteit une importance commarciale particuliéra dans la mesura où il était cansé jouar un rôle essential dans le contrôla du poids, marcha très prometteur. En décembre 1995, des chercheurs de Millenium et d'Hoffmann-La Rocha annoncèrent evoir cloné la gène du récepteur de le leptine, après avoir travaillé à partir da banques de séquences da genes humeins et de souria, et en publiérant la séquance, après avoir daposé un bre-

AlS on s'eperçut qu'une autre société, Progenitor, aveit déjà îrreveté une séquence très semblebla, mais an la relient à d'autres fonctions métaboliques; en fait le contrôla de l'obésité n'était mentionné que dans un communiqué da presse, mais non dans le îrrevet lui-mêma. Commant détarminer les droits de checun ? Est-il plus Important d'avoir séquencé et Idantifié la gèna, ou d'an avoir déterminé le rôla ? Quel peut être l'intérêt sciantifique (et commercial d'une séquance d'ADN dont on ne conneît pas les fonctions? Inversement, determinar la fonction d'un gène sans an connaître la séquance fait-il beaucoup avancer la recherche d'un médicament ?

Le partaga des droits d'inventsurs va donnar beaucoup de travail aux théoriciens et eux praticiens du droit de le propriété industriella , meis ce n'est pas, il s'an feut, le saul intérét de cette polémique. En effet, deux conceptions de la recherche génétique a apposent : une première stratégie consiste à séquencer systèmetiquement l'ensemble du génome humain, pour, ansuite, dans un sacond tamps, tenter de comprendra les fonctions des gènes. La acconde approche résida dene l'étude d'un certain nombre de meladies dont on cherche à comprendre les bases génétiquas.

DE le réponse que donneront les juristes à le polémique Millenium-Progenitor et aux autres controverses en cours dépendre la choix de l'une ou l'autra stratégie par les leboratoires pharmaceutiques et les eociétés da bio-technologie, et donc les progrès de la rechercha. Or, c'est cartainement la seconde stratégie qui est la plus prometteuse et qu'il appartient da privilégier. Pnur cela, il faut réfléchir à un partage das droits d'inventeur plue favorable eux découvreurs des fonctions d'un gène qu'à ceux qui en ont établi la séquance. Ce ne serait d'aillaurs que justice, dans le mesure où le séquençage est devenu un este quasi autometique, et qui ne relève donc plue vreiment de le rechercha. Il est aussi essentiel que les centres da sequençage financés par les Etats se hâtant de mettra le plue de séquences possible dans la domaine public.

Les enjaux du brevetaga dapassent da beaucoup de aimplas querelles d'invanteurs ; ce ne sont pes des juristes, aussi éminents soient-ils, qui dolvent décider des moyens de maner la plus efficacement possible la recherche de nouveaux médicamants. C'est aux scientifiques de les déterminer, et eux politiques da les mettre an œuvre.

(1) - Structure and function in gone patenting . Nature Genetics, New York, Sevrier 1997.

### AGUIRRE, COLÈRE DE DIEU

## Le pouvoir, la folie et la mort

LE CHEMIN DE L'ELDORADO, d'Arturo Uslar Pietri, traduit de l'espagnol par Philippe Dessommes-Fiùrez, Critérion, Paris, 1997, 340 pages, 139 F.

E rêve héroïque et brutal d'un conquistadot lancé à la recherche de l'Eldorado avec une poignée de soldars, tel est le thème de ce roman qui réunit tous les éléments d'une grande aventure : la forêt de l'Amazonie, nù vivent des Indiens cannibales; le fleuve et ses rapides, sur lesquels se lance la perite troupe à bord de frêles radeaux ; les personnages, Espagnols aventuriers et féroces. Leur chef, Lope de Aguirre, s'est rebellé contre son roi Philippe II et les entraîne dans la folle poursuire de son rêve. La fièvre de l'ur l'habite et, plus encote, une volonté de puissance qui ne connaît pas de limites. Il sera décapité.

On a, dans les premières pages, la sensation de partager un contact physique, une vibration tactile avec un personnage d'épopée, un décot, un paysage. La périlleuse navigation commence. Apparemment, sur les rives, nulle vie autre que végérale. Le cri perçant d'un niseau traverse l'espace, puis le hurlement d'un singe et, soudain, c'est l'immense enchaînement de bruits entremêlés, de trilles et de vociférations qui constitue le réveil brutal de la forêt. Nous sommes en plein dans le « réel merveilleux », mouvement littéraire créé dans les années 20 à Paris par le Cubain Alejn Carpentier, le Guarémaltèque Miguel Angel Asturias et précisément le Vénézuélien Arturo Uslar Pietri ; ce qui, plus tard, s'appellera le « réalisme magique ».

La fantaisie est constamment sollicitée par la splendeur des descriptions, mais chez Uslar Pietri l'esprir reste disponible pour une analyse. Ecrivain, humaniste et bomme politique, il tenre de concilier dans ses œuvres deux tendances qui s'opposent : littérarure contre économie. L'histoire républicaine du Venezuela n'a été, selon lui, qu'une longue chaîne d'erreurs ayant pour origine la violence engendrée par le divorce constant entre des propositions doctrinaires et la réalité, tant socio-économique que culturelle ou politique.

Son livre s'inscrit dans une langue série de films et romans qui évoquent la figure historique de Lope de Aguirre. Les quelques soldats qui se perdent au cours d'une expédicion comprent peu. Chaque auteur s'est servi d'eux pour exorciser ses démons. L'Espagnol Ramun Sender a mis dans L'Aventura équinoxiale de Lope de Aguirre son mépris pour l'entourage de l'homme (une catégurie de républicains espagnols exilés en Amérique latine?) et sa haine envers l'Inquisition. Le cinéaste allemand Wernet Herzog a peut-êcre évoqué dans Aguirre, la colère de Dien le passé de son

U SLAR PIETRI situe l'épopée d'Aguirre dans sa recherche des mythes fondateurs de la nation vénézuélienne et découpe son récit en tableaux qui cassent l'action au profit d'une allégorie de l'histoire nationale : « Voir ce que nous evens été, ce que nous sommes, ce dont nous avons besoin et ce que nous pouvons être. .

C'est un surre écrivain vénézuélien, Miguel Otero Silva, qui a le plus stimulé Uslar Pietri. Concernant Aguirre, Otero Silva répond en 1979 au despote d'Uslar Pietri par son roman Aguirre, prince de la liberté, où le béros est le précutseur de Bulivar et de la geste de Che Guevara.

Si l'on veut situet Lope de Agnirre dans le contexte vénézuélien, il faut lire ce livre superbe, mais aussi celui de Miguel Otero Silva; et si l'on veur comprendre l'histoire politique et culturelle des quarante detnières années de ce pays, tien de mieux que de se plonger dans les œuvres parallèles de ces deux grands écrivains.

RAMON CHAO.

### **EUROPE**

THE TROUBLE WITH FRIENDSHIP. Winy Americans Can't Think Straight about Race. - Benjamin DeMott

\* Atlantic Monthly Press, New York, 1996, 214 pages, 22 dollars.

Dans un livre précédent, Benjamin DeMott Dans un livre précédent, Benjamin DeMott s'était attaqué à la mythologie spaisante, disséminée par les hommes politiques et par les médias, d'une société américaine sans classes. Cette fois, avec le même talent, c'est l'« orthodoxie de l'amité » interraciale qu'il prend à partie. Favorisée par l'essor, aux Etats-Unis, d'une classe moyenne noire – une société blanche qui déteste les Noirs et les pauvres déteste moins les Noirs quand ils sont riches... –, cette « orthodoxie » répand l'illusion que la discrimination raciale aurait pour fondement l'état des rapports aoxie e regand i musion que la discrimination raciale aurait pour fondement l'état des rapports singuliers entre personnes de races différentes. Et, dès lors que, de Forrest Gump à Independence Day en passant par Philadelphia, le cinéma ne cesse de juntaposer des « copains » blancs et noiss, seul l'état d'esprit nous de quelques « recipiese » ceruble envayer encore le blancs et noirs, seul l'état d'esprit nhus de quel-ques « racistes » semble entraver encore le règne de l'amitié universelle. Une telle « utopie interraciale » permet d'ensevelir sons des mou-ceaux de sentimentalité la longue histoire du racisme et la réalité contemporame de sets survi-vances structurelles actuelles. Il ne reste plus après qu'à s'impatienter quand les Noirs améri-cains ne se montrent décidément pas à la hau-teur de la société égalitaire virtueile qu'on leur iette à la forure.

### HISTOIRE

DURRUTI 1896-1936. - Album de photographies \* Anselmo Lorenzo (Madridi - Active-Beastie (Londres) - Nautilus (Hambourg) -Zero in condotta (Milani - L'insomniaque (Parisi, 1996, 192 pages, 100 F.

Pour célébrer le centenaire de la naissance du chef anarchiste espagnol Buenaventura Dur-ruti, cinq petits éditeurs européens publicat ce recueil de photographies, souvent inédites, légendées en cinq langues et complétées de textes de nombreux témoins — des plus célèbres, George Orwell, aux combattants les plus anonymes. L'assassinat, en 1936, de ce pius anonymes. L'assassinar, en 1930, de ce dirigeant castillan constitua un tournant capital dans le conflit espagnol : le projet de révolution allait définitivement céder la place à une guerre civile et à la stratégie militaire. Ce très bel album voit le jour grâce notamment à Abel Paz,' compagnon et biographe de Durruti, qui a curert se scribires personnelles.

CARLOS PARDO.

33

25

26

27 28

29

**30** 

32

### PROCHE-ORIENT

LES SEPT VIES DE YASSER ARAFAT -- Christophe Boltanski et Jihan El-Tahri ★ Grasset, Paris, 1997, 406 pages, 139 F.

La vie de Yasser Arafat a déjà inspiré bien des biographes, les uns en quête de sensation, les autres avides de comprendre — c'est notamment le cas d'Alan Hart, avec Arafat, Terrorist or Peacemaker? (Sidgwick et Jackson, Londres, 1984). Pourquoi Christophe Boltanski, correspondant de Libération à lécusalem, et filan El-Tahri, de la BBC, ont-ils tenté à nouveau l'avenume? C'est qu'entre-temps le président de l'OLP peut espérez, avant de diaparaître, réaliser — ne seran-ce que partiellement — son rêve de toujours: jeter les bases d'un Etat palestinien. L'excelleare idée des deux journalistes est, par flash-back successifs, de récxaminer le parcours d'Abou Ammar à la lumière de sou ultime fonction, celle de président de l'Autorité palestinienne, aux difficultés de laquelle ils consacrent une bonne partie de leur livre. Evitant l'hagiographie comme La vie de Yasser Arafat a déjà inspiré bien

tie de leur livre. Evitant l'hagiographie comme le dénigrement, ils out rassemblé des dizaines de témoignages pour cerner au plus près la vériné d'une existence encore mystérieuse, parverne o une edistance national myaerotale, par-delà les caricatures haincuses de ses ennomis et les demi-vérités égrenées au fil des années par le principal intéressé. Avec la force de leur intime conviction : le rôle central de la quesmime conviction: le role ceatral de la ques-tion palestinienne dans le drame que vit le Proche-Orient et le caractère nécessairement original de sa solution. Yasser Arafat, sou-lignent-ils, « conduit un processus unique dans l'Histoire, qui inverse l'ordre habituel des fac-teurs. Ici, la réconciliation prépare la paix. » AFRIQUE

HISTOTRE DU ZAÎRE, DE L'HÉRITAGE ANCIEN.À L'ÂGE CONTEMPORAIN. - Isidore Ndaywel e Nziem

★ Editions Duculot, Agence de la franco bionie, Paris, 1997, 917 pages, 250 F.

Fabuleux, mystérieux Zaïre l'Actuellement encore, ou s'obstine à le dire indéchiffrable. Cependant, cet immense espace, qui s'étend sur toute la cuvette centrale reliant le bassin sur toute la cuvette centrale reliant le bassin du Nil à celoi du Congo, n'est pas l'assemblage hétéroclite et voué à imploser, à être démembré que l'on décrit trop souvent et trop vite. Il s'agit, au-delà des ethnies et des différences, d'un véritable peuple, uni par plus de luttes et de traits communs que d'oppositions. Il fallait qu'un historien zai-tois, en ces temps de doote, fasse un tel cadean à ses compatriotes : plonger dans le passé, y retrouver, avant la colonisation sinon malgré elle, cohérence, évolution logique, finalité.

Pour ce faire, Isidore Ndaywel, historien zarois réputé, n'a pas seulement étudié les curves de ses prédécesseurs, belges pour la plupart. Il a anssi recouru à la mémoire vive. de son peuple, aux récits oranx, aux mec-dotes, aux souvenirs personnels. En ces temps d'incertitude, l'euteur a fair œuvre essentielle : il a donné à ses companiotes une vision d'ensemble de leur histoire, posant le socie de l'identité nationale. On est le mécène qui, au Zaïre, mettra un jour ce livre entre toutes les mains ?

COLETTE BRAECKMAN.

### MÉDIAS

LA TÉLÉVISION, - Jean Cluzel ★ Flammarion, coll. « Dominos », Paris, 1996, 126 pages, 39 fi

« Un exposé pour comprendre. Un essai pour réfléchir. • Tel est le projet que se fixe Jean Chizel, anteur d'un indispensable rapport annuel sur l'andiovisuel, à l'heme où, en France, les bouquets de la télévision numérique se multiplient et que les téléspectateurs solvables peuvent s'abonner à des dizaines de nouvelles chaînes.

L'anteur souheite clarifier un débat qui ne cesse de se complexifier antour de la télévision, ses programmes, sa fonction civique, son infipence idéologique et son magistère culting!. Après avoir fort rigoureusement décuit le paysage andiovisuel mondial et en avoir idéntifié les principaux enjeux, Jean Cluzel traite à fond trois questions qui passionnent les citoyens et concernent les relations télévision-société : la violence, l'information et la culture.

Alors que, sur ces trois aspects, l'influence du modèle américain est chaque jour plus forte, l'auteur conclut, uon sans courage, en exhor-tant la France à « résister à la pression de pulssances qui, faute de contre pouvoirs, pour-raient entraîner l'uniformisation des peuples au plus bas niveau, en gommant toute identité

NANCY DOLHEM.

LA CYBERPRESSE. - Serge Guérin

\* Hermès, Paris, 1996, 156 pages, 145 F

Dans le contexte de la crise de la presse Electroniques ne représente pas une solution de rechange, mais offre un prolongement des moyens d'information traditionnels. Le passage de l'écrit à l'écran ne signe pas la fin de l'imprimé, mais, en revanche, permet d'explorer d'antres outils d'expression. La presse en ligne, qui bénéficie d'un mode de production et de diffusion extrêmement souple, invente de nouvelles formes d'écriture et d'interpréstion du monde en proposant différents niveaux de lecture, grâce notaminent an lien hypertexie. Le content et lefaçon de le valoriser, soit en ajoutant à l'aualyse des faits des compléments documentaires, sont des éléments décominants du succès de ce média.

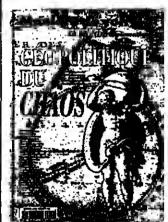
Pintôt constat ou analyse, ce livre nous Electroniques ne représente pas une solution de

Plutôt constat qu'analyse, ce livre nous empane dans un grand tour d'horizon des formes d'écriture multimédias - du Minitel à Internet, en passant par le cédérom et la téléréseaux sont les seuls supports permettant à la presse de conserver ses objectifs tout en déve-loppant une écriture spécifique.

OLGA RUIZ.

### Manière de voir LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR

Le Monde diplomatique:



## Un atlas des

Au sommaire

■ La plenète des désordres, par Ignacio Ramonet. ■ Réfuglés de tous les pays..., par Jacques Decornoy. ■ Derrière la croisade de M. Clinton, par Paul-Marie de La Gnree. ■ La carruption mondialieée, per Michel Chossudovsky. ■ Sursie précaire pour M. Milosevic, par Catherine Samary. ■ Mécontentement chez les Serbes de Bosnie, par Jean-Amault Derens. ■ Réactione en chaîne dans le Caucase, par Vicken Cheterian. ■ Quel avenir pour la Tchétchénie 7, par Manie-Clauda Slick. ■ La liberté adjare Inquiète le Géorgie, par Jean Radvanyi. ■ L'Afghanistan à l'heure des talibans, par Olivier Roy. ■ L'ande de choc du génocide rwandais, par Colette Braeckman. ■ La France e'accroche à « son » Afrique, per Philippe Leymarie. ■ Un nouveau zapatisme?, par Maurice Najman. ■ Introuvable compromis en Irlande du Nord, par Maurice Goldring. ■ Appétits rivaux en mer de Chine, par Virginie Raisson. ■ Amère convalescence au Salvador, par Maurice Lemoine. ■ Avec les guérilleroe colombiens, par Hubert Prolongeau. ■ Chirurgie sana anesthésie en Haiti, par Christophe Wargny. ■ L'ANC face à ses promesses, par Pierre Beaudet. ■ Apaisement en mer Rouge, par Jean-Louis Peninou. ■ Piège albanels pour les Balkans, par Christophe Chiclet. ■ La paix américaine ébranlée, par Alain Gresh. ■ Débàcle pour Waehington eu Kurdistan, par Kendal Nazan. ■ Colomisation : reduutable bumbe à retardement, par Geoffrey Aronson. ■ Les maîtres à panser de M. Nétanyahou, per Dominique Vidal. ■ Hamae eu bord de l'implosion, par Wendy Kristianasen Levitt. ■ Athènes et Ankara se disputent le mer Egée, par Niels Kadritzke.



### **BON DE COMMANDE**

à retourner accompagné de votre règlement à : LE MONDE - vente au numéro - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris. France.

Je souhaite recevoir:

exemplaires de Manière de voir GÉOPOLITIQUE DU CHAOS

Numéros encore disponibles: Le Maghreb face à la contestation islamique Le bouleversement du monde

Leçons d'histoire Médias et contrôle des esprits Les nouveaux maîtres du monde

Conflits fin de siècle Le sport, c'est la guerre

Le nouveau modèle américain Scénarios de la mondialisation

Prix > France métropolitaine : 51 F (port inclus) unitaire > DOM-TOM et étranger : 56 F (port inclus)

Reportez le montant total

Code postal:

### LA FIN DU « MODÈLE SCANDINAVE »

### Femmes ordinaires

LE CAMÉLÉON EXTRAORDINAIRE, d'Inger Edel-feldt, traduit du suédois par Marc de Gouvensin et Lena Grumbach, Actes Sud, Arles, 1996, 270 pages,

NE brève rencontre entre deux êtres se révèle plus dangereuse et plus passionnante qu'un voyage dans la Lune. Brusquement, cont peut basculer. Ici, plusieurs jeunes femmes nordiques vont entrecroiser les trames de leurs vies. Esquisse d'une nouvelle Suède, celle d'un pays désenchanté, tracée avec un naturel qui évite les pièges d'une certaine tradition littéraire empreinte de désespoir, de morale, de versets bibliques ou d'humour de commande envets un

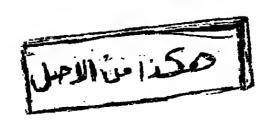
Mais pourquoi ces récits laissent-ils un si faible champ d'action sux hommes ? Exprimeraient-ils un credo prompt à évacuer le mâle ? L'aureur repousse farouchement certe hypothèse. « Ca livre n'a rien à soir avec la littérature féministe. Naturellement, je parle de femmes. Puisque j'en suis une. Mais, pour moi, les rôles secuels ne sont pas imper-tants. Pourquoi enfermer les êtres dans des cases ? Le destin n'a pas de serce.

Telle que la décrit Inger Edelfeldt, la vie au quotidien récuse toute banalité. Si, au premier coup d'œil, elle peut sembler anodine, très vice le lecteur ressent l'épaisseur et la complexité des mystères et longe des précipioes ; comme un funambule, car personne ne combe. Homme ou femme, l'observateur devient complice des personnages, s'unir à leur courage, frissonne devant leur respiration hachée. Cette jeune chômeuse sans nom et si peu anonyme prise dans un enchaînement de pulsions aussi désordonnées qu'ambigués, légers cas de cleptomanie et d'empoisonnement -- juste un peu de somnifère écusé dans le vette de vin de Patrik, son ex-compagnon, et le lait du char nommé Hemingway. Fine poudre d'humour réjouissant. Ils vont s'en tirer indemnes randis que la fille va se lover su cœur de l'infalité, l'univers « par-fair », lkea et rose fino — qu'elle abhorre. Le rose : affreuse couleur de désespoir !

D ANS un source récit, une mère vir une souffinnce insupporcable devant la most de sa fille écrasée par un camion ; cependant, au fil de l'insoutenable, elle va renouer avec son tout petir garçon, son cader négligé. Autre destin : entre exaspération, amour et haine, voici l'admirable confrontation entre une femme encore jeune et sa fille adolescente, vindicative et jalouse. Rupture, ressaisissement.

La « merveilleuse odeur de peur » imprègne ces contes du présent. Inger Edelfeldt sonde les zones sombres de la féminité. Sans céder à un ennuyeux désespoir. Pes on mot de trop dans une écriture très visuelle, très contemporaine, strict refus du parbos, réjouissanne énergie. Efficace et subtile, elle engage le lecteur à se poser ses propres questions : « Comment peut-on être à la fois normal et anormal ? Qu'en-ce que la faiblesse ? Et qu'est-ce que la force ? » Mais quelle puissance dérangeante dans ces confrontations avec les alées de destins féminins

INGRID CARLANDER.



Car Berline

La Track E TENE C.T. C. Jan. E TE in Tariff . Tariff . ---le rex -

Party L. Trans. Maria and an action deraction ... منيت بالعصدة - . \*\* گار ترکیان STORE IT 3. trente d'aven Maria Cara

> MAK SI LE SENS 2. TALL Part Co 320 pages. TOF

Er grant i .... omenter ... DE COMPE part tene que la .... क्ष्मा के जिल्ह head and a carrier one place centrary -- . chart see To At . . . . . pensee , et a e e ... progression of the same Fate literal Colifica L. Colore L.; . . . . BOOKER OR TO: Sent beck antos la decentire ... Stort Inc. of a second dant le pione a 🗀 🔻 . de los deserves rancio de la constante de la c

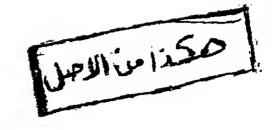
OLANNE. tion de Bene Viere. Parts Not 27 ... and come --a ಪಾಗಿಜ ಹಿ.ರಿ. ಕ್ರ Score were de simile de ...

PLANETE EN. Edmont Ave. levennes les :==== , Zana Leila Star. Sadore: et des mas:

● MED VGRI → MELI WALL SOME SERVICE a Middenner en Zu d spiciolate of China

●LE CYBERN 17. 

OVER STEP



## AVAIL, FORMATION

managed the later managed and 1 TE 1 1 As a second seco t of the control of t descriptions is defined 44 Take . And the formal of makes the concentration of the co **学文集**74.8 -O .... CONTRACTOR par unprobable Maria Service the state of the s M. \*\*. de la constante de la constant consider the tracket d'un propé The train of destroying Cu proper don at A5 ...... And the Charlettel branch in PARTY . region of the state of the sale of the \* \*\* I. de tres soil deve I de des 1 1 1 especiale de de de de descriptor 14.4 . 7 the series of th \* 3 4 constitute for mologues, qui des the state for the training of the same of \* · · · · · · · · · · to the state of the state of the state of

Seed to

447

\*\*\*\*\*\*\*

\* # 'P'15"

" of record term hen de peles A CONTRACTOR the state of the s the second of th

State des navues pomes

rough Trans. 1700 done faired land; Account to their terms being



## ification des

- to have be estudence district

A CONTRACT OF THE PROPERTY OF THE PARTY.

the state of the contract of the state of th

terms traine Comme tool

the state of the s

A COURT WAY COME TO THE REAL PROPERTY OF

the street all the come emporer Carry State of State 17th Towns

The second little second secon The state of the s

the state of the s The state of the s

The state of the s

The state of the s

the state of the s

The second secon

The second secon The second of th

And the second s

The second secon

The state of the s

The second second second second

Commence of the state of the st

من من من المنظمة المنظ المنظمة المنظمة

The second second

3.2.5

and the second second

revue mensuelle d'analyse et de prospective Au sommaire des derniers numéros Étonnante fécondité suédoise, G. Calot, J.P. Sardon ...... nº217 Réduction du temps de travail : la loi Robien, G. Aznar ........... nº217 Un New Deal pour la recherche et la technologie, P. Papon .... nº217 \* France : l'échelle sociale se transforme, G. Hatchuel .............. nº217

La recomposition politique du Japon : plus d'État, moins d'État Le futur des forces armées japonaises, P. Mayaudon ...... nº216 t'avenir radieux de l'industrie japonaise, G. Faure ...... ก°216 L'evanir du modèle de production japonais, É. Dourille-Feer nº216

Commande à Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cadex 07 - France Tel: (33) 01 42 22 63 10 · Fax: (33) 01 42 22 65 54 · Minitel: 36 15 S.M.FUTURIBLES Prix du n° France : 70FF - Etranger : 75FF - Abonnement 1 an (11 nº) France : 640FF - Étranger : 690FF

« L'ÉTAT CONFESSIONNEL », de Mahdi Amil

## Dépasser le communautarisme libanais

N silence pesant règne sur les pro-blèmes du Liban. Dans ce contexte, la traduction de l'ouvrage de Mahdi Amil, L'Etat confessionnel (1), consacré au communautarisme, est particulièrement bienvenue. L'auteur, assassiné en 1987, a fait partie de l'intelligentsia marxiste qui a tenté de penser le dépassement du système communautaire, décrit comme un mode libanais d'exploitation du pays par sa bourgeoisie.

Avec verve et perspicacité, Mahdi Amil « déconstruit » les différents discours sur le confessionnalisme et son dépassement. Il montre comment les analyses fibérales et celles d'inspiration marxiste restent englaces dans le discours dominant sur le Liban, pluriel e par essence ». Son approche épistémologique est percutante : il remet en cause tout le discours « essentialiste » sur les communautés religieuses qui caractérise la linérature politique libanaise de toutes les tendances. En ce sens, le travail de Mahdi Amil continue d'être tout à fait pertinent, alors que les accords de Taef, signés en octobre 1989, ont consacré la pratique communautaire dans l'exercice du pou-

P OUR l'auteur, la communauté reli-gieuse est un « rapport politique » et non une essence primaire, C'est pourquoi une solution durable à la crise libanaise ne réside pas dans de nouveaux arrangements communantaires diminuant les prérogatives d'une communauté pour angmenter celle d'une autre. Pour pouvoir abolir les mécanismes d'oppression qu'entraîne un tel système, l'anteur montre qu'il faut d'abord se défaire de la pensée essentialiste sur la nature des communantés religieuses, pensée qui est de type mythique. Il conteste que le système communautaire libanais soit issu du système ottoman des « millet » (2). Pour lui, c'est une construction moderne de la France mandataire au Liban, reprise et renforcée par l'élite dirigeante locale depuis l'indépendance. Pour sa perpétuation, le système a besoin d'être affublé

lisme communautaire, qui lui fournit les apparences d'un dogme éternel qu'il est vain de vouloir renverser.

Certes, des lecteurs pourront regretter que ce travail soit inscrit dans un cadre marxiste et être choqués de termes passés de mode comme colonialisme, bourgeoisie, exploitation, etc. Mais la « déconstruction » du langage politique libanais à laquelle il se livre, y compris dans sa version marxiste, some trop vrai et se révèle trop pertinente pour qu'on se laisse arrêter par la terminologie employée. Pieines d'ardeur et d'intelligence, ces pages fom regretter encore plus

vivement la disparition prématurée de Mabdi Amil. Toute la pratique politique et économique de la nouvelle couche dirigeante au Liban, depuis les accords de Taëf, est une illustration parfaite de ce qu'il dénonçait : la vanité de tout effort pour dépasser le communautarisme par de nouveaux arrangements communautaires. GEORGES CORML

(1) Mahdi Amil, L'Etat confessionnel. Le cas libanais, éditions La Brêche, Montruil, 1996, 278 pages, 150 F.

(2) Synème politique décentralisé, il organisait les religions en communautés autonomes dans l'Empire ottoman.

### « HISTOIRE DE L'ESPAGNE »

### Le roman ibère

USQU'À présent, tons ceux qui s'intéressaient à l'histoire de la péninsule Ibérique ne dispossient, en langue française, que du Que sais-je (Presses universitaires de France) de Pierre Vilar - un petit livre plein d'ouver-ures - et de l'Histoire des Espagnols VP-XX siècle, ouvrage collectif dirigé par Bartolomé Bennassar (Lafont,

Il manquait une histoire politique qui ne se limitât pas à une synthèse des courants de pensée, de polémiques d'histo-riens et de philosophes, mais offici une vision globale de la naissance de la nation espagnole. Joseph Pérez s'est lancé senl dans cette entreprise colossale. Le résultat est ce livre lumineux par son écriture, par la précision de son vocabulaire et par son plan très clair, dans la lignée des manuels encyclopédiques (1).

L'anteur n'hésite pas à lancer des affirmations abroptes, provocatrices même: l'Espagne est le pays le plus européen du Vieux Continent II énumère alors une série de faits pour nous prouver que ce pays - et dans une moindre mesure le Portugal'- appartient effectivement à la famille des nations européennes, non seud'un discours essentialiste sur le plura- l'ement depuis son adhésion aux institu-

tions commonautaires, mais depuis toujours. Ou presque, car nous demeurons avides de connaître son analyse sur au moins dix siècles des Espagnes wisigothe, romaine et préromane, trop brièvement survolés dans l'introduction.

Les Arabes n'ont jamais envahi la péninsule, écrit-il plus loin, pour enchainer avec une leçon magistrale sur la trabi-son du comte don Julian, l'arrivée des Berbères et celle, plus tardive, des Almo-hades et Almoravides.

TOUT su long d'un millier de pages, Joseph Pérez réussie à faire la synrbèse entre le récir historique, le mythe et les causes logiques de ces événements. Il amène le lecteur à tirer ses propres conclusions, sans que celui-ci se senre manipulé. Le chapitre IV comporte un maillon désormais indispensable pour connaître les mécanismes de l'antisémitisme et les avacars de l'Espagne. Souvent, les personnages historiques prennent ame et chair : Isabelle la Catholique, Philippe II, son demi-frère Juan de Austria, son fils don Carlos... et l'histoire se lit alors comme un roman.

RAMON CHAO.

Joseph Pérez, Histoire de l'Espagne, Fayard, Paris, 1996, 921 pages, 198 F.

### « ENQUÊTE SUR ABRAHAM », un film d'A. Segal

### **Eternel sacrifice**

OUT commence à Hébron : Abraham, à qui Dieu a promis un pays et une descendance, choisit d'être enterré dans ce qui deviendra le caveau des Patriarches. Et tout finit dans Hébron occupée, devant le sanctuaire divisé - l'accord intervenu depuis a laissé un cinquième de la ville aux mains des colons et des soldats israéliens. Entre-temps, durant une heure quarante-deux minutes (1), Abraham Segal nous entraine dans une véritable enquête, qu'il a confiée à Sélim Nassib.

Oui était Abraham? A-t-il vraiment existé, et quand? Qui a écrit son histoire, et pourquoi ? Que signifie le sacrifice, arrêté à l'ultime instant, de son fils ? Que représente Abraham pour les trois religions monothéistes? Et pour le confin israélopalestinien? A la recherche de réponses à ces questions fondamentales pour les croyants comme pour les non-croyants, l'auteur joue sur tous les registres : tour à tour historique, théologique, philosophique et, bien sûr, politique, le cheminement des idées s'enrichit d'un interlocuteur à l'antre, à un rythme soutent que souligneut le dynamique montage de Michel Pérez et la musique de Jacques Rémus

T NTELLIGENT, le dialogue atteint parfois des sommets. Lumineuse, la démonstration de l'historien biblique Albert de Pury, montrant comment le personnage d'Abraham - « sur lequel se focalisent toutes les traditions » - apparait en 530 avant notre ère, lorsque les juifs revenant d'exil à Babylone cherchent à asseoir leur ascendant sur ceux restés en Judée, Originale, l'interprétation du sacrifice par l'écrivain Avraham B. Yehoshua: un . théatre ., dit-il, qu'Abraham, se souvenant avoir renversé les idoles de son père, aurait mis en scène pour éviter que son fils ne remie Dieu, en lui présentant ce dernier comme son sauveur. Terrible de cohérence, le philosophe Yeshayahou Leibovitz qui, interrogé sur le silence de Dieu à Auschwitz, s'en prend à cenx qui croient, non en Dieu, mais en l'aide de Dien : seule compte, explique-t-il, · la foi pour elle-même »...

Vibrant d'idées, le film d'Abraham Ségal fait aussi tonte sa place à l'émotion. Ainsi quand Moaz, un jeune garçon d'Hébron, raconte la mort de son père, victime - comme vingt-huit autres Palestiniens - de la haine meuritière de Baruch Goldstein, avant d'avouer son rève de vengeance. Ou lorsque le peintre et scripteur Menashe Kadishman éclaire son « obsession » pour le thème du sacrifice : « Mon père m'em oya à la guerre, il fut Abraham et moi Isaac. Puis je devins père, et je fus Abraham envoyant son fils Isaac au sacrifice. Et l'histoire recommence sans cesse, » Et l'infinie tristesse du Père Rafiq Khoury, déambulant dans les rues du camp de Dehaishé et peignant en victoire d'Isaac sur Ismaël le son misérable de ces réfugiés auquels les accords d'Oslo a'apponent pas le moindre espoir...

R ESTE l'indicible beauté du voyage, parallèle à l'enquête proprement dite, à travers les représentations, excellemment commentées, du sacrifice d'Abraham. Des mosalques du VI<sup>e</sup> siècle après J.-C. aux tableaux du Caravage et de Rembrandt, en passant par les psauriers du XIII siècle et la Hagadah de Sarajevo du XIV, sans oublier les sculptures de la cathédrale de Chartres...

En transformant son livre (2) en émission de télévision, puis en film, Abraham Ségal fait plus que lui donner une seconde vie : il met au service de sa création la force des images, qui viennent aignillonner le désir d'en débaure à plusieurs voix. Rien n'est sans donte plus important, à l'heure où se poursuit le sacrifice des enfants d'Abraham.

DOMINIQUE VIDAL.

(1) Enquêre sur Abraham, un film d'Abraham Segal, produit par 13 Production et l'Institut national de l'authovisuel avec La Cinquierne, France 2. le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et Chefin Starit, en salles à partir du 12 mars.

Lire Halim Vidal Sophiba. « La mystérieuse figure du père ». Le Monde diplomatique, mars 1996.

POLITICA EXTERIOR A lire: deux textes sur la transition à Cuba un ensemble d'articles fort bien documentés sur l'Afrique des Grands Lacs et un long article de Samuel P. Humington' intiulé: « Occident unique, pas universel ». (Vol. XI, n° 55, janvier-févriex, binsestriel. 1 360 pesetas. — Padilla, 6, 28006 Madrid.) □ REVISTA ESPAÑOLA DE DEFENSA

Trois articles: «Ls crise en Russie », «Les missions de maintien de la paix de l'ONU », « Les forces armées et Internet ». (N° 107, janvier, mensuel, 350 pesetas. – Pasco de la Castellana, 109, 28071 Madrid.)

**INEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Contestation du rapport de la commission Bos-kin chargée, aux Etans-Unis, de revoir l'évaluation de l'indice des prix à la consommation. Jeff Marick y voit naître un « nouveau mythe » sur la qualité de la vie aux Etans-Unis. C'est en tout cas un enjeu de taille à l'heure de la réduction des crédits fédéraux affectés aux dépenses sociales - ceux-ci étant tributaires de l'évolution du coût de la vie. (Vol. XLIV, n° 4, 6 mars, bimensnel, 2.75 dullars. – 258 West 57th Street, New York, NY 10107.)

CIREVUE D'ALLEMAGNE, Au sommaire, les actes d'un colloque passionnant - et d'une grande actualité - sur la nation et l'identité allemandes. (Tome XXVIII, nº 4, octobre-décembre 1996, trimestriel, 100 F. - Centre d'études germaniques, 8, rue des Ecrivains, 67081 Strasbourg.)

☐ POLITIQUE. Sous ce dure se prépare, en Belgique, une couvelle « revue de débats » (c'est son sous-tire). Au sommaire du numéro 26ro, trois dossiers prometteurs: « Dit dimanche ucir [le 24 novembre 1991, qui vit la poussée de l'extrênte droite] au dimanche blanc [le 20 octobre 1996, date de la fameuse marche lanchel cino ans de chovennesé annoncée » Affaire Dutroux : les médias ont-ils dérivé ? »; et « Pour une politique tenable de l'immigration », (N° 0, février-mars 1997, bimestriel; abonnement 5 numéros: 1400 FB. - Editions Luc Pire. rue Lesbroussart, 76, 1050 Bruxelles.)

NATIONS SOLIDAIRES. Un dossier sur le renouveau de l'économie sociale en Afrique. (N° 203, 4° trimestre 1996, trimestriel, 15 K – 32, rue Le Peletier, 75009 Paris.)

UVOLCANS-TLALTILPAC. Dussier Mexique -: après les défaires enregistrées par le Parti révolutionnaire institutionnel aux élections locales d'octobre 1996, les différents partis se préparent aux législatives de l'été 1997. Egalement au sommaire: Nicaragua, Cuba, Hafti. (Janvier-février, bimestriel, 25 f. – 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.)

FUTURIBLES. Deux articles sur la loi Robien et une étude sur la fécondité en Suède. (N° 217, février, mensuel, 70 F. - 55, rue de Varenne, 75341 Paris Ceder 67.)

RECHERCHES INTERNATIONALES. Un dossier sur l'Axie centrale : enchevêtrement des héritages, cinq années de transition, naissance d'une coopération islamiste, géopolitique de la drogue. (Nº 46, automne 1996, trimes-triel, 90 F. - 64, boulevard Blanqui, 75013

Paris.)

[] THULE. Pour son premier numéro, cene revue du Centre d'études américanistes propose nomment un dossier sur « Les Inuit enne images et réalité », dont un article de notre collaboratear Jean Malaurie. (N° 1, octobre 1996, semestriel, 30 dollars. ~ Cercle amérindien, via Fratti, 18, CP 249, 06123 Perogia, Italie.) CULTURES & CONFLITS. Un stimulant numéro sur les zones d'anente et les centres de l'heure où la lune contre les immigres clandestins est devenue un slogan de gouvernement. (N° 23, automne, trimestriel, 90 F. ~ L'Harmatten, Paris.)

DÉTUDES TZIGANES. Les enfants des familles du voyage (Manouches, Gitans, Rome...) à l'école comme ils la vivent (Vol. VIII, second semestre 1996, 130 F. - 2, rue d'Hastpoul, 75019 Paris.)

DREVUE EUROPÉENNE DES MIGRA-TIONS INTERNATIONALES. Pour le dixième auniversaire de la revue et à l'heure où dixieme maniversant de la tevue et a l'heure ou le débat sur les immigrés se durcit, cette livrui-son réaffirme l'exigence de rigueur pour les chercheurs et sciendifiques travaillant sur et au-tour de cet enjeu symbolique essembel qui est la place de l'Autre dans la société. (Vol. XII. n° 2, semestriel, 120 K.— Campus universitaire, 95, aventre du Recteur-Pineau, 86022 Poi-liers Ceder.)

MIGRATIONS SOCIÉTÉ. Une réflexion très élaborés sur la futte contre le racisme et la xénophoble, accompagnée d'une bibliographie. Une approche ethnique de l'immigration noire africaine en France. (Vol. IX., o° 49, janvierfévrier, bimestriel. 50 F. - 46, rue de Mootrenil, 75011 Paris.)

ALTERNATIVES SUD. Consacre au thème « Marché régionaux ou guerres commerciales », ce numéro passe en revue la problématique des différentes régions du monde, mais s'efforce également de dégager une solution de rechange à la mondialisation. (Vol. III. 1996. o' 4. trimestriel, 65 F. - Centre tricontinental avenue Sainte-Gertrude, 5, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique.)

AUTRES TEMPS. . La mondialisation. Du désordre à l'uniformité ? . Sous ce thème général, ce cahier d'éthique sociale et politique se penche, avec Pierre-Olivier Monteil, sur « Les financiers, nouveaux maîtres du monde ». (N° 5, hiver 1996-97, trimestriel, 65 F. – 83, boulevard Arago, 75014 Paris.)

VACARME. Le premier numéro de ce bimestriel, critique et polémique, qui entend participer au combat pour « une démocratie vivante, un art fécond et un monde humain ». povre le chantier de la santé affaire privée, affaire publique, se peache sur l'histoire contemporaine des réfugiés, citoyens de l'exil. et analyse les tentatives de normalisation d'une minorité: les vieux. (Nº 1, février-mars, bimestriel, 38 F. - 54 bis, rue de Lancry.

TRANSVERSALES SCIENCES/ CULTURE. Ue dossier sur la notion de transdisciplinarité avec, octamment, des uricles de Jacques Robin et d'Edgar Morin, et un point de vue de Riccardo Petrella sur les » pièges » de la clause sociale. (N° 43, janvier-février, bimestriel; abonnement un an ; 400 F. – 21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.)

REVUE TIERS-MONDE. • Relations de travail et mondialisation », une réflexion sur la clause sociale ; on lira aussi l'article sur les implications pour les économies urabes de la Conférence euro-méditerranéenne de Barce-loue. (N° 148, octobre décembre, trimestriel, 145 F. - Presses universitaires de France.

☐ CACHE-CACHE DANS LE MONDE DU JOUET. Un dossier pédagogique réalisé par le Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs et la confédération syndicale belge PGTB. Objectif: amener les enseignants à expliquer progressivement aux élèves du primaire les mécanismes de la production du jouet. Car le secteur du jouet est un exemple-type qui permet d'illustrer les élé-ments-clés de l'économie mondiale : entreprises multinationales, sous-trainnees dans les prises minimatoriales, solic-trainfices data ies pays à bas saluires, violation des droits des un-vailleurs, agressivité du marketing. (Dossier spécial, décembre 1996, 200 FB. – Rue des Chevaliers, 18, 1050 Bruxelles.)

CAHIERS QUÉBÉCOIS DE DÉMO-GRAPHIE. « Savoir démographique et pra-tique du pouvoir dans le tiers-monde, perspectoriques », de la Chine à l'Afrique. (Nº L. printemps, trimestriel, 15 dollars. -Département de sociologie et authropologie, université Concordia, 1455, boulevard de Maisooneuve Ouest, Montréal, Québec. ANIMER. . Education et vie associative : leur rôle dans le développement des zones nurales «. (N° 132-133, septembre, bimestriel, 40 F. – L. rue Sainte-Lucie, 75015 Paris.)

LA RECHERCEE. Les plantes obtenues par génie géniet que sont tout à fait capables de prendre la clé des champs et de se croiser avec des espèces sauvages. Quel impact écologique risquent d'avoir ces flux de gènes ? (N° 295, février 1997, mensoel, 38 F. – 57, rue de Seine, 75006 Paris.)

CISILENCE. Le danger planétaire des orga-nismes génétiquement modifiés, suivi d'une étude de cas sur le soja. (N° 214, février, mensucl, 25 F. - 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.)

LE BULLETIN DE LA «LETTRE INTERNATIONALE ». Désormais diffusé par Arte Editions et les Editions Mille et Une Nuis, le bulletin dirigé par Antonio Liehm s'étoffe dans la perspective d'une relance de la Leure internationale en France. Une trentaine d'auteurs y traitent de communication, de psy-chanalyse, de fantômes et de création en exil. (N° 7. printemps 1997, trimestriel, 80 K – 41, rue Bobillot, 75013 Paris.)

LE FRANÇAIS DANS LE MONDE. Ua numéro spécial consacré à l'intercompréhension de lungues romanes, qui permettrait aux locuteurs francophones, hispanophones, italophones, lusophones, etc., de se comprendre mutuellement au lieu de recourr à l'anglais. (Janvier, guméro spécial, 86 F. – TSA 80230. 92887 Nanterre Cedex 9.)

### INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grâce à vous, nous avons pu abonner, depuis janvier 1995, 358 centres de lecture collective, dont 189 en Afrique et au Proche-Orient, 69 en Amérique latine, 88 en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique et 12 ea Asie.

Dans les pays du liers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, zouvent, la nonconventibilité des monnaies interdisent l'occès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale sont ainsi freinées. L'absence de moyens est particulièrement criante dans les centres de lecture collective : bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs et organisations humanitaires.

Pour aider ces organismes à recevoir Le Monde diplomatique, participez au fonds « Lecteurs solidaires »

A retourner à : Le Monde diplomatique, « Lecteurs solidaires », 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Nom: Adresse: Pays: Code postal: Je verse par: 🛘 chèque bancaire 🔻 chèque postal la somme de : 350 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient. ☐ 395 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie.

ou de □50 F destinés au fonds commun « Lecteurs solidaires »

□ 200 F

## Le déclin de la parole

Par PHILIPPE BRETON \*

OUS sommes dans une situation étrange : alors que la persuasion est partout, que ses procédés nous assaillent de toute part, élèves et étudiants ne sont préparés ni à la pratiquer ni à la décoder. Malgré la volonté de quelques enseignants et la ténacité de quelques chercheurs en communication, il n'y a nulle part de véritable programme de sensibilisation à l'argumentation, c'est-à-dire à un convaincre non-manipulatoire.

A cause de ce vide relatif, on a vu proliférer ces dernières années, dans le monde de l'entreprise, de la communication, ainsi que dans l'immense marché que constitue la « recherche de l'épanouissement personnel », de multiples « théories », souvent vendues à prix d'or, qui justifient « scientifiquement » l'instrumentalisation et la manipulation d'autrui comme mode d'être

Car le XXe siècle est témoin d'un paradoxe qui a été peu souligné jusqu'à présent. D'un côté on a vu se développer, d'une manière qui n'a pas de précédent, toute sorte de pratiques de la persuasion. Les batailles idéologiques se sont suc-cédé par vagues, mobilisant des foules immenses. Les ressources de la propagande, de la désinformation, de la manipulation psychologique ont été massivement utilisées tout au long de ce siècle, en période de guerre comme en période de paix. Même la progression mondiale, à l'heure actuelle, du libéralisme constitue, sons des formes nouvelles, un immense enjen de persuasion. Le développement du secteur marchand, ini aussi sans précédent, se nourrit de l'emprise majeure de la publicité sur les consciences, vaste entreprise de conviction peu regardante sur les

D'un autre côté, malgré cette présence massive, la parole pour convaincre se déploie dans un vide presque total de réflexion, d'enseignement, de culture, et pour tont dire, d'éthique. Il n'y a pas de véritable « culture du convaincre » à la mesure d'une civilisation qui ue cherche plus dans les normes du passé et de la tradition les raisons de son destin.

### Manipuler les esprits

A conséquence de ce paradoxe est que L'exercice de la parole, presque uniquement soumis à la règle de l'efficacité, décline au profit

On peut se demander si nous n'assistons pas à un véritable déclin de la parole et de la fonction qu'elle remplit dans le progrès de la civilisation. D'autres périodes de l'histoire humaine ont connu un tel déclin. Après cinq siècles de République durant lesquels s'était formée, dans la continuation de l'esprit démocratique athénien, une culture du débat politique. l'historien romain Tacite se demande, dans un texte écrit aux alen-

\* Chercheur au CNRS, auteur notamment de L'Argumentation dans la communication. La Découverte, coll. « Repères »,

tours de l'an 80 (après J.-C.), si celle-ci n'est pas en train de disparaître sous ses yeux (1). · Aujourd'hui, écrit-il, il faut faire court : fini le temps où les orateurs pouvaient s'exprimer librement devant un public attentif et qui prend part aux débats. • « Aujourd'hui, dit-il encore, la culture des orateurs, qui avait nourri la Répu-blique, ne sert plus à rien : I'Empire s'impose et avec lui la démocratie de la parole disparaît. » Tacite voit dans l'esthétisation du discours - et la naissance d'un genre, la littérature – la consé-quence de cette fin d'une époque inaugurée par Athènes. Il évoque aussi les jeux du cirque, deve-nus unique sujet de conversation « même dans les écoles de rhétorique ».

En restant prudent sur la comparaison, ne vivons-nous pas une période équivalente, où la parole est tout aussi malmenée? Aujourd'hui anssi, il faut faire court : le « clip » est devenu l'unité de mesure du discours. Le débat vivant est remplacé par des procédures manipulatoires au service le plus souvent d'une pensée unique à l'échelle mondiale. Les nouveaux jeux du cirque, le spectacle télévisnel multichaînes, sont l'unique sujet de conversation. Mesure-t-on les conséquences sur une société où l'on ne parle plus que de choses que l'on n'a pas vécues, sinon par procuration virtuelle (2) ?

Le premier signe, mais pas le plus visible, du déclin de la parole est la tentative de restriction du champ où elle s'applique. Qu'est-ce qui est discutable, qu'est-ce qui relève d'un choix col-lectif? La gigantesque bataille idéologique qui a pour objet d'imposer le libéralisme à l'échelle mondiale, a comme caractéristique de se mener sur un mode manipulatoire, Loin de se présenter comme un choix possible, discutable dans l'espace public, le libéralisme se présente comme une « évolution naturelle », une « loi » à laquelle nous serions soumis. La parole est dessaisie de sa possibilité d'intervention, et l'essentiel de ce qui nous arrive est présenté comme non discutable, échappant à la parole. Il y a beau jeu, dans une telle situation, de se plaindre qu'il n'y a pas, comme Francis Fukuyama avait tenté de le faire croire, de solution de rechange au libéralisme. En somme, on nous lie les mains, on nous jette à l'eau et on dit que nous ne savons pas

Lutter contre le déclin de parole passe par tout ce qui permet de rendre discutable notre destin commun, par le refus de la météorologisation du politique et de l'assimilation sémantique si répandue, du chômage à une sorte d'anticyclone

lequel nous n'aurions aucune prise. Un autre signe du déclin de la parole est l'absence de référence, dans l'espace public, à des normes qui réguleraient l'emploi de tel ou tel type de procédés visant à convaincre. Il est frappant de voir l'absence de disjonction, dans les démocraties modernes, entre l'univers des fins et celui des moyens.

Si les fins sont bonnes, alors tous les moyens penvent être mis à leur service. La fascination pour la technique n'est pas étrangère à ce curieux blanc-seing donné aux moyens de communication. Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, la propagande est diabolique lorsqu'elle est au service des régimes totali-taires, mais devient d'une certaine façon respectable lorsqu'elle est mise au service d'idéanx démocratiques. C'est d'ailleurs, comme le montre Jacques Elini, le gonvernement

américain lui-même qui a inanguré les techniques de la propagande moderne en 1917, au service d'une « bonne cause », les idéaux de la démocratie libérale (3). Il en est des techniques de manipulation comme de la bombe atomique, un « outil au service de la paix », un « dépôt sacré », comme disait le pré-sident Truman, lorsqu'elle est entre les mains des démocraties libérales, mais objet de terreur diabolique quand les « autres » la fabriquent.

Le sommet de cette confusion entre les fins et les moyens est la publicité moderne. On sait, depais Stuart Ewen, que les capitaines d'industrie du XIX siècle se sont transformés grâce à elle en « capitaines de conscience » (4). Objet complexe par le mélange des genres qu'elle opère, la publicité reste on formidable outil de manipulation des esprits. Les générations futures jugeront pent-être que nons aurons été de ce point de vue autant « sous influence » que les habitants des pays totalitaires que nous plaignons d'avoir été irradiés par la propagande. Mais comme la cause est bonne, du moins du point de vue du secteur marchand, les moyens le seraient

### Tout dire tout faire?

L E domaine politique n'échappe pas à cette contradiction qui fait que la démagogie serait légitime si le programme politique est bon. C'est ainsi qu'on a vu une partie de la gauche française trouver des vertus à un bateleur démagogue, M. Bernard Tapie, dont l'ignominie des stratégies de persuasion n'échappait pourtant à personne. Comment lutter contre la propagande de l'extrême droite quand on ne condamne pas son emploi dans le camp démocratique?

Ne fant-il pas réfléchir à une disjonction entre une éthique des fins et une éthique des moyens qui partirait du principe que toute parole, quelle qu'elle soit, se corrompt d'être diffusée à l'aide de procédés manipulatoires qui ne respectent m celui qui l'émet ni celul qui la reçoit? Les normes qui permettraient d'opérer une partition entre ce qui relève du respect et ce qui émarge à la violence manipulatoire existent. Déjà la culture grecque de l'argumentation, à peine inventée, les discutait. Depuis cette époque, tout homme politique qui franchit par exemple la bgne rouge de la démagogie sait qu'il le fait. Ces normes, qui sont des normes de civilisation, sont



commes de tous. Mais leur portée est atténuée, voire niée dans un climat où le « laisser-faire » s'applique aussi à la parole et aux procédés de

Tout rappel de ces normes est pris dans la fausse alternative liberté/censure qui est le credo des sociétés libérales. Il en est de ces normes comme de toute parole dans l'espace public : on peut tout dire, tout faire. Toute idée qui trouve preneur serait légitime du fait même qu'elle trouve preneur. C'est ainsi que les lois du marché contaminent jusqu'au monde des idées et des moyens de les communiquer. Il faut rappeler que de la même façon que nous avons renoncé, en signe de civilisation, à l'exercice de la violence et de la vengeance privée (5), nous avons reconnu, au moment même de la naissance de la démocratie, des normes qui permettent de renoncer à la violence psychologique que constitue la manipulation de la parole. Il est peut-être temps de les réactiver, d'en souligner l'importance pour la démocratie et de montrer l'intérêt que chaque citoyen pourrait en retirer.

Un autre signe du déclin de la parole est la désaffection des systèmes d'enseignement et de recherche vis-à-vis de ce que Roland Batthes avait qualifié d'« empire rhétorique » (6). En 1902 disparaissait des programmes d'enseignement français cette matière qui avait été, depuis deux mille cinq cents ans, la base de toute scolarité. Bien sûr, la rhétorique s'était progressivement dégradée, pour n'être plus qu'une coquille en partie vidée du contenu cinoyen qu'elle avait à la période classique.

Une des fonctions civiques essentielles de l'enseignement ne serait-elle pas de montrar que les grandes valeurs démocratiques ne sont rien si les moyens pour les défendre ne sont pas, eux anssi, au service du recul de la violence et de la construction d'un lien social solidaire, c'est-àdire, respectueux de la relation à autrui ?

(1) Tacite, Dialogue des orateurs, Société d'édition Les elles Leures, Paris, 1985. (2) Lire Philippe Breton, L'Utople de la communication, le mytre du village planétaire. La Découverte, deuxième édi-tion, Pads, 1995.

(3) Jacques Ellul, Histoire de la propagande, PUF, Paris, (4) Stuart Ewen, Consciences sous influence: publicité et genèse de la société de consommation, Aubier, Paris, 1983.

(5) Line sur ce point: Jean-Picare Vernant, Les Origines de la pensée grecque, PUF, Paris, 1962.

(6) Roland Barthes, « L'ancienne thétorique », in Communications n° 16, numéro spécial consacré sur « Recherches rhétoriques », Scuil, Paris, 1970.

### Dans ce numéro :

Une nouvelle livraison de Manière de voir : « Géopolitique du chaos », par Pascal Boniface. Courrier des lecteurs.

Offensive sociale du Front national, par Jacques Breitenstein.

Repenser les activités humaines à l'échelle de la vie, par Jacques Robin. - La grande mystification des fonds de pension, par René Passet. - Maccarthysme éditorial (S. H.).



CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES Formation spécialisée pour dirigeants

MARS – JUILLET 1997

Cycle de relations internationales approfondies

2 soirs par semeine, 1 semedi matin par mois

+ dîners-débats Formation sanctionnée par un diplôme de 3° cycle Renseignements: à l'ECOLE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES

Établissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899 54, avenue Marceau, 75008 PARIS Tél.: 01-47-20-57-47

PAGES 6 et 7:

FEMMES, LA DÉMOCRATIE INACHEVÉE : Comment en finir avec l'exclusion, par Christine Delphy. - Pour la parité, par Eliane Viennot. - Choisir ou subir le travail partiel, par Sophie Sensier.

PROSTITUTION: Le corps humain mis sur le marché, par Marie-Victoire Louis.

PAGE 9:

Les liaisons dangereuses de la police turque, par Martin Lee.

ITALIE: Quand la ganche perd son âme, par Paolo Reffone. - La longue marche de M. Bossi vers le séparatisme, par Tomas

**PAGES 12 et 13:** 

BALKANS: Singulière sortie du communisme, par Jean-Yves Potel.

« Mauvaise paix » en Bosnie-Herzégovine, par Nikola Kovac.

« Balkans-Transit » de François Maspero, par Marie-Françoise

L'expulsion des morisques d'Espagne, par Rodrigo de Zayas.

**PAGE 15:** 

RUSSIE: Les régions défient Moscou par Jean Radvanyi.

PAGES 16 à 18 :

AMÉRIQUE LATINE: L'Europe face aux attentes latino-américaines, par Jean-Jacques Kourliandsky. – Retour remarqué de l'Espagne et du Portugal, par Gilles Luneau. – Le Chili malade de la santé, par Benoît Guillou.

PAGES 19 et 20:

CHINE: Paradoxale modernisation, par Jean-Louis Rocca. - Pékin « rééduque » le Tibet, par Tica Broch.

**PAGE 21:** 

LITTÉRATURE: On aura tout vu, une nouvelle de Kaizer

PAGES 22 et 23:

Madagascar entre nationalisme et survie, par Philippe Leymarie.

- Chape de silence sur l'effroyable répression de 1947 (Ph. L.).

PAGES 24 et 25:

Les marchands à l'assaut d'Internet, suite de l'article de Dan Schiller.

PAGES 26 et 27:

BIOTECHNOLOGIES: Capitaliser en Bourse le génome humain, par Philippe Froguel et Catherine Smadja. – Pillage de la recherche publique (P. F. et C. S.) – Vers le brevetage du vivant.

Du Pont de Nemours, pesticide et profit, par Mohamed Larbi

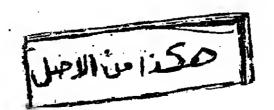
**PAGE 29:** 

«L'État confessionnel», de Mahdi Amil, par Georges Corm. - « Enquête sur Abraham », un film d'Abraham Segal par Dominique Vidal. - « Histoire de l'Espagne », de Joseph Perez, par Ramon Chao...

PAGES 30 et 31:

LES LIVRES DU MOIS: «Le Chemin de l'Eldorado », d'Arano Uslar Pietri (R. C.) — « Le Caméléon extraordinaire », d'Inger Edelfeldt, par Ingrid Carlander. — Trois ouvrages sur l'extrême droise en Europe, par Joseph Algazy. — Quel avenir pour le travail ? par Bernard Cassen.

Le Monde diplomatique du mois de février 1997 a été tiré à 275 000 exemplaires. Il a été interdit de vents en Tunisie.



蓝宝 المناج والمنطق 선물로 보내는 5V.32 

7 . 122 ---757 F Total Sales 2236... 2 2.02 22 Party 24-1marie . Zini.

2

Taring. -E172 .... ---

200 E . . 2,520 -222 270 V .. . 2 2 TE 1 5 .... E .. T. I

OTHER ST.

inches of Sternance.

W. W. T.

turing 23



The state of the s

QUE

L'HENTAGE ANCEN À - BAZZER MERVINA Agence de la franco Parque, 200 F.

A Page 1 American

THE UNE DE is the match thable eurs du par me enter his second PROPERTY OF LAST IN PRINCIP l'imperate 주를 - 복 국무, 중44 ( Ar Settodestric tare respect of le. scandalo des pays ne a France, i ; maril 44 - 415 ties et des The state of the s eun l'espa ( \$ creamis os apologe; cer un mie printes printer tant le erigen la liberiation printer un beniebten

ndre Jolles i vjouwer la

s hégémoin mentioner eler - l'm

s laquelle k laisse conse out le seul de

décédés de m

mentaire den

se som ne

dai p, our F

иостец с

ssinees = 3

watcis, it h

scal Lat

nps en dez

neus un-

amplenes:

nde! ikc

les grances

DOS 1822

VTaies Ball

nedást

demo ás

INC. WILL

and SE

k mass

nge las

To IDE

THE 25 12

les area

IL T. IN

JAMES.

. sor=12

مبشتا الما لل

Hilles E

Je 214

1 1

4 2 5

MG 25-

TO BEET

عبد لا

WELL TO

KIL VE

III THE

reyed,

TINDE.

giore fritspert 1. digital per minerally that the lege centers. Bellgeb sprint la er were a la morante a tre a deres reader and appearing A BIRTH E TEL TENETE biente a sen compatibilità 小体系统 缺一点的 最级的现在 penciple turn the Chief s Agree intervent with joint the

医加尔克德 加勒西美国维尔克克斯

in Serge Sweet %. This, the payers, but F

they had to attend the 12 persons. ad a promound on the Treffalls. Springer was your at his house the ser of a segmental state Copper Charge wind . In pasmy as in your ran a reader Commence of the second A to the time that the former of the care and to the state of the state of the state of A Charles a Likelind Cate to 41 with weetly the way to be a state of MORNANIA P. MANAGEMENT STATES IN THE PERSON NOT , SALE OF a service recognision of the property of the CD of the Care of a digletterine

aren ya amin' sen u ti ingen musik and the second of the second second tion war if in an an Aberlan & whether the workstand in the term groups in element trace ten يرا و المراجع مع معلوم المراجع المراجع State of the state

X171 X 28 1 1 11

MARKALES, & Loger Filel the black the transferment of M. 1764 1966 170 pages

A Large Control of the Section 1999

State of the second of the second of the second

العال ومسورة أيسا المهيئة بالربوس بي

garage parallel and a grown and

STANDARD STANDARDS

The second section of the second second second

The second of the second of the second

Secretary and the second of th

and the second of the second of

The second of the second

The second s

ger management of the second

The second secon

Lype Marie Control of the Control of

A second second

The second secon

The state of the s And the state of t

SHOW THE AMEN'S

The second secon

SOCIÉTÉ

LA DÉFAITE DE LA SANTÉ PUBLICUE. - Aquilino

\* Flammarion, Paris, 1996, 390 pages,

Les affaires du sang contaminé ou de l'hor-mone de croissance n'ont pas fini d'alimenter la réflexion. Avec un peu de recul, quelle significa-tion leur attribuer. ? Symptôme de définilances personnelles, effet malheureux de la faminé? Plongeant au plus profond, l'anteur y discerne bien pintôt la conséquence logique de la faillite d'un « système tout entier », impurable à la « très grande faiblesse institutionnelle, politique et culturelle de la santé publique en France ». et culturelle de la samé publique en France ».

Une faiblesse évidente pour qui en reconstinue le déroulement. Qu'il s'agisse de la généralisadon du rest biologique, de la recimique du « poolage » (métange des sangs), du chanffage ou de la pratique systématique des prélèvements en prison. à moim moment la politique de samé ne semble avoir été sérieusement pilotée, du fait de l'inconsistance des structures administrativo-politiques de samé (nas de conseiller apprès du politiques de santé (pas de conseiller auprès du premier ministre) et d'une culture du risque

hyper-ranonaliste, rétive à la prise en compte de la « prophétie du malheur » (H. Jonas). Une faiblesse, an fond, e génétiquement pro-grammée » depuis le XIX (crainte de l'effet liberticide de l'impératif de santé publique : le retard de la vaccination est, à cet égard, édifiant) et entreteune par un système qui n'a jamais su se donner de vécitables principes et instruments de cohérence et de régulation fante d'un sens suffi-samment affirmé de l'Brat et par suite des incobérences d'une architecture globale hésitant eure dirigisme de principe et liberté sans limites

JACQUES LE GOFF

MARX ET LE SENS DU TRAVAIL - Jean-Louis

\* Editions sociales, Paris, 1996, 320 pages, 120 F.

En prenant le concept de travail comme fil conducteur, cet ouvrage procède à une relec-ture minutieuse de quelques-uns des princi-paux textes qui out jalonné la trajectoire théo-ique de l'auteur du Capital. Il montre que, une place centrale dans la pensée de Marx, en érant souvent su cour des enjeux des réélaborations successives à travers létouelles cette neusée s'est construite. Le travail acquiert ainsi progressivement pour Marx un double sens et un double statut - fondement ontologique de l'être humain et activité historiquement détere, toujours liée à une forme sociale particulière. L'intéret du travail de l'auteur est de montrer que, même lorsque Marx se plonge dans l'analyse d'une des formes his particulières du travail (par exemple celle de la grande industrie capitaliste), il n'en oublie jamais la dimension ontologique. La conclu-sion met en évidence, trop rapidement cepen-dant, la pleine actualité de l'analyse marxieune. qui reste indispensable pour comprendre les problèmes que posent les transformacions actuelles des activités de travail.

● L'ANNÉE SOCIALE - Sous la direc-

con de René Mogriaux. (Editions de l'Atelier,

Paris, 1997, 238 pages, 98 F.) Chronique de l'année écoulée, documents-clés, bibliographie

et analyse des dossiers chands : la réforme de la Sécurité sociale, l'évolution du droit du travail

Sadou ; et des images formes en émotion.

Le récem développement des activités commerciales dans le « cyberespace », notam-ment sur Internet et les réseaux de services en

ligne, a engendré une nouvelle branche du mar-

keting : le « cybermarketing ». Cet ouvrage fait

• NEXT STEPS IN ARMS CONTROL

AND NON-PROLIFERATION. - William

Clarck Jr. and Ryukichi kmai. (Carnegie endowment for international peace and International house of Japan, 1997, 196 pages, Washington, 12,95 dollars. D'après le rapport d'un

groupe de traveil américano-japonais, sont exa-minés dans cet ouvrage les régions « chandes »

- Russie, Chine, Coree du Nord, etc. - d'une

possible prolifération, le futur des forces

développement du nucléaire civil et la non-

● LES MÉDIAS PENSENT COMME

MOI! - François Brune. (L'Harmatian, Paris, 1997, 217 pages, 90 F.) Nouvelle édition, augmentée, d'un ouvrage qui démonte avec brio l'idéologie de notre temps: celle des médies et de la publicité.

● LA PRÉSIDENCE AMÉRICAINE. -

Marie-France Toines. (Montchrestien, Paris, 1996, 158 pages, 60 R.) Réédition, actualisée

par Hubert Kempf, d'un livre indispensable pour tous ceux qui s'intéressent aux institu-

tions américaines. Avec bibliographie et index.

aucléaires existantes, les rapports entre le

le tour de la question.

et la simation du syndicalisme.

ALAIN BIHR.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

RAMSÉS 97. Synthèse annuelle de l'évolution du monde. - Sous la direction de Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet

 $\star$  institut français des relations internationales, Dunod, Paris, 1996, 392 pages, 219 F

Trois grandes parties structurent ce rapport namel doté d'une chronologie, d'annexes statistiques, de cartes et de nombreux fableaux. «L'éveil des nouveaux mondes » s'intéresse aux facteurs de la puissance contemporaine.

• Vers une nouvelle géo-économie » fait le point sur les évolutions mondiales, malyse plus en détail la simation de certains groupes de pays et, se penchant sur les économies émergentes, s'interroge: mythe ou réalité? Le chapture consacré aux « Réalités de l'intégration régionale » éclaire les enjeux des différents regroupements géographiques, et constate que la régionalisation est envisagée comme une modalité de la mondialisation plutôt que comme une tendance contradictoire. Enfin, « Les Etats-Unis, imprévisible Gulliver » met en évidence les contradictions intérieures et extérieures de cette sur les évolutions mondiales, analyse pl contradictions intérieures et extérieures de cette

SOUTH AMERICA, CENTRAL AMERICA AND THE CARIBBEAN 1997.

★ Europa publications LTD, Londres, 1996, 774 pages, £ 190.

La sixième édition de cet ouvrage de référence traite de manière exceptionnellement détaillée, carres et tableaux statistiques à l'appui, des qua-rante-huit Etars qui composent la région. Huit longs textes d'introduction abordent les grands thèmes transversaux, entre aurres la démocrati-sation et le rôle des armées, l'Eglise, les matières sation et le rôle des armées, l'Egise, les matières premières, le. narcotrafic et l'écologie... On regrettera que le choix de l'approche politico-économique fasse presque totalement l'impasse sur les sociétés civiles et les effets socianx des politiques économiques. Ao total, une somme impressionnante, judicieusement complétée par des informations-clés —les Constitutions, les gonvernements, etc. - et un annuaire.

GUIDE JURIDIQUE DES TUNISIENS EN FRANCE.

k Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives, UTIT, 70, rue de la Fraternité, 93170 Bagnolet, 1996, 85 F Jen français, 183 pages ; en arabe, 186 pages).

Qu'ils soient ou non considérés comme des rés, les étrangers vivant en France doivent bénéficier pleinement de leurs droits de citoyens. Encore faut-il les comaître! Au droit interne Encore fant-il les comaîne! Au droit interne s'ajoute une législation particulière qui, d'amoée en amée, se fait plus testrictive. Et la réglementation se complique parfois d'accords bilatéraux entre les gouvernements, cutraînant des clauses spécifiques selon les pays ~ en l'occurrence, la Tunisie. Sur ces mus points, ce guide expose les dispositions à connaître pour respecter et faire respecter le droit dans tous les domaines de sa site d'immigné sélon; reveil domaines de sa vie d'immigré : séjour, travail, mariage, prestations familiales, etc.

TROIS LIVRES SUR L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE

### Ce ventre encore fécond

مكذا من الاصل

E ventre est encore sécond d'au a surgi la bete immonde», écrivait Bertolt Brecht. Il n'a pas fallu cinquante ans après la défaite du nazisme pour constater que le dramaturge allemand avait raison. Malheureusement, durant de longues années et malgré bien des indices convergeots, ni ses paroles prophétiques ni celles de ses rares disciples ne furent

Se souvient-on, par exemple, des analyses minimisant la percée du Front national au lendemain des élections européennes du 17 jain 1984, où pourtant plus de deux millions de Français avaient voté pour la liste « Europe des patries » de M. Jean-Marie Le Pen ? De nombreux articles o'en expliquèrent pas moins que le succès do Froot national était éphémère: il ne s'agissait que d'une fausse alerte, la République française et les Français étant immunisés contre cette maladie... Après les succes ininterrompus de M. Le Pen et de soo parti, qui oserait répéter de telles affirmations?

La France o'est pas le seul pays d'Europe où la crise économique et sociale des années 80 et 90 ains1 que la poussée conservatrice sensible dans la vie politique, sociale et culturelle ont créé une conjoocture favorable aux extrêmes droites fascisantes. C'est à juste titre que Rinke van deo Brink le sooligne: «Les partis d'extrême droite d'aujourd'hui ne ressemblent plus en rien aux groupuscules semi-clandestins qu'ils étaient à leurs débuts [après-guerre - J. A.]. Ils sont surs d'eux et convaincus de l'avenir de leurs idées (1). »

Les livres récemment parus de Rinke van den Brink, Jos Vander Velpen (2) et Mannel Abramowicz (3) sur les partis d'extrême droite d'une partie de l'Europe permettent aussi bien au chercheur spécialisé qu'au lecteur non initié de mieux connaître l'influence de ces formations ; leurs méthodes de propagande, d'agitation et d'action ; leurs différences et leurs luttes internes; et enfin leurs efforts de coordination à l'échelle européenne pour constituer ce que Rinke van den Brink nomme « l'internationale de la haine ».

L'examen de ces mouvements souligne les caractéristiques propres à chaque pays, mais il dégage aussi certains traits communs. En France, le Front national et M. Le Pen - démontre Jos Vander Velpen - se présentent comme les légataires de l'antisémite Edouard Dru-

nt, de l'écrivain fasciste Robert Brasillach, du maréchal Pétain, de Jacques Doriot et de sa Légion des volontaires français qui combattirent sur le front russe sous l'uniforme de la Wehrmacht.

Pour Rinke van den Brink, M. Le Pen est devenu une figure incontournable du shëatre politique francais ». Le journaliste néerlandais partage l'avis du Monde selon lequel • le FN élève chaque fois un peu plus le seuil de tolérance dont il bénéficie (4) », Mais, contrairement aux dires de cenx pour qui • le pré-sident du Frant national a dû se brider, mettre de l'eau dans son vin (5) », M. Le Pen n'a cessé d'accentuer ses croisades racisies, Rinke van den Brink rappelle que, si . le sentiment anojuif à l'interieur du Front national se manifeste moins souvent que la rancœur antiarabe, il n'en est pas moins fort ». Et de citer la récente déclaration : « Je crois à l'inégalité des races, c'est évident.»

Le succès de l'alliance électorale de la droite et de l'extrême droite, qui abouot en Italie, en mai 1994, à la formation du gouvernement de M. Silvio Berlusconi, a inquiété l'Europe. Il découle largement de la profonde déception des Italiens face au bilan des gouvernements démocrates chrédens-socialistes. Ceux-ci ont ouvert la voie aux héritiers du fascisme mussolinien, associés un temps au pouvoir avec cinq ministres et douze secrétaires d'Etat. Chef de l'ancien Mouvemeot social ita-lien (MSI) et de l'Alliance nationale qui lui a succédé, M. Gianfranco Fini devait déclarer : « Nous ne sommes pas des fascistes, ni des antifascistes, ni des néofascistes. Nous sommes des post-fas-

A Belgique, ce petit pays de dix mil-lions d'habitants, représente pour le chercheur un riche laboratoire eo matière d'extrême droite. Aux habituelles divergences idéologiques internes s'ajoute ici la division entre Flamands et Wallons. « Voleurs wallons, divorçons », clame M. Franck Vanhecke, président du Vlaams Blok, partisan de la séparation du pays. Et de poursuivre : . Ceux qui volent notre praspérité et nos emplois, qui nous sabotent délibérément, qui vivent à nos frais et mardent ensuite la main qui les nourrit ne méritent plus notre solidarité. . Le Vlaams Blok n'en mène pas moins, avec autant d'ardeur, une campagne raciste cootre les 780 000 étrangers (Marocains, Turcs, Africains) qui vivent en Belgique.

Le livre de Manuel Abramowicz traite seulement de l'extrême droite belge francophone. Il s'agit, écrit-il. d'e un ouvrage de référence, de pédagogie es [6']un manifeste de lutte pour mettre à sac le fond de commerce de l'extrême droite .. Son but : démontrer que le Front national belge • nie le passé pour mieux le réhabiliter »; que l'extrême droite « impose à la démocratie le glissement vers l'utilisation de termes politiques corrects à son égard », comme par exemple de « racisme » à « ethnodifférentialisme », ou de « race supérieure » à Belges d'abord ».

INOUANTE ans après la libération de l'Europe du joug nazi, l'Allemagne unifiée compte, suivant les estimations très prudentes du Service de sécurité intérieure, cilées par Jos Vander Velpeo, quatre-vingt-deux organisations extrémistes de droite totalisant 42 700 sympathisants, sans compter les Républicains qui ne soot pas placés sous surveillance policière. Les mêmes sources signalent, en 1992, 2 584 actes de violence raciste qui oot coûté la vie à dixsept personnes. Les Républicains, rappelle l'auteur, meneot une guerre totale contre les étrangers. Or la chute du mur, le 9 novembre 1989, a donné une forte impulsion a la nouvelle droite allemande, dont MM. Ernst Nolte et Rainer Zitelman soot, seloo Jos Vander Velpeo, les moteurs. Il s'agit de rassembler, dans un grand monvement radical, l'extrême droite et les ailes nationalistes-conservatrices des partis de la droite tradition-

En Autriche, M. Jorg Haider a fait du Freiheitliche Partei Osterreichs (Parti libéral autrichien, FPÖ) le plus im parti d'extrême droite d'Europe, avec plus d'un million d'électeurs. Il caldve un climat de xénophobie virulent, et o'bésite pas à qualifier les anciens de la Waffen-SS de « gens honnêtes, qui font preuve de caractère et qui ont le cran de rester fidèles à leurs convictions jusqu'à aujourd'hul, même s'ils rament à contre-

JOSEPH ALGAZY.

(1) Rinke van den Brink, L'Internos la haine, paroles d'extrême droite, Belgique, France, Italie, Editions Luc Pire, Bruxelles, en coédition avec l'ASBI. Vent du Nord. Vent du Sud, Liège, 1996, 284 pages, 795 francs belges.

(2) Jos Vander Velpen, Horizons noirs, l'extrême droite en Europe, traducion du néer-landais par Karel Vermeyen, Editions EPO et Jos Vander Velpen, Bruxelles ; Le Temps des cerises, Pantin, 1996, 246 pages, 135 francs français.

(3) Manuel Abramowiez, Les Rais noirs, l'extreme droite en Belgique francophone, Editions Luc Pire, Bruxelles, 240 pages, 595 francs

(4) Le Monde, 17 septembre 1996.

(5) Eric Roussel, Le Cas Le Pen, les nouvelles droites en France, J.-C. Lattès, Paris, 1985, p. 112.

Précision. Dans la chronique consacrée au roman de José Luis Sampedro Le Fleuve qui nous emporte (Le Monde diplomatique, janvier 1997), Marie-Claude Duna regrettait qu'un film n'en ait pas été tiré. Un lecteur espagnol, Pedro S. Villanueva, de Barcelone, nous précise que ce film a été tourné en 1989 av même titre que le roman et Antonio del Real Antonio Lorretz et Antonio del Real ont écrit le scénario. Et les principaux acteurs sont : Tony Peck, Alfredo Landa, Eulalia Ramon, Fernando Fernan Gomez, Santiago Ramos, Juanjo Artero, Ovidi Montilor et Loncha Cueto.

## SORTIR DE LA CRISE

## Quel avenir pour le travail?

IMPLE corrélation on lien de cause • PLANÈTE FEMMES. - Sylvie Jean. à effet ? En France et en Europe. ions sociales, Paris, 1997, 125 pages, 145 F.) Un an après la conférence de Pékin, que deviennem les femmes de la planète ? Avec les contributions de Rigoberta Menchu, Leyla Zana, Lella Shahid, Barbara Maséhéla, Zazi on ne pent pas ne pas relever, d'un côté, l'acuité des interrogations et des conflits liés au travail, à sa durée ou sa disparition et, de l'autre, le foisonnement d'analyses et de propositions émanant des chercheurs, et qui trouvent parfois de ■ MÉD AGRI 1997. ~ (Centre international) timides relais politiques. Parmi les très de hautes études agronomiques méditerra-néennes, BP 5056, 34033 Montpellier Cedez 1, 1997, 455 pages, 500 F.) Les données - pins de nombreux onvrages parus ces demiers mois, il en est au moins trois qui méritent on examen attentif, tant ils vont au coeur cent mille - compilées dans cet annuaire rétrospecif (1961-65 à 1995) siment l'évolution de la Méditerranée en matiène de démographie, d'agriculture et d'agroalimentaire. du problème central : oui ou non le plein emploi, an sens actuel du terme (lire, pages 4 et 5, l'article de Jacques Robin), est-il encore possible sans rien changer de ● LE CYBERMARKETING. - Arnaud fondamental dans l'organisation de la Dufour. (Presses universitaires de France.

Que sais-je », Paris, 1997. 127 pages, 49 F.) société et dans la distribution des reve-

Telle est bien l'hypothèse implicite de tous les gouvernements depuis une ving-tzine d'années, celui de M. Alain Jappé ne dérogeant pas à la règle : tout se passe, à l'en croire, comme s'il existait des gisements cachés de postes de travail non pourvus, mais qu'une amélioration de la formation ou un rapprochement des jeunes avec les entreprises permettraient de mettre an jour.

A la lecture du dernier ouvrage de Jeremy Rifkin (1), remarquablement préfacé par Michel Rocard, on mesure à quel point cette hypothèse constitue une véritable insulte à l'observation la plus élémentaire, malheureusement corroborée par la douloureuse expérience de dizaines de millions d'individus. Les technologies de l'information, qui se diffusent dans tous les secteurs d'activité, y détruisent massivement des emplois. Les travailleurs qui en sont chassés ont toute chance de n'en retrouver, s'ils en retrouvent, que de précaires et de plus mal payés, renforçant ainsi la polarisation des sociétés, en premier lieu de colle des Brats-Unis, qui fournissent la base documentaire de l'ouvrage.

La « fin » du travail ne doit cependant pas être prise à la lettre : il s'agit en fait

d'une redistribution, à partir de la diminucon drastique du besoin de main-d'œuvre dans la production et la distribution de biens et services marchands. Ce qu'on appelle, en France, le secteur de l'économie solidaire, en particulier celui des services aux personnes, aurait un bel avenir devant lui si les bases de son financement (l'auteur songe surtout à une TVA « ciblée » sur certains produits) étaient mises en place. Mais qui ose encore suggérer l'augmentation de la pression fiscale? Plutôt aller vers l'anarchie et le

A LAIN LIPIETZ, avec sa Société en sablier (2), caractérise de manière imagée la polarisation des revenus décrite par Jeremy Rifkin. Son livre, analyse implacable de la société de chômage de masse et de la déchirure sociale, est aussi un plaidoyer extrêmement argumeoté pour des solutions de rechange. Et elles existent : partage du travail et des revenus, développement du « tiers-secteur », réforme fiscale que l'anteur détaille avec soin. Alain Lipietz montre que, certes, existent des marges de manœuvre nationales, mais que le cadre approprié pour une action d'envergure est l'Europe. A condition d'en faire sauter les verrons libéraux : pas sculement ceux du traité de Maastricht, mais aussi ceux de l'Acte unique, qui a consacré la « résurrection

des rensiers ». Dominique Schnapper s'est voulue provocante en se prononçant e contre la fin du travail » (3). Rappeler, comme elle le fait, que « l'idée de travail est constitutive de la définition de l'homme occidental » o'invalide pas pour autant les perspectives que tracent les constats de Jeremy Rifkin. Elle admet d'ailleurs qu'« il faudra retrouver d'autres manières d'établir ou de rétablir le lien social (...) par d'autres formes d'activité qui ne seront pas l'"emploi salarié" tel qu'il a été défini durant les « trente glorieuses ».

On souhaiterait que, à l'instar de

Michel Rocard et du dirigeam « vert » qu'est Alain Lipietz, les préiendants au pouvoir, au lieu de s'eo tenir à des mesurettes directement issues d'un cadre théorique obsolète, affrontent à bras-le-corps ces analyses et nous disent quelle est la leur, s'ils en ont une. BERNARD CASSEN.

(1) Jeremy Rifkin, La Fin du travall, La Découverte, Paris, 1996, 431 pages, 150 F.

1 2) Alain Lipietz, La Société en sablier. Le paris de la laconda de laconda de laconda de la laconda de la laconda de laconda de la laconda de lacon du travail contre la déchirure sociu nuverte, Paris, 1996, 333 pages, 145 F. (3) Dominique Schnapper, Contre la fin du tra-vail. Conversation avec Philippe Petit, Textuel, Paris, 1997, 111 pages, 79 F. VIENT DE PARAITRE



### « L'empire américain »

L'éditorial d'Ignacio Ramonet dans Le Monde diplomatique de février (« L'empire américain ») et le courrier publié à ce sujet dans notre numéro de mars suscitent à nouveau plusieurs réactions de lecteurs. Ainsi M. Jean Barrué, de Paris, relève dons ces lettres « une singulière méconnais-sance de l'histoire » :

Apparemment, certains Américains persistent, à plus de cinquante ans de distance, dans des idées dont le gouverne-ment de Washington a dû se défaire dès le débarquement en Normandie. Les Etats-Unis ingeaient effectivement que la France était « vaincue moralement et collaborationniste ». Ceci les conduisit à conserver le plus longtemps possible des relatinns avec le régime de Vichy, à miser sur le collaborateur Darlan, et à mettre en avant un militaire sans euvergure pulitique (Giraud) dont ils pensaient faire leur homme de paille. Ils avaient même prévu une administration américaine de la France libérée, par le biais d'un orga-nisme dénommé Amgot.

De Gaulle eut de grandes difficultés à faire admettre sa représentativité, surtout parce qu'il voulait que la France se comporte, dès sa libération, en puissance mondiale. Le ralliement rapide de l'administration française à la personne de De Gaulle prit de court les Américains, et les convainquit de leur erreur. Ils durent ranger l'Amgot au magasin des accessoires. et enregistrer, en quelque sorte, que la France existait hors de leurs fantasmes.

Édité par la SA Le Monde diplomatique Société anonyme avec directoire et conseil de surveillance ionnaires ; SA Le Monde. Association Gunter Holzm ion Les Amis du Monde dipl

Directoire: Ignacio RAMONET, président directeur de la publication : Bernard CASSEN, directeur général

Directeur de la rédaction : Ignacio RAMONET Rédacteur en chef : Alain GRESH Rédaction : Christian OE BRIE. Bernard CASSEN, Serge HALIMI, Maurice LEMOINE, Dominique VIDAL rétariar de rédaction ex conception artistique Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI

> Joseline CAPRON, Monique SALOMÉ Fondateur : Hubert BEUVE-MERY Anciens directeurs; François HONTI (1954-1972) Claude JULIEN (1973-1990)

Conseil de surveillance : an-Marie COLOMBANL président ; Alain GRESH, vice-président

21 bis, rue Clande-Bernard, 75242 Paris Cedea 05 Tel.: 01-42-17-20-00 - Teleopiem: 01-42-17-21-00 Courrier électronique: Secretariat @ Moude-Diplomatique fr

esponsable de la diffosion : Patrick MANCHEZ Tel.: 01-42-17-33-78

Relations clientèle ents : tel. : 01-42-17-32-90

Responsable : Natacha HERCEGOVA Tél. : 01-42-17-28-34 - Fax : 01-42-17-21-83

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé

Les Anglais et les Russes avaient été beaucoup plus perspicaces - ou moins

Quant aux « millions de combattants américains » qui auraient donné leur vie pour abattre le nazisme, le fascisme et le militarisme japonais, une simple lecture du Petit Larousse remet les choses en place. Le pays qui a donné des millinns de vies pour abattre le nazisme, c'est l'Union soviétique (ce qui ne suffit pas à me remplir de gratitude envers le communisme). Pendant la seconde guerre mondiale, les Erats-Unis ont eu 300 000 més, la Grande Bretagne 390 000 et la France 535 000 (dont un certain numbre causés par l'imprécision des bombardements américains). Lorsqu'on considère la première guerre mondiale, nù les Etats-Unis intervinrent très tardivement, les chiffres sont encore plus éloquents : la France déplnra 1 400 000 mnrts, la Grande-Bretagne 780 000 et les Etats-Unis 114 000. En fait, le peuple américain n'a connu qu'une seule « grande guerre » au sens européen du terme : ce fut la guerre de Sécessinn, qui causa près de 600 000 morts et des destructions énormes aux Etats-Unis même. A titre de comparaison, nn chiffre à 700 000 environ le nombre de combattants qui moururent à Verdun. (...)

### Une bouffée d'oxygène

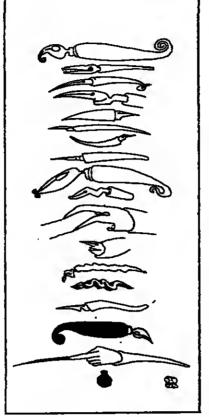
M. Tanguy Van Loqueren, de Limal (Belgique), tout en appréciant « l'éclairage différent » que lui offre Le Monde diplomatique. regrette, comme d'autres lecteurs, que la lecture de celui-ci lui porte « un coup au

Droits de l'homme bafoués, crises politiques, économiques et morales, etc., remplissent page après page votre journal. Votre rôle de média est de nous informer et, au-delà, de décortiquer cette information de la manière la plus objective possible. Je pense que vous jouez effective-ment ce rôle. Mais, si notre monde va mal, n'y a-t-il pas, ici et là, des gens qui luttent pour le rendre meilleur ? Des gens qui, contrairement à la tendance dominante, renversent localement l'équilibre en faveur de plus de justice, de plus de bien-être moral et matériel ? Ou qui du moins marquent certains succès dans ce sens ? Je pense que oui.

Votre journal ne pourrait-il se faire l'écho de ces mouvements, bien qu'ils soient sans doute plus diffus et par là moins frappants? Ce serait une botiffée d'axygène, de quoi rendre espoir et courage. Il nous faut être conscients des problèmes qui nous entourent afin de pouvoir agir et réagir efficacement. Mais, ooyés par eux, la tentation est grande de perdre la foi en des possibilités d'action en faveur d'une société plus juste et de se replier sur soi, participant ainsi à l'indivi-

[La lucidité est souvent considérée comme une forme de pessimisme. Dans un monde de plus en plus gagué par le chaos, notre journal poursuit, avec le maximum de rigueur possible, un modeste travail d'Information, d'analyse et de critique. Avec la volonté de donner du sens aux événements. Sans négliger les multiples expériences positives ni croire pour autant à un quelconque « meilleur des mondes ». Dans un esprit résoloment optimiste, en gardant la foi en l'homme, en la mocratie et en la justice. - L.R.)

## COURRIER DES **LECTEURS**



### Madagascar

A la suite des articles sur Madagas-car publiés dans Le Monde diploma-tique de mars 1997, M. Jean-William Lapierre, de Nice, tient à préciser:

La revue Esprit publia, en février 1948, un numéro spécial sur Madagascar avec des articles de Domenach, Bnudry. Boiteau, Ivry et des poèmes de Rabearivelo, pais, en unvembre, un article de Domenach sur le procès de Tananarive. La revne fut représentée dans les deux comités fondés pour demander la révision du procès et une lettre fot adressée an président de la République par Dome-nach, Mandouze, le pasteur André Domas, etc.

Je me souviens des discussions au comité directeur d'Esprit sur l'apportunité de la publication de ce numéro de février 1948 alors qu'en ce début de guerre froide le gouvernement français réclamaient de la Résistance (NDLR-II s'agit de la SFIO, de l'UDSR et du MRP) et que le RPF venait d'être créé. Il nous avait semblé que les Français devaient ètre informés, et Robert Boudry n'hésita pas à comparer les méthodes de la répression à celles de la Gestapo. Il y eut donc à l'époque quelques Français qui se sou-ciaient de Madagascar.

### « Divorce à la belge »

M. Bernard Daelemans, du Mouve-ment populoire flamand (Vlaamse Volksbeweging), réagit à l'article de Bernard Remiche (« Divorce à la belge », publié dans notre numéro de février), auquel il reproche de ne citer que des propos de Belges franco-phones. Il insiste en particulier sur le statut de Bruxelles :

La « Région de Bruxelles » ne saurait être mise sur un pied d'égalité avec les deux autres réginns. Il est vrai que la Constitution belge maintient à cet égard avec le terme « région-capitale » - un finn artistique permettant des lectures divergenies. Mais il est clair que Bruxelles est une ville, non une vraie « région » (la superficie est de 164 kilomètres carrés pour 950 000 habitants). Bruxelles n'a pas non plus d'identité propre, puisqu'il s'agit d'une ville dont les origines sont fortement enracinées dans la tradition thinise, e'est-à-dire néerlandaise au sens eulturel et linguistique du terme. (N'était-ce pas Voltaire qui s'exclama, déçu: « Le diable qui dispose de ma vie m'envoie à Bruxelles et songez s'il vous plaît: il n'y a à Bruxelles que les Flamands / »). Ce n'est qu'au cours de ce siècle - et surtout dans les premières

Mit nellices décennies de l'après-guerre - que la fran-cisation de la ville a connu de forts progrès parmi les conches populaires. (...)

De toute façon, il est clair que l'avenir de Bruxelles n'est pas en Wallonie. Le seul lien objectif qui unit une partic des Bruxellnis avec les Wallnns, c'est la langue française. La grande majorité (de 60 % à 70 %) des Bruxellois est d'origine flamande (le taux d'immigration historique de Wallonie à Bruxelles est de 8 %), bien que maintenant d'expression fran-caise. Géographiquement, Bruxelles se situe en région flamande; or son économie dépend pour 70 % de la Flandre: déjà, 35 % des déclarations d'impôt des firmes situées à Braxelles sont rédigées en néerlandais. Trnte croissance économique se réalisera dans les environs immédiats flamands de Bruxelles. Des lors, les Bruxellois n'ont aucun intérêt à lier leur sort avec celui de la Walionie. (...) Loin d'être prêt à renoncer à Bruxelles, comme le prétend Bernard Remiche, le mouvement flamand veut offrir aux Bruxellois francophones toures garanties démocratiques au niveau lin-guistique et culturel au sein d'un Etat fla-

### « Fascinations autrichiennes pour M. Haider »

Physieurs lecteurs se sont émus de l'affirmation de notre collaborateur Roland Pfefferkorn (« Fascinations autrichiennes pour M. Haider », publié dans notre numéro de février), selon laquelle « ici [en Autriche] comme en Alsace, il n'y o pas eu de dénazifica-tion». Ainsi M. G. Andres (Strasbourg) nous écrit :

C'est l'Alsace qui, de toutes les régions françaises, a subi l'épuration la plus dure (...). D'après les chiffres cités par M. Fonlupt-Espéraber, ancien député et chargé de mission en Alsace, en 1945, la proportion entre l'épurating en Alsace et l'épuration dans le reste de la France - sans compter les actes de « justice arbitraire » des premières semaines au lendemain de la Libération - s'établit ainsi :

- Cours de justice: Alsace: 3 870 condamnations, dont 29 à mort ; reste de la Prance: 41 492 condamnations, dont 2 588 à mort;

- Chambres civiques: Alsace: 6 593 condamnations à l'indignité nationale; reste de la France: 8 900 condamnations à l'indignité nationale. (...)

De son côté, M. Paul Baltenberg (Garchy) souligne:

Pendant l'annexion de fait de l'Alsace au Reich, entre juin 1940 et février 1945, cette province - ma province - a effectivement connu une campagne de nazification, dont les résultats ont été très décevants pour les Allemands. (...) La dénazification n'a pas en lieu en Alsace, dit M. Pfefferkorn? Mais il a parfaitement raison! A quoi bon dénazifier s'il n'y a rien à dénazi-fier? An printemps 1945, les mazis allemands étaient rentrés en Allemagne, emmenant les quelques nazis qui s'étaient compromis avec enx. (...) Finalement, le seul procès retentissant de dénazification a été celui, à Strasbourg, de Robert Wagner, le ganleiter allemand de l'Alsace, avec quelques acolytes.

---

20.4

=: =

15 12 -

-

\_\_\_\_

1=

200 -200 -200 -

### Colloques et rencontres

● LA CRISE ACTUELLE DE LA DÉMO-CRATTE. Conférence-débat organisée par. l'Association rennaise des écudiants en science politique (Aresp), avec les universitaires Phi-lippe Braud et Philippe Portier. A Rennes, le 3 avril, 18 heures. (Faculté de droit et de science politique. - Tél: 02-99-84-76-08.)

POURQUOI CHE GUEVARA AUJOURD'HUI? Colloque organisé par le cercle d'études sur l'Amérique latine, avec Janette Habel et Michael Loewy. A Paris, le 9 avril, 18 h 30. (Maison de l'Amérique Latine, 217. bd Saint-Germain, Paris 7.)

• LES ITALIES. Sous ce titre, le Festival européen de la critique historique du film pré-sente, à Perpignan, des chefs-d'œuvre et des raretés de l'histoire du septième art de la pénin-sule, en présence de nombreux réalisateurs, critiques et spécialistes. (Contact : Brigine Karleskind ou Vanessa Viala, 8, rue de Chantilly, 75009 Paris. - Tél.: 01-48-74-09-00.)

MADAGASCAR. L'AFRIQUE. LA FRANCE: LA CRISE DE CONFIANCE. C'est le thème d'un débat avec notre collaborateur Philippe Leymarie à Pointers, au « Thit du monde ». le 29 avril. (Contact : 05-49-41-13.

● LA TÉLÉVISION ET NOUS. C'est le thème d'une exposition regroupant 300 illustrations et réalisée par Enjeu Télé et par l'instiinations et realisee par leafen leate i par l'issu-int pour le développement. I éducation et les échanges, qui sera notamment présenté su mois d'avril à Naocy (Meurthe-et-Moselle), Kotoigshofen (Bas-Rhin) et Chasse-sur-Rhône (Isère). (IDEE, Rue Jean-Pierre Melville, 90000 Belfon. - Tel.: 03-84-2870-96.)

Prec rence Beaugé « Misère et dignité à l'hôpita Mama-Yemo », publié dans notre munéro de décembre 1996, le docteur William Close, un chirurgieu américain ayant exercé pendant les années 60 et 70 dans cet hôpital de la capitale du Zaire et assumé les fonctions de président du Zaire et assumé les fonctions de président du conseil d'administration, nous écrit : « (...) Le 21 décembre dernier, j'ésais à Kinshass pour l'ouverture officielle des nouveaux ser-vices de chirurgie et d'urgences de l'hôpital Mama-Yemo. Il est important de souligner que les fonds mis à la disposition du Fonds médi-cal tropical (Fometro) pour ce projet de reconstruction se sont élevés à 24 millions de dollars, et non 60. Cette somme provenait du gouvernement zarois dirigé par M. Kengo Wa Dondo, et non des Etats-Unis (...). »

Financial Times, Le Monde diplomatique et l'Institut européen de la London School of Economics (LSE) organisent un débat public :

### La mondialisation est-elle inévitable?

Mercredi 7 mai à 17 h 30 Old Theatre, LSE, Houghton Street, Londres W2 (Entrée libre)

Président de séance : professeur Leslie Hannah, directeur délégué, LSE Intervenants:

Financial Times

 Guy de Jonquières, rédacteur en chef de le section économie et commerce internationaux rédacteur en chef de l'édition internationale

 Martin Wolf, rédacteur en chef associé et chroniqueur économique

Le Monde diplomatique

- Bernard Cassen, journaliste, directeur général du Monde diplomatique SA Serge Halimi, journaliste Riccardo Petrella

président de l'association Les Amis du Monde diplomatique A cette occasion, l'association Les Amis du Monde diplomatique organise un voyage à Londres qui, au lendemain des élections, permettra égelement de faire le point sur le nouvelle donne politique britannique.

Renseignements et inscriptions : Inter-Echanges, 9 *bis,* rue da Valence, 75005 Peris Tél. : 01-43-37-42-89 - FAX : 01-45-35-07-99



### **DAFSA** le spécialiste de l'analyse des SERVICES INTELLECTUELS

PRIMARK SERVICES

Ž.

€.

Etudes récentes et disponibles : - Enquête de statisfaction clients et de notoriété Mars 1997 AUDIT ET COMMISSARIAT 310 directeurs financiers évaluent 50 cabinets AUX COMPTES : - Qui audite qui ? Mars 1997 Les I 500 premières sociétés françaises analysées EXPERTISE COMPTABLE: - Quels sont les besoins des PME-PMI ? Nov 1996 Enquête auprès de 800 dirigeants Mars 1997 CONSEIL EN MANAGEMENT - Dynamique du marché français Les besoins de 60 grands comptes, dynamique concurrentielle

> GROUPE DAFSA - 11, rue Robert de Hers 75737 PARIS CEDEX 15 -Contactez des aujourd'hui notre équipe commerciale au 01 44 37 26 00

Intelligence économique - Pratique et organisation de 40 groupes leaders

حكذا من الاصل

8.7

Nov 1995

€.

₹.